

once le « danger  
de l'islam en Europe  
contre la Serbie » est scandaleux

Le conseil municipal de la capitale albanaise a approuvé, lundi 12 avril, au terme d'une séance perturbée par Bruno Mégret et des militants du Front national-Mouvement national, le projet de construction d'une « mosquée centrale » soutenu par le maire, Roland Ries (PS).

Le conseil municipal de la capitale albanaise a approuvé, lundi 12 avril, au terme d'une séance perturbée par Bruno Mégret et des militants du Front national-Mouvement national, le projet de construction d'une « mosquée centrale » soutenu par le maire, Roland Ries (PS).

Le conseil municipal de la capitale albanaise a approuvé, lundi 12 avril, au terme d'une séance perturbée par Bruno Mégret et des militants du Front national-Mouvement national, le projet de construction d'une « mosquée centrale » soutenu par le maire, Roland Ries (PS).

Le conseil municipal de la capitale albanaise a approuvé, lundi 12 avril, au terme d'une séance perturbée par Bruno Mégret et des militants du Front national-Mouvement national, le projet de construction d'une « mosquée centrale » soutenu par le maire, Roland Ries (PS).

Le conseil municipal de la capitale albanaise a approuvé, lundi 12 avril, au terme d'une séance perturbée par Bruno Mégret et des militants du Front national-Mouvement national, le projet de construction d'une « mosquée centrale » soutenu par le maire, Roland Ries (PS).

Le conseil municipal de la capitale albanaise a approuvé, lundi 12 avril, au terme d'une séance perturbée par Bruno Mégret et des militants du Front national-Mouvement national, le projet de construction d'une « mosquée centrale » soutenu par le maire, Roland Ries (PS).

Le conseil municipal de la capitale albanaise a approuvé, lundi 12 avril, au terme d'une séance perturbée par Bruno Mégret et des militants du Front national-Mouvement national, le projet de construction d'une « mosquée centrale » soutenu par le maire, Roland Ries (PS).

Le conseil municipal de la capitale albanaise a approuvé, lundi 12 avril, au terme d'une séance perturbée par Bruno Mégret et des militants du Front national-Mouvement national, le projet de construction d'une « mosquée centrale » soutenu par le maire, Roland Ries (PS).

Le conseil municipal de la capitale albanaise a approuvé, lundi 12 avril, au terme d'une séance perturbée par Bruno Mégret et des militants du Front national-Mouvement national, le projet de construction d'une « mosquée centrale » soutenu par le maire, Roland Ries (PS).

Le conseil municipal de la capitale albanaise a approuvé, lundi 12 avril, au terme d'une séance perturbée par Bruno Mégret et des militants du Front national-Mouvement national, le projet de construction d'une « mosquée centrale » soutenu par le maire, Roland Ries (PS).

Le conseil municipal de la capitale albanaise a approuvé, lundi 12 avril, au terme d'une séance perturbée par Bruno Mégret et des militants du Front national-Mouvement national, le projet de construction d'une « mosquée centrale » soutenu par le maire, Roland Ries (PS).

59<sup>e</sup> ANNÉE - N° 16863 - 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

MERCREDI 14 AVRIL 1999

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

# Le Monde

LE MONDE INTERACTIF

- La révolution des nanotechnologies
- Emploi : 10 pages d'annonces classées



## Tunnel du Mont-Blanc : les accusations du premier rapport d'enquête

LE RAPPORT D'ETAPES de la mission d'enquête technique sur l'incendie dans le tunnel du Mont-Blanc - 41 morts au moins, le 24 mars - a été rendu public, mardi 13 avril. Ce document souligne une série de lacunes graves : mauvais fonctionnement des systèmes de ventilation, absence d'équipe de premier secours côté italien, manque d'exercices communs et d'appareils adaptés pour les sauveteurs. « Tous les moyens matériels et humains (...) étaient concentrés sur les plates-formes françaises et italiennes, mais les conditions mêmes de l'intervention n'ont pas permis de les mettre en œuvre », indique le document. Le rapport définitif devrait être remis le 31 mai à Jean-Claude Gagesot, ministre de l'équipement et des transports, et à Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur.

Lire page 9

## Une mosquée à Strasbourg

Le conseil municipal de la capitale alsacienne a approuvé, lundi 12 avril, au terme d'une séance perturbée par Bruno Mégret et des militants du Front national-Mouvement national, le projet de construction d'une « mosquée centrale » soutenu par le maire, Roland Ries (PS).

## « France-Soir » vendu

En cédant le quotidien à Georges Ghosn pour 1 franc symbolique, le groupe Hersant s'allège d'une de ses principales sources de pertes financières.

## La série noire des trains allemands

Collision d'Eschede en 1998, déraillement d'un train suspendu lundi 12 avril à Wuppertal, incendies à Cologne et Hanovre, retards multiples : les voyageurs allemands, inquiets, boudent leurs chemins de fer.

## Artisans en campagne

Les commerçants et artisans des zones rurales s'inquiètent de la concurrence potentielle des agriculteurs incités à la pluriactivité.

## Almanachs gourmands

Au pays de Rabelais et du Michelin, quelques livres consacrés aux « fondamentaux » qui jalonnent l'histoire et la tradition de la table française.

Almanachs, 3 DM ; Annuaire-Guyane, 9 F ; Annuaire, 28 F ; Belgique, 48 F ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Choc-Trois, 850 F CFA ; Danemark, 15 DKK ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 12 £ ; Grèce, 360 DR ; Hongrie, 140 F ; Italie, 200 L ; Luxembourg, 40 F ; Maroc, 30 DH ; Norvège, 14 NOK ; Pays-Bas, 12,50 G ; Portugal, 200 PTE ; Royaume-Uni, 10 £ ; Suède, 2,20 S ; Suisse, 2,20 S ; USA, 2,20 \$ ; USA (Hawaii), 2,20 \$.

N 0147 - 44 - 7,50 F

## Les sept cent mille fantômes du Kosovo

- Les alliés s'inquiètent du sort réservé aux Kosovars déplacés qui errent dans leur province
- L'ONU parle d'un risque de famine
- L'OTAN redoute un « désastre humanitaire »
- Jacques Chirac dénonce les « atrocités » commises par le régime serbe, « une honte pour l'Europe »

LE SORT des Kosovars restés à l'intérieur de la province suscite une inquiétude croissante. L'OTAN estimait, lundi 12 avril, que quelque 700 000 d'entre eux seraient déplacés ; d'autres se trouveraient dépourvus de tout dans des zones contrôlées par l'Armée de libération du Kosovo (UCK) ; certains seraient victimes d'atrocités. L'ONU parle de risque de famine. Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) fait état de « rapports alarmants ». Le président Bill Clinton a déclaré à ce propos : « Les histoires que nous entendons actuellement nous donnent froid dans le dos ». Le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, a dénoncé des « pratiques barbares ». Le président Jacques Chirac, lundi soir à la télévision, a mentionné des « atrocités dont on ne connaît encore vraisemblablement qu'une partie ».

- Le sort des Kosovars de l'intérieur
- M. Chirac : impliquer l'ONU et la Russie
- Les cinq conditions des alliés
- Madeleine Albright : la hantise de Munich
- La « bonne guerre » de Tony Blair

- La Macédoine sous le flot des réfugiés
- Débat : Paul Allits répond à Daniel Bensaid
- Internet au cœur du conflit
- Revue de presse et la chronique d'Alain Rollat



bombardements tant que ne seront pas remplies leurs cinq conditions : arrêt de « l'épuration ethnique », retrait de toutes les forces serbes du Kosovo, retour des réfugiés, déploiement d'une force armée internationale, nouveau statut pour la province.



## Deux missiles sur un train

AU MOINS dix passagers d'un train de voyageurs ont été tués et seize autres blessés, selon les autorités locales serbes, lorsque deux missiles sol-air tirés par un avion de l'OTAN ont touché, lundi 12 avril, un pont de chemin de fer à Gredelicka, à quelque 200 kilomètres au sud de Belgrade. L'OTAN reconnaît que cette ligne, qui serait utilisée pour l'approvisionnement des forces serbes au Kosovo, était visée, mais pas le train, a expliqué un porte-parole.

Pages 4 et 5

## « Maman, c'est Youssouf. Papa n'est pas avec nous. Je t'embrasse... »

KUKËS de notre envoyé spécial Pour la cinquième fois, l'homme retire sa carte, la réintroduit dans l'appareil, et compose un numéro en Albanie. Sa main gauche chatouille nerveusement sa moustache poivre et sel. La droite tient fermement le combiné. Soudain, son visage s'éclaire : « Allô, fils ! C'est moi ! Oui, moi ! Je vais bien, je suis en Albanie, à Kukës. Tout le monde est là. On est passé il y a trois jours, mais je n'ai pas pu appeler plus tôt. » Il parle fort, la voix claire. « Tu as des nouvelles de Fatos et Aline ? Leur village a été vidé deux jours avant nous. Mais ils ne sont pas là. Écoute, il faudrait que tu m'envoies de l'argent, 1 000 marks. Et viens si tu peux ! Je pensais descendre à Tirana chez Mustapha mais il paraît que c'est impossible, qu'ils ne prennent plus de réfugiés. Ça va couper, fils. Au revoir et ne t'inquiète pas ! »

L'homme se retourne, la mine réjouie. Trois jours qu'il essayait, à l'instar de ces dizaines de personnes alignées derrière les six cabines téléphoniques de la ville ouverte sur l'étranger. Trois jours qu'il patientait deux ou trois heures, de jour ou de nuit, pour espérer saisir l'appareil. Et la ligne qui ne passait pas. Une femme s'applique à son tour. Elle essaie un premier numéro en Italie, un second en Suisse. Au troisième, en Croatie, les unités semblent défilier sur la carte, mais aucune voix ne répond. La mine défaite, elle cède sa place à un adolescent, quinze ans, peut-être seize. Il tape rapidement un numéro italien. « Maman, c'est Youssouf... A Kukës... Shpresa est avec moi, elle va bien, et le petit aussi... Non, on n'est pas logés, mais ne t'inquiète pas, on nous donne à manger. Papa n'est pas avec nous... Je ne sais pas où il est. Dis à Farid de venir nous chercher. Il nous trouvera, on est au camp des Italiens, tout le monde connaît. Je t'embrasse. » Le garçon raccroche et sort en pleurant.

La file est silencieuse, disciplinée. Certains restent deux minutes devant l'appareil, d'autres cinq, jamais plus. Un jeune homme, casquette et pantalon militaires, blouson de cuir et baskets noires, est invité à couper la file. Il compose trois numéros d'affilée. Parle chaque fois rapidement. « Bonjour, je suis un ami de Besnik. Il va bien, il est avec nous, FUCK. On est en Albanie mais on espère rentrer demain au Kosovo. Je ne vous parle pas longtemps, il y a du monde. Courage. » Sur le bord du trottoir, les vendeurs de cartes se régalent. Deux gamins s'amuse dans la forêt de jambes. Des vieux discutent. Sur le côté, un colosse se tient la tête dans les mains. Aucune nouvelle de sa femme et de ses enfants, ni à Tirana, ni à Milen, ni à Skopje. Au téléphone, il a rassuré sa belle-mère : « Ils sont sans doute ici, c'est très grand. Mais il n'y a rien plus vraiment. »

Nathaniel Herzberg

## La guerre et les mots

UN MOT. Il est prononcé sans cesse sur tous les tons, on n'entend que lui dans les déclarations, les communications, les informations ; il occupe toutes les ondes, il vient se plaquer comme un coup de fouet sur des corps misérables en transit, et ce mot est : *ethnique*. Purification ethnique, nettoyage ethnique, émigration ethnique, tout le monde semble s'être mis d'accord sur l'emploi de ce terme à répétition. Il traverse les villages incendiés, les colonnes de réfugiés, les vieillards, les femmes, les enfants, les trains, les autobus, l'épandage des visages. Les Kosovars, voyez-vous, avant d'être un ensemble de personnes, sont une *ethnie*. C'est ainsi. Le lecteur, l'auditeur, le téléspectateur sont transformés de cette façon en spectateurs ethnologiques. Les exactions, les viols, les meurtres sont filtrés par ce mot-écran qui colore des Européens comme vous et moi en Indiens d'Amazonie, en Hutus, en Tutsis. Cet enfant-là, cette femme-là, ce vieux-là ? Une *ethnie*. Technique dans le ciel, ethnique au sol. La plus grande sophistication militaire volante, dont l'horizon, ne l'oublions pas, est « zéro mort » (trois Américains prisonniers, quel drame !), engendre ainsi, sur terre, des centaines de milliers de corps voués à l'anonymat.

« Purification », « nettoyage », « émigration » : voilà, à n'en pas douter, ce que fait le criminel Milosevic. Mais nous employons ces mots comme s'ils n'étaient pas obscènes, descriptifs, seulement. Nous n'avons, bien entendu, rien à voir avec ces atrocités, juste une simple complaisance de vocabulaire, dont il n'y a pas besoin d'être freudien diplômé pour entendre la jouissance qui l'habite. La passion religieuse est féroce, et c'est elle qui se dissimule derrière ce masquage verbal.

Les Kosovars, les Albanais, sont en effet musulmans, rien d'autre. Et l'orthodoxie chrétienne, passée à la moulinette stalinienne, puis nationaliste, l'entend bien ainsi. Voilà pourquoi l'expression de « frêne pascale » a pris, ces temps-ci, une tonalité qui serait cocasse si elle n'était pas tragique.

Philippe Sollers pour le Monde

Lire la suite page 16

## Management à la japonaise

COMMENT travailler entre Occidentaux et Japonais ? Pour le français Renault, qui doit redresser Nissan, la question est d'actualité. Différences culturelles et divergences profondes sur la façon de gérer une entreprise séparent Nippons et Occidentaux. « Notre communication est subtile pour ne blesser personne publiquement, explique Akio Miyabayashi, qui fut pendant vingt ans PDG de Minolta Europe. Nous avons ainsi plus de dix façons d'exprimer un désaccord ». Pour être un dirigeant efficace aux pays du Soleil levant, il faut « écouter, rester maître de soi, ne pas être trop directif », Renault a fait appel à un spécialiste pour former ses cadres en partance pour Tokyo.

Lire page 16

## Frère Jacques



JACQUES HIGELIN

FIDÈLE à ses amours, fidèle au Printemps de Bourges, Jacques Higelin est pour la neuvième fois à l'affiche de cette rencontre de la chanson francophone, qui organise, jusqu'au dimanche 18 avril, sa vingt-troisième session. Ce festival est consacré, cette année plus encore que d'habitude, à la découverte de nouveaux talents.

Lire page 29

International	2	Aujourd'hui	24
France-Sud	9	Météo-jeu	27
Régions	13	Cartes	28
Horaires	14	Culture	29
Entreprises	18	Culte culturel	31
Communication	20	Religion	32
Emplois/annonces	28	Abonnements	32
Tableau de bord	29	Radio-Télévision	33

هكذا من الأصل



**BALKANS** Réunis à Bruxelles pour la première fois depuis le 24 mars, les ministres des affaires étrangères des dix-neuf pays membres de l'OTAN ont voulu mani-

festater leur unité et leur cohésion au bout de trois semaines de frappes aériennes. Ils ont rappelé en cinq points leurs exigences face à Slobodan Milosevic. ● Jacques Chirac est intervenu à

la télévision pour condamner les « atrocités » serbes et évoquer le rôle de l'ONU et de la Russie. ● UN DÉSASTRE humanitaire plus grave encore que celui des réfugiés est à

craindre pour les 500 000 à 700 000 personnes déplacées de force qui errent encore à l'intérieur du Kosovo. L'OTAN, l'ONU et les organisations humanitaires évoquent un risque de

famine et d'épidémies. ● LES TÉMOIGNAGES s'accumulent également sur les atrocités – assassinats, viols – commises par l'armée et les paramilitaires serbes depuis trois semaines.

## Atrocités et désastre sanitaire : les alliés craignent le pire au Kosovo

Il y aurait entre 500 000 et 700 000 personnes déplacées à l'intérieur de la province. Les ONG et l'ONU font état de manque de vivres et de débuts d'épidémies. La campagne aérienne de l'OTAN entre dans sa troisième semaine. Lundi, un train civil a été atteint par deux missiles faisant 10 morts, selon Belgrade

AU VINGT ET UNIÈME JOUR de l'opération « Force alliée » contre les forces serbes, l'Alliance atlantique a manifesté, lundi 12 avril, une fermeté et une détermination sans faille face au président yougoslave, Slobodan Milosevic. L'OTAN nourrit notamment de grandes inquiétudes pour les centaines de milliers de Kosovars restés dans la province.

● Les témoignages recueillis par le Haut-Commissariat de l'ONU aux réfugiés (HCR) et des organisations humanitaires auprès des réfugiés arrivés récemment en Macédoine et en Albanie, sur le sort des centaines de milliers de Kosovars déplacés de leurs foyers, mais qui sont demeurés à l'intérieur de la province, sont très « alarmants ». « Les histoires que nous entendons actuellement nous donnent froid dans le dos », a déclaré le président Bill Clinton. Le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana a dénoncé des « pro-

ductions barbares au Kosovo » et le président français, Jacques Chirac a parlé d'« atrocités, dont on ne connaît encore vraisemblablement qu'une partie ». La secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright a évoqué le chiffre de 700 000 Kosovars qui se trouvent dans cette situation.

● Réunis à Bruxelles pour la première fois depuis le 24 mars, les ministres des affaires étrangères des dix-neuf pays membres de l'OTAN ont affirmé tenir M. Milosevic et « le pouvoir de Belgrade » pour responsables de la crise actuelle et « du bien-être de tous les civils au Kosovo ». Ils ont prévenu que les responsables de l'épuration ethnique et de l'exil forcé de centaines de milliers de personnes devront répondre de leurs actes et que l'action de l'OTAN « se poursuivra jusqu'à ce que le président Milosevic accède aux demandes de la communauté internationale ». Il faut « maintenir

la pression militaire sur le régime de Belgrade », a ultérieurement commenté M. Chirac. « Nous voulons étouffer dans l'œuf ce conflit avant qu'il ne désabilite toute l'Europe », a affirmé le président Clinton.

● Les pays voisins de la Yougoslavie concernés par le Kosovo et le sort des réfugiés (Albanie, Bosnie, Croatie, Macédoine, Hongrie, Roumanie et Slovaquie), dont les ministres des affaires étrangères ont dîné lundi à Bruxelles avec la secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright, ont exprimé un « soutien unanime » à la campagne de raids aériens de l'OTAN, d'après un responsable américain.

● L'Armée de libération du Kosovo (UCK) a demandé une nouvelle fois aux Etats-Unis d'armer ses membres, ou de déployer des troupes au sol au Kosovo. La demande, qui a été formulée par le porte-parole du gouvernement provisoire kosovar formé par

l'UCK, Jakup Krasniqi, lors d'une rencontre à Bruxelles avec M. Albright, a été rejetée par cette dernière. Le secrétaire d'Etat a fait valoir, selon un haut responsable américain, la nécessité de « respecter l'embargo de l'ONU sur les armes » à destination de l'ex-Yougoslavie. Toutefois, aux Etats-Unis, des sénateurs, tels John Glenn et John Warner, président de la commission sénatoriale des forces armées, estiment que l'OTAN devrait au moins mettre au point des plans pour une éventuelle intervention au sol.

● Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan a proposé ses « bons offices » dans la crise, se déclarant disposé à « parler avec Milosevic », auquel il a adressé vendredi une lettre, lui demandant d'autoriser les réfugiés à revenir au Kosovo. L'implication de l'ONU dans la sortie de crise est de plus en plus envisagée par des membres de l'OTAN. Une solution

« doit passer par le Conseil de sécurité de l'ONU », a déclaré le chef de la diplomatie française, Hubert Védrine. Le Conseil devra « être nécessairement au cœur de la définition d'un règlement politique au Kosovo et de la garantie de sa mise en œuvre ».

● Cherchant à briser l'isolement de leur pays, les parlementaires yougoslaves ont voté en faveur de l'adhésion de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) à l'union de la Russie et du Bélarus.

● Deux missiles tirés par des avions de l'OTAN sur un pont à Ordelica Kibura, dans le sud de la Serbie, sur la route reliant Belgrade à Skopje, ont touché un train de passagers, faisant dix morts et seize blessés, d'après le bilan communiqué par le responsable de l'hôpital de Leskovac, où les blessés ont été soignés. L'OTAN a reconnu avoir bombardé le pont, « sur lequel on a prod-

mit duquel » roulait un train qui les appareils de l'Alliance n'avaient pas « l'intention de toucher ». « Ce pont était une partie importante des lignes d'approvisionnement des forces de sécurité et militaires de la République fédérale de Yougoslavie au Kosovo », a indiqué l'OTAN dans un communiqué.

● L'aviation alliée a continué de bombarder sans relâche des cibles à Pristina, Novi Sad, et dans la région de Belgrade. Deux raffineries de pétrole ont notamment été visées. D'après le Pentagone, les capacités de raffinage pétrolier en Yougoslavie sont désormais égales à zéro, mais le pays possède des réserves de carburant considérables. Par ailleurs, le département de la défense américain étudie l'envoi de 300 avions supplémentaires, pour renforcer le dispositif de l'OTAN, à la demande du commandant suprême des forces alliées en Europe, le général Wesley Clark.

### Une situation « apocalyptique » à l'intérieur de la province

« IL FAUT AGIR en faveur de ceux qui demeurent au Kosovo, dont nous connaissons mal la situation et pour lesquels nous avons les plus grandes inquiétudes ». Cet appel, lancé lundi soir par Jacques Chirac, fait écho aux informations très alarmantes qui s'accumulent sur les conditions de vie des centaines de milliers de personnes expulsées de leurs foyers, qui errent à l'intérieur de la province, souvent dans les montagnes. L'OTAN dit craindre un « désastre humanitaire » supérieur à celui des réfugiés.

L'Alliance estime que le nombre des déplacés atteindrait 700 000 personnes, dont environ 200 000 dans les zones partiellement contrôlées par l'Armée de libération du Kosovo (UCK) et régulièrement attaquées par les Serbes. Le Programme alimentaire mondial (PAM) de l'ONU, rapporte notre correspondant en Italie, Michel Bole-Richard, fournissait mardi le chiffre de 500 000.

« Belgrade les prive de nourriture et d'eau », a déclaré hier la secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright. (...) Nous rendons les autorités serbes responsables s'ils meurent.

L'Alliance a fait savoir qu'elle disposait d'informations selon lesquelles plusieurs personnes auraient déjà succombé à la faim. « Les vivres manquent : les cas de typhoïde, de choléra, de gale et d'infections pulmonaires sont en augmentation », a déclaré hier un responsable de l'OTAN à Bruxelles, ajoutant que « les leaders albanophones réclament une assistance humanitaire et estiment que les médias internationaux ont laissé échapper la détresse des populations déplacées de l'intérieur ».

« La situation alimentaire est très très difficile pour les gens pris au piège dans les zones contrôlées par l'UCK, qui avaient pour la plupart été attaquées cet été et ne disposaient pratiquement d'aucun stock », assure Cyril Ferrand, agronome à l'ONG

Action contre la faim, actuellement en Macédoine. Auteure d'une étude sur la situation agricole des zones touchées par les combats en 1998 au Kosovo, M. Ferrand explique que « beaucoup de gens n'ont pu moissonner cet été, et les stocks ont souvent été dérobés ». « En zones rurales, ajoute-t-il, la population n'avait pas plus d'une à deux semaines de stocks ». « Une pénurie alimentaire réelle va s'installer dans de nombreuses régions au cours des prochains jours », conclut Cyril Ferrand. « Faute de déblocage rapide de la situation, nous allons à la catastrophe. Nous nous attendons à une seconde vague d'exode massif, lorsqu'il n'y aura vraiment plus rien à manger ». Evoquant un état de presque famine, le PAM continuait hier que les réserves de blé des paysans kosovars sont « virtuellement épuisées ».

#### PARACHUTAGES

Consécutif de la situation dramatique dans laquelle se trouvent ces centaines de milliers de déplacés à l'intérieur du Kosovo, Washington, indique notre correspondant Patrice de Beer, avait jusqu'à présent trouvé trop dangereux de leur parachuter à basse altitude des vivres qui, en outre, risquaient de tomber entre les mains des Serbes. Avec la multiplication des informations alarmantes, cette position est en train de changer et l'on recommence à parler dans la capitale américaine de parachutages pour soulager la misère des déplacés.

Par ailleurs, le père Gianfranco Iacuzzi, directeur du service des Jésuites pour les réfugiés (qui gère un camp à Shkodër, en Albanie), a évoqué lundi sur Radio Vatican des atrocités « inimaginables », « apocalyptiques », commises par les forces serbes au Kosovo. « Nous savons par personnes interposées qu'il y a eu des viols de jeunes femmes, que les jeunes femmes les plus belles sont retenues en Serbie. Nous connaissons une femme folle de douleur après que ses sept enfants eurent péri brûlés vifs dans sa maison incendiée », a-t-il rapporté.

Dans le quotidien britannique *The Independent* du 13 avril, Silvia Mita, responsable du Conseil central pour les femmes et les jeunes filles à Tirana, déclare avoir recueilli depuis deux semaines plus de cent témoignages portant sur des viols et des violences sexuelles. Interrogés hier par la BBC, des rescapés parvenus dans les camps de Macédoine et d'Albanie expliquaient que les frappes de l'OTAN étaient systématiquement suivies de représailles contre les populations civiles par les paramilitaires serbes.

Récit de la séquence internationale

### Les difficultés de l'aide aux réfugiés s'accumulent au Monténégro

DE L'AVIS des organisations humanitaires présentes sur le terrain (Médecins sans frontières et Médecins du monde, entre autres), la situation des réfugiés en Macédoine et en Albanie tend à s'améliorer. Il n'y a plus d'inquiétudes majeures concernant l'approvisionnement en eau et en nourriture. Les structures de santé ont été installées. Toutefois, selon Graziella Gaudin, responsable des opérations à Médecins sans frontières, le fait que les arrivants n'aient pas été répertoriés par le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) sera lourd de conséquences. « 80 % des réfugiés n'ont pas été enregistrés par le HCR », c'est de là que découle l'attribution de l'aide distribuée sur la base des cartes délivrées par le HCR. De plus, nombre de familles ont été séparées et la volonté des réfugiés quant à leur affectation dans un éventuel pays d'accueil « n'a pas été respectée ».

Toujours selon Médecins sans frontières, c'est au Monténégro que la situation est la plus préoccupante. Le flot des déplacés est devenu plus important depuis le 9 avril en raison de combats dans la région de Pec (dans l'ouest du Kosovo) ou dans la Drenica. « Il y aurait, d'après les témoignages que nous avons recueillis, beaucoup de monde sur les routes en direction du Monténégro », affirme Graziella Gaudin. Plus de 60 000 Albanais de souche ont trouvé refuge au Monténégro, dont 40 000 depuis le 24 mars, date du début des frappes. 20 000 personnes sont entassées dans des bâtiments publics dans des conditions déplorables (un demi-mètre carré par personne, une couverture pour dix, pas de matelas, rien

pour cuisiner). 7 000 sont sans-abris. « Les conditions sanitaires sont catastrophiques », déplore la responsable de Médecins sans frontières.

En revanche, le flot des réfugiés qui se présentent en Albanie et en Macédoine s'est considérablement tari. Lundi 12 avril, 1 000 Albanais de souche ont franchi la frontière à Blace (Macédoine). Dans la nuit de lundi à mardi, 4 800 personnes sont passées par le poste frontière de Morina en Albanie. Nathaniel Herzberg, l'envoyé spécial du Monde à Kukes (Nord de l'Albanie), rapporte que la plupart des arrivants venaient de Kosovo Polje, d'Orahovac, à 40 km de la frontière. Des villages chassés de quatre petites localités au sud-ouest de la province (Celline, Krushe e Madhe, Krushe e Vogel, Perone) font état de massacres (entre 10 et 100 personnes dans chaque village).

#### RADUSHA : « CAMP DE LA HONTE »

Selon la dernière estimation du HCR, il y avait, lundi 12 avril, 70 000 réfugiés à Kukes et sa région. Environ 42 000 ont été accueillis dans des familles et 28 000 sont répartis dans les 49 centres collectifs (bâtiments publics, écoles, mosquées, complexes sportifs). A part un camp italien très bien équipé situé à cinq kilomètres avant Kukes, les structures d'accueil débordent et les nouveaux arrivants sont parqués au bord de la route et dorment dans leurs remorques bâchées. Totale déception pendant la première semaine, où seules quelques ONG géraient l'urgence, le HCR assure à présent la coordination

de la prise en charge des réfugiés. En Macédoine, le gros camp de Braza (30 000 personnes), édifié par les soldats de l'OTAN devrait bientôt passer sous la juridiction des autorités locales, suscitant l'inquiétude de nombreux réfugiés qui dénoncent l'attitude hostile de la police macédoienne à leur endroit. Le HCR mène aujourd'hui des pourparlers avec les autorités macédoennes pour garder le contrôle des camps, même si la sécurité est assurée par la police locale. « Nous demandons que le HCR soit remis en selle et puisse assurer son rôle de gestion des réfugiés, éclipse par l'OTAN », explique Graziella Gaudin.

Toujours en Macédoine, le camp de Radusha, à 30 kilomètres de Skopje et à 1 kilomètre du Kosovo, a été édifié par les Macédoniens et échappe à la logistique internationale, indique l'envoyé spécial du Monde, Jean-Jacques Rollat. Jusqu'à dimanche 11 avril, personne ne pouvait en approcher à plus de 200 mètres. Les observateurs et les Organisations non gouvernementales (ONG) qui ne peuvent ni entrer ni déployer leur panoplie d'assistance humanitaire lui ont donné le nom de « camp de la honte ». Il abritait, au lendemain de l'évacuation surprise du camp de transit de Blace, entre 3 000 et 5 000 réfugiés kosovars, aujourd'hui, ils ne seraient plus que 1 500. Après plusieurs jours de protestations des journalistes ont pu y pénétrer et constater que les réfugiés s'y entassaient sans sanitaires, sans eau, sans abri, sans nourriture et sans possibilité de communication.

## M. Chirac : « Une honte pour l'Europe et le monde »

VOICI le texte intégral de l'allocution du président de la République lundi 12 avril à la radio et à la télévision :

« Mes chers compatriotes, Une nouvelle fois, je voudrais faire le point avec vous sur le drame du Kosovo. »

« Vendredi dernier, le secrétaire général de l'ONU a pris une initiative qui constitue une nouvelle étape dans la recherche d'un règlement politique. Ce matin, les ministres des affaires étrangères de l'Alliance se sont réunis. Après-demain, les chefs d'Etat et de gouvernement des quinze pays de l'Union européenne se retrouveront à Bruxelles et, comme je l'ai souhaité, ils consacreront l'essentiel de leurs travaux à la situation au Kosovo. Face à ce conflit sur le sol européen, l'Union européenne doit en effet jouer tout son rôle. »

« Vous le savez tous aujourd'hui : il n'y a aucun doute sur la responsabilité du régime serbe, qui est à l'origine de cette crise et qui poursuit méthodiquement son action criminelle d'épuration ethnique. Ces atrocités, dont on ne connaît encore vraisemblablement qu'une partie, ces cortèges de réfugiés, cette immense douleur qui frappe tant d'enfants, de femmes et d'hommes innocents, sont une

honte pour l'Europe et une honte pour le monde. »

« Aucune femme de cœur, aucun homme de cœur ne peut contester le bien-fondé de la réaction de la communauté internationale. Il fallait mettre un terme à une barbarie qui s'exerce depuis trop longtemps. »

« Les opérations que nous conduisons ensemble commencent à produire leurs effets. Que devons-nous faire maintenant ? Il faut, d'abord, maintenir cette pression militaire sur le régime serbe, aussi longtemps que n'auront pas été satisfaites de justes exigences morales et politiques. Cette phase est difficile. Nous l'assurons, le gouvernement et moi-même. La paix ne se gagne qu'après de longs efforts dans lesquels la facilité n'a pas sa place. »

« Il faut, dans le même temps, améliorer et adapter sans cesse l'aide humanitaire fournie par la communauté internationale à plus de 500 000 réfugiés chassés de chez eux par les forces serbes. Un effort considérable de solidarité est engagé. Vous y apportez une contribution exemplaire que je tiens une nouvelle fois à saluer. »

« Il faut aussi agir en faveur de ceux qui demeurent au Kosovo, dont nous connaissons mal la situation et pour lesquels nous avons les plus grandes inquiétudes. Nous devons trouver d'urgence les moyens de les aider. Il faut enfin renforcer le soutien apporté aux pays d'accueil, l'Albanie, la Macédoine, le

Monténégro, pour permettre à ces pays de faire face à l'afflux des réfugiés tout en les aidant à préserver leur stabilité. »

« Mais notre détermination militaire et notre engagement humanitaire s'inscrivent dans une perspective plus large, dans une véritable vision politique et diplomatique. Ce qui est en cause, c'est l'équilibre même de notre continent, c'est l'avenir de tous les peuples des Balkans, y compris, bien sûr, le peuple serbe, qui doivent trouver leur place au sein d'une Europe en paix, démocratique et respectueuse de la dignité humaine. C'est pourquoi nous attachons la plus grande importance à l'initiative du secrétaire général des Nations unies. Je m'en étais entretenu avec lui. Je m'en suis également entretenu hier avec le président Clinton, avec nos partenaires européens, et aujourd'hui même avec le président Eltsine. »

#### « LARGE CONVERGENCE DE VUES »

« Ce plan, qui donne tout son rôle à l'ONU, repose sur quelques principes simples déjà exprimés par les alliés, principes autour desquels toute la communauté internationale pourrait se rassembler : arrêt de la répression et retrait de toutes les forces serbes du Kosovo, retour des réfugiés dans des conditions de sécurité garanties par une force internationale. L'ensemble de ces exigences pourrait ouvrir la voie à un règlement politique de la crise, dès lors qu'elles seraient acceptées sans

ambiguïté par les dirigeants serbes. »

« C'est dire que cette perspective est encore fragile, mais je peux vous assurer de la détermination de la France à poursuivre ses efforts. Tous les entretiens que j'ai eus au cours de ces derniers jours font apparaître, et c'est nouveau, une large convergence de vues tant sur le rôle du Conseil de sécurité que sur la nécessaire association de la Russie dans la recherche d'une solution politique du conflit. Deux convictions que la France défend depuis l'origine. C'est dans cet esprit que les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne se réuniront mercredi à Bruxelles pour travailler ensemble sur les différents aspects de la crise et examiner avec M. Kofi Annan, qui sera présent, les suites à donner à son initiative. »

« Mes chers compatriotes, les démocraties doivent être unies et courageuses. L'esprit de Munich, le renouveau et la compromission n'ont jamais apporté que le malheur. Alors que nous faisons ensemble tant d'efforts pour construire l'Europe de la paix et des libertés, nous ne pouvons pas laisser sur notre continent tant de femmes et d'hommes victimes de la violence et de l'intolérance au seul motif de leur race ou de leur religion. L'histoire nous a hélas appris où une telle lâcheté pouvait conduire. C'est pourquoi je suis particulièrement fier de la générosité, de la lucidité et de la détermination du peuple français. »

**OISE**  
Langlais à Oxford  
Langlais à Bristol  
Langlais à Heidelberg  
Langlais à Cambridge  
Langlais aux USA  
OISE est l'organisme de formation fondé à Oxford spécialisé dans les stages intensifs de langues. Selon l'école, les stages s'adressent aux adultes, étudiants, lycéens ou collégiens. Avec logement en famille, voyage et loisirs.  
93 Informations et inscriptions :  
Nord : 05 54 80 99 99 Lille : 03 20 40 28 38  
Lyon : 04 78 24 60 74 Paris : 01 53 59 44 44  
Rennes : 02 99 79 78 41 Strasbourg : 03 88 45 38 88



## Contradictions humanitaires L'OTAN CONTRE LA SERBIE

LE MONDE / MERCREDI 14 AVRIL 1999 / 3



### Les alliés souhaitent que l'ONU retrouve un rôle actif

L'arrêt des frappes est toujours conditionné à cinq obligations pour Belgrade

**BRUXELLES**  
de notre correspondant  
« Milosevic est en train de perdre et il le sait », s'est exclamé Javier Solana, secrétaire général de l'OTAN à l'issue de la réunion des ministres des affaires étrangères des dix-neuf pays de l'Alliance qui s'est tenue, lundi 12 avril, au siège de l'organisation à Bruxelles. Cette annonce de la proximité d'une victoire sur le dirigeant serbe a été néanmoins relativisée par les propos tenus par la secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright, qui estimait pour sa part qu'à « moyen terme » le dirigeant serbe ne pourrait que constater qu'il se trouve dans une impasse, et, surtout, par le ministre italien Lamberto Dini, qui jugeait que le pouvoir de Belgrade « n'avait pas notablement été affaibli » par trois semaines de bombardements.

La réunion de Bruxelles, la première à ce niveau depuis le début de la campagne, se voulait avant tout une manifestation d'unité et de cohésion de l'Alliance alors que des doutes se sont exprimés sur la stratégie employée pour atteindre l'objectif affiché au début de la guerre aérienne : empêcher une catastrophe humanitaire provoquée par l'entrée massive des forces de répression serbes dans la province. Cette unité de vue s'est manifestée de manière très ferme sur la stratégie à court terme de l'Alliance. Celle-ci comporte deux volets, militaire et diplomatique.

Il s'agit de faire accepter aux dirigeants de Belgrade les cinq points qui constituent « de façon irrévocable » les conditions d'un arrêt des frappes aériennes :  
- mettre un terme, de façon vérifiable, à toute action militaire et mettre fin immédiatement à la violence et à la répression ;  
- retirer les forces militaires, forces de police et forces paramilitaires du Kosovo ;  
- accepter une présence militaire internationale au Kosovo ;

- accepter le retour sans condition et dans un climat de sécurité de tous les réfugiés et les personnes déplacées, et permettre aux organisations humanitaires d'accéder sans entraves à ces personnes ;  
- donner des assurances crédibles de sa volonté d'œuvrer, sur la base des accords de Rambouillet, à l'établissement d'un accord-cadre pour le Kosovo en conformité avec le droit international et la Charte des Nations unies.

Ces cinq points, répétés comme une litanie par tous les responsables de l'Alliance, constituent désormais les « buts de guerre » de l'OTAN, et les frappes aériennes la seule méthode militaire visant à les atteindre dans les plus brefs délais. Les critiques concernant la manière dont ont été jusqu'à présent conduites les opérations ont été feutrées, et surtout présentées de manière à ne pas donner l'impression que tel ou tel pays membre de l'Alliance se démarquait de la direction militaire de l'opération. Hubert Védrine a rappelé, dans son intervention devant le Conseil, que « la cohésion et la solidarité de l'Alliance (...) impliquent le maintien d'un contrôle politique effectif sur l'action militaire ». Une façon de signaler au général Clark que son autonomie, dans le choix des cibles notamment, n'était pas sans limites. Son homologue allemand, Joschka Fischer, a exposé quelques critiques sur la politique de communication de l'OTAN, qui selon lui, « manque quelque peu de transparence ».

Mais les frappes aériennes ne sont pas la seule manière d'amener Slobodan Milosevic à résipiscence. La réintégration de la Russie et le retour à un rôle actif du Conseil de sécurité de l'ONU dans la recherche d'une solution à la crise constituent une autre voie pour parvenir à un règlement. C'est dire l'importance de la rencontre qui devait avoir lieu à Oslo mardi 13 avril entre Madeleine Albright et son homologue russe Igor Ivanov. En dépit des prévisions pessimistes de Kout Vollebæk, ministre norvégien des affaires étrangères et président en exercice de l'OSCE, sur les résultats à attendre de cette rencontre, on estime, à la lumière du comportement récent des autorités de Moscou, que les responsables russes vont montrer, en la circonstance, cette « intelligence stratégique » dont les crédites Hubert Védrine. Et s'attache, dans les jours qui viennent, à persuader Slobodan Milosevic d'accepter les conditions posées par l'OTAN.

La proposition formulée par Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, d'aller redire directement à Belgrade les exigences des alliés, a été accueillie favorablement à Bruxelles. Elle aurait l'avantage d'éviter à un responsable de l'Alliance de se commettre avec un

personnage dont on affirme sans détour à l'OTAN qu'il devra rendre des comptes devant la justice internationale des actes barbares commis par ses forces de répression dans la province.

La réunion des ministres des affaires étrangères s'est également placée dans la perspective d'une sortie du conflit, une fois les objectifs de guerre atteints. Dans ce domaine, des nuances, sinon des divergences, se sont manifestées sur le statut de cette « force internationale » qui devra garantir le retour et la sécurité des réfugiés au Kosovo. Pour Washington et Londres, l'OTAN, dont seules les structures et l'organisation peuvent être efficaces, doit diriger cette force. Madeleine Albright a néanmoins évoqué la possibilité de la participation de forces de pays non membres de l'OTAN, à l'image de ce qui se passe au sein de la Force de stabilisation (SFOR) en Bosnie. La France et l'Allemagne estiment qu'elle devrait être parainée par un ensemble d'organisations internationales comme l'ONU, l'UE ou l'OSCE, ce qui la rendrait plus acceptable par la Russie.

Autre discussion, concernant l'avenir à long terme du Kosovo, celle du statut futur de la province dans le cadre d'un règlement de paix régional. On évoque de plus en plus une forme de « protection internationale » sur le Kosovo, que certains vont jusqu'à qualifier de protectorat. Hubert Védrine préfère parler d'une certaine forme de « tutelle internationale » assurant la coexistence des différentes ethnies dans la province.

De l'avis général, cependant, l'accord de Rambouillet doit être « adapté » à la nouvelle situation créée par le problème des réfugiés. Il n'est toujours pas question d'indépendance, qui pourrait provoquer une contagion de séparatisme dans toute la région, ni de partition du Kosovo. Mais le retour à une souveraineté yougoslave non contrôlée internationalement n'est plus une option réaliste.

Luc Rosenzweig

### Les Etats-Unis ont « la même vision » que Kofi Annan

**WASHINGTON**  
de notre correspondant  
Dans une allocution devant les équipages des bombardiers B-52 à Barksdale (Louisiane), le président Bill Clinton a fait l'éloge de l'unité des membres de l'OTAN et des élus des deux partis, qui soutiennent l'opération aérienne de l'Alliance atlantique contre Belgrade. « Je suis très fier de vous, a-t-il dit aux pilotes. L'Amérique dans ce qu'elle peut offrir de meilleur. Nous ne recherchons aucun gain territorial ni avantage politique (...). C'est l'Amérique essayant de faire en sorte que le monde vive de manière humaine, afin que nous ayons paix et liberté en Europe et que notre peuple n'ait pas à mener une guerre plus étendue à cause de la folie d'un individu ».

Parlant après le président, le secrétaire à la défense, Paul Wolfowitz, a rappelé son opposition à l'envoi de troupes au sol. William Cohen a aussi affirmé que la force internationale prévue pour assurer la protection des réfugiés « devrait être dirigée par l'OTAN, sans son infrastructure, son organisation et sa structure de commandement, elle ne pourrait pas rassembler les Kosovars ». Il a aussi rappelé que « toutes les forces serbes et la police devaient être retirées » de la province.

L'administration est toutefois soumise à des pressions de plus en plus fortes pour intervenir sur le terrain. Une large fraction du Parti républicain - en particulier au Sénat - soutient par de nombreux démocrates, y est favorable. Le sénateur John McCain, ancien pilote prisonnier au Vietnam, souhaite le vote d'une résolution autorisant le président à utiliser « toute la force nécessaire » pour l'emporter, ajoutant : « Nous n'atteignons pas nos objectifs, Milosevic ou ! ». Selon sa collègue démocrate Mary Landrieu : « Nous sommes dedans ; il faut gagner ! ».

Une source officielle à Washington a aussi déclaré au Monde que les forces de l'OTAN devaient être le « noyau » de cette force internationale, qui devra être sous commandement unique de l'OTAN, pour éviter les blocages connus en Bosnie du temps du représentant de l'ONU Yasushi Akashi. Ce qui n'a pas empêché Bill Clinton, selon la même source, d'« accueillir chaleureusement » les dernières déclarations du secrétaire général de l'ONU, qui « cadrent tout à fait avec la politique des Etats-Unis et de leurs alliés ». Les Etats-Unis approuvent l'invitation faite par l'Union européenne à Kofi Annan d'assister à sa réunion de mercredi : « Nous avons fondamentalement la même vision que le secrétaire général et l'UE ».

Patrice de Beer

### Madeline Albright, ou la hantise de « Munich »

MA BOUSSOLE intellectuelle, c'est Munich », confie-t-elle volontiers. Quand l'OTAN est en guerre dans les Balkans, contre l'un des derniers régimes communistes du

choisis ». Elle dit abhorrer tout ce qui pourrait ressembler à une politique d'« apaisement » face à Slobodan Milosevic.

Déjà, durant la crise bosniaque, elle s'indignait. Alors ambassadrice des Etats-Unis à l'ONU, elle ne comprenait pas la passivité des Occidentaux devant les crimes orchestrés depuis Belgrade. Elle plaide et interrogeait : « Il faut faire plus, pourquoi ne faisons-nous pas plus ? », raconte le journaliste américain Michael Dobbs. Dans une longue enquête qu'il lui consacre dans l'hebdomadaire *The New Yorker* (29 mars 1999), il rappelle la pique que M<sup>me</sup> Albright lança en 1993 au chef d'état-major interarmes Colin Powell : « A quoi cela sert-il d'avoir la formidable machine militaire dont vous nous parlez tout le temps si on ne l'utilise jamais ? ». Elle appartient à cette génération de dirigeants américains qui ont été façonnés par la deuxième guerre mondiale, explique Dobbs ; sa réaction à des événements comme le Kosovo est viscérale.

**MISSION CIVILISATRICE**  
Porte-parole du département d'Etat et proche conseiller de M<sup>me</sup> Albright, James Rubin déclare au Monde : « Elle dit elle-même que sa manière de voir les choses tient plus à l'histoire de sa famille qu'à des événements comme la guerre du Golfe ou la guerre du Vietnam (...). Avoir appris (à l'âge adulte) que ses grands-parents et d'autres membres de sa famille étaient morts en camp de concentration l'a renforcée encore un peu plus dans sa conviction que l'Occident doit défendre les valeurs universelles, ajoute M. Rubin. Et voir des files de femmes et d'enfants condamnés à un exode massif séparés d'hommes promis à une possible extermination est quelque chose qui l'a marqué profondément ».

M<sup>me</sup> Albright ne vient pas de la bureaucratie washingtonienne. Elle n'appartient pas non plus à la profession multicastrée d'où sortent le plus grand nombre des membres du cabinet : avocat, métier de compromis. Avant d'entrer en politique, elle a enseigné les relations internationales. Elle a une manière très « nouvelle immigrante » d'affirmer sa confiance dans la mission civilisatrice des Etats-Unis - « la

nation indispensable », dit-elle - et sa conviction que cette même Amérique qui, à plusieurs reprises, a dû intervenir en Europe, doit rester, par l'OTAN interposée, présente sur le Vieux Continent. L'ensemble en fait une secrétaire d'Etat de conviction ; elle parle haut et fort, dans une administration qui pratique plus souvent l'esquive que l'attaque frontale des problèmes.

**EN PREMIERE LIGNE**  
Sur le Kosovo, a-t-elle parlé trop haut et trop fort ? Elle est montée en première ligne pour convaincre le président Bill Clinton de l'opportunité des frappes. L'a-t-elle incité à passer outre aux réticences des milieux militaires et du renseignement, qui - disent-ils aujourd'hui - auraient émis des réserves ? La secrétaire d'Etat a-t-elle commis une grosse erreur d'analyse en faisant valoir que M. Milosevic ne comprendrait que la force et qu'il céderait après une semaine de bombardements ? Au lendemain de l'échec de la première phase des pourparlers de mars, a-t-elle personnellement fait pencher la balance en faveur des Kosovars afin d'arracher leur assentiment au document des alliés, assentiment qu'elle se faisait fort d'emporter et qui lui avait échappé à Rambouillet ?

Dès la deuxième semaine des bombardements, l'OTAN n'avait pas convaincu de son efficacité (militaire et politique), et Washington - la presse, les experts, une partie de l'administration - cherchait un bouc émissaire. Madeleine Albright s'est, de nouveau, trouvée en première ligne, soumise à un feu croisé de critiques. A la chaîne de télévision NBC, elle répliqua : « Je préfère me trouver là, à répondre à ces questions, plutôt que dans une situation où je devrais avoir à répondre à la question de savoir pourquoi nous restons passifs devant les massacres qui ont lieu » au Kosovo.

Car la secrétaire d'Etat est depuis longtemps persuadée, explique James Rubin, « qu'on allait vers la guerre au Kosovo, dès ce printemps », entre la branche armée kosovare et les forces serbes, et que cela « aurait un impact terrible et dévastateur sur les populations ci-

viles ». « Depuis l'année dernière déjà, elle faisait valoir que les Occidentaux auraient à y faire face, poursuit-il ; elle apprécie qu'ils aient agi et ne se soient pas contentés de l'équivalent d'une solution de facilité ». A sa rescousse, le *New York Times* avance encore qu'elle n'était pas la seule à dire qu'il faut conduire toute négociation avec M. Milosevic en brandissant la menace du recours à la force : tout le monde l'affirmait, à Washington, à Bonn, à Londres et à Paris.

**Alain Frachon**  
avec Afsan Bassir Pour à New York

**Avirex<sup>®</sup>**  
**Chinos<sup>®</sup>**  
the authentic  
American  
Friday wear<sup>®</sup>

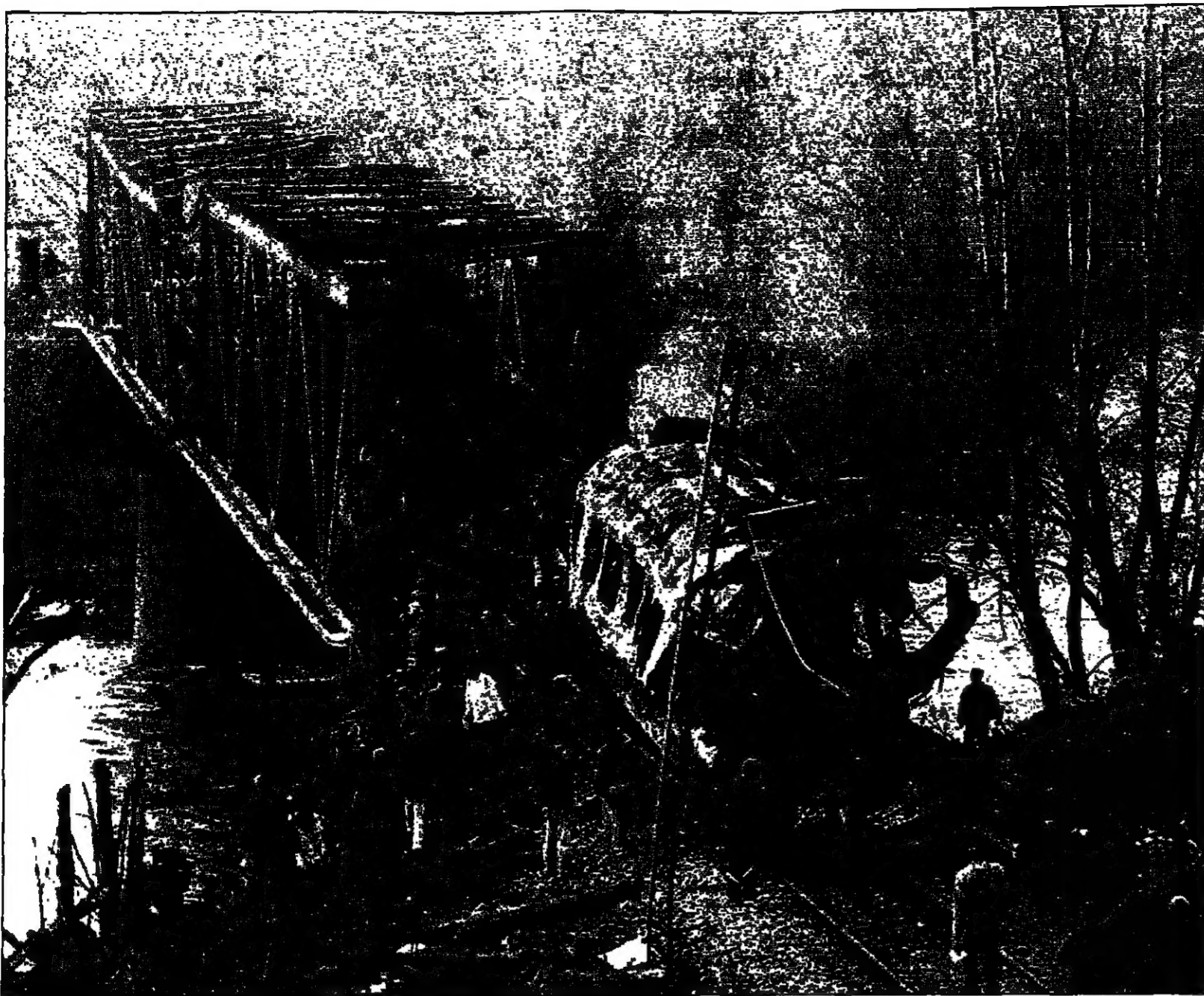
Les authentiques vêtements de détente américains

Pour tout renseignement sur les revendeurs agréés :

Tel. 01.12.21.02.09 - Fax 01.12.21.05.09

مكتبة من الأصل





## SUD DE BELGRADE : UN TRAIN SOUS LES FRAPPES DE L'OTAN



C'était le train 393 des chemins de fer yougoslaves. A son bord, des voyageurs partis de Belgrade, parmi lesquels des journalistes grecs, selon un porte-parole du ministère hellénique des affaires étrangères, et des enfants. Juste avant 10 heures du matin, alors que le convoi est arrêté au kilomètre 300, à l'approche d'un pont métallique qui enjambe la Jazna Morava, dans le canyon de Grdelicka Klisura, des avions de l'OTAN lâchent deux missiles. Sur le pont, mais aussi sur le train, qui s'embrase aussitôt. Le conducteur est tué. De deux des quatre wagons calcinés, on retirera, selon le responsable de l'hôpital, dix cadavres, dont le corps d'un enfant de dix ans. C'est la quatrième fois que l'OTAN doit reconnaître avoir provoqué des pertes civiles. Le 6 avril, une bombe est tombée sur un groupe d'habitants à Aleksinac (12 morts). Le 7 avril, le bombardement d'une centrale électrique à Pristina fait 12 morts. Le 9 avril à Pristina, une fabrique (où 128 personnes travaillaient) et des maisons autour d'un central téléphonique sont touchées.

## La Russie n'envisage qu'une force internationale « acceptable » par tous au Kosovo, selon son représentant à l'ONU

**NEW YORK (Nations unies)**  
de notre correspondant  
Moscou, affirme l'ambassadeur russe à l'ONU, n'interviendra « en aucun cas » au Kosovo. Gala-dit, ajoute Sergueï Lavrov, « nous essayons de comprendre la logique derrière la guerre des Occidentaux contre la Yougoslavie ». Le diplomate a également déclaré au Monde lundi 12 avril : « On nous parle d'une intervention humanitaire. Je le veux bien. Mais je ne comprends pas comment on peut bâtir une politique sur l'indignation morale ? Quels sont les critères de cette indignation ? Si les Occidentaux s'indignent devant les violations des droits de l'homme, pourquoi sont-ils incapables de comprendre l'indignation russe devant les violations du droit international ? »

tion morale ait des frontières ? ». Si « la moralité est universelle, que l'on décide alors de mettre en place des mécanismes internationaux pour défendre les droits de l'homme partout, que l'on donne aux organisations régionales les moyens d'intervenir là où les droits de l'homme sont violés ». Minimisant les réactions « émotionnelles » de certains hommes politiques en Russie, Sergueï Lavrov ne se dit « ni fâché, ni émotionnel, mais plutôt préoccupé par les conséquences de cette guerre sur les normes internationales ».

**« L'OTAN EST IMPRÉVISIBLE »**  
Les relations entre Moscou et Washington, affirme-t-il encore, « ne sont pas prises en otage par la situation au Kosovo mais certains en Russie sont inquiets de voir que l'OTAN se donne le droit d'intervenir si près de nos frontières sans tenir compte de l'opinion de la Russie ». Mis à part la logique « humanitaire », poursuit-il, « l'OTAN parle d'une "guerre juste" »

contre Slobodan Milosevic, le dernier communiste en Europe, logique, que personnellement je trouve simpliste et primitive, ou bien elle évoque sa crédibilité : je ne peux pas dire à l'heure actuelle que l'OTAN est plus crédible qu'avant la guerre ». Si encore, dit-il, « l'OTAN avait une véritable stratégie, mais cela n'est pas le cas ». Il trouve dangereuse, par ailleurs, la tendance américaine à « personnaliser » les conflits. « A plusieurs reprises, j'ai posé la question à mes collègues américains, au sujet du Kosovo mais aussi de l'Irak : si, après les bombardements, Saddam Hussein et Slobodan Milosevic sont encore au pouvoir, qu'allez-vous faire ? Je n'ai jamais reçu de réponse satisfaisante. »

Une des raisons pour laquelle les Américains ont refusé de demander l'aval du Conseil de sécurité pour intervenir au Kosovo, estime le diplomate russe, est « leur incapacité pathologique à demander quoi que ce soit à l'ONU », ten-

dance, à ses yeux, « extrêmement dangereuse ». Quoi qu'il advienne, estime M. Lavrov, « tous les pays pensent sérieusement désormais à renforcer leurs défenses militaires » car « l'OTAN est devenue imprévisible ».

### LA MORTE DE LA PLANÈTE

Interrogé sur le fait que trois pays seulement, au Conseil de sécurité, se sont prononcés contre l'intervention de l'OTAN contre la Serbie, il rappelle que l'Inde, la Chine et la Russie représentent la moitié de la population de la planète, « ce qui n'est pas négligeable » à ses yeux. La Russie, conclut-il, est « très consciente » du rôle qu'elle joue en Europe à propos des conséquences de l'action de l'OTAN sur le droit international et prêt à participer à une force internationale « à condition, bien sûr, que cette force soit acceptable pour les Serbes et les Kosovars ».

Afsané Bassir Pour

## Moscou accueille avec prudence l'union demandée par Belgrade

**MOSCOU**  
de notre correspondant  
Il est urgent d'attendre. Moscou considère avec la plus grande circonspection la demande formelle, lundi 12 avril, par Belgrade d'adhérer à l'Union de la Russie et de la Biélorussie. A la quasi-unanimité, le Parlement yougoslave a voté, lundi, en faveur de cette adhésion. « C'est un grand pas historique sur la voie de l'intégration, du renforcement de la stabilité et de la paix », a estimé Slobodan Milosevic. Alexandre Loukachenko, président de la Biélorussie, s'est également félicité de ce vote et a aussitôt annoncé qu'il allait se rendre à Belgrade à l'invitation du président Milosevic.

Les autorités russes se sont montrées plus embarrassées. Dans un premier temps, le ministre des affaires étrangères a affirmé que Slobodan Milosevic, qui avait adressé le matin même un courrier à Boris Eltsine, ne formulait pas une telle demande d'adhésion. Puis, ne pouvant nier l'évidence, le ministre Igor Ivanov qualifiait de « positive » cette initiative, ajoutant aussitôt que « des instructions ont été données pour examiner cette question ».

Sergueï Prikhodko, conseiller diplomatique du Kremlin, s'est voulu plus prudent. Insistant sur la nécessité d'un « examen attentif de toutes les questions juridiques », M. Prikhodko a souligné que le processus en cours d'union entre la Russie et la Biélorussie avait déjà lieu « dans des conditions difficiles » et posait un certain nombre de « questions ».

Moscou se retrouve piégée par des déclarations contradictoires du président Boris Eltsine. Vendredi, recevant le président communiste de la Douma, Guennadi Seleznev, M. Eltsine se déclarait favorable à une telle union demandée avec force par les nationalistes et les communistes russes. Mais deux jours auparavant, le président, recevant cette fois le ministre de la défense, avait expliqué qu'une union Yougoslavie-Russie-Biélorussie n'était ni souhaitable ni possible, pour des raisons politiques, économiques et géographiques.

La Russie soutient déjà Alexandre Loukachenko, qui a jeté en prison plusieurs responsables de l'opposition biélorusse (Le Monde du 4 avril) et dont les pratiques dictatoriales sont régulièrement dénoncées par les organisations internationales. Ira-t-elle jusqu'à s'unir avec Slobodan Milosevic quand ce dernier est menacé d'être inculpé de crimes contre l'humanité par le Tribunal pénal international de La Haye ? Cela paraît improbable au moment où les pays de l'OTAN et l'ONU - cette dernière par la voix de son secrétaire général, Kofi Annan - affirment haut et fort leur souhait de voir la Russie participer à un règlement du conflit du Kosovo.

Mais là encore, le Kremlin doit donner quelques gages aux mouvements nationalistes et communistes qui, au nom d'une idéologie panslave, exigent cette union avec « les frères serbes ». C'est également sous la pression de la Douma que Boris Eltsine avait signé, en avril 1997, un « traité d'union » avec la Biélorussie, malgré l'opposition des « libéraux » russes et des mouvements démocratiques de Minsk.

## La Russie se retrouve piégée par des déclarations contradictoires de Boris Eltsine

Ce traité n'a pas été suivi d'effet mais, le 25 décembre 1998, lors d'une cérémonie au Kremlin, MM. Eltsine et Loukachenko ont voulu relancer le processus en signant une « déclaration en vue de l'union des deux pays ». Il était alors expliqué qu'un projet pourrait être soumis à référendum cette année. Igor Masloutov, premier vice-premier ministre communiste, ajoutait que, « dès le mois de mars 1999 », devait débuter l'unification des systèmes monétaires des deux pays.

Ce processus est aujourd'hui au point mort. Seule s'est développée une étroite collaboration militaire entre les deux pays. Neuvième exportateur mondial d'armes, la Biélorussie sert, à l'occasion, de pays de transit pour certains contrats sensibles gérés par Moscou. Le 20 avril, le « comité exécutif » pour l'union Russie-Biélorussie doit se réunir à Minsk. Lundi, le premier ministre russe, Vladimir Goussiev, a précisé que l'éventuelle admission de la Yougoslavie n'avait pas été mise à l'ordre du jour.

François Bonnet

## Gerhard Schröder, élu à la direction du SPD, propose un « plan Marshall » pour les Balkans

**BONN**  
de notre correspondant  
Le congrès du Parti social-démocrate (SPD), au cours duquel le chancelier Gerhard Schröder a été élu président, a été dominé, lundi 12 avril, par le débat sur le Kosovo. Le « chancelier de la guerre », comme l'a surnommé le quotidien de gauche Tageszeitung, a dû justifier, devant un parti longtemps acquis au pacifisme, l'intervention de l'OTAN en Yougoslavie.

Le chancelier, qui s'était opposé à Helmut Kohl quand ce dernier proclamait pendant la campagne

électorale que l'Europe serait « une question de guerre et de paix au XXI<sup>e</sup> siècle », a soudain (ré) découvert l'histoire. Il a invoqué la « responsabilité historique de l'Allemagne » et ses devoirs envers la communauté internationale et la population kosovare.

**« LEUR PAIX EST NOTRE PAIX »**  
A propos des pays d'Europe orientale candidats à l'entrée dans l'OTAN et l'Union européenne, M. Schröder a affirmé que « leur paix est notre paix », trouvant des accents dignes de son prédécesseur.

« Ni les meurtres, ni les déplacements, ni les déportations ne doivent être de nouveau tolérés », a-t-il lancé. Alors que les délégués se sont succédé à la tribune pour faire part de leurs doutes sur les bombardements de l'OTAN, d'autres expliquant que les frappes avaient renforcé le président serbe, d'autres demandant l'arrêt des frappes, M. Schröder a expliqué que le gouvernement ne pouvait pas se contenter de poser des questions mais qu'il devait agir.

Requinté politiquement par la guerre, le chancelier a appelé à un plan Marshall pour les Balkans, que l'Allemagne devrait financer largement, ajoutant que la guerre était de toutes façons plus coûteuse.

Alors que le chancelier a insisté sur l'importance pour l'Allemagne d'être un partenaire fiable au sein de l'Alliance atlantique - comme le fit naguère Helmut Kohl -, la gauche du parti a voulu déposer une motion exigeant que la Bundeswehr ne participe pas à une opération armée au sol, même si l'OTAN la décidait.

La direction du parti a manœuvré pour que cette motion soit écartée tandis que sa propre mo-

tion, soutenant la politique du gouvernement, a été adoptée.

Les votes sur le Kosovo ont eu lieu à main levée, contrairement à celui concernant l'élection du président du parti. Seul candidat à la succession d'Oskar Lafontaine, démissionnaire, M. Schröder a enregistré un score médiocre : 370 délégués seulement ont voté en sa faveur et 102 contre lui, 15 s'abstenant. Il a donc recueilli 76 % des suffrages exprimés.

### « DORIS ME SUFFIT »

C'est le second plus mauvais score depuis la guerre : seul Oskar Lafontaine avait fait moins bien en 1995, lorsqu'il s'était présenté contre Rudolf Scharping, alors président du parti et actuel ministre de la défense.

« On écrit beaucoup que le parti ne m'aimerait pas », a déclaré aux délégués avant son élection M. Schröder. « En ce qui concerne l'amour, Doris [l'épouse de M. Schröder] me suffit », a-t-il expliqué, demandant aux délégués leur « respect » et leur « soutien » pour son travail, espérant un jour « gagner leur sympathie ».

Arnaud Leparmentier

BACHELIERS, PRÉPAREZ-VOUS À INTÉGRER  
UNE GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE

PREP ISC

Voie classique : Vous préparez au concours d'entrée de l'ISG (N°1 France).

Voie intégrative : Vous préparez spécifiquement à entrer à l'Institut Supérieur de Gestion (ISG).

Contactez Marion Moury : 8, rue de Tota - 75116 Paris

Tél. 01 56 26 26 26

ISG

مكتبة من الأمل



SUD DE BELGRADE:  
UN TRAIN SOUS  
LES FRAPPES DE L'OTAN



Le train a été touché par une frappe de missile sol-air. Les passagers ont été évacués sans incident. Les autorités serbes ont déclaré que le train était un convoi humanitaire.

Le train a été touché par une frappe de missile sol-air. Les passagers ont été évacués sans incident. Les autorités serbes ont déclaré que le train était un convoi humanitaire.

Le train a été touché par une frappe de missile sol-air. Les passagers ont été évacués sans incident. Les autorités serbes ont déclaré que le train était un convoi humanitaire.

Le train a été touché par une frappe de missile sol-air. Les passagers ont été évacués sans incident. Les autorités serbes ont déclaré que le train était un convoi humanitaire.

Le train a été touché par une frappe de missile sol-air. Les passagers ont été évacués sans incident. Les autorités serbes ont déclaré que le train était un convoi humanitaire.

Le train a été touché par une frappe de missile sol-air. Les passagers ont été évacués sans incident. Les autorités serbes ont déclaré que le train était un convoi humanitaire.

Le train a été touché par une frappe de missile sol-air. Les passagers ont été évacués sans incident. Les autorités serbes ont déclaré que le train était un convoi humanitaire.

Le train a été touché par une frappe de missile sol-air. Les passagers ont été évacués sans incident. Les autorités serbes ont déclaré que le train était un convoi humanitaire.

Le train a été touché par une frappe de missile sol-air. Les passagers ont été évacués sans incident. Les autorités serbes ont déclaré que le train était un convoi humanitaire.

Le train a été touché par une frappe de missile sol-air. Les passagers ont été évacués sans incident. Les autorités serbes ont déclaré que le train était un convoi humanitaire.

Le train a été touché par une frappe de missile sol-air. Les passagers ont été évacués sans incident. Les autorités serbes ont déclaré que le train était un convoi humanitaire.

Le train a été touché par une frappe de missile sol-air. Les passagers ont été évacués sans incident. Les autorités serbes ont déclaré que le train était un convoi humanitaire.

Le train a été touché par une frappe de missile sol-air. Les passagers ont été évacués sans incident. Les autorités serbes ont déclaré que le train était un convoi humanitaire.

## Contradictions bienvenues

L'OTAN CONTRE LA SERBIE

LE MONDE / VENDREDI 16 AVRIL 1999 / VII  
LE MONDE / MERCREDI 14 AVRIL 1999 / 5

# La défense antiaérienne serbe reste une menace « majeure » pour les avions alliés

Les missiles sol-air d'une technologie dépassée sont efficaces

L'OTAN a effectué 6 000 sorties au-dessus de la Yougoslavie en trois semaines de guerre. Si les avions serbes ne font plus que de timides apparitions, les systèmes de radars et de missiles sol-air sont loin d'être défaits. L'état-major a obtenu des renforts de F-16, armés de missiles

« Les avions serbes ne font plus que de timides apparitions, les systèmes de radars et de missiles sol-air sont loin d'être défaits. L'état-major a obtenu des renforts de F-16, armés de missiles... »

« Les avions serbes ne font plus que de timides apparitions, les systèmes de radars et de missiles sol-air sont loin d'être défaits. L'état-major a obtenu des renforts de F-16, armés de missiles... »

« Les avions serbes ne font plus que de timides apparitions, les systèmes de radars et de missiles sol-air sont loin d'être défaits. L'état-major a obtenu des renforts de F-16, armés de missiles... »

« Les avions serbes ne font plus que de timides apparitions, les systèmes de radars et de missiles sol-air sont loin d'être défaits. L'état-major a obtenu des renforts de F-16, armés de missiles... »

« Les avions serbes ne font plus que de timides apparitions, les systèmes de radars et de missiles sol-air sont loin d'être défaits. L'état-major a obtenu des renforts de F-16, armés de missiles... »

« Les avions serbes ne font plus que de timides apparitions, les systèmes de radars et de missiles sol-air sont loin d'être défaits. L'état-major a obtenu des renforts de F-16, armés de missiles... »

« Les avions serbes ne font plus que de timides apparitions, les systèmes de radars et de missiles sol-air sont loin d'être défaits. L'état-major a obtenu des renforts de F-16, armés de missiles... »

« Les avions serbes ne font plus que de timides apparitions, les systèmes de radars et de missiles sol-air sont loin d'être défaits. L'état-major a obtenu des renforts de F-16, armés de missiles... »

« Les avions serbes ne font plus que de timides apparitions, les systèmes de radars et de missiles sol-air sont loin d'être défaits. L'état-major a obtenu des renforts de F-16, armés de missiles... »

« Les avions serbes ne font plus que de timides apparitions, les systèmes de radars et de missiles sol-air sont loin d'être défaits. L'état-major a obtenu des renforts de F-16, armés de missiles... »

« Les avions serbes ne font plus que de timides apparitions, les systèmes de radars et de missiles sol-air sont loin d'être défaits. L'état-major a obtenu des renforts de F-16, armés de missiles... »

« Les avions serbes ne font plus que de timides apparitions, les systèmes de radars et de missiles sol-air sont loin d'être défaits. L'état-major a obtenu des renforts de F-16, armés de missiles... »

« Les avions serbes ne font plus que de timides apparitions, les systèmes de radars et de missiles sol-air sont loin d'être défaits. L'état-major a obtenu des renforts de F-16, armés de missiles... »

« Les avions serbes ne font plus que de timides apparitions, les systèmes de radars et de missiles sol-air sont loin d'être défaits. L'état-major a obtenu des renforts de F-16, armés de missiles... »

« Les avions serbes ne font plus que de timides apparitions, les systèmes de radars et de missiles sol-air sont loin d'être défaits. L'état-major a obtenu des renforts de F-16, armés de missiles... »

« Les avions serbes ne font plus que de timides apparitions, les systèmes de radars et de missiles sol-air sont loin d'être défaits. L'état-major a obtenu des renforts de F-16, armés de missiles... »

« Les avions serbes ne font plus que de timides apparitions, les systèmes de radars et de missiles sol-air sont loin d'être défaits. L'état-major a obtenu des renforts de F-16, armés de missiles... »

« Les avions serbes ne font plus que de timides apparitions, les systèmes de radars et de missiles sol-air sont loin d'être défaits. L'état-major a obtenu des renforts de F-16, armés de missiles... »

« Les avions serbes ne font plus que de timides apparitions, les systèmes de radars et de missiles sol-air sont loin d'être défaits. L'état-major a obtenu des renforts de F-16, armés de missiles... »

« Les avions serbes ne font plus que de timides apparitions, les systèmes de radars et de missiles sol-air sont loin d'être défaits. L'état-major a obtenu des renforts de F-16, armés de missiles... »

« Les avions serbes ne font plus que de timides apparitions, les systèmes de radars et de missiles sol-air sont loin d'être défaits. L'état-major a obtenu des renforts de F-16, armés de missiles... »

« Les avions serbes ne font plus que de timides apparitions, les systèmes de radars et de missiles sol-air sont loin d'être défaits. L'état-major a obtenu des renforts de F-16, armés de missiles... »

« Les avions serbes ne font plus que de timides apparitions, les systèmes de radars et de missiles sol-air sont loin d'être défaits. L'état-major a obtenu des renforts de F-16, armés de missiles... »

« Les avions serbes ne font plus que de timides apparitions, les systèmes de radars et de missiles sol-air sont loin d'être défaits. L'état-major a obtenu des renforts de F-16, armés de missiles... »

# Une synthèse pour les 40 ans de la V<sup>e</sup> République

Georgette Elgey  
Jean-Marie Colombani  
**La Cinquième**  
ou  
la République des phratreries  
Fayard

418 pages  
138 F

Le résultat est stimulant, impressionnant même par l'ampleur soulignée des changements.

Alain Duhamel, Le Point

Enfin un livre sur la V<sup>e</sup> République qui a de la chair.

Jean-Michel Thénard, Témoignage chrétien

La lecture de l'ouvrage – passionnant et didactique – offre de nouvelles perspectives.

Maurice Szafran, Marianne

Une série d'exposés alertes, creusant au delà des modes, au vif des succès, des échecs et des contradictions de la société française.

AFP

FAYARD

Marc Roche

## Dix morts dans le bombardement d'un train par l'OTAN

L'OTAN a reconnu avoir bombardé, lundi 12 avril, un pont de chemin de fer, à Gradiška, à quelque 200 kilomètres au sud de Belgrade. A la sortie du pont se trouvait un train de voyageurs que les alliés affirment n'avoir pas eu l'intention d'atteindre. Mais, selon un responsable de l'hôpital, où ont été soignées les victimes, il y a dix morts et seize blessés. Le train effectuait la liaison entre Belgrade, d'où il était parti, et Ristovac, distant de 370 kilomètres. Selon des témoins en état de choc pour avoir subi les bombardements, deux avions ont tiré des missiles sol-air. Deux des missiles ont touché le pont et la rivière qu'il enjambe. Le pont est sérieusement endommagé, le trafic ferroviaire a été interrompu et le réseau électrique coupé.

## La « bonne guerre » de Tony Blair

Le premier ministre britannique fait une lecture plus lyrique que didactique du conflit

LONDRES. « Blair a fait un bon travail en projetant l'image d'un homme honnête, et ouvert, possédant au plus haut point les qualités exigées par le public en période de guerre : la détermination et le jugement. » Comme l'indique Bob Worcester, patron de l'Institut de sondage Mori, le premier ministre britannique a « une bonne guerre », selon l'expression en usage ici. Les enquêtes d'opinion créditent Tony Blair d'un taux d'approbation de loin supérieur à celui de Margaret Thatcher lors de la guerre des Malouines de 1982. Comment expliquer cette réussite chez un leader que rien dans sa biographie ne prédisposait à la rhétorique belliqueuse ? Dans le conflit du Kosovo, Tony Blair s'est pourtant facilement glissé dans le rôle de chef de guerre. L'envoi d'un porte-avion, l'invincible, en Adriatique, annoncé le 11 avril, la participation de la RAF aux bombardements contre des objectifs yougoslaves et la présence de 4 500 hommes en Macédoine soulignent cette volonté de mettre fin à l'offensive de Milosevic contre les Albanais du Kosovo. Son arme principale ? Son art de la communication permettant de galvaniser l'opinion. Dans ses allocutions à la télévision, Tony Blair a repris les règles dramatiques de l'unité de lieu, de temps et d'action. Le bureau de Downing Street ou le salon de Chequers au milieu des meubles anciens et des trophées militaires de sa résidence de campagne ; des interventions solennelles à heure de grande écoute, avec des mots simples, des idées fortes ; une présentation lyrique plus que didactique. Dès le début des frappes, ses conseils en relations publiques, qui avaient fait des merveilles lors de la campagne électorale victorieuse de 1997, se sont mis en bran-

مكتبة من الأمل



## Selze vit au rythme des saisons et de l'arrivée des réfugiés

La solidarité du village macédonien pallie l'indifférence du gouvernement de Skopje et l'absence des organisations humanitaires, accaparées par la gestion des camps de transit

Petit village perché dans les montagnes à la frontière avec le Kosovo, Selze se serre la ceinture pour accueillir des réfugiés kosovars. Ce fut déjà le cas, il y a quelques années, avec les Bosniaques poussés à

l'exode par une autre guerre déclenchée, là aussi, par Slobodan Milosevic. Aujourd'hui comme hier, les 2 800 habitants de Selze se mobilisent, chacun à la hauteur de ses maigres moyens, tirés de l'agri-

culture de montagne et de l'argent de la diaspora. Les réfugiés, partis à la hâte de chez eux, ont besoin de tout. Or, dans cette région peuplée en majorité d'Albanais, il faut pallier l'indifférence et l'indi-

gence du gouvernement de Skopje. Il faut oublier l'aide des organisations humanitaires absorbées par la gestion des camps de transit qui accueillent la moitié des 130 000 réfugiés de Macédoine.



ayant des réfugiés figurent, dénuée par derrière, les quantités reçues. La colonne est blanche pour les plus aisés. Selze est loin d'être riche. Les familles les plus chanceuses ont un

travail à la ville. Plusieurs vivent grâce aux mandats de ceux qui sont partis, en Allemagne, en Suisse ou Dieu sait où. Les autres s'occupent comme ils le peuvent avec la montagne : l'été en conduisant les

vaches et les moutons sur les hauteurs ; l'hiver en organisant les fêtes au village, en conduisant des petits chevaux bâtés pour faire le bois, chercher l'approvisionnement à la ville.

Derrière la mosquée, les vivres et les couvertures achetées par le village pour les réfugiés sont stockés dans une pièce du conseil municipal. A côté, des femmes et des enfants s'affairaient avec un tas de vêtements. Des Serbes, surtout à Pristina, le chef-lieu du Kosovo, ont fait partir les gens sans leur laisser de temps. Il faut subvenir à tout, sans compter, pour le moment, sur le soutien extérieur. Seule l'organisation locale, El Hilal, s'est manifestée. Le gouvernement macédonien n'a pas bougé le doigt et les ONG sont débordées avec les camps. Sagato Ogata, la responsable du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, a promis, vendredi 9 avril, à Skopje, d'aider les familles d'accueil qui ont pris la moitié des cent trente mille réfugiés arrivés en Macédoine. Nacer Kurtushi est prêt à tout entendre.

Henri de Bresson

### DÉPÊCHES

#### ELYSÉE

■ L'officier chargé, à la direction des affaires stratégiques (DAS) au ministère français de la défense, du dossier yougoslave, le général de division Henri Bentegeat, sera nommé chef de l'état-major particulier à l'Elysée. Il remplacera l'amiral Jean-Luc Delaunay, qui doit quitter son poste, fin avril, pour devenir chef d'état-major de la marine. Agé de 53 ans, le général Bentegeat est actuellement directeur adjoint de la DAS, l'équivalent, au Pentagone, de la direction des affaires politico-militaires. A ce titre, le général Bentegeat, qui est à ce poste depuis septembre 1998, centralise la réflexion sur la crise en Serbie et au Kosovo, au profit du ministre de la défense, Alain Richard. Entre 1993 et 1995, Henri Bentegeat, alors colonel, fut l'adjoint « terre » du chef de l'état-major particulier à l'Elysée, le général Christian Quesnot.

#### MEETING À PARIS

■ A l'initiative de la revue *La Règle du jeu*, une réunion publique « Pour le Kosovo » est organisée à Paris, mercredi 14 avril, à 21 heures (Maison de la Chimie, 28 bis, rue Saint-Dominique, 75007). Outre l'écrivain Ismail Kadare, invité d'honneur, les orateurs devraient être Pascal Bruckner, Daniel Cohn-Bendit, Alain Finkielkraut (sous réserve), Antoine Garapon, André Glucksmann, Romain Goupil, Gilles Hertzog, Muhamedin Kullashi, Bernard-Henri Lévy et Véronique Nahum-Grappe.

#### SOLIDARITÉ RUSSE

■ Un convoi d'aide humanitaire russe pour Belgrade, bloqué pendant quarante-huit heures par les autorités hongroises, est entré mardi 13 avril à l'aube en Yougoslavie, rapporte l'agence officielle de presse yougoslave Tanjug. Les 68 véhicules transportant 300 tonnes d'aide avaient été bloqués samedi à la frontière entre la Hongrie et l'Ukraine par les douaniers hongrois qui refusaient de laisser passer des camions de gaz-oil, estimant qu'il pouvait servir à l'effort de guerre yougoslave. La présence de véhicules blindés posait également problème. Le convoi a pu repartir après que les Russes eurent accepté de laisser les quatre camions-citernes et les blindés. (AFP)

#### CAUCHEMAR

■ « Le voyage a duré quinze heures et le chauffeur refusait de s'arrêter. C'était un bus ordinaire avec des sièges en bois, pas un car prévu pour les longues distances. Nous étions serrés que nous pouvions à peine bouger. Les vieux, les femmes, les enfants, tous ceux qui ne pouvaient plus se tenir faisaient leurs besoins là où ils étaient. Il n'y avait pas d'autres toilettes. J'aurais préféré mourir. » Besim Beka raconte ainsi lundi 12 avril, dans le quotidien anglais *The Guardian*, le cauchemar de son voyage forcé vers l'Albanie, organisé à la faveur de la nuit par les autorités macédoniennes depuis le camp de Blace. Le convoi comprenait plus de 100 bus.

#### RATIONS IMMANGEABLES

■ Les réfugiés du Kosovo en Albanie trouvent les rations alimentaires américaines immangeables et certains s'en servent comme combustible pour se réchauffer. Des piles entières de colls portant la mention « Don alimentaire du peuple des Etats-Unis » s'amoncellent sur le sol des camps qui abritent quelque 150 000 personnes le long de la frontière alban-yougoslave. « Nous savons que les Américains veulent nous aider mais c'est tout simplement immangeable », confie Aroelina Ajazi, 18 ans, résumant le sentiment de ses compagnons d'infortune. Les réfugiés se battaient au début pour obtenir la précieuse ration riche en calories, composée de ragoût de légumes végétariens et d'un plat aux « trois haricots ». (Reuters)

**REUSSIR**  
► **Concours d'avocat**  
CRFPA 25 juillet - 11 sept. 99  
► **Expert-comptable**  
DECF août + mi-septembre  
DESCF octobre à décembre  
► **Parlement européen**  
(Administration) Fév 2000  
**IPESUP**  
18 rue du Centre Notre-Dame  
75004 Paris 01 43 25 63 30

## La Macédoine résiste à la déstabilisation

TETOVO de notre envoyé spécial

Une semaine après l'annonce à Tirana de la formation d'un gouvernement provisoire du Kosovo, les discussions s'engagent dans la région sur les solutions à envisager après les frappes aériennes de l'OTAN contre la Yougoslavie. L'UCK, qui aurait subi des revers aux premières semaines de l'offensive serbe, s'efforce de toute évidence de montrer qu'elle existe encore en montant quelques opérations le long de la frontière albanaise. Et les amis d'Ibrahim Rugova, qui est toujours présenté comme étant captif des forces serbes dans sa maison de Pristina, sont de nouveau actifs. La plupart ont réussi à gagner les régions albanophones de Macédoine dans le flot de réfugiés expulsés du Kosovo.

#### FRAGILE ÉQUILIBRE

Chef du parti « Pour la prospérité démocratique des Albanais de Macédoine », composante minoritaire mais importante du gouvernement de coalition macédonien, Arben Dzhaféri voit passer beaucoup de monde actuellement au siège de son parti, à Tetovo, importante ville du nord-ouest albanophone du pays, où des milliers de réfugiés ont été accueillis par la population. Mais Tetovo ne deviendra pas tête de pont de la résistance kosovare. S'il existe des rumeurs de recrutement de volontaires par l'UCK dans les camps, il n'est pas question en tout cas que cela se fasse au grand jour. « Nous demandons à

l'UCK de rester tranquille ici », souligne M. Dzhaféri, en estimant qu'il y a assez de volontaires à l'intérieur du Kosovo pour ses besoins. Les Albanophones, qui partagent le pouvoir à Skopje avec une majorité macédonienne orthodoxe, de sensibilité plutôt pro-serbe, ne veulent pas risquer de remettre en cause le fragile équilibre sur lequel est bâti le pays. Il y a déjà suffisamment de points à discuter au sein de la coalition pour l'accueil des réfugiés, que les Macédoniens ne voient pas d'un bon œil. Une déstabilisation de la Macédoine n'est pas de l'intérêt de la communauté albanaise. « Ce serait jouer dans les mains de Milosevic », souligne le leader albanophone.

Tout cela n'empêche cependant pas de penser. Et pour M. Dzhaféri, que l'on dit proche des amis de M. Rugova, une chose est certaine : l'offensive serbe au Kosovo a ruiné tout espoir d'une autonomie sous la tutelle de la République de Yougoslavie. « Avant Rambouillet, il était possible de penser à construire sur une compréhension interethnique. Maintenant non », souligne-t-il. « Pour moi, poursuit-il, le mieux est d'avoir une présence de l'OTAN et de mettre en place un protectorat occidental sur le Kosovo qui permettrait le retour des réfugiés, l'installation de nouvelles institutions et l'établissement d'un espace, d'une atmosphère démocratique. Après cela, on pourra penser à une solution politique définitive. » Pour moi, ajoute-t-il encore avec prudence, il n'y a pas d'autres possibilités que l'indépendance du Kosovo. Il y a eu

trop de souffrance. Mais c'est à négocier avec la communauté internationale. »

#### L'OPTION D'UN PROTECTORAT

Cette solution d'un protectorat est également évoquée dans des milieux diplomatiques occidentaux de la région. Elle supposerait cependant au départ, selon M. Dzhaféri, une intervention des alliés occidentaux pour entrer au Kosovo avec des forces terrestres, ce qui est encore loin d'être prévu. Le dispositif actuel dans la région, en Albanie ou en Macédoine, nécessiterait d'être renforcé. Les 12 000 hommes présents en Macédoine - dont 2 500 Français - ont actuellement surtout un rôle défensif. Tout au plus cette force pourrait-elle permettre, dans sa configuration d'aujourd'hui, de garantir un corridor, éventuellement la sécurité d'une zone, estime sur place un responsable militaire français.

Le leader du parti albanophone envisage pour sa part une intervention beaucoup plus importante. Il estime en effet nécessaire avant toute chose de finir de détruire le potentiel militaire serbe et les structures de pouvoir en place. M. Dzhaféri souligne que les Occidentaux ne doivent pas craindre de s'embourber au Kosovo comme au Vietnam. « Si le Kosovo doit être un Vietnam pour quelqu'un, c'est pour la Serbie, pas pour l'OTAN », dit-il, en rappelant que 90 % de la population est albanophone, et seulement 10 % serbe.

H. de B.

## Les Palestiniens s'identifient aux victimes kosovares

#### JÉRUSALEM

de notre correspondant

Il est au moins un sujet sur lequel Israéliens et Palestiniens sont aujourd'hui d'accord : dans la guerre qui oppose les Serbes à l'OTAN et aux Kosovars, leur cœur est majoritairement du côté de ces derniers. La raison n'en est pas pour autant identique. Alors qu'une majorité de plus en plus affirmée d'Israéliens voient, dans les Albanais du Kosovo, de nouveaux juifs victimes de persécutions raciales, comparables à celles endurées durant la seconde guerre mondiale, les Palestiniens, eux, y voient des frères musulmans, victimes d'un exode forcé, prélude à une expropriation définitive, similaire à celle vécue après la fondation de l'Etat d'Israël en 1948.

A moins d'un mois du 4 mai, date à laquelle Yasser Arafat fera le choix de proclamer l'indépendance de la Palestine, ou, au contraire, de repousser l'échéance, l'Autorité palestinienne ne paraît pas vouloir prendre de position trop tranchée à propos du Kosovo. Elle s'est prononcée contre le nettoyage ethnique, mais a évité de prendre position sur les bombardements. Manque de moyens matériels et prudence politique se sont conjugués pour ne pas porter la question au premier plan des préoccupations palestiniennes officielles.

Il en va autrement de la population, abreuvée de la guerre en direct que lui servent les chaînes télé-

visées satellitaires. Il est sans doute peu de Palestiniens qui n'aient vu, dans les colonnes de réfugiés kosovars démunis et exténués, la répétition des épreuves subies cinquante ans plus tôt, en Palestine. L'identification est totale, ne laissant quasi aucune illusion sur la suite des événements. « Lorsque les frappes aériennes laisseront la place aux négociations et aux solutions pacifiques, prédit le quotidien palestinien *El Quds*, les Albanais seront devenus des réfugiés dans les pays voisins pour de longues années. » Le journal n'a pas de mots assez durs pour qualifier les « extrémistes serbes, nationalistes et racistes ».

Et d'ajouter : « Si l'Occident et l'OTAN ne parviennent pas à briser la volonté de Milosevic (...), la situation du Kosovo ressemblera à celle qui prévalait en Palestine après l'armistice [de 1948], la majorité de la population devenant un peuple de réfugiés, vivant dans les pays voisins, avec en leur faveur une dizaine de résolutions internationales, des aides humanitaires... et leurs villages rasés, dans lesquels, à côté d'une minorité d'Albanais, s'installeraient des Serbes. On pourra alors parler des "Albanais de 1999", comme on dit "les Arabes de 1948". »

« Ce que les nôtres ne comprennent pas, estime un médecin de Ramallah, c'est l'attitude de l'Occident. Pourquoi aujourd'hui volent-ils au secours des musulmans albanais, alors qu'hier ils n'ont pas levé le petit doigt en notre faveur ? » L'antiaméricanisme traditionnel de beaucoup de Palestiniens leur interdit de voir dans l'engagement allié une initiative dénuée d'arrière-pensée.

Symptomatique de cette sensibilité est l'article publié dans *El Istiqal*, hebdomadaire palestinien du Jihad islamique, qui répond « non » à la question de savoir si « la réaction de l'OTAN s'explique par des considérations morales ». « Le plus important motif de l'Occident [pour intervenir au Kosovo], explique le journal, est de mettre de l'ordre dans la maison. » Pessimiste, le journal craint que les négociations et les compromis de demain se fassent, une fois de plus, sur le dos des Musulmans.

S'exprime aussi la crainte de voir les Américains jouer les gendarmes du monde, répétant en Yougoslavie ce qu'ils font en Irak. Interrogé par le quotidien israélien *Jerusalem Post*, un ouvrier palestinien du bâtiment est ainsi tiraillé entre sa condamnation des massacres commis contre les Musulmans, et sa critique des bombardements qui, selon lui, sont destinés à empêcher « les Yougoslaves de disposer d'une puissance militaire ».

Hector Forest

Georges Marion

### VU À LA TÉLÉVISION SERBE

## Célébration de « l'alliance serbo-russe »

APRÈS la session extraordinaire du Parlement fédéral de Yougoslavie (Serbie-Monténégro), lundi 12 avril, se prononçant favorablement sur un projet d'accession de la Yougoslavie à l'union avec la Russie et la Biélorussie, un bulletin d'informations a rapporté, dès 14 heures, que le président Milosevic a été informé de l'adoption de ce projet, sans une seule voix contre, par les deux Chambres fédérales. Cela devait être le point de départ d'une montée de l'espoir qu'éveille cette union, fondée sur des « liens spirituels » entre ces pays et sur « des tendances historiques à s'unir et à mieux défendre, ensemble, leurs intérêts nationaux et communs ».

Déjà, à leur sortie du Parlement, les députés des partis au pouvoir ont été acclamés par des « milliers » de sympathisants en liesse, scandant « Serbie, Monténégro, Russie, Yougoslavie ! ». Ce qui a même permis à la télévision de montrer des représentants du pouvoir prenant un bref bain de foule, satisfaction dont ils avaient été privés dans Belgrade depuis près de dix ans. Cette scène d'union entre le peuple et ses représentants était symbolisée par une députée lançant à la foule, en montant dans sa limousine noire : « Rendez-vous sur le pont ! »

Sur ce pont, la veille, un message appelant le

reste du monde à rejoindre « Belgrade, capitale de la résistance » face aux menées de l'OTAN, a été lancé dans le fleuve pour qu'il atteigne ceux qui en Occident souhaitent le bien de la Yougoslavie. Les bulletins d'informations ont d'autre part annoncé qu'après une réaction vigoureuse du ministre des affaires étrangères russe, Igor Ivanov, le convoi d'aide humanitaire russe bloqué depuis deux jours à la frontière entre l'Ukraine et la Hongrie allait poursuivre sa route en direction de la Yougoslavie, alors que le départ de l'escadre russe pour l'Adriatique est imminent. Puis ont été reprises les déclarations du général Wesley Clark, venant du Pentagone, dans lesquelles le commandant suprême des forces alliées en Europe constate que « l'armée yougoslave est coriace sur le terrain » et se demande « comment a pu être abattu un F117 ».

Une autre information faisait état du rapatriement des corps de quarante marines américains qui ont péri à la suite du « crash » de leurs hélicoptères, touchés lors d'une opération. On a aussi vu des images d'Albanais et de Turcs manifestant ensemble à Prizren (sud du Kosovo) pour affirmer leur désir de vivre ensemble, en scandant « Ne damo kosovo » (« On ne donne pas le Kosovo »).

Le combat « pour préserver le monde » n'est certes pas terminé, comme le révélaient d'autres informations, mais, comme l'a constaté l'écrivain français Yves Bataille dans un message de soutien à l'adresse de la Serbie : « Vous n'êtes pas le dernier pays attaqué, vous êtes le premier pays libéré sur notre continent européen, nous devons libérer toute l'Europe de Vladivostok à Dublin, nous devons chasser les Américains. » L'espoir en la victoire finale était de même illustré par un petit dessin animé montrant la Yougoslavie couverte de bombes portant les visages de dirigeants occidentaux, puis deux balais, frappés du blason de l'armée yougoslave, nettoyaient le territoire.

Le pays, alors submergé de fleurs, était finalement recouvert par une bouche souriante se transformant progressivement en cœur. Finalement, les bulletins du soir ont appris que le commandant en chef des armées, Slobodan Milosevic, a été proposé par une organisation patriotique pour être décoré de l'ordre du héros national de Yougoslavie, distinction qui n'avait plus été décernée depuis la seconde guerre mondiale.

سكزا عن الأصل



## es réfugiés

copie  
transit

Le gouvernement de Slopie li faut l'aide des organisations humanitaires pour la gestion des camps de réfugiés. Les camps de réfugiés de Slopie li faut l'aide des organisations humanitaires pour la gestion des camps de réfugiés.

Les camps de réfugiés de Slopie li faut l'aide des organisations humanitaires pour la gestion des camps de réfugiés. Les camps de réfugiés de Slopie li faut l'aide des organisations humanitaires pour la gestion des camps de réfugiés.

Les camps de réfugiés de Slopie li faut l'aide des organisations humanitaires pour la gestion des camps de réfugiés. Les camps de réfugiés de Slopie li faut l'aide des organisations humanitaires pour la gestion des camps de réfugiés.

Haut de l'ouest

## s'identifient kosovares

Les camps de réfugiés de Slopie li faut l'aide des organisations humanitaires pour la gestion des camps de réfugiés. Les camps de réfugiés de Slopie li faut l'aide des organisations humanitaires pour la gestion des camps de réfugiés.

Les camps de réfugiés de Slopie li faut l'aide des organisations humanitaires pour la gestion des camps de réfugiés. Les camps de réfugiés de Slopie li faut l'aide des organisations humanitaires pour la gestion des camps de réfugiés.

## DÉPÊCHES

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

1999

## Contradictions

(Publicité)

LE MONDE / VENDREDI 16 AVRIL 1999 / VII

LE MONDE / MERCREDI 14 AVRIL 1999 / 7

# Lettre ouverte à Monsieur le Premier Ministre.

Monsieur le Premier Ministre,

Les Laboratoires Pharmaceutiques ont pour mission de découvrir, produire et diffuser des médicaments, avec un objectif prioritaire : vaincre la maladie.

Face aux espoirs que font naître les plus récentes découvertes, les laboratoires pharmaceutiques veulent pouvoir occuper pleinement leur place au service des malades. Cette place est au cœur du système de soins, avec les professionnels de santé et en collaboration étroite avec les autorités publiques.

Cependant, alors que le 18 février 1998 le Gouvernement présentait sa politique du médicament, 14 mois plus tard aucune mesure n'a encore été prise concernant la mise en œuvre du partenariat avec l'industrie pharmaceutique ; partenariat devant répondre au souci de l'industrie pharmaceutique de placer la qualité des soins comme première condition de la régulation des dépenses de santé.

Pour faire face au financement difficile de notre système de protection sociale, l'industrie pharmaceutique n'élude aucune de ses responsabilités. Elle entend développer une attitude constructive et faire des propositions qui doivent aboutir à des évolutions essentielles des comportements de meilleur usage et de consommation du médicament en France.

Parce qu'elle est et sera à l'origine de toutes les grandes découvertes qui permettent le progrès thérapeutique, parce qu'elle est un acteur majeur de santé publique, parce qu'elle est convaincue que l'on peut faire mieux pour lutter contre la maladie sans dépenses supplémentaires, l'industrie pharmaceutique réclame aujourd'hui une réorientation des ressources collectives vers les malades et leurs besoins.

L'industrie pharmaceutique est convaincue que la recherche de la qualité des soins est le préalable et le fondement indispensable à la maîtrise des dépenses.

L'industrie pharmaceutique a des solutions à proposer, elle souhaite être entendue.

C'est pourquoi, dès demain 14 avril, conformément à sa mission de Santé Publique et soucieuse de l'intérêt des malades, l'industrie pharmaceutique présentera 10 propositions concrètes en vue d'une évolution positive de la politique de santé en France.

Nous vous remercions de votre attention à nos propositions et vous prions de croire, Monsieur le Premier Ministre, à l'assurance de notre haute considération.

Le conseil d'administration du SNIP

SYNDICAT NATIONAL DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE.

REUSSE

Concours d'admission

CRPPA

Expert-comptable

DECF

DESCF

Partenariat

Administration

IPESUP

Le rue de la République

75001 Paris

Téléphone

01 42 55 55 55

Fax

01 42 55 55 55

E-mail

reusse@ipesup.fr

Site Internet

www.reusse.fr

1999

1999

1999

1999

مكزا من الأصل



## Démission du ministre suédois des finances au nom de la discipline budgétaire

Le premier ministre Göran Persson veut accélérer les baisses d'impôts

Un mois après la démission d'Oskar Lafontaine en Allemagne, c'est au tour du ministre suédois des finances de jeter le gant. Mais le départ

d'Erik Åsbrink a une signification très différente, puisque le ministre démissionnaire défendait une discipline budgétaire stricte contre les

projets de baisses d'impôts du premier ministre Göran Persson. L'euro, que la Suède n'a pas adopté, est le grand absent du débat.

**STOCKHOLM**  
de notre correspondant  
La patience du ministre suédois des finances a des limites. Après avoir dû avaler quelques couleuvres ces derniers mois, Erik Åsbrink a annoncé par surprise, lundi 12 avril, sa démission du gouvernement minoritaire social-démocrate. Un coup d'éclat, à deux jours de la présentation du budget 1999, qui ne ressemble pas à son auteur, lequel s'était jusqu'alors illustré par sa loyauté et sa discrétion. « Je n'ai pas le soutien du chef du gouvernement pour fonctionner de manière efficace comme ministre des finances », a expliqué l'intéressé lors d'une conférence de presse convoquée inopinément.

Les raisons de ce coup de sang, qui intervient un mois après la démission de son homologue allemand Oskar Lafontaine ? « Une série d'événements », a-t-il précisé, dont le dernier en date - apparemment la goutte d'eau qui a fait déborder le vase - relève d'un différend sur des réductions d'impôts. M. Åsbrink s'est estimé désavoué

par le premier ministre. Göran Persson, lorsque celui-ci a laissé entendre, à la télévision la veille, que la conjoncture économique pouvait laisser présager une baisse des impôts dès 2000.

Le ministre démissionnaire a affirmé ne pas avoir été informé au préalable de cette éventualité, lui qui prétend qu'une telle réduction n'est pas réalisable avant 2001, et qui avait dû batailler ferme ces dernières semaines au Parlement pour préserver l'équilibre budgétaire retrouvé en 1998.

Les Verts, mais surtout les ex-communistes du Parti de gauche, auraient volontiers dépensé plus que ce que M. Åsbrink estimait raisonnable. Ce dernier avait dû également faire face aux appels pressants de son collègue de l'industrie en faveur d'une baisse des impôts, pour stimuler les entreprises et juguler le départ à l'étranger de certaines d'entre elles.

Les sociaux-démocrates, à la suite d'une chute aux élections législatives de septembre 1998 (36,6 %), ont dû se tourner vers leur

gauche pour pouvoir continuer à gouverner. Une nouvelle donne que M. Åsbrink - nommé par M. Persson en 1996 - ne goûtait guère. Gardien de l'austérité budgétaire dans un pays tout juste sorti d'une profonde crise économique, il ne parvenait pas toujours à cacher son scepticisme quant au bien-fondé de cette coopération avec des partis dépourvus, et qui plus est, opposés à l'idée européenne.

### QUERELLES INTESTINES

Bien qu'observant une certaine réserve sur la question, M. Åsbrink passe pour être favorable à l'entrée de son pays dans l'Union économique et monétaire (UEM). La position de M. Persson apparaît moins claire, tant il semble redouter que l'euro ne conduise à une harmonisation des politiques fiscales au niveau européen. Stockholm n'est pour l'instant pas membre de la zone euro, arguant notamment de l'impopularité de ce projet au sein de l'opinion publique.

M. Persson et son ministre des finances s'étaient également opposés, à fleurs mouchetées, au sujet de la suppression de l'achat de produits en duty free, le premier y étant opposé contre l'avis du second. M. Åsbrink a par ailleurs critiqué le style de M. Persson dans ses relations avec son équipe ministérielle.

Ce n'est pas la première fois que le premier ministre est accusé, y compris dans son propre parti, de manque de tact, voire d'autoritarisme, depuis son accession au pouvoir en 1996. Ces défauts passent mal dans un pays très porté sur le consensus. Le départ de M. Åsbrink n'a pas contribué à améliorer l'image du chef du gouvernement, ni celle de son cabinet, traversé de querelles intestines. Le premier ministre a tenu à nommer dès lundi un remplaçant à M. Åsbrink en la personne de Bosse Ringholm, chef du Bureau national du marché du travail. A entendre celui-ci, le gouvernement ne changera pas de politique.

Antoine Jacob

## L'esclavage au Soudan, entre déni officiel et accusations à courte vue

Organismes humanitaires et Soudanais poléminent sur les moyens d'éradiquer la pratique

**KHARTOUM**  
de notre envoyée spéciale  
Le débat sur les accusations d'esclavage qui sont portées contre leur pays déchire les Soudanais. Alors que le gouvernement à Khartoum dément farouchement « ce mythe » forgé « par les Occidentaux », a-t-il précisé, dont le dernier en date - apparemment la goutte d'eau qui a fait déborder le vase - relève d'un différend sur des réductions d'impôts. M. Åsbrink s'est estimé désavoué

« Oui, l'esclavage existe, il a existé depuis des siècles. Au siècle dernier, le trafic des esclaves était même pratiquement le seul commerce entre le nord et le sud, et mon peuple en est la principale victime, puisque deux millions de Soudanais du sud ont été pris comme es-

claves », explique un intellectuel soudanais du Sud, d'origine Dinka, opposant au régime de Khartoum : pour se demander aussitôt si c'est « rendre service aux Soudanais que d'associer le nom de leur pays au terrorisme, à la famine et maintenant à l'esclavage ? ». Et d'ajouter : « Il est facile de capter l'imagination en Occident en parlant de l'esclavage. Il est plus difficile d'attirer l'attention sur le vrai problème : cette guerre qui a déjà coûté la vie à plus de deux millions de citoyens. »

Professeur à l'université de Khartoum, Ahmad trouve « humiliant » de voir que le Soudan revient « brusquement » à la une des journaux à cause de « l'esclavage ». Pour les organisations non gouvernementales (ONG) locales et internationales, le « rachat » d'esclaves par une ONG, Christian Solidarity, a « créé un véritable marché ». « Au prix de 500 dollars par individu, vous avez, ici-même à Khartoum, des gens qui vous trouveront dix mille esclaves », indiquent des membres de ces ONG. « Au Cambodge, dit un responsable de l'ONU, quarante mille jeunes filles ont été enlevées et vendues pour quelques centaines de dollars pièce ». Pourquoi nul n'a parlé d'esclavage ? « Aussi, aux yeux de ce responsable, l'accusation d'esclavage, avec ses lourdes connotations historiques et culturelles, ne peut qu'être utile à ceux et à ceux qui veulent voir le conflit (entre la guerrilla sudiste et le gouvernement de Khartoum) se perpétuer au Soudan ». Les ONG reconnaissent que l'initiative de Christian Solidarity aura au moins

servi à mettre en évidence la plaie. Oushari Mahmoud, un jeune chercheur qui, après dix ans d'études sur la répartition de l'esclavage, a publié un livre qui lui a valu de faire la prison, refuse de consentir à un état de fait. « Je ne dis pas que l'esclavage n'a pas de précédent historique. D'ailleurs, un même mot, Abd, désigne en arabe le Noir et l'esclave. Mais cela ne justifie pas qu'à la fin du vingtième siècle la pratique continue ». « Les Soudanais ont opté pour le déni total. Si l'on veut que cette pratique soit éradiquée, il faut au contraire l'admettre ». D'après l'Unicef, il existe des « preuves irréfutables d'un commerce d'esclaves bien établi et qui se poursuit au Soudan » et les enlèvements d'enfants et de jeunes femmes dans ce pays sont conformes à la définition sociologique de l'esclavage.

Quoi qu'il en soit, dans toutes les conversations, revient l'histoire d'un train qui, trois fois par an, fait le trajet de Babanousa, dans le sud

Kordofan, à Wau, capitale du Bahr-El-Ghazal. Utilisé par le gouvernement pour le transport de vivres, ce train est le cauchemar des villageois soudanais. Protégé par quelques dizaines de soldats, il est escorté par des miliciens arabes à cheval, les mouchakabites. Entrainés dans les années 80 par les Iraniens, dit-on ici, ces Arabes de la tribu Rizeigat, du Soudan occidental, seraient utilisés par le gouvernement dans sa guerre contre l'Armée de libération des peuples du Soudan. Pour les rétribuer, Khartoum, ajoute-t-on, « ferme les yeux » sur leurs exactions.

Le train s'arrête pendant plusieurs jours dans un village. Les mouchakabites font une razzia dans les villages voisins, brûlent les maisons et massacrent les hommes. Ils prennent avec eux de jeunes femmes et surtout des enfants, qui sont ensuite conduits dans les villages arabes, notamment au sud Darfour ou de Kordofan, pour travailler dans les champs, ou comme domestiques. Selon l'Unicef, plus de dix neuf mille enfants auraient été ainsi enlevés, depuis 1989. Depuis peu, l'âge « préféré » pour des jeunes filles enlevées varie entre six et dix ans, « pour garantir qu'elles ne sont pas infectées par le VIH ». Celles qui sont atteintes de maladies sexuellement transmissibles sont relâchées ou tuées. Un nombre moins important d'enfants arabes des tribus Miserya et Rizeigat auraient aussi été enlevés par les Dinkas.

Afsané Bassir Pour

### La communauté internationale doit prendre l'affaire en main

Pour Hassan El Tourabi, docteur en droit de l'université de Londres, l'idéologie du régime islamiste de Khartoum, dont il préside le Parlement, le regain de polémique sur la pratique de l'esclavage dans son pays relève d'une volonté de Washington de « diaboliser ». Il failait, assure-t-il dans un entretien accordé au Monde, « remonter les Noirs américains contre le Soudan ». A ses yeux, la pratique ne saurait exister : le Soudanais est « paresseux. Il n'aime pas travailler, et attend que le bétail lui fournisse à manger et à boire ».

John Garang, chef de l'Armée populaire de libération du Soudan (insurgée), rencontré à Nairobi, pense au contraire qu'il faut que la communauté internationale sache que le gouvernement de Khartoum fait de l'esclavage un instrument de guerre. « Loin de se contenter du « rachat d'enfants par une organisation non gouvernementale », il estime que l'affaire devrait être prise en main par l'ONU et Amnesty International.

**U.C.S. ANTIQUETÉS**  
Recherche - Meubles anciens  
Argentieries - Bronzes  
Objets 1900 - GALLÉ  
ACHAT TABLEAUX  
IMPRESSIONISTES  
Renoir, Bonnard, etc...  
ESTIMATIONS GRATUITES  
Partage de successions  
21 bis, Av. de Séguir 75007 PARIS  
01.53.69.06.06  
Déplacements Paris - Province

## L'armée nigérienne promet de rendre le pouvoir aux civils

« L'ARMÉE se désengagera de la vie politique » au terme d'une transition de neuf mois, a annoncé, mardi 13 avril à Niamey, le Conseil de réconciliation nationale (CRN), selon un communiqué officiel diffusé par la radio d'Etat. Le texte du CRN, composé de 14 officiers et dirigé par le commandant Daouda Mallam Wanké, au pouvoir après l'assassinat, vendredi, du président Ibrahim Baré Maïnassara, détaille les modalités de la transition dans une ordonnance qui a « valeur constitutionnelle ».

Cette ordonnance stipule que le Niger reste une République attachée « aux principes de l'Etat de droit et de la démocratie pluraliste, garantissant les droits et libertés de la personne humaine et du citoyen dans le respect des lois et règlements en vigueur » et que le CRN est « l'organe suprême de conception et d'orientation de la vie politique ». La radio nationale a annoncé la reconduction au poste de

premier ministre d'Ibrahim Hassan Mayaki, déjà en fonction avant l'assassinat du président Maïnassara par sa garde personnelle. Non sans cynisme, M. Mayaki et le commandant Wanké avaient expliqué vendredi que la mort du président était le résultat d'un « malentendu accidentel ».

### « A L'UNANIMITÉ »

Selon le communiqué lu par le porte-parole du CRN, le capitaine Djibrila Hima Hamidou, la confirmation du premier ministre à son poste a été approuvée par les responsables des partis politiques « à l'unanimité ». Lundi, le commandant Daouda Mallam Wanké s'était entretenu avec les représentants des cinq principaux partis, dont l'ancien président Mahamane Ousmane, chef de file des opposants, et Hamid Algaïd, chef de file des partisans de Maïnassara.

Le nouvel homme fort du Niger

a levé avec effet immédiat « la suspension des activités des partis politiques » décrétée vendredi, selon la radio, tout en appelant « au sens de responsabilité de tous afin que l'ordre public soit préservé sur toute l'étendue du territoire ».

La France, qui a condamné l'assassinat d'Ibrahim Baré Maïnassara, a indiqué qu'elle « examinait actuellement les conséquences à tirer du coup de force » au Niger. « Les décisions annoncées par l'exécutif militaire, notamment la suspension de la Constitution de mai 1996 et la dissolution du gouvernement et de l'Assemblée nationale, ne peuvent que susciter des interrogations », a déclaré, lundi, la porte-parole du Quai d'Orsay.

Les Etats-Unis ont appelé lundi le groupe d'officiers subalternes qui dirige le pays sous la présidence du commandant Wanké « à restaurer l'Etat de droit et à assurer rapidement une transition pacifique vers un gouvernement civil ». (AFP Reuters)

## Fin de campagne électorale sanglante en Algérie

ALGER. La fin de la campagne électorale pour l'élection présidentielle, lundi 12 avril, a été ensanglantée par l'assassinat de dix personnes dans la région de Mascara (ouest du pays), ont annoncé les services de sécurité. Cette nouvelle tuerie est l'attentat le plus important depuis le début de la campagne électorale pour l'élection présidentielle anticipée de jeudi, qui s'est achevée lundi à minuit. Afin que le scrutin ait lieu dans de bonnes conditions, le ministère de l'Intérieur a interdit, de mercredi à jeudi, les manifestations sportives, la circulation des poids lourds, sauf pour les denrées périssables, et la tenue des marchés hebdomadaires. Les écoliers seront en vacances de mardi à samedi pour permettre l'installation des bureaux de vote dans les écoles, qui seront gardées nuit et jour par les forces de sécurité jusqu'à la fin du scrutin. - (AFP)

## L'Union européenne réclame une présence de l'ONU au Timor-Oriental

BONN. L'Union européenne a « fermement » condamné, lundi 12 avril, les violences perpétrées ces derniers mois au Timor-Oriental et réclame une présence urgente des Nations unies sur place. L'UE « a été bouleversée d'apprendre que des civils sans armes ont été assassinés les 6 et 7 avril à Liquiça par des milices paramilitaires, en présence semble-t-il de soldats de l'armée régulière qui ne sont pas intervenus », écrit la présidence allemande dans un communiqué.

De tels actes « montrent clairement que la présence des Nations unies sur place s'impose urgemment », dit le texte. L'UE estime que « la mise en place d'une commission de paix et de réconciliation constituerait un instrument important pour un apaisement au Timor-Oriental ». De son côté, le gouvernement indonésien s'est déclaré prêt à signer, le 22 avril à New-York, sous les auspices de l'ONU, un accord avec le Portugal, l'ancien colonisateur. - (AFP)

### DÉPÊCHES

■ CHINE/INDE : Pékin a exprimé son « inquiétude », lundi 12 avril, à propos de l'essai, effectué la veille par l'Inde, de son missile balistique à moyenne portée Agni-2. Le programme balistique indien « pourrait déclencher une nouvelle étape dans la course aux armements en Asie du Sud », a déclaré le ministre des affaires étrangères, avant d'exhorter les deux pays à renforcer leur dialogue engagé en février en vue de prévenir tout incident nucléaire. - (Reuters)

■ EUROPE : les quinze capitales de l'Union européenne œuvrent actuellement en coulisses pour obtenir des postes dans la nouvelle Commission européenne. Celle-ci doit entrer en fonctions à l'automne et sera dirigée par l'ancien président du conseil italien Romano Prodi. D'après le quotidien britannique Financial Times du 13 avril, la France tente d'obtenir le poste de commissaire à la concurrence, actuellement occupé par le Belge Karel van Miert. Plusieurs partenaires de la France, et notamment la Grande-Bretagne, s'opposeraient à cette idée car Paris fait régulièrement l'objet de remontrances de Bruxelles en matière de subventions à l'industrie.

■ EUROPE : la croissance de l'Union européenne et de la zone euro tourne au ralenti depuis le dernier trimestre 1998. Elle s'est élevée à +0,2 % au quatrième trimestre de 1998 par rapport au troisième trimestre, a confirmé lundi 12 avril Eurostat, l'office européen des statistiques. Il s'agit d'un ralentissement par rapport au trimestre précédent, au cours duquel le PIB avait augmenté de 0,6 % dans l'UE et de 0,7 % dans la zone euro. Le résultat est principalement dû à la baisse des exportations et de la formation brute de capital. Sur l'ensemble de l'année 1998, la croissance de l'UE a été de 2,8 %, alors que celle de la zone euro a été de 2,9 %.

■ GRANDE-BRETAGNE/ALLEMAGNE : les dirigeants allemands et britanniques prévoient de mieux coordonner leur action. Le quotidien britannique Financial Times fait état, dans son édition du 13 avril, d'un document de travail élaboré récemment à Bonn et à Londres. Ce texte, non encore publié, est un plaidoyer pour la « Troisième Voie », un concept défendu par Tony Blair et qui prévoit de renforcer la compétitivité de l'économie tout en favorisant l'adaptabilité des salariés. D'après le FT, ce document doit servir de base de travail entre les deux pays afin d'orienter la politique européenne vers un nouveau consensus centriste.

■ ETATS-UNIS : les ministres de l'Agriculture des Etats-Unis et du Mercosur, le bloc commercial de pays sud-américains, se sont retrouvés lundi 12 avril à Washington pour élaborer une stratégie commune visant à pousser les Européens à démanteler leurs subventions agricoles. Ils ont affiché leur volonté de travailler de concert pour amener l'Union européenne à réduire ses aides publiques à l'agriculture lors de la prochaine réunion ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) fin novembre à Seattle (Etats-Unis). - (AFP)

■ RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO : le gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre) a décidé d'augmenter de près de 200 % le prix d'un litre d'essence à la pompe, a annoncé dimanche 11 avril la télévision officielle. Cette augmentation est consécutive à une nouvelle dévaluation du franc congolais, intervenue le 8 avril. A Kinshasa, de longues files d'attente se sont formées depuis plus d'une semaine devant les stations-service. Cette décision va accroître la tension dans la capitale congolaise, où quelque 6 millions d'habitants vivent dans un état de grande précarité. - (AFP)

## Nouveaux indices de stabilisation économique au Japon

TOKYO. La stabilisation de l'économie japonaise se confirme, mais une reprise autonome se fait toujours attendre, à en croire les rapports mensuels de l'Agence de planification économique (EPA) et de la Banque du Japon (BoJ), publiés à quelques heures d'intervalle mardi 13 avril à Tokyo. « L'économie reste dans une situation extrêmement difficile du fait de la faiblesse de la demande privée, mais elle se stabilise graduellement à la faveur d'une série d'initiatives gouvernementales », souligne l'EPA, qui perçoit notamment une amélioration en ce qui concerne les mises en chantier de logements.

De son côté, la banque centrale note une stabilisation sur tous les fronts : « la production industrielle ne décroît plus », « la détérioration du sentiment des ménages et des entreprises semble avoir cessé », « les préoccupations des firmes sur leurs financements futurs s'atténuent progressivement, même si elles n'ont pas complètement disparu », « les inquiétudes sur la stabilité du système financier se font moins intenses ». - (AFP)



Fin de campagne électorale  
sanglante en Algérie

Union européenne réclame  
la présence de l'ONU  
à Timor-Oriental

ÉCHOS  
L'ÉCONOMIE  
L'ÉCONOMIE  
L'ÉCONOMIE

aux indices  
libéralisation économique  
port

Contradictions bien...

# FRANCE-SOCIÉTÉ

LE MONDE / MERCREDI 14 AVRIL 1999

LE MONDE / VENDREDI 16 AVRIL 1999 / VII

**CATASTROPHE** La mission d'enquête technique sur l'incendie dans le tunnel du Mont-Blanc a rendu public, mardi 13 avril, le rapport d'étape qui lui avait été commandé par Jean-

Claude Gayssot, ministre de l'équipement et des transports, et Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur. **LES DEUX RÉDACTEURS** du document décrivent les circonstances pré-

disées de la catastrophe, qui a tué au moins 41 personnes, en insistant sur sa soudaineté. **S'IL NE RELÈVE** pas de dysfonctionnement dans les procédures d'alerte, le rapport pointe des la-

cunes graves : mauvaise coordination des systèmes de ventilation, absence d'équipe de premier secours côté italien, manque d'exercices communs et d'appareils adaptés pour les sauve-

teurs. **LA RÉGION ITALIENNE** du Val d'Aoste a favorisé, depuis 20 ans, le trafic des poids lourds vers le Tunnel, pour bénéficier des droits de douane qui lui étaient reversés.

## Le premier rapport d'enquête sur l'incendie du tunnel du Mont-Blanc

Le rapport d'étape de la mission d'enquête technique ne relève pas de dysfonctionnement dans les procédures d'alerte mais il souligne des lacunes graves dans l'organisation des secours et dans le fonctionnement des systèmes de ventilation

RENDU PUBLIC mardi 13 avril par Michel Marec, ingénieur général des ponts et chaussées et Pierre Duffé, inspecteur général de l'administration, le rapport d'étape de la mission d'enquête technique sur l'incendie survenu mercredi 24 mars dans le tunnel du Mont-Blanc pointe un certain nombre de dysfonctionnements graves, concernant en particulier le fonctionnement du système de ventilation et l'organisation des premiers secours côté italien. Demandé par Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement et des transports et Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur, ce document élaboré en deux semaines - le rapport définitif est attendu pour le 31 mai - comporte inmanquablement, selon ses auteurs, certaines « incertitudes et imprécisions ». Ne serait-ce que sur le nombre de victimes : si quarante et une ont été à ce jour dénombrées, les enquêteurs n'excluent pas qu'il puisse y avoir « encore quelques victimes non retrouvées ». La préfecture de Haute-Savoie évalue, pour sa part, le bilan humain à « 45 disparus au maximum ».

Les dégâts matériels « considérables » restent difficiles à évaluer : la voûte est endommagée sur plus de 900 mètres, tous les équipements sont détruits sur « de grandes longueurs » ; la chaussée et la dalle sous chaussée le sont plus ponctuellement. « Il semble néanmoins que la tenue générale de l'ouvrage ne soit pas menacée », observent les enquêteurs qui ajoutent : « Pour ce qui concerne la remise en état des structures du tunnel, il est prématuré de donner un délai avant qu'une expertise précise soit faite ».

**« SOUDAINETÉ »** MM. Marec et Duffé insistent sur la « soudaineté » de l'événement - « la cabine du camion s'est embrasée dès que le chauffeur s'est arrêté au droit du garage 21 et a tenté de prendre son extincteur » - son ampleur exceptionnelle et sa nature « particulière », sans trouver d'explications satisfaisantes. Seulement un double constat : le camion frigorifique semi-remorque ne contenait pas de matières dangereuses mais « plusieurs centaines de litres voire plus de 1 000 litres de gasoil ». D'une manière plus générale, ajoutent-ils, « lorsque les camions arrivent à l'altitude du tunnel, après avoir franchi de longues et fortes pentes, leurs moteurs et leurs turbos sont souvent surchauffés [ce qui] augmente de façon significative le risque d'incendie spontané ».

Alors que l'impuissance des secours dans les premières minutes - on pourrait même compter en secondes - a été dramatiquement décisive, l'analyse des conditions de l'alerte ne fait apparaître, aux yeux des enquêteurs, « aucun délai anormal ». La fermeture du péage français à 10 h 55 et celle du péage italien à 10 h 56 - « soit dans la minute ou dans les deux minutes qui suivent l'alerte (10 h 54) », notent-ils - alors que des fumées avaient été aperçues sur les écrans de contrôle à 10 h 53 et que, dès 10 h 52, les opacimètres avaient « donné une alerte de forte opacité », ne leur paraissent pas trop tardives.

Les enquêteurs font encore preuve d'une relative indulgence en déroulant la suite du film des événements : « l'appel aux secours publics a été fait dès le déclenchement de l'alarme coup de poing par un automobiliste (10 h 57), le centre de traitement des appels ayant été alerté à 10 h 58 30, le premier engin quitte Chamonix à 11 h 02 et se présente au tunnel à 11 h 10. Là encore aucun délai anormal ne peut être remarqué ». Reste que, à ce moment-là, les automobilistes pris au piège avaient sans doute déjà succombé à l'asphyxie.

Même « normalité » réglementaire apparente lorsque « les engins de secours prévus au plan de secours spécialisé et au plan Rouge ont été alertés dans des délais normaux et notamment dès la prise de conscience de la gravité de la situation, soit vers 12 h 30 ». Le rapport d'étape confirme qu'à aucun moment, aucun véhicule de secours ne s'est approché de la zone du sinistre. « Compte tenu du fait que le motocycliste français a pu pénétrer immédiatement dans le tunnel, côté italien, certes avec difficulté, à 6 ou 7 mètres de l'incendie, on peut se demander si un service de sécurité bien équipé, bien entraîné et entraînant sans délai dans le tunnel après l'alerte n'aurait pas pu tenter une action sur le camion en feu ». Cette question résume à elle seule la problématique de la catastrophe. D'autant plus, ajoutent les rapporteurs, qu'il n'y a pas d'équipe de premier secours propre à la société italienne et les agents d'exploitation ne sont pas formés à lutter contre l'incendie. Les premiers secours sont donc à attendre du centre de secours de Courmayeur dans un délai de dix à quinze minutes.

## Pour accroître ses recettes, le Val d'Aoste a favorisé le trafic des poids lourds

AOSTE (Italie) de notre envoyé spécial « Tout le monde ou presque avait intérêt au développement du trafic poids lourds par le tunnel du Mont-Blanc. » Elio Riccardan, l'homme qui porte cette accusation, connaît bien la question. Membre du parti Verts alternatifs italiens, il a été assesseur à l'environnement (l'équivalent d'un ministre au niveau régional) au conseil de la région autonome du Val d'Aoste de 1993 à 1998. Il s'y est battu contre la croissance du trafic poids lourds qui « menaçait l'équilibre écologique » de cette haute vallée alpine. De 1966 à 1997, le nombre de poids lourds qui passent chaque année par le tunnel du Mont-Blanc a, en effet, été multiplié par seize (passant de 44 856 unités à 734 306). Dans le même temps, le trafic automobile a seulement doublé.

« Ce n'est pas seulement le fait du hasard ou de l'augmentation naturelle des échanges entre la France et l'Italie, dit-il. Si le trafic a tellement progressé c'est d'abord que certains, y compris au sein de l'exécutif régional, y trouvaient leur compte. » Une situation qu'explique en grande partie le statut particulier de la vallée d'Aoste. Depuis 1949, celle-ci bénéficie d'une large autonomie et l'essentiel de ses ressources provient d'une répartition très favorable des impôts et taxes perçus sur son territoire : 90 % lui reviennent, contre 10 % pour l'Etat

italien. En 1981, une modification législative intègre à ces revenus 90 % du produit de la TVA sur les importations perçue lors des opérations de dédouanement. Le conseil régional valdostain avait alors tout intérêt à ce que les formalités de dédouanement soient effectuées à l'aéroport d'Aoste. Pour ce faire, il n'a pas hésité, en accord avec la société italienne du tunnel (STMB), à proposer des tarifs attractifs.

**« PRIME DE FIDÉLITÉ »** « Tout était bon pour augmenter le trafic, de l'opération promotionnelle à la prime de fidélité », souligne M. Riccardan. Il y avait urgence : depuis juillet 1980, l'ouverture du tunnel du Fréjus dé-tournait une partie du trafic. Cette politique d'incitation a vite porté ses fruits. A ses débuts, la taxe rapporte 30 à 40 milliards de francs (environ 100 à 130 millions de francs) au budget régional. En 1992, elle atteint 450 milliards de francs (environ 1,5 milliard de francs) et devient la première source de recettes. Le tunnel du Mont-Blanc est alors la vache à lait de la vallée. Président du conseil régional de 1983 à 1990, Augusto Rollandin, qui cumule ses fonctions avec celles de préfet, va même jusqu'à publier un décret, le 29 août 1986, autorisant la circulation des camions pendant le week-end, du tunnel... à l'aéroport d'Aoste. Le tribunal admini-

stratif annulera la décision quelques mois plus tard. Interrogé par Le Monde, M. Rollandin n'a aujourd'hui « plus aucun souvenir de ce décret ».

Le 1<sup>er</sup> janvier 1993, marché unique oblige, les barrières douanières sont supprimées. La région d'Aoste ne peut plus compter sur les recettes de TVA d'importation, mais ne se retrouve pas essangue. Pour compenser le manque à gagner, elle obtient de l'Etat italien le versement annuel d'une indemnité compensatrice, indexée sur l'inflation.

## Une lettre d'Edouard Balladur

A la suite d'un article publié dans Le Monde du 6 avril sous le titre « Une sinécure qui récompense les bons et loyaux services », nous avons reçu d'Edouard Balladur la lettre suivante :

Président de la société (Autoroutes et tunnel du Mont-Blanc) pendant douze ans de 1968 à 1980, j'ai bénéficié d'une indemnité de fonction indexée sur l'évolution des traitements de la

fonction publique ; elle était, tous éléments confondus, de 4 000 francs par mois en 1969 et de 8 195 francs en 1980, et non pas de 50 000 francs par mois comme vous l'écrivez. J'ignore ce qu'il en a été ensuite. Il n'a jamais été question en sus, en tout cas pas jusqu'à 1980, d'une indemnité globale représentative de frais, à fortiori pas du montant considérable que vous évoquez.

Acacio Pereira

Vous pouvez tout nous demander.

En matière de voyages, nous sommes à votre service. Nous pouvons vous proposer des voyages personnalisés à des prix compétitifs. Partout en Europe, nous sommes à votre disposition et nous concevons des itinéraires sur mesure et adaptés à vos besoins. Nous sommes à votre service pour tous vos voyages, que ce soit en France ou à l'étranger. Nous sommes à votre service pour tous vos voyages, que ce soit en France ou à l'étranger.

AGENCE - Nous sommes à votre service.

هكذا من الأصل



## Le conseil municipal de Strasbourg approuve la construction d'une grande mosquée

Bruno Mégret et ses partisans sont venus perturber la séance

Strasbourg, capitale de l'Alsace et capitale européenne, aura une grande mosquée. Son conseil municipal a approuvé, lundi 12 avril, la délibération

proposée par le maire, Roland Ries (PS), qui établit le principe de cette reconnaissance de l'islam, à égalité avec les quatre religions qui,

dans cette région où s'applique toujours le concordat napoléonien, ont un statut officiel. (Lire aussi notre éditorial page 16.)

### STRASBOURG

de notre correspondant  
Les élus strasbourgeois, par un vote de principe, ont décidé, lundi 12 avril dans la soirée, d'appuyer le projet d'une « mosquée centrale ». Le maire, Roland Ries (PS), a obtenu un vote sans faille de sa majorité de gauche, qui a tué ses dissensions entre « laïques » et « religieux ». Les neuf élus UDF et RPR n'ont pas pris part au vote. Les quatre conseillers extrémistes (FN-UF, FN-MN et Mouvement régionaliste d'Alsace) ont voté contre.

Le débat a bien failli avoir lieu à huis clos. Il avait, en effet, attiré un public nombreux, partagé et militant. En face de Bruno Mégret et de Jean-Yves Le Gallou (Front national-Mouvement national), venus spécialement et entourés de leurs partisans, de nombreux musulmans s'étaient massés, parmi lesquels beaucoup de jeunes femmes voilées. A peine le conseil municipal avait-il atteint le point de l'ordre du jour consacré au culte musulman que les mégretistes déroulaient des affiches : « Dans vingt ans, c'est sûr, la France sera une République islamiste ! » Indignés, des musulmans ont pro-



testé de leur sentiments patriotiques et républicains. Après deux courtes interruptions de séance, le maire a ordonné l'évacuation du public et menacé, même, de prononcer le huis clos, avant de se borner à appliquer un article du règlement intérieur qui lui permet

de faire expulser les perturbateurs.

La délibération strasbourgeoise, très brève, est toute de principe. Elle approuve le « principe de la réalisation d'une mosquée centrale » et pose quelques règles pour les lieux de culte de quartier, de façon à ne pas engager la ville dans des projets mal ficelés ou qui risqueraient d'être contrôlés par des intégristes. La municipalité ne signera des baux emphytéotiques que sous ces conditions, avec un éventuel « droit de reprise » en cas de dérive.

La communauté musulmane strasbourgeoise, jusqu'ici partagée entre deux projets concurrents, a fait un pas vers la réunification. M. Ries espère voir se constituer une association unique, fédérant le projet d'institut musulman européen de l'universitaire français Ali Bouamama et la « coordination » du local Abdallah Boussof. Pour un projet viable de mosquée centrale, a précisé le maire, la ville pourrait mettre à disposition un terrain et 10 % du financement, à égalité avec ce qu'elle fait pour les cultes catholique, luthérien, réformé et juif, qui, en Alsace, sont reconnus par l'Etat au titre du concordat de Napoléon ou des lois organiques du

XIX<sup>e</sup> siècle. L'opposition UDF-RPR a affirmé qu'elle approuvait l'idée de lieu de culte décent pour un islam respectueux de la République, mais Robert Grossmann (RPR) a dénoncé les « incohérences » et le « manque de clarté » du projet de M. Ries. « L'enjeu, c'est la question grave du leadership religieux sur la population musulmane de Strasbourg », a observé l'élu d'opposition.

Le léniniste Yvan Blot a réclamé un référendum consultatif et refusé, quant à lui, « une mosquée qui heurte la tradition bimillénaire » d'une ville majoritairement chrétienne.

### LE CHOIX DE L'IMPLANTATION

En réponse, M. Ries a suggéré qu'un groupe de travail, auquel il a, à demi-mot, invité l'opposition républicaine, suive les aspects techniques, juridiques, financiers et fonciers du projet. Il a promis que chaque dossier à maturité, pour un lieu de culte local ou la mosquée centrale, sera soumis au conseil municipal. Il n'a rien dit des éventuels lieux d'implantation, mais on sait qu'il a écarté définitivement l'idée d'une mosquée dans le quartier de la Robertsau, celui des institutions européennes, près du Palais des droits de l'homme, et leur préféreraient une localisation au sud du centre-ville.

Les représentants des quatre cultes reconnus - Mgr Gustave Doré pour le diocèse catholique, Marc Lienhard pour les luthériens, Antoine Pfeiffer pour les réformés et le grand rabbin René Gutman pour le judaïsme - avaient exprimé, en mai 1998, leurs réserves pour une implantation dans le quartier de la Robertsau. Ils estimèrent que la « charge symbolique » des idées européennes se résumerait à une « association à une religion au détriment du nécessaire pluralisme ». Ils n'en souhaitaient pas moins, tous quatre, la construction d'une grande mosquée, à Strasbourg, « au nom de la justice, de la dignité et de l'intégration des musulmans qui vivent parmi nous ».

Jacques Fortier

## Prison ferme et amendes au procès du club des Girondins de Bordeaux

Les juges ont réduit les peines requises

### BORDEAUX

de notre correspondant  
Le tribunal correctionnel de Bordeaux a prononcé, lundi 12 avril, des peines moins lourdes que celles qui avaient été requises à l'audience, dans le procès de la gestion frauduleuse de l'association Girondins de Bordeaux Football-Club au cours des années 80. Responsables du club et courtiers internationaux étaient jugés pour leur implication dans le mécanisme des transferts de cinq joueurs de football étrangers, ayant entraîné des détournements estimés à 33 millions de francs (5 millions d'euros). Le tri-

### Condamnation de l'ex-directeur du Centre d'arts

Le tribunal correctionnel de Bordeaux a condamné, lundi 12 avril, Jean-Louis Froment, l'ex-directeur du Centre d'arts plastiques contemporains (CAPC) de Bordeaux, à six mois de prison avec sursis et 80 000 francs d'amende. Reconnu au début des années 70 par le maire de Bordeaux, Jacques Chaban-Delemas, Jean-Louis Froment avait fait du CAPC de Bordeaux une référence internationale en matière d'art contemporain. Aujourd'hui conseiller de la direction au Musée des arts décoratifs de Paris, l'ancien directeur était poursuivi pour abus de confiance et pour avoir imposé à l'association du musée, ex-vice-président, au moins 130 000 francs de frais personnels qu'il a remboursés depuis (Le Monde du 10 mars). La chambre régionale des comptes avait relevé à son encontre un manque de contrôle des dépenses « somptuaires », « sans rapport avec la mission du service » et une « tolérance coupable » du maire.

Claudia Courtois

### Sept ans de débats

● Fin des années 80 : l'effectif global des étrangers d'origines maghrébines et turques se stabilise en Alsace. Les musulmans sont au nombre de 30 000 à 100 000 personnes, dont la moitié dans l'agglomération de Strasbourg.  
● 1992 : un premier projet de grande mosquée s'ébauche à Strasbourg, défendu par l'équipe du recteur marocain, Mohammed Boussof, qui préside une mosquée installée dans une ancienne petite usine au centre-ville.  
● 1996 : Etienne Trocmé, théologien protestant, propose de créer une filière de théologie musulmane aux côtés des facultés de théologie catholique et protestante.  
● 1997 : Ali Bouamama, universitaire, crée l'Association

pour un institut musulman d'Europe, qu'il souhaite à la fois mosquée et lieu d'animation culturelle.

● Avril 1998 : les deux projets concurrents sont déposés sur le bureau du maire, Roland Ries (PS). Robert Spieler, président du Mouvement régionaliste d'Alsace (extrême droite), fait campagne contre la mosquée.

● Mai : les représentants alsaciens des cultes catholique, luthérien, réformé et juif estiment « justifiée » l'idée d'une grande mosquée à Strasbourg.

● Décembre : une première proposition de délibération est déposée, mais n'est pas inscrite à l'ordre du jour du conseil.

● 12 avril 1999 : ayant obtenu l'accord des musulmans pour une future association unique, le maire propose un vote de principe aux élus strasbourgeois.

## La famille d'un forcené mort après une intervention met en cause la police toulonnaise

LES PHOTOS sont spectaculaires. On y voit le visage tuméfié de Mohammed Ali Saoud. Echymoses, hématomes, plaies ouvertes témoignent de la violence avec laquelle le jeune homme a été frappé. Un autre cliché montre les traces laissées par les menottes sur ses chevilles. Une partie de ces documents a été photographiée en cachette par la famille, lors de son passage à la morgue, après le décès de Mohammed, le 20 novembre 1998 à Toulon (Var). Ils accompagnent un long récit des faits, rapporté par L'Humanité, dans son édition du 12 avril.

Mohammed Ali Saoud, vingt-six ans, Français d'origine tunisienne, est apprécié dans son quartier, une cité des hauteurs de Toulon. Les jeunes aiment beaucoup ce sportif,

moniteur de football, qui n'a jamais eu d'ennui avec la police. Pourtant, un retour difficile du service militaire, la mort subite de son père, sous ses yeux, ont accentué ses problèmes psychologiques. Plusieurs séjours en hôpital psychiatrique lui ont valu la reconnaissance d'une invalidité à 80 %. En ce matin du 20 novembre, Mohammed est en crise. Il gesticule, s'en prend à ses sœurs, menace de tout casser avec une barre de fer. Un voisin, agacé par le bruit, alerte la police.

L'intervention est difficile. Les deux policiers réclament des renforts, qui vont les rejoindre en deux vagues. D'abord retranché sur le balcon, Mohammed Ali Saoud est atteint dans l'abdomen par une balle en caoutchouc. Dans

la mêlée, il parvient cependant à s'emparer d'une arme de service. Il fait feu à quatre reprises. Un élève gardien de la paix est touché au pied. Lorsque les policiers parviennent à maîtriser Mohammed, il est environ 11 heures. A 11 h 45, les pompiers ne peuvent que constater son décès, attribué dans un premier temps à un arrêt du cœur.

« Son corps portait la trace de plus de trente hématomes. Une interpellation difficile ne suffit pas à expliquer cela »

« Que s'est-il passé entre 11 heures et 11 h 20, l'heure de l'arrivée des pompiers ? s'interroge M. Christine Ravaz, avocate des parents de la victime. Je pense que c'est à ce moment-là qu'il a été frappé. Son corps portait la trace de plus de trente hématomes. Une interpellation difficile ne suffit pas à expliquer cela. Une personne de sa famille a vu un policier lui écraser le cou avec ses chaussures. Pour moi, le dossier est clair. Il désigne au moins deux brigadiers et un gardien de la paix comme les auteurs des coups ».

L'autopsie, effectuée le soir même, écarte l'hypothèse de la crise cardiaque. Elle retient comme cause de la mort « une asphyxie lente de type mécanique ». A-t-elle un lien avec la balle en caoutchouc

qui a touché Mohammed ? Avec le fait qu'un policier s'est longuement assis sur son thorax, après qu'il eut été maîtrisé ? Le médecin légiste précise, en tout cas que les hématomes ne sont pas à l'origine du décès.

Les permis d'inhumer ont rapidement délivré. Le corps de Mohammed Ali Saoud est transféré en Tunisie, où il est enterré.

Pendant plusieurs semaines, la famille attend des nouvelles de l'enquête de l'inspection générale de la police nationale (IGPN). Le 7 janvier 1999, elle se décide à porter plainte avec constitution de partie civile pour « homicide volontaire ».

Le parquet de Toulon ouvre alors une information pour « homicide volontaire ou involontaire », laissant au juge d'instruction désigné, Benoît Persyn, le soin de choisir la qualification des faits. « Le parquet n'a pas de conviction absolue », indique l'un de ses membres, en précisant toutefois qu'au moment du dépôt de plainte par la famille, contrairement à ce qu'elle croyait, « l'enquête de l'IGPN n'était pas terminée » et que le parquet « n'avait pas classé sans suite ».

Dans un communiqué daté du 12 avril, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), affirme que « de nombreuses plaintes à l'encontre des policiers toulonnais n'ont toujours pas été jugées ». M. Christine Ravaz préfère de son côté insister sur la douleur et l'incompréhension de la famille : « Elle veut simplement que la vérité sorte ».

Pascal Ceaux

## Deux mois de prison ferme pour l'agresseur d'un proviseur

### LYON

de notre correspondant régional  
« J'ai eu un excès de colère parce qu'il m'a pris pour un merdeux. Je l'ai bousculé. Il est tombé par terre », raconte Nazir Naïmi, vingt ans, élève au lycée professionnel de la Sauvagerie à Lyon, au président du tribunal correctionnel devant lequel il se présente demain, lundi 12 avril. Son proviseur, Jean-Claude Faiche, l'a convoqué dans son bureau, le 5 mars, pour qu'il s'explique sur ses absences répétées en classe.

L'entretien s'est déroulé dans le calme. Mais le chef d'établissement l'a informé qu'il allait prévenir ses parents pour qu'il se justifie devant eux. Nazir, le plus âgé des élèves de sa classe, est connu comme « perturbateur » et « meneur ». « Je parle beaucoup mais je ne suis pas un insolent », se défend le prévenu devant ses juges. Le président l'interroge sur ses comportements antérieurs. Le jeune homme a été renvoyé une première fois d'un autre établissement pour « violences verbales » et, dans son lycée, il fut à l'origine de plusieurs incidents, « à la limite de l'agression physique ». Enfin, en 1998, la justice l'a condamné à trois mois de prison avec sursis pour un vol d'éléments de véhicule.

Dix minutes après avoir quitté le proviseur, Nazir est retourné dans son bureau, cette fois-ci excédé, parce qu'il pense être « suffisamment grand pour [s']expliquer tout seul sur [ses] absences ». Il s'est assis les bras croisés. Il est resté silencieux pendant plusieurs minutes. Le chef d'établissement l'a prié de se retirer puis il a voulu

le reconduire vers la sortie. L'élève a alors saisi le col de son veston. « Je l'ai bousculé. Dans le mouvement il est tombé », indique sèchement le lycéen. Le proviseur se verra prescrire un arrêt de travail de quatre jours. Présenté le jour même, en comparution immédiate, Nazir sera poursuivi pour violence aggravée et placé en détention.

### « FRONTIÈRE FRANÇAISE »

Sa version des faits est confirmée par l'enquête de police et par l'avocat du proviseur qui tient à souligner qu'il n'y a eu entre les deux hommes « ni insulte ni manque de respect ». Mais il précise aussitôt : « Les enseignants ne sont pas là pour se faire frapper. Ils ont droit à la tranquillité ». Quant au procureur de la République, il soulignera qu'aucun coup n'a été échangé et que le proviseur a « perdu l'équilibre ». Mais parce qu'une « frontière a été franchie », il demandera au tribunal de condamner l'élève à quatre mois de prison dont une majorité assortie d'un sursis.

A la sortie de l'audience, l'avocat du proviseur aura les mots justes pour qualifier ce procès, « ce n'est pas celui de la violence à l'école, mais d'une bousculade. Ce n'est pas l'événement du siècle ». Pour sa part, le tribunal a retenu en priorité l'agression commise envers un proviseur et il a condamné l'élève à quatre mois de prison dont deux avec sursis. Ce dernier devra également verser à sa victime cinq mille francs de dommages et intérêts.

Claude Francillon

LE MONDE TELEVISION  
avec Le Monde  
DATE DIM./LUN.

Chaque jeudi avec  
**Le Monde**  
DATE VENDREDI

retrouvez  
**LE MONDE DES LIVRES**

سكنا من الأصل



**Prison ferme et amendes  
au procès du club  
Girondins de Bordeaux**  
Les juges ont réduit les peines requises

**Direction  
directeur  
de l'art**

Le directeur de l'art de la Compagnie des Wagons-Lits, Jean-Louis Baudouin, a été condamné à deux mois de prison ferme et à une amende de 100 000 francs pour avoir détourné des fonds de la Compagnie des Wagons-Lits pour financer son projet de création d'un musée de l'art contemporain. Le tribunal a également condamné à six mois de prison ferme et à une amende de 50 000 francs le directeur général de la Compagnie des Wagons-Lits, Jean-Louis Baudouin, pour avoir détourné des fonds de la Compagnie des Wagons-Lits pour financer son projet de création d'un musée de l'art contemporain.

**Deux mois de prison ferme  
pour l'agresseur d'un proviseur**

Un professeur de lettres d'un lycée de la région parisienne a été condamné à deux mois de prison ferme et à une amende de 10 000 francs pour avoir agressé un proviseur. Le tribunal a également condamné à six mois de prison ferme et à une amende de 50 000 francs le directeur du lycée, Jean-Louis Baudouin, pour avoir détourné des fonds de la Compagnie des Wagons-Lits pour financer son projet de création d'un musée de l'art contemporain.

essais  
**Contradictions hégéliennes**

(Publicité)

LE MONDE / VENDREDI 16 AVRIL 1999 / VII

LE MONDE / MERCREDI 14 AVRIL 1999 / 11



# Jamais content!

Hier, vous étiez 68% à exprimer votre satisfaction sur notre service de restauration. Aujourd'hui vous êtes 83%, mais pour nous c'est encore 17% de mécontents en trop. Nous sommes bien décidés à faire mieux la prochaine fois. En attendant, le personnel de la Compagnie des Wagons-Lits vous remercie de votre confiance.

**On se donne du mal, mais c'est pour votre bien.**

compagnie des  
**wagons-lits**

**ACCOR**

هكذا من الأصل



## Le patronat plaide pour une réforme radicale des différents systèmes de retraite

Le Medef propose de porter la durée de cotisation à quarante-cinq ans

Le Medef (ex-CNPF) présente, mardi 13 avril, ses propositions « pour l'avenir des retraites en France ». L'organisation patronale se place dé-

bièment en position de surenchère en réclamant tout à la fois un allongement de la durée de cotisation à 180 trimestres, soit quarante-cinq

ans, la réforme rapide des régimes spéciaux et la mise en place de fonds de pension qui seraient gérés de manière « partenariale ».

LE MOUVEMENT des entreprises de France (Medef, ex-CNPF) a décidé de placer la barre très haut en matière de réforme du système des retraites. Considérant qu'une telle réforme est devenue « une urgence majeure », l'organisation patronale présente officiellement, mardi 13 avril, les « propositions pour assurer l'avenir des retraites en France », ratifiées la veille par son conseil exécutif. Le Medef n'hésite pas à se livrer à un jeu de surenchère vis-à-vis des premières suggestions du commissaire au Plan, Jean-Michel Charpin, qui devrait remettre son rapport au premier ministre le 26 ou le 27 avril.

S'appuyant sur ce rapport, dont elle retient volontairement les chiffres les plus pessimistes – ainsi l'organisation patronale évoque-t-elle, à l'horizon 2020, un déficit global des régimes de retraites de 490 milliards de francs (74,70 milliards d'euros), sur la base d'un taux de chômage à 9 % quand le commissaire au Plan a pris pour hypothèse centrale un taux de 6 % –, le Medef proscriit d'entrée de jeu toute nouvelle hausse des prélèvements, « sauf à détruire massivement l'emploi », jugeant, par ailleurs, qu'une baisse

du taux de chômage ne « suffirait pas à régler le problème », le patronat estime que « la seule voie qui reste ouverte » est celle d'« une adaptation des dépenses aux recettes », c'est-à-dire d'« une baisse de rendement ». Dès lors, l'organisation patronale se prononce pour l'ajustement de tous les paramètres servant au calcul des prestations : durée de cotisation, règles de valorisation des pensions, salaires de référence pris en compte.

### LA « LIBERTÉ DE CHOIX »

Le Medef souhaite « offrir à chaque Français la liberté de choix de l'âge de sa retraite », ce qu'en termes plus crus son numéro deux, Denis Kessler, appelle « mettre fin à l'illusion de la retraite à soixante ans ». Effectivement : afin d'« assurer la pérennité des régimes privés », l'organisation patronale juge nécessaire d'« arriver, à terme, à une durée de cotisation de 180 trimestres », soit quarante-cinq ans. C'est davantage que le rapport Charpin, qui prône un allongement à 170 trimestres, soit quarante-deux ans et demi. « Le rythme de cet allongement » pourra être ajusté, concède le Medef, qui estime qu'« en tout état de cause » les 170 trimestres de cotisations de-

viennent être atteints « avant 2015 », quand le commissaire au Plan les envisage pour 2019.

L'organisation patronale propose, en outre, d'« unifier les conditions de calcul de la retraite » en faisant « progressivement » passer le régime général à « un calcul par points sur l'ensemble de la carrière », comme c'est déjà le cas pour l'Agirc et l'Arco. Le patronat souhaite également voir « prolonger les règles d'indexation des pensions en vigueur ».

Concernant les régimes spéciaux, le Medef a décidé de taper fort. Alors que l'ensemble des syndicats de cheminots ont « rejeté », lundi, dans un communiqué commun, « tout allongement de la durée des cotisations pour une pension à taux plein », en « contestant le diagnostic et les perspectives déformées catastrophistes des projections » sur les retraites, l'organisation patronale juge, pour sa part, la réforme des régimes spéciaux à la fois « impérative », « urgente » et « indispensable ». Elle réclame d'abord l'individualisation du compte « retraite » des agents publics dans le budget de l'Etat et la création de caisses de retraite « pour gérer ces engagements ». Elle prône un allongement de durée de

cotisation « au rythme de deux trimestres par an à partir de 2000 », puis d'« un trimestre par an » ensuite, afin d'obtenir une retraite à taux maximal avec 180 trimestres. Elle souhaite encore « réduire les dépenses des régimes spéciaux » en « indexant le montant de la pension sur les prix » et non plus sur le point fonction publique, et en « passant progressivement au calcul de la retraite, non plus sur les six derniers mois, mais sur la totalité de la carrière ».

Enfin, le Medef juge « indispensable » la création de fonds de pension, comme « complément » à la retraite par répartition. L'organisation patronale suggère « une surveillance partenariale » de ces fonds. Le système serait « facultatif », mais pourrait être rendu obligatoire à l'initiative des entreprises par accord. Les versements aux fonds devaient être « intégrés dans le plafond d'exonérations de charges sociales actuellement applicable aux produits de retraite complémentaires ». Le Medef réclame aussi la clarification des missions de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse, en en sortant notamment les dépenses de solidarité.

Caroline Monnot

## L'Etat-patron tarde à mettre en œuvre la réforme des 35 heures

LE GOUVERNEMENT attend avec impatience les accords des 35 heures dans les grands groupes, qui viendront étoffer le bilan de la loi Aubry, juste avant que ne s'engagent les négociations pour la seconde loi. Mais, tandis que le secteur privé est fortement sollicité, d'autres sont encore en friche. La fonction publique reste ainsi la grande absente de la réduction du temps de travail, tout comme, dans un autre domaine, la Sécurité sociale. Vendredi 9 avril, en présence de Jacques Roché, auteur d'un rapport sur le temps de travail des fonctionnaires (Le Monde du 11 février), le Conseil supérieur de la fonction publique n'a pourtant pas dit que de « ça ». Mais aucune annonce, aucune méthode ni aucun calendrier n'ont été fournis.

Le 20 avril, ce sera au tour du Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière de se réunir. Et, déjà, le doute s'installe. Une circulaire, datée du 23 mars, a été diffusée à point nommé pour doter les ardenes dans les hôpitaux et les établissements de retraite publics. Le document, signé du directeur des hôpitaux, Edouard Couty, précise que « le lancement d'expérimentations portant sur de nouvelles modalités d'aménagement du temps de travail associées à une réduction du temps de travail dans les établissements publics ne paraît ni opportun ni réalisable juridiquement ».

La Fédération hospitalière de France (FHF) a aussitôt réagi en regrettant, dans un communiqué, la « position défensive adoptée par le ministère ». La mise en place des 35 heures « comporte d'importantes difficultés », reconnaît la FHF, mais, précise-t-elle, « de nombreux éta-

bissements ont manifesté de façon positive leur volonté d'avancer » sur le sujet. A son tour, lundi 12 avril, le ministère de l'emploi et de la solidarité a tenu à répondre « pour rappeler que le processus » sera ici, comme dans le reste de la fonction publique, « précédé d'un débat autour des conclusions de la mission Roché ». « Aucune décision ne sera prise sans qu'il ait lieu une concertation avec les organisations syndicales représentatives », souligne le communiqué. Pour Isabelle Zaccarelli, réduction du temps de travail et emploi « ne se déclinent pas de la même façon dans les secteurs privé et public », selon des propos rapportés par la CFE-CGC à l'issue d'une rencontre avec le ministre de la fonction publique.

### LE PRÉALABLE DES ACCORDS DE BRANCHE

Les 170 000 salariés de la Sécurité sociale ne sont pas plus avancés. Ici aussi, les 35 heures sont au point mort depuis que, le 16 mars, Dominique Georgeon, président (Medef) de l'Union nationale des caisses de sécurité sociale, organisme qui s'occupe de leur personnel, a démissionné. Motif : le Medef a refusé de suivre son représentant alors qu'un accord sur la réduction du temps de travail était sur le point d'être signé avec FO. L'organisation patronale, il est vrai, toujours plaidée, courtiers à l'appui, pour s'opposer à la mise en place anticipée des 35 heures dans les organismes dépendant de la « Sécu ». Au pire, la loi Aubry devait s'appliquer « à cotés constants » et sans recours aux aides publiques.

De son côté, le ministre de l'emploi a tou-

jours, jusqu'ici, fait de l'accord de branche un préalable nécessaire. Mais ce dernier a peu de chances d'aboutir avant la seconde loi. Du coup, les établissements concernés n'auront pas accès à l'aide au conseil promises jusqu'en juin. Plusieurs d'entre eux, ces dernières semaines, se seraient déjà heurtés à un refus de l'administration de verser ces aides. « C'est exactement ce que voulait le Medef », proteste le responsable d'un de ces organismes.

Certains, néanmoins, ont devancé l'appel en concluant des accords à leur niveau. Ceux-ci restent toutefois, pour l'heure, virtuels, faute d'avoir obtenu l'agrément du ministère. Lassée d'attendre une autorisation qui ne vient pas, la caisse d'allocation familiale (CAF) de Quimper, signataire d'un accord sur les 35 heures, a décidé de mettre les pieds dans le plat en adressant, le 31 mars, une lettre ouverte à Martine Aubry. A l'exception du Medef, l'ensemble des membres du conseil d'administration de cette CAF s'étonnent du vide qui continue d'entourer leur démarche. « L'attente de l'ensemble des salariés (...) devient aujourd'hui inquiète, doute, voire dégoût », écrivent-ils, en faisant valoir que l'accord est triplement « gagnant ». Il crée vingt-six emplois, diminue le temps de travail « en amplifiant l'impact de l'usage » et respecte l'équilibre financier de la caisse « pour les huit années à venir ». Cet accord, approuvé par référendum par les salariés, date du 26 novembre 1998.

Isabelle Mandroux

## La hausse des prix pétroliers infléchit les prévisions économiques

Les conjoncturistes craignent un surplus d'inflation et un ralentissement de la croissance

EN 1998, les économistes ont sous-estimé la désinflation qui a connue la France : la hausse des prix s'est élevée à 0,3 %, un niveau qui n'avait pas été atteint depuis 1953. Il en est résulté un gain de pouvoir d'achat important puisque les augmentations de salaires accordées tenaient compte d'une inflation plus importante. La consommation, et la croissance, ont donc été plus fortes que prévu.

En 1999, c'est l'inverse qui pourrait se produire, car les conjoncturistes n'ont pas totalement anticipé, dans leurs prévisions, la fin du contre-choc pétrolier. L'Insee, qui table sur une croissance de 0,3 % au premier trimestre 1999 et de 0,6 % au deuxième trimestre, fait l'hypothèse d'un baril de Brent de 10 dollars, en moyenne, sur le premier semestre. L'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), qui annonce une hausse du PIB de 2,6 % en 1999 et de 3,2 % en 2000, a établi ses projections avec un baril, en moyenne, à 10,5 dollars pour 1999 et 12,3 dollars pour 2000. Et Bercy, qui attend une croissance comprise entre 2,2 et 2,5 % pour 1999 et 2,5 et 3 % pour 2000, sup-

pose que le baril vaudra 11,2 dollars cette année et 13 dollars en 2000.

Or, depuis quelques jours, le baril a renoué avec des niveaux proches de 15 dollars. L'Agence internationale pour l'énergie considère, dans son dernier rapport mensuel, publié vendredi 9 avril, que les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ont « sérieusement entamé » le programme de réduction concertée de leur production. Soutenus par d'autres producteurs de pétrole, ils se sont engagés, par l'accord de Vienne du 23 mars, à réduire leur production de plus de 2,1 millions de barils par jour à compter du 1<sup>er</sup> avril. La fin du contre-choc pétrolier, qui a fait baisser les cours de 40 % en 1998, pourrait être proche et le baril se stabiliser à un cours d'équilibre de 15 dollars.

Si tel était le cas, quelles en seraient les conséquences économiques pour la France ? L'inflation augmenterait. Via les prix à la pompe, d'abord. Entre le 15 mars et le 2 avril, le prix du litre d'essence sans plomb 95 est passé de 5,86 francs à 6,03 francs. En mars,

l'inflation a été de 0,4 %, selon les chiffres publiés par l'Insee, lundi, contre 0,2 % en février, notamment à cause de la hausse de 1 % des prix des produits pétroliers. Une hausse des prix du pétrole se traduit également par une hausse des coûts industriels, qui peut être répercutée dans les prix.

### CONSUMMATION AFFECTÉE

« Une augmentation durable de 5 dollars le baril se traduirait par une hausse de l'inflation de 0,4 point en 1999 et de 0,3 point en 2000 », considère Philippe Sigogne, directeur du département analyse et prévision de l'OFCE, qui tablait jusqu'à maintenant sur une inflation 1999 de 0,7 %. Même son de cloche à l'Insee, où l'on envisage de porter la prévision d'inflation de 0,4 % à 0,6 %. « Le passage durable d'un baril de 10 à 15 dollars se traduirait par une hausse de trois dixièmes de points de l'inflation », estime Roland Lescure, économiste à l'Insee. A Bercy, on prévoit que les prix devraient augmenter de 0,7 % cette année.

Une inflation plus forte que prévue aurait pour corollaire un gain de pouvoir d'achat des ménages

moins important. Et, donc, une consommation et une croissance qui en seraient affectées. Selon M. Sigogne, « une hausse durable de 5 dollars du baril de pétrole se traduirait par 0,2 point de PIB en moins ». « On perdrait un dixième de point d'activité », ajoute M. Lescure.

Dans les faits, les choses seraient plus complexes que ce simple enchaînement mécanique. D'abord, parce que le maintien du cours du baril à 15 dollars suppose que la demande mondiale soit relativement dynamique. « Auquel cas, c'est l'ensemble des prix des matières premières qui pourraient remonter », précise M. Sigogne. « Et les entreprises pourraient alors être tentées de restocker. Ce qui serait bon pour la croissance », estime Christian de Boissieu, patron du Centre d'observation économique. Par ailleurs, une stabilisation du prix du baril de pétrole à 15 dollars serait plus favorable aux pays producteurs, qui ont traversé l'an dernier une année terrible et qui avaient du mal à payer leur dette.

Virginie Malingre

## L'ancien PDG d'une usine d'amiante de Clermont-Ferrand a été mis en examen

L'empoisonnement fait partie des motifs

LE TRAITEMENT pénal du dossier de l'amiante s'accélère. Une première mise en examen pour « empoisonnement, voies de fait ayant entraîné la mort, homicide involontaire, coups et blessures involontaires et abstention délictueuse » a été adressée, vendredi 9 avril, à l'ancien PDG d'une usine de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), Amisol, qui fabriquait des produits isolants à base d'amiante. Si, à l'issue de l'instruction, le juge retient le crime d'empoisonnement, Claude Chopin comparaitra devant une cour d'assises. S'il estime que les faits relèvent plutôt du délit d'homicide involontaire ou d'abstention délictueuse, l'ancien PDG sera poursuivi devant un tribunal correctionnel.

Le juge d'instruction Michel Royet, qui a décidé cette mise en examen, avait été saisi, en juillet 1996, d'une plainte contre X... déposée par l'Association nationale de défense des victimes de l'amiante (Andeva) et par sept victimes qui travaillaient à l'usine. Parmi elles, la fille du gardien, Brigitte Beschard, qui vivait avec ses parents dans l'enceinte de l'établissement et qui fut ensuite employée au service commandes. Victime de cette proximité quotidienne avec la fibre minérale cancérogène, elle souffre de plaques pleurales depuis 1994 et est indemnisée depuis 1996 au titre des maladies professionnelles. Anne-Marie Goudard, une autre plaignante, habitait à côté de l'usine, sur le même palier qu'un ouvrier qui rentrait chez lui couvert de poussières d'amiante. Elle est décédée en 1997 des suites d'un mésothéliome (cancer spécifique de l'amiante).

M-Jean-Paul Teissandier, avocat des plaignants, a saisi, lundi 12 avril, la « dimension symbolique » qui a conduit un juge à envisager le « crime d'empoisonnement ». « Pour la première fois, nous a-t-il assuré, une affaire de maladie professionnelle ou d'ac-

cident du travail reçoit une qualification criminelle ». Selon Josette Roudaire, responsable du Comité amianté prévention et réparation du Puy-de-Dôme et ancienne salariée d'Amisol, cette mise en examen est une « grande victoire » : « Pour la première fois, la responsabilité d'un chef d'entreprise est reconnue. Il était le décideur, il savait, il connaissait le danger de l'amiante depuis longtemps ainsi que les degrés d'empoisonnement extrêmement importants. Pourtant, il a laissé les salariés continuer de respirer ces fibres sans masque et sans équipement de sécurité. »

### « UN COUP D'ACCELERATEUR »

De son côté, François Desriaux, président de l'Andeva, « espère que cette mise en examen donnera un coup d'accélérateur aux autres instructions en cours ». Des plaintes du même type sont en effet instruites à Paris, Dunkerque, Saint-Nazaire, Caen, Thiant (Nord) et Riom (Puy-de-Dôme). « D'autres acteurs de cette catastrophe sanitaire devront s'expliquer, ajoute-t-il : non seulement les industriels, mais aussi les pouvoirs publics et les membres du corps médical et scientifique qui n'ont pas agi alors qu'ils disposaient des informations nécessaires. »

Jusqu'à présent, les procédures engagées par des victimes professionnelles de l'amiante ont essentiellement visé à obtenir une meilleure réparation de leurs préjudices auprès des tribunaux des affaires de Sécurité sociale. Des employeurs ont été condamnés dans ce cadre, mais uniquement à verser des indemnités. Le déplacement du dossier vers le ressort de la justice pénale ouvre la voie à la recherche des responsabilités – tous ceux qui ne pouvaient pas ne pas savoir des industriels aux autorités sanitaires, de l'inspection à la médecine du travail – et à des sanctions.

Laurence Kolbe

## Les maires ne peuvent utiliser l'état civil pour leur communication

LA COMMISSION nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) a rendu public, lundi 12 avril, un avis rappelant aux maires qu'« ils ne peuvent pas faire usage des informations portées sur les registres d'état civil à des fins de communication personnelle » à l'occasion de naissances, décès, mariages (Le Monde du 12-13 avril). La CNIL, saisie de la question par la mairie de Grenoble, dirigée par Michel Destot (PS), a fondé son refus sur le « principe de finalité des fichiers » qui est le « respect de la vie privée » et la « tranquillité des personnes ». Cet avis confirme une recommandation de la CNIL du 3 décembre 1996, selon laquelle « chaque fichier public a une finalité particulière qui ne comporte pas celle de faire de la prospection politique ». Par dérogation à ces principes, la liste électorale « peut être utilisée afin de s'adresser aux électeurs, sous réserve qu'il n'en soit pas fait un usage purement commercial », ajoute la CNIL.

### DÉPÊCHES

■ ELYSÉE : le président de la République, Jacques Chirac, a reçu, lundi 12 avril, le bureau de l'Union nationale des professions libérales (Unapli), présidé par Edouard Salustro. « Nous avons abordé les thèmes du système des libertés que les professions libérales portent en elles et le fait que le président de la République est garant de ces libertés », a déclaré M. Salustro. L'Unapli avait été reçue, le 10 mars, par le premier ministre, Lionel Jospin.

■ 35 HEURES : quatre syndicats de cadres – CFTC, CGE, FO et CFE-C – ont fait une déclaration commune, lundi 12 avril, pour demander que des « solutions adaptées » soit trouvées dans la seconde loi sur les 35 heures. La durée actuelle de travail des cadres, soulignent-ils, est de 45 heures en moyenne. Une « situation qui ne doit pas durer davantage » mais que de « nombreux employeurs tentent de maintenir en multipliant les forfaits mal cernés » ou « sans références horaires ».

■ VIOLENCES : plusieurs centaines de personnes ont défilé en silence, lundi 12 avril, dans le quartier de la Goutte-d'Or, à Paris (18<sup>e</sup> arrondissement), en mémoire de Souleymane Fofana, dix-neuf ans, mort le 8 avril au soir alors que des policiers tentaient de l'empêcher de se suicider avec son arme. Une banderole sur laquelle on pouvait lire « Vérité pour Souleymane » ouvrait cette marche à l'appel des associations de quartier et des mères de famille. Le parquet du tribunal de grande instance de Paris a mis, samedi 10 avril, « hors de cause » les policiers qui ont interpellé M. Fofana.

■ CAMBRIOLAGE : des locaux de l'Ordre des avocats de Paris, situés place Dauphine à Paris (1<sup>er</sup> arrondissement), ont été cambriolés durant le week-end des 10 et 11 avril, et une enquête a été confiée, lundi 12 avril, à la brigade de répression du banditisme. Cette agence abrite des services administratifs et la Caisse des règlements professionnels des avocats. Les intrus auraient emporté un butin évalué à 50 000 francs (7 622 euros).

■ PAUVRETE : la quatorzième campagne d'hiver des Restos du Cœur s'est achevée lundi 12 avril. Quelque 60 millions de repas ont été distribués, soit légèrement plus que l'année précédente (59 millions) grâce à 36 000 bénévoles, et aux dons de 450 000 personnes.

سكوا من الأصل



# Contradictions

## RÉGIONS

LE MONDE / MERCREDI 14 AVRIL 1999

### Les artisans défendent leur pré carré en milieu rural

Inquiets de la concurrence potentielle des agriculteurs incités à une pluriactivité, les artisans et commerçants veulent s'affirmer comme le principal vecteur économique des campagnes

DANS LES CAMPAGNES, artisans et agriculteurs, le malaise est bien réel. Et ce depuis que le projet de loi d'orientation agricole, adopté par le Parlement le 13 octobre 1998, prévoyait de reformuler, en son article 6, la définition juridique de l'activité agricole. En clair, le texte proposait aux exploitants agricoles d'élargir et de diversifier leur activité afin d'affirmer le caractère « global de la politique rurale ».

Pour le vaste secteur de l'artisanat et du commerce en milieu rural, cette perspective fut immédiatement ressentie comme une menace. « Les agriculteurs vont nous prendre nos métiers ! », ont réagi, parfois sans nuance, nombre d'artisans. D'où de nombreuses manifestations, parfois houleuses, devant les guillets des préfectures ce même mois d'octobre. Lorsque la loi arriva devant l'Assemblée nationale en première lecture.

Conformément au vœu exprimé par le Sénat, l'article 6 de la loi, considéré comme litigieux, a été

restreint. A charge pour le gouvernement de rendre un rapport à l'Assemblée d'ici au 1<sup>er</sup> avril 2000 afin de comparer les différentes charges de nature sociale, fiscale, juridique, entre agriculteurs et artisans. Les députés ont entériné ce dispositif mercredi 7 avril en deuxième lecture.

« CRÉER UNE CONFUSION »

En attendant, sur le terrain, chacun reste sur ses gardes. Ainsi, l'assemblée permanente des chambres de métiers (APCM), qui regroupe 106 chambres et 800 000 entreprises artisanales, reste-t-elle très vigilante. L'Union professionnelle artisanale (UPA) estime qu'il serait « inacceptable de créer une confusion entre politique agricole et politique rurale », qui, selon elle, conduit à « donner un caractère agricole à des activités qui, manifestement, n'en sont pas ». Quant à la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (Capeb), qui regroupe 37 % des entreprises artisanales, elle rappelle que « le rural n'est

le seul angle quasi exclusif de l'agriculture, c'est fini ».

Chargé à l'APCM des affaires régionales et territoriales, Jean-Pierre Deck s'interroge : « La multifonctionnalité des agriculteurs est-elle une simple étiquette ou une vague de fond ? Comment mesurer la diversification ? Une chose est certaine : artisans et commerçants vivent mal ce qu'ils considèrent être déjà à la limite de la concurrence déloyale. » Il cite pêle-mêle l'essor de l'agrotourisme, l'autoconstruction de bâtiments agricoles, la transformation de produits agricoles.

De son côté, l'Union permanente des chambres d'agriculture (UPCA) s'est mobilisée contre ce qu'elle appelle les « foudres de l'artisanat ». « La confusion s'est établie entre la notion de pluriactivité et celle de multifonctionnalité, soutient Dominique Strubmann, directrice générale de l'UPCA. De fait, il n'y a pas de lien. La loi d'orientation n'avait pas pour objet de permettre aux agriculteurs d'exercer toutes sortes d'activités. Affirmer que l'agriculture est multifonctionnelle consiste simplement à reconnaître que, à travers son acte de production, elle remplit d'autres missions territoriales, environnementales, sociales, qui lui sont de plus en plus réclamées par la société. » Pour elle, « la diversification des agriculteurs consiste à exercer des activités qui sont dans le prolongement direct de l'exploitation ».

« Il faudrait que le monde de l'artisanat arrête de se faire peur, clarifie, de son côté, François Patriat, rapporteur de la loi d'orientation et député (PS) de Côte-d'Or. Je ne vois pas comment des travaux annexes peuvent venir concurrencer sérieusement l'activité artisanale. Je suis maître d'une petite commune

rurale et je ne connais pas d'agriculteurs qui sont aussi peintres-plâtriers ou chauffagistes. En revanche, si des exploitants font des travaux ruraux agricoles d'intérêt public à la demande d'une commune, lorsqu'il n'existe pas d'entreprise spécialisée, il n'y a pas de distorsion de concurrence. Je ne vois pas où est le problème. »

COMPLÉMENTARITÉ

Il reste qu'au-delà de l'actuelle divergence ou incompréhension – bien que les deux mondes reconnaissent qu'ils ne sauraient vivre autrement qu'en complémentarité – le fait majeur est la montée en puissance de l'artisanat dans le monde rural. A ce titre, les diverses composantes de l'artisanat – soit près de 250 métiers – ont pris conscience du « poids » qu'elles représentent et que vient illustrer l'actuel slogan promotionnel : « L'artisanat, première entreprise de France ». M. Deck, de l'APCM, avance qu'il existe « une entreprise artisanale pour 170 habitants en milieu rural et une pour 130 dans les communes urbaines ».

L'UPA clame haut et fort que l'artisanat est devenu le premier employeur du milieu rural, participant largement au développement de l'activité économique et à la cohésion sociale dans ces territoires. A ce titre, les artisans ont beau jeu de rappeler que les agriculteurs ne constituent plus que 5 % de la population active en 1990, qu'ils ne seraient plus que 709 000 en l'an 2000, selon les prévisions du ministère de l'Agriculture. Et qu'un train où vont les choses la courbe démographique pourrait s'inverser en faveur des artisans dans un avenir proche.

Jean Menanteau

**Une densité stable**

● **Implantation.** La densité artisanale reste stable depuis cinq ans. Plus le département est industrialisé, moins il y a d'entreprises artisanales. Bien que plus de 15 % des artisans soient installés en Ile-de-France, cette région (114 artisans pour 10 000 habitants) conserve une densité très inférieure à la moyenne nationale (137 pour 10 000 habitants).

● **Densité.** Selon l'Assemblée permanente des chambres de métiers (APCM), en France, une

entreprise sur trois est artisanale : près du tiers des 800 000 entreprises artisanales sont installées en milieu rural, un cinquième le sont dans les villes de moins de 20 000 habitants et un autre tiers dans les métropoles régionales ou en région parisienne.

L'importance de l'artisanat dans les communes rurales peut être mesurée en rapportant le nombre d'entreprises au nombre d'habitants. En zone rurale, on compte 17 artisans pour 1 000 habitants, contre 13 en zone urbaine.

### Les Niortais essaient de se placer sous le signe d'une « mutuelle coopération »

NIOIRT

de notre envoyé spécial

« Nos adhérents restent méfiants », affirme Jean-Michel Beaudic, secrétaire général de la chambre de métiers des Deux-Sèvres. Le 30 novembre 1998, environ cent cinquante artisans ont manifesté devant les grilles de la préfecture de Niort, dans un département qui passe pour être un modèle d'équilibre entre sa vocation agricole très poussée et le monde artisanal bien développé, avec quelque 5 500 entreprises, tandis que, pour l'ensemble de la région Poitou-Charentes, une entreprise sur trois est artisanale.

A Niort comme ailleurs, les artisans ont vu dans le projet de loi de programmation agricole une concurrence déloyale puisque le texte, dans sa première rédaction, permettait de laisser se développer plus de pluriactivité chez les exploitants agricoles. Pour Jean-Pierre Deck, directeur de son état et président de la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (Capeb), qui regroupe 40 % des artisans, c'était trop : « Il y a belle honte que je ne me rends plus chez les exploitants, raconte-t-il. Les fosses à lisier ? Ils les construisent seuls. Les bâtiments d'élevage ? Ils les montent entre eux. Les machines agricoles ? Ils les réparent eux-mêmes. »

M. Beaudic tempère ces propos : « Peut-être

grâce à la tradition de Niort, berceau de la mutualité, nous avons dans le département une culture propice à l'action groupée. » Il en veut pour preuve la mise en place, depuis plusieurs années, de groupements locaux d'employeurs de l'artisanat. Ils permettent à des entreprises – outre la mise en commun d'un certain nombre d'outils de production – de s'associer et de recruter des personnes qu'elles n'auraient pu embaucher individuellement. Cent cinquante emplois ont été ainsi créés en temps partagé parmi les deux cents entreprises adhérentes. « Sans action collective, l'artisanat aurait beaucoup souffert », estime le secrétaire général de la chambre de métiers.

Les exemples de coopération avec les agriculteurs existent. Ils s'établissent à partir de ces nouvelles entités territoriales que sont les Pays. Ainsi le pays gâtinois, du Breuillevin, du Thouarsais, le pays mellois et celui en émergence du Niortais, témoignent déjà des complémentarités qui s'exercent. Et ce sur des marchés de proximité communs.

A la chambre de métiers, on assure que les relations avec la chambre d'agriculture tendent vers une « mutuelle coopération ». De toute manière, il ne saurait en être autrement : « Les artisans, comme les exploitants, sont adossés aux mêmes marchés locaux, et l'in-

compréhension tend à se lier », fait valoir Yvonne Folin, directrice de la chambre d'agriculture.

Pour elle, le débat artisans-agriculteurs ne serait pas loin d'être artificiel. « Nous nous sommes efforcés de savoir si la polyvalence des exploitants entraînait une distorsion de concurrence, comme l'affirment les artisans. Il n'y en a pas, et la fiscalité respective est sensiblement la même. En fait, chacun est confronté à ses propres difficultés : nous perdons de 400 à 500 agriculteurs chaque année par cessation d'activité. Face à la baisse de leur chiffre d'affaires, beaucoup d'entre eux essaient de s'adapter en transformant leur production. Les artisans, quant à eux, sont victimes de la concurrence exercée par les grandes surfaces. » Sans compter le travail au noir, bête noire de l'artisanat.

« Etre davantage artisan qu'agriculteur, aller savoir l'art nature, notre activité s'exerce sur de vastes territoires, estime Daniel Rouvreaux, président de la chambre d'agriculture. Aussi, il faudrait mieux déterminer quelles sont les incidences réelles des activités exercées par les deux parties. C'est d'une clarification que nous avons besoin. Il reste que le texte a été un révélateur de tensions qui existaient déjà. »

J. M.

### Saint-Trop', Saint-Tropez, une image de marque déposée

TOULON

de notre correspondant

La philosophie est clairement annoncée : il s'agit de passer d'une défense passive à une défense active. La municipalité de Saint-Tropez est sur le pied de guerre et veille désormais jalousement sur sa marque, son identité, son image. Car si Brigitte Bardot fait moins recette, si les stars se font rares sous le soleil tropézien et si les parties de pétanque, place des Lices, sont moins médiatiques, les badauds, toujours aussi nombreux, hantent encore le port et rêvent devant les yachts. Ils s'en retournent en emportant quelques babioles ou souvenirs griffés Saint-Tropez. La cité est restée une valeur marchande. Sauf pour la municipalité, qui a décidé de réagir.

Pourtant, dès 1992, elle avait entrepris des démarches pour protéger l'image de marque de la cité et l'ensemble de ses dérivés. Deux ans plus tard, « Saint-Tropez » et

« Saint-Trop' » étaient dûment labellisés et enregistrés au bulletin officiel de la propriété industrielle. Mais cela n'a pas suffi, ce qui explique la campagne lancée, depuis quelques mois, par Jean-Michel Couve, le maire du célèbre port varois, pour qui « il s'agit non pas de faire de l'argent avec le nom de Saint-Tropez mais de contrôler l'image du village et d'éviter que n'importe qui vende n'importe quoi en se servant de ce nom ».

UN GENDARME VIGILANT

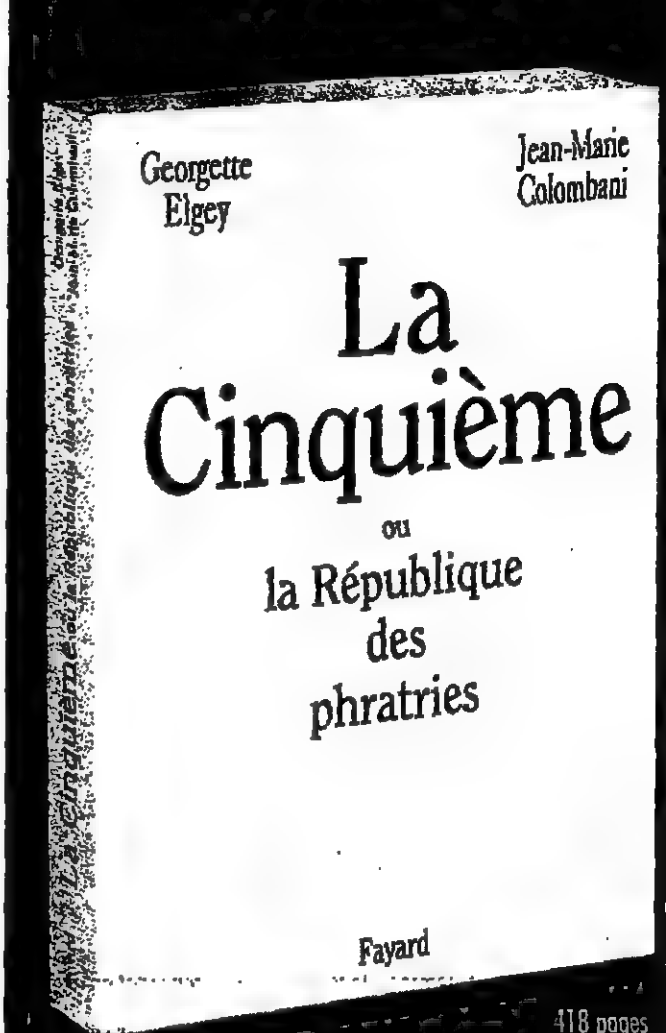
Seul un nombre restreint de contrats pourra être passé, moyennant des royalties versées à la commune et représentant entre 2 % et 5 % du produit des ventes. En l'espèce, la ville a d'ores et déjà conclu quatre concessions d'utilisation : avec une des premières maisons de champagne françaises, une grande marque d'eau minérale, un couteiller et un producteur de télévision. ayant nommé « Saint-Tropez » le bar d'un feuillet

leton télévisé. Toujours est-il que les recettes générées par la marque n'ont pas atteint 500 000 francs au cours des cinq dernières années.

D'où la vigilance accrue de l'actuelle municipalité, qui a mis en place un comité extramunicipal de gestion de la marque regroupant quatre élus, le président de l'Office du tourisme, un artiste peintre local et le Céprou : ce personnage, désigné par la population « capitaine de la ville » et des Bravades, grande fête populaire tropézienne, fait office de gardien des traditions ancestrales. Ce comité consultatif donne son avis sur tous les dossiers de demande d'utilisation du label, assure sa surveillance et fait des propositions utiles sur une extension de la protection à l'étranger.

Le comité vient d'émettre un avis favorable pour une confiserie de luxe à base de produits régionaux et pour des objets de décoration de bureau. Il étudie une

## Une synthèse pour les 40 ans de la V<sup>e</sup> République



Les auteurs ont entrepris de récapituler les quarante années de la V<sup>e</sup> République : ils passent en revue les principaux aspects de l'action des gouvernements, et décrivent les transformations de la France depuis 1958. Comme tel, le livre mérite déjà attention. Plus encore par les réflexions qu'il suscite.

René Rémond, le Monde

Brillant, rapide, émaillé, souvent, d'observations qui font mouche, le bilan thématique des quatre dernières décennies brosse, à grands traits, par l'historienne et par le directeur du Monde vaut autant comme diagnostic que comme symptôme.

Alain-Gérard Slama, le Figaro

**FAYARD**

José Lenzini

مكتبة من الأصول



# Kosovo : quar a tout faux par E

De retour dans son bureau, ce soir-là, il téléphone aux chefs d'Etat et de gouvernement des grands pays de l'Alliance, avant d'écrire au général Carrà la lettre dans laquelle il transmet l'ordre de passer à l'action. Puis il appelle son fils, Diego, vingt-deux ans, qui poursuit ses études à Madrid, alors que sa fille, Vega, l'a rejoint à Bruxelles. Pour partager avec lui une décision que, jeune militant socialiste, il n'aurait jamais imaginé devoir prendre un jour. A l'époque où il défiliât sous les banderoles « OTAN, no - Basas fuera », l'anti-américanisme était le stade suprême de l'antirfricanisme. Javier Solana

**VALISTYLA I KUM**

valin Salvador de Madariaga - est un nouveau venu dans les affaires internationales. Il dirige certes la diplomatie espagnole depuis 1992.

Les Etats-Unis ont salué la performance. Les Américains aiment bien Javier Solana, car il sait appré-

Dans la crise actuelle, les relations avec Moscou sont un des principaux soucis de Javier Solana. Il considère l'Acte fondateur OTAN-Russie, signé en mai 1997, un peu comme son enfant, avec l'ouverture à l'Est de l'Alliance atlantique. Il s'est engagé à fond pour que les pays d'Europe centrale et orientale soient admis dans la communauté des nations démocratiques.

Chez Javier Solana, le militant socialiste réapparaît quand il veut convaincre que cette guerre n'a aucun enjeu économique ; ce n'est pas une guerre « impérialiste », comme il aurait dit dans sa jeu-

la première pièce.

« *Vicherie de la fortune* », comme dirait García Márquez. Ses chancos ont été ruinées par une double crise : la démission de la Commission Santer a ouvert trop tôt la succession et la guerre du Kosovo requiert encore pour de longues semaines. Son mandat à l'OTAN arrive à expiration à la fin de l'année. Sera-t-il de nouveau candidat ? Il balait la question d'un revers de la main pour signifier qu'elle n'aurait jamais dû être posée. Un de ses amis madrilènes le rappelle fort à propos : « *If no did Jamats 'Je veux' mais 'Je ne dois pas non si on me propose'.* » Dans les coulisses de l'OTAN, on parle déjà de sa reconduction, sauf catastrophe sur Kosovo. On dote une prolongation d'un an qui laisserait ouvert le chemin de Madrid et du retour dans la vie politique espagnole, où, pendant longtemps, il passa pour le dauphin de Felipe Gonzalez. « *M.P.* », Milosevic permitting, comme disaient les Anglais pendant la seconde guerre mondiale à propos d'un autre dictateur.

**Daniel Vernet**  
(avec Marie-Claude Decamps  
à Madrid)

Une gau-  
pour elle  
une com-  
cars con-  
et dépan-

# Les leçons du Ku

[illegible]

هكذا من الأمل



## Contradictions humanitaires

HORIZONS-DÉBATS

LE MONDE / MERCREDI 14 AVRIL 1999 / 15

te en guerre

## Kosovo : quand la « vraie gauche » a tout faux

par Paul Allès

**E**TANT donné les questions de principes en cause dans le conflit actuel, on était en droit d'attendre que la gauche radicale française en fasse sa guerre fondatrice. Autrement dit, qu'une logique politique finisse par se dégager des échanges argumentatifs des partisans de la non-intervention. Or - n'en déplaise à Daniel Bensaid (votre page Débats du 9 avril) - il n'en est rien : c'est plutôt la cacophonie qui caractérise l'expression de deux sensibilités contradictoires, nationaliste et internationaliste et jusqu'à chacune d'elles.

L'impasse faite par cette mouvance depuis une décennie sur les questions inédites posées par la décomposition de l'ex-Yugoslavie, accompagnant celle des démocraties sur le même sujet, la conduit aujourd'hui à l'écueil. On voudrait ici moins s'en réjouir qu'en chercher les causes parce que cette impuissance à rendre compte du réel tel qu'il se transforme intéresse la transmission à de nouvelles générations de repères et de méthodes d'analyse indispensables à leurs mobilisations futures. Parmi ceux qui, à gauche, ont pris le parti, pour des raisons de fond et sans jouer les stratèges, d'assumer cette guerre, il y a aussi cette volonté de trouver une solution alternative cohérente dans la longue marche de l'émancipation des peuples et des opprimés.

Concernant les questions de stratégie internationale, la polarisation de la « gauche de la gauche » autour des deux sensibilités est trop évidente pour qu'on s'y attarde. Une gauche nationaliste existe. Elle a de la nation en tant que telle une vision à la fois éternelle et moderniste : la nation est une construction identitaire qui, dans certains cas, peut s'universaliser et dépasser les particularismes. La race, la langue, la religion, le territoire peuvent ainsi devenir les vecteurs d'une culture fondatrice d'une communauté de socialisation des citoyens, susceptible de devenir un espace public d'identification et d'émancipation.

Régis Debray s'est toujours fait le héraut de ce syncrétisme nationaliste, dont il voit le modèle et la réussite dans la trajectoire de la révolution française et de la République : la nation est un invariant qui traverse les modes de production, qui est apparue dans l'histoire des sociétés bien avant les divisions sociales. Les divisions cultu-

nelles segmentaires ou ethniques (autrement dit l'« archaïque » comme il le dit lui-même) sont celles qui résistent le mieux et « il faut faire avec ». D'ailleurs, la plupart des révolutions dites socialistes n'ont-elles pas été liées à des mouvements de libération nationale ?

Cette vision se situe du nationalisme réactionnaire en privilégiant la portée messianique de certaines histoires nationales (et en s'oubliant dans la médiologie). Mais elle est aussi parfaitement compatible avec cette distinction spécifique entre « nations historiques » et « peuples sans histoire » qui arrêta le marxisme et qui s'épanouit encore aujourd'hui dans la sympathie pour une Serbie millénaire dominée par des peuples balkaniques même pas sujets de droit.

Cette vision post-stalinienne dans tous les sens du terme est contournée par les internationalistes conduits par Pierre Bourdieu, qui lui opposent l'autodétermi-

neur. D'ailleurs, dans ce cas comme dans celui de la Slovaquie en 1990, c'est à la condition d'une intangibilité des frontières que les processus purent aller à leur terme.

C'est évidemment un cas de figure qui ne se présentait pas aussi simplement avec les autres composantes multinationnelles de la Yougoslavie. Quant au Kosovo, dont la zone des monastères et du Champ des Merveilles est présentée par Milosevic comme le cœur de la Serbie, on imagine mal une autodétermination faisant l'impasse sur le territoire. On ne voit donc pas comment la conférence balkanique, tant souhaitée à juste titre par les pétitionnaires internationalistes, serait une garantie suffisante en la matière, tant qu'elle voudrait amener un « criminel de guerre impuni » au respect d'un droit international incertain sur le point précis de l'autodétermination.

Le fétichisme juridique des internationalistes en l'occurrence ne manque pas de surprendre. Et l'on

Une gauche nationaliste existe.

Pour elle, la nation est une construction identitaire qui, dans certains cas, peut s'universaliser et dépasser les particularismes

se perd en conjectures sur les raisons de leur attachement à ce droit dont ni la mise en œuvre ni la fonction politique ne sont à la hauteur des enjeux du Kosovo. En vérité, ceux qui protestent contre la guerre s'abîment derrière le caractère américain de celle-ci sans se prononcer vraiment ni sur la nature du régime de Milosevic ni sur ce qu'il met en cause tant dans le registre des droits humains que dans le modèle démocratique que l'Europe peut devenir. C'est pourtant bien dans ces questions que se joue une solution alternative qu'ils ne veulent pas affronter en récusant le principe même de l'intervention armée.

Comme le dit bien Mireille Delmas-Marty, le risque n'est pas nul de voir le droit se mondialiser sous l'influence de l'économie la plus puissante. Ce sera fait si le programme pluraliste des droits de l'homme ne triomphe pas à la fois de leur subordination aux intérêts nationaux particuliers et de leur instrumentalisation par une super-

puissance. C'est cela qui est en cause aussi au Kosovo : le moindre laisser-faire laisser-passer vis-à-vis du nationalisme grand-serbe accroit les droits de l'homme et des minorités : leur fonction éminemment politique dans la construction d'une Europe démocratique, sociale, multiraciale est durablement niée. C'est évident avec la volonté d'élimination programmée des musulmans d'Europe qui sont dans leur masse les Kosovars. C'est certain avec la tentative d'opposer un nationalisme d'Etat bureaucratique-militaire au processus de construction d'un gouvernement européen démocratique.

Voilà pourquoi il fallait intervenir, même au prix très élevé d'une guerre sous influence américaine, difficilement supportable quand semblent dominer le technocratiquement correct et le virtuellement « sans bavures ». C'est ce qui fait souhaiter une intervention de troupes au sol et l'armement des Kosovars, non seulement pour mieux les protéger contre le « plan "Fer à cheval" » arrêté depuis longtemps, mais aussi pour responsabiliser et impliquer les populations des Etats membres d'une Union européenne en guerre pour sauver la plus déshéritée et dominée des contrées balkaniques. Mais les regrets en la matière ne servent qu'à faire grandir le désir d'une Europe autonome de la défense que les « anti-guerre », eux, s'obstinent à refuser complètement, autre vibrante expression de leur incohérence anti-impérialiste.

Le « retournement du monde », comme l'ont nommé de bons auteurs, émancipe les groupes, libère les particularismes, exalte les étonnements au détriment des souverainetés populaires, tout particulièrement celles construites par les démocraties. Quels que soient les conflits qui les attendent et l'évolution des rapports de forces sociaux et politiques, une logique de raisonnement et d'action, comme un espace public de référence fondé sur un patriotisme des droits fondamentaux doivent s'imposer avec et dans l'Europe démocratique.

C'est tout cela que contient la guerre du Kosovo, et c'est pourquoi il faut la faire.

Paul Allès est professeur de science politique à l'université Montpellier-I et directeur de la revue « Pile Sud ».

## Le désarroi pour longtemps

par Pierre Beckouche

**L**A situation au Kosovo atteste un immense désarroi. Des Kosovars d'abord, bien entendu. Mais aussi des Occidentaux et, au-delà d'eux, de tous ceux qui voient mal quelle action armée adéquate il faudrait mener. Ce désarroi profond ne se réduit ni aux militaires ni aux insuffisances du cadre juridique de l'intervention de l'OTAN. Il est politique, et même, si l'on se réfère aux récents propos de Jean-Pierre Chevènement en réunion des ministres, philosophique. Même dans l'optique d'un dénouement et de cette conférence balkanique invoquée comme solution miracle, il ne disparaîtra pas avec la fin du conflit. Il y a à cela deux raisons liées, qui intéressent au près le fait européen.

La première tient au modèle politique qui nous sert de cadre de l'action collective. Pour le moment, en dépit du processus d'unification européenne, ce modèle est encore celui de l'Etat-nation. Chacun pressent qu'il est en cours de dépassement, au moins sur notre continent. Mais en cours seulement. Passer de ce qui fut, des siècles durant, le cadre de référence à quelque chose d'autre sans que l'on sache exactement quoi n'est pas facile. D'où nos vaines hésitations.

En 1991, en pleine négociation des accords de Maastricht, l'Allemagne reconnaissait unilatéralement la Croatie et la Slovaquie ; la France fut alors incapable d'opposer une vision alternative, car elle partageait une conception du monde qui demeure celle de l'Etat-nation occidentale, l'homogénéité politique du peuple et l'unicité nationale de l'Etat. La Fédération yougoslave, morceau d'Orient en terre d'Occident, et particulièrement la Bosnie, ca-draient mal avec ce modèle.

En acceptant la remise en cause des frontières extérieures de la Yougoslavie, nous avons ouvert la boîte de Pandore. Milosevic nous aura, pour ainsi dire, débordés sur notre Etat-nation, en bêtissant de l'homogène et de l'unitaire à coups de canon. Par ce nettoyage cartographique, il gagne son billet d'entrée à ce que l'histoire européenne eut de plus détestable... au moment même où l'Europe occidentale essaie de s'inventer un futur commun fédéral. Notre vi-

goureux plaidoyer pour le mélange des peuples ne saurait faire oublier nos propres difficultés : nous accordons plus facilement du « peuple kosovar » que nous ne nous octroyons du « peuple corse ».

La deuxième raison est d'ordre philosophique. La reconnaissance du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'affirmation des droits de l'homme comme fondement de l'action collective, sont des choses excellentes. Le problème est qu'elles mènent à une remise en cause du droit international. Au nom d'une éthique absolue de la liberté individuelle, nous imposons collectivement la contrainte la plus coercitive qui soit : la guerre.

L'approuve les frappes de l'OTAN. Mais je vois aussi émerger un immense débat sur les fondements de l'action politique oc-

Immense débat : les droits de l'homme, qui sont avant tout du ressort d'une éthique interpersonnelle, peuvent-ils fonder un ordre collectif d'une éthique interpersonnelle, peuvent-ils fonder un ordre collectif planétaire ?

identiale, que l'on peut formuler ainsi : les droits de l'homme, qui sont avant tout du ressort d'une éthique interpersonnelle, peuvent-ils fonder un ordre collectif planétaire ? Les deux positions de Jean-Pierre Chevènement et d'Alain Madelin annoncent un questionnement dont nous ne ferons pas l'économie. Le premier dénonce, en citant Hans Magnus Enzensberger, une « idée de droits de l'homme [qui] impose à tout un chacun une obligation illimitée par principe » (Le Monde du 3 avril) ; le second revendique au contraire cette non-limitation, cette « nouvelle hiérarchie des normes qui place enfin les droits de l'homme au-dessus du droit des Etats » (votre page Débats du 1<sup>er</sup> avril).

Cette vaste question est d'ores et déjà soulevée par les revendications indépendantistes (tchèque et slovaque hier, wallonne et flamande aujourd'hui, catalane et « padane », etc.). Elle l'est plus encore au Kosovo. L'incertitude sur la ligne à adopter tient au fait que nos motivations mêlent des logiques collectives et des logiques interpersonnelles. Ce sont des raisons éthiques du registre interpersonnel qui ont motivé l'intervention militaire à l'intérieur d'un pays souverain. Et nous ne sommes pas très loin d'une situation qui pourrait rappeler 1936 : si l'engagement des armées au sol ne devait finalement pas être décidé ou si la guerre devait s'enliser, il n'est pas impensable que le débat se traduise par des engagements individuels. La professionnalisation de l'armée ne nous dispensera pas de ce dilemme.

Les tensions entre des Etats-Unis hégémoniques, une ONU qui reste un agrégat de nations dénuées, une OTAN purement exécutive et une probable future UEO, ont de beaux jours devant elles. Car la régulation politico-militaire de ce qu'on pourrait appeler l'âge post-national mettra forcément des décennies à trouver sa voie et ses fondements. En attendant, il faut faire face à l'urgence au Kosovo. Voilà pourquoi on peut fortement craindre qu'on ne s'y dirige vers le triste compromis par lequel se solda déjà la guerre de Bosnie : celui d'une pragmatique partition « nationale ».

Pierre Beckouche est professeur à l'université Paris-1.

## Les leçons du Kurdistan n'ont pas été tirées

par Philippe Ryfman

**S**UR un plan humanitaire, contrairement à ce qui se dit et s'écrit, la situation dramatique des Kosovars déportés de leur région a beaucoup plus à voir avec celle des Kurdes d'Irak au printemps 1991 qu'avec celle des Bosniaques de 1992 à 1995. Non pas, évidemment, que la volonté d'épuration ethnique du régime Milosevic se soit affaiblie par rapport à l'épisode précédent du nouveau conflit balkanique, ni que le sort des populations en Bosnie y ait été plus enviable.

Mais cela ne devrait pas dissuader les yeux de l'opinion un autre facteur, rarement mis en exergue : au Kurdistan comme au Kosovo, une stratégie militaire occidentale visiblement peu adaptée aux contextes locaux est utilisée par un régime dictatorial ou autoritaire afin de tenter de se débarrasser « définitivement » d'une minorité qu'il exerce, en massacrant sélectivement ses élites et en poussant vers les frontières le reste de la population. L'opération se déroule en quelques jours, le facteur temps étant primordial. Les fiers de réfugiés entrent d'heure en heure sous les yeux du monde et de la bien mal nommée « communauté internationale ». Celle-ci semble frappée (dans un cas comme dans l'autre), d'une espèce de stupeur, mêlée d'hébété, devant le comportement des despotes locaux et de leurs forces armées.

On reste confondu qu'apparemment les leçons du Kurdistan n'aient pas été tirées par les responsables politiques et militaires des puissances occidentales. Il faut

dra bien, sur ce plan, dans le respect des procédures démocratiques, qu'il soit répondu plus tard aux légitimes interrogations des citoyens dans les divers pays concernés, le nôtre compris.

Mais l'heure est d'abord à l'urgence de la réaction, face à cette nouvelle catastrophe, qui pourtant s'annonçait. Il faut, de ce point de vue bien sûr, et au plus vite, que les acteurs humanitaires (ONG, sociétés de Croix-Rouge, CICR et agences intergouvernementales, dont le HCR) puissent agir sur le terrain auprès des réfugiés, dans des conditions de sécurité et d'efficacité minimales. Ils ont commencé de le faire, et ont déjà montré une capacité de réaction rapide ainsi qu'une efficacité certaine. Il convient donc de leur faciliter au mieux la tâche et de débloquer, si nécessaire, les moyens matériels et financiers supplémentaires adéquats.

Mais il serait vain d'attendre de l'action humanitaire qu'elle constitue l'unique réponse à la crise. Les acteurs humanitaires feront ce qui est de leur ressort, mais il est fort improbable qu'ils acceptent (« porter le chapeau », en quelque sorte, pour les erreurs des politiques et des militaires. La communauté humanitaire n'avait déjà guère goûté, aux premiers jours de frappes aériennes, de voir une nouvelle fois le mot « humanitaire » galvaudé et accommodé à toutes les sauces.

Les dirigeants politiques des pays de l'Alliance atlantique (de Tony Blair à Gerhard Schröder) et les hauts responsables militaires avaient un peu trop facilement es-

sayé d'« habiller » de visées humanitaires une intervention qui répondait avant tout à des motivations politiques et d'équilibre européen, ainsi que de crédibilisation de l'OTAN comme unique instrument de sécurité collective en Europe. La référence à l'humanitaire s'était cependant assez rapidement estompée. Aujourd'hui, face à l'exode forcé des Kosovars, elle fait un retour spectaculaire. Mais elle n'en acquiesce pas plus de légitimité dans le discours des politiques et des militaires, qui doivent avant tout assurer leurs responsabilités, et définir

tique, que les auteurs d'exactions et d'atrocités, ou ceux qui y participent, et quel que soit leur niveau de responsabilité, soient impitoyablement poursuivis et recherchés, pour être déferés devant le Tribunal pénal international pour l'ex-Yugoslavie, voire devant les juridictions nationales.

Une telle démarche aurait beaucoup plus de poids que les déclarations faites isolément jusqu'ici par plusieurs responsables politiques en France et aux Etats-Unis. A ce stade, ces dernières apparaissent essentiellement comme

Les acteurs humanitaires feront ce qui est de leur ressort, mais il est fort improbable qu'ils acceptent de « porter le chapeau » pour les erreurs des politiques et des militaires

le type de réponse(s) appropriée(s) dans les domaines qui sont de leur compétence propre. Il serait par conséquent hautement souhaitable de ne pas à nouveau tenter d'instrumentaliser l'action humanitaire, ce qui, à la fois, ne conviendrait pas et ne ferait que gêner sur le terrain le vrai travail des acteurs humanitaires.

On s'interrogera aussi - et là le conflit bosniaque fait plus sens - sur le fait que ni, à l'OTAN, apparemment, ne songe à une déclaration commune et solennelle qui avertirait, au nom de l'ensemble des membres de la coalition atlant-

des vœux pieux et n'ont pas l'épaisseur » nécessaire pour avoir un impact réel sur les atrocités en train de se commettre.

A-t-on oublié les déclarations officielles faites par les Alliés (même si ce fut tardivement) sur la poursuite des crimes de guerre, alors que la seconde guerre mondiale n'était pas terminée, et avant donc la mise en place du tribunal de Nuremberg ? Ou la publication de listes de ces derniers ? Les services de renseignement occidentaux sont-ils à ce point dans l'incapacité d'identifier un certain nombre de responsables aux échelons supé-

rieurs et intermédiaires sur le terrain ? Alors qu'il est aujourd'hui admis qu'un instrument essentiel de prévention de ce type de crimes réside précisément dans la nécessaire brisure du cycle de l'impunité que les chefs assurent aux cadres intermédiaires et aux exécutants, en leur promettant qu'ils ne seront jamais inquiétés.

Ne pourrait-on pas, pour une fois, empêcher (ou du moins essayer) en temps réel les crimes en train de se commettre ? A quoi a servi, sinon, l'expérience accumulée par les tribunaux pénaux internationaux pour le Rwanda ou l'ex-Yugoslavie ? Les Etats membres de l'OTAN oublient-ils qu'ils sont majoritairement impliqués depuis juillet 1998 (même si les Etats-Unis ne le sont pas) dans le processus de création d'une Cour pénale internationale ?

Un dernier enseignement du Kurdistan pourrait être aussi utilement médité : c'est l'émotion de l'opinion publique et sa pression, qui ont contraint les Etats occidentaux (qui n'en avaient pourtant guère envie) à déployer des troupes à l'intérieur de l'Irak pour permettre le retour des réfugiés et la sécurité. A effectuer, donc, une intervention terrestre à laquelle l'armée irakienne ne s'était d'ailleurs pas opposée, se retenant devant les Alliés.

C'était il y a huit ans très exactement, dans d'autres montagnes, à la fin d'un autre hiver.

Philippe Ryfman est avocat, il enseigne les questions humanitaires à l'université Paris-1 et à l'Institut d'études politiques de Paris.

هكذا من الأصل



# Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 6  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-52-90  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

## Islam : Strasbourg exemplaire

C'EST une nouvelle à tous égards réjouissante : Strasbourg aura une grande mosquée et d'autres lieux de culte musulmans reconnus et décentés, pour en finir avec les entrepôts désaffectés, usines à l'abandon et arrière-salles, dans lesquels les fidèles de l'Islam sont le plus souvent confinés en France. Que cela se fasse à Strasbourg, par un vote du conseil municipal à majorité de gauche - l'abstention de la droite républicaine ne lui fait pas honneur - est symbolique à plusieurs titres.

Une des capitales de l'Union européenne, située au point de passage des échanges économiques, humains, intellectuels, reconnaît ainsi l'existence, dans ses murs, d'une communauté, d'une foi et d'une pensée musulmanes. L'histoire de Strasbourg, pourtant, fut lourdement chargée d'intolérance, particulièrement contre les juifs, obligés, jusqu'à la Révolution, de quitter la ville, chaque soir, au son des cloches de la cathédrale. Mais c'est aussi la capitale de l'Alsace, où les confessions chrétiennes et juives ont conservé, du Concordat napoléonien, le statut officiel que la séparation de l'Église et de l'État, en 1905, a supprimé ailleurs (l'Alsace était alors allemande). C'est, enfin, une région où l'extrême droite a atteint, aux élections de ces dernières années, des scores d'autant plus inquiétants qu'elle y diffuse sans retenue un message violemment xénophobe et raciste.

On dénombre, en France, mille six cents lieux de culte musulman, « salles de prière » plutôt que mosquées. Une soixantaine de ces lieux seulement ont été conçus, en

fait, pour cette destination et aménagés comme tels. Les mosquées « cathédrales », pouvant accueillir plus de mille fidèles, ne sont que huit : à Roubaix, Lille, Paris (deux), Nantes-la-Jolie, Reims, Lyon et Marseille. La plus vaste mosquée de France, celle de la rue de Tanger, à Paris, qui peut accueillir cinq mille fidèles, est aménagée dans un ancien hangar ! Des demandes de constructions sont à l'étude à Marseille, Nantes, Mulhouse, Bordeaux, Orléans. Résistant à une tentation jacobine d'organiser l'Islam de manière unitaire, Jean-Pierre Chevènement gère les dossiers au cas par cas, en s'appuyant sur un réseau de personnalités issues de milieux divers et modérés.

À Strasbourg, sous l'impulsion du maire, le socialiste Roland Ries, et avec l'appui des représentants des autres religions, les diverses composantes de la population musulmane - haridj rapatriés d'Algérie en 1962, immigrés maghrébins arrivés dans les années 70, Turcs venus d'Allemagne dans les années 80 - se sont rapprochées pour s'entendre sur une conception commune du culte musulman dans un pays laïc. Cette politique n'est-elle pas exemplaire d'une gestion intelligente de l'Islam, capable de promouvoir les droits de la communauté musulmane et de l'aider à émerger comme un véritable interlocuteur ?

Il n'est pas indifférent que la décision de Strasbourg soit prise au moment où les musulmans du Kosovo sont martyrisés par le nationalisme serbe. Les valeurs qui motivent l'engagement des Européens contre Milosevic doivent inspirer aussi l'action de leurs gouvernements sur leurs propres territoires.

**Le Monde** est édité par la SA LE MONDE  
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani  
Directeur : Jean-Marie Colombani / Direction : Jean-Marie Colombani / Directeur général : Noël-Jean Bergeaud, directeur général adjoint  
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel  
Directeur adjoint de la rédaction : Thomas Pichot, Pierre Gaspard, Jean-Yves Lecaillon  
Directeur artistique : Dominique Boyer  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fournier  
Rédacteurs en chef :  
Alain Fournier, Béatrice Lemaître (éditions et analyses) ;  
Laurent Gaudier (suppléments et autres services) ; Michel Lecoq (diffusion) ;  
Éric Le Bouché (journalisme) ; Patrick Javeau (France) ; Francis Wust (étranger) ; Claire Maudou (correspondant) ;  
Jacques Bouché (journalisme) ; Joëlle Savignat (culture) ; Christian Mancel (secrétariat de rédaction) ;  
Rédacteurs en chef technique : Eric Anon  
Administrateur : Robert Bédier  
Directeur technique : Eric Pichot, directeur délégué : Anne Chassagnon  
Conseiller de la rédaction : Alain Fournier / Directeur des éditions internationales : Claude Verrier  
Services techniques : Bernard Le Goff  
Comité de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1949), Jacques Fauriol (1949-1982), André Laurens (1982-1985), André Pommès (1985-1991), Jacques Lecaillon (1991-1994)  
Le Monde est édité par la SA Le Monde  
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944  
Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile des Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des journalistes du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Éditions, Le Monde Investissements, Le Monde Presse, Les Presses, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

## IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

### Le centenaire du timbre français

L'IMPOSANTE NEF du Grand Palais abritera, du 1<sup>er</sup> au 12 juin, l'exposition du centenaire du premier timbre français. Journées fastes de la philatélie ! On pourrait craindre que les exposants ne se sentent un peu perdus dans les 14 000 mètres carrés mis à leur disposition. Il n'en sera rien, et ils ont peur, au contraire, de se sentir à l'étroit. C'est qu'il y aura tant de choses à voir !

L'exposition de collections de timbres prêtes tant par l'administration que par les amateurs tendra un rôle important. Mais autour de ce plat de résistance le menu comprendra bien d'autres attractions. Toute l'histoire de la poste depuis les temps gallo-romains sera évoquée à l'aide de documents, pièces de musées et dioramas.

À côté de cette chaîne historique, le public trouvera la chaîne technique, avec notamment la fa-

brication du timbre depuis un siècle. On verra fonctionner une machine Chambon et les graveurs exposeront maquettes et épreuves. Un meuble aux dimensions respectables contenant neuf cents collections de commutateurs interurbains fonctionnera aussi sous les yeux des visiteurs qui pourront obtenir, en composant sept chiffres, n'importe quelle ville de France.

La surveillance sera assurée par un corps de cent gardiens (les Cent-Gardiens), car les trésors des collections postales, évaluées à plusieurs milliards, pourraient induire des amateurs en tentation. L'exposition sera accompagnée d'une réception à l'Hôtel de Ville, de banquets et d'une grande fête de nuit à Bagatelle, avec une illumination de la roseraie qui sera télévisée en Amérique.

(14 avril 1949.)

### Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE  
Documentation sur Minital : 3617 code LMDOC  
ou 06-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30  
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-27-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE  
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 06-36-68-03-78

## HORIZONS-ANALYSES

## Le cœur se sert

par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

À TOUS LES MALHEURS qu'entraîne la guerre, il faut ajouter l'orgie de lieux communs. Tout à coup, les tris deviennent sporadiques. Les camions forment des norias, les hélicoptères des ballets. Les gens manquent du strict nécessaire. Les chancelleries s'interrogent. Les avions rentrent indemnes. Chacun comprend que le secret s'impose. Qui de sou-

haite ardemment la fin d'une situation que personne n'a voulu l, etc.  
D'un côté à l'autre, on note des changements. La guerre tend à perdre son nom. Les morts d'Algérie sont tombés pour cause de pacification, voire d'événements. Les civils de Bagdad et de Belgrade sont victimes de frappes, non de bombes. Les « casus belli » invoqués évoluent. Le III<sup>e</sup> Reich se battait pour son espace vital et ses ressortissants des Sudètes. Les colonisateurs contestés défendaient l'Occident. Désormais, les belligérants servent une Terre fondatrice, la pureté ethnique, l'humanisme.

Les scénarios se modifient, ou s'inversent. En 1917 et 1942, les Américains tendaient à intervenir. Dans le Golfe et les Balkans, on conteste leur promptitude. La communauté internationale a attendu 1945 pour juger les crimes de guerre nazis. La notion de crime imprescrip-

tible contre l'humanité a progressé. Les hommes d'Etat suspects d'en avoir commis sont inquiétés de leur vivant, certains tandis qu'ils règnent encore. Le droit d'ingérence se cherche. Des tribunaux se forment dès le temps de paix. Des mandats d'amener circulent. Tout, théoriquement, ne serait plus permis, et les armes ne diraient plus la loi, ni la morale, encore que les futurs vainqueurs conservent, sur ce point, leur avantage séculaire sur les vaincus.

Les changements dus à la médiatisation forcée ne sont plus à reconnaître. Si la guerre de Troie a bien eu lieu, on n'en est pas certain pour celle du Golfe. Le virtuel rivalise avec le constat. Les officiers de presse écrivent l'histoire qui fera le moins de tort à nos chers soldats du bon droit. Les vrais chiffres de dégâts et de morts circulent sous le manteau, au gré des camps idéologiques et des manipulations d'opinion.

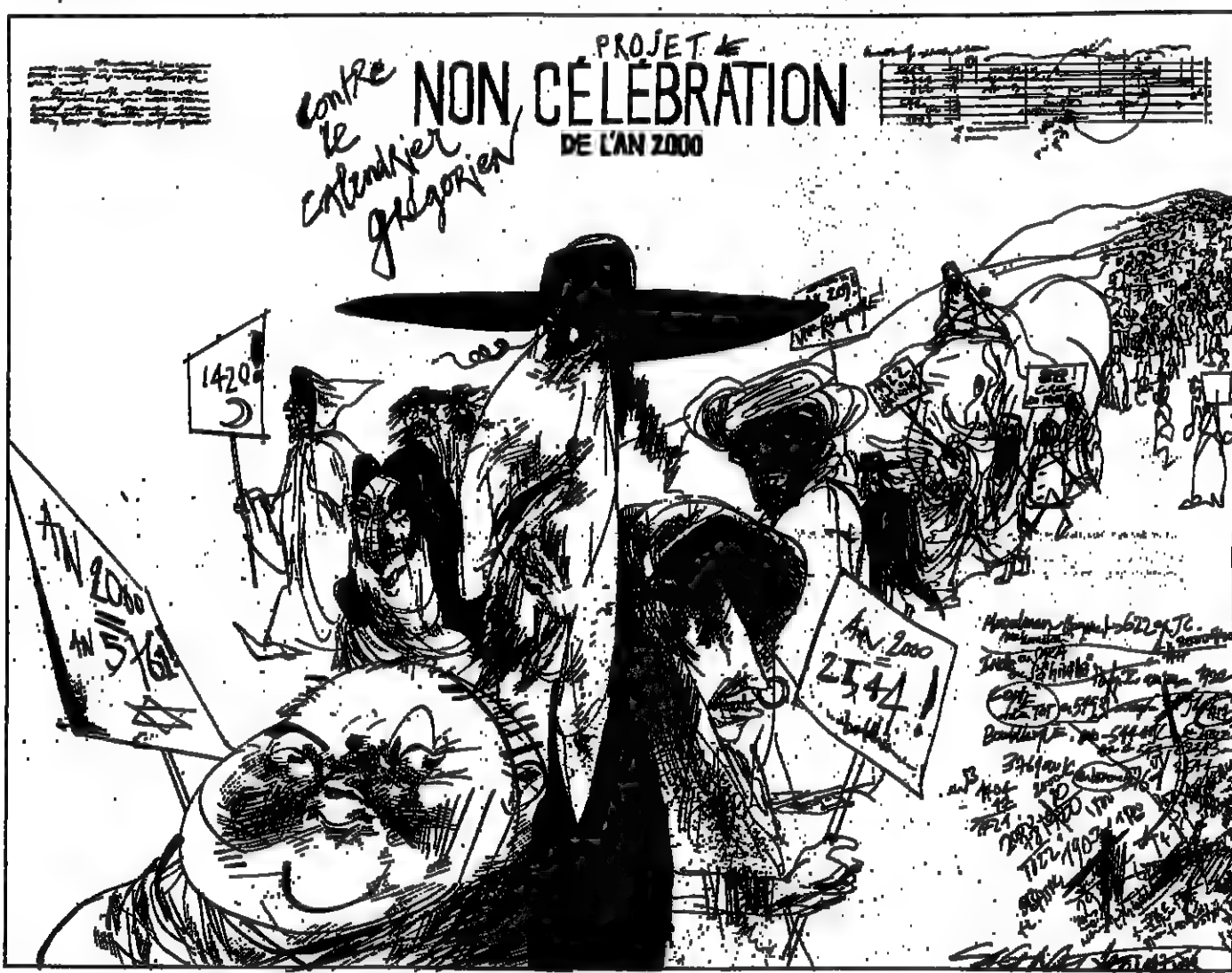
Qu'auraient donné les sondages au temps où le malheur des otages civils n'avait pas de visage ? L'émotion est devenue reine. La vedette va à qui souffre. Un réflexe pavlovien s'est créé. Siôt que le « 20 Heures » montre des enfants cherchant du pain ou leur mère, les foules craquent. Les numéros verts clignotent. Les tri-

buns de service essuient une larme d'un poing furtif. Dons et offres de toit affluent. Bravo nous autres ! Tout un peuple d'anti-Munichois et de sœurs Teresa se lève. Halte aux oiseaux de malheur qui désespèrent de nos concitoyens, de la bonté humaine ! « Et tout ça, ça fait d'excellents Français ! » (Refrain).

Autre retombée nouvelle de la guerre-spectacle et de ses figures de pleureuses autoprotégées : la visite sur place, sur le « cher terrain », des hommes politiques et des consciences médiatisées, ces charognards de la commémoration. Comme si les témoignages des reporters, seuls vrais héros de la vérité, ne suffisaient pas, la cohorte des m'as-tu-vu, ça y est, a retrouvé sa place à l'avant-scène, sinon, aux avant-postes. Alors que personne n'a besoin de leurs pauses d'émotion filmées, c'est à qui soupiera le premier : « Voyez comme je compatis, bonnes gens ! Elisez-moi, lisez-moi, puisque j'y ai été, que j'en reviens à l'instant. A moi les débats, les tribunes, les leçons à tirer ! Oh, pas pour mon image, ma réflexion, mon œuvre ou mon ego, grands dieux, non ! Pour que passe le message fort dont me voilà porteur, un point c'est tout. »

« Le cœur se sert », disent-ils. Et on croit lire : « Le cœur se sert. »

## Projet de célébration de l'an 2000 par Jean-Pierre Cagnat



## La guerre et les mots

Suite de la première page

La polémique de main souriante entre l'ex-KGB Primakov et Milosevic était déjà digne d'Ubu, on croyait lire sur leurs lèvres le mot phrygienne et l'exclamation : « A la trappe ! » Larry, grand auteur-clé de notre temps. Quant à Mgr Tauran, l'envoyé du Vatican, c'est peu dire qu'il souriait, il était en extase. Ce n'est pas tous les jours qu'on rencontre un bon boucher blanc chrétien, à ne pas confondre avec une ethnie. Personnellement, je trouve que Mgr Tauran devrait apprendre à mieux maîtriser son visage. Il est trop bien nourri à Rome, c'est clair.

On écoute un matin, tôt, la radio. Le vice-consul de France en Macédoine parle devant un camp de réfugiés. Un camp ? Même pas : cinquante mille personnes entassées dans la boue, démunies de tout. Et soudain, enfin, une voix, la sienne. Les mots « honte », « scandale », « infâme ». Il désigne ainsi l'armée et la police macédoniennes empêchant les médecins et la nourriture d'arriver. Il crée presque, le vice-consul, il est hors de lui. L'intervieweur lui fait remarquer que son intervention est loin du langage diplomatique (ah, les soucis de carrière). Il répond simplement qu'il est d'abord un homme. Le mot « homme », silence. Pas convaincu par le caractère « eth-

nique » des événements, notre vice-consul français ? Il faut croire. On aimerait entendre le mot « infâme » plus souvent. Oui, c'est cela : écrasons l'infâme.  
Pour une fois, ce qu'Alain Finkielkraut, dans un texte récent, appelle « l'instance effrayante de déréalisation de l'histoire » est suspendu. On entend le réel dans un cri passé à travers les chiffres, les concerts de rock serbes, la pénible exhibition d'une population soutenue par son drapeau sur les ponts avec des cibles épinglées à la place du cœur (sacré cœur), les portraits de Clinton avec croix gammées, tout le kitsch retourné de l'insensibilité contemporaine. Voyez comme nous définissons le Goliath technique tout en procédant au nettoyage ethnique : n'y a-t-il pas lieu d'être fiers ? On nous frappe de haut, nous agissons de près, en pleine masse humaine, dans la grande tradition virile. Une autre idée de l'homme que le vice-consul, en somme. Ce dernier, d'ailleurs, n'est-il pas trop émotif ? Délicat ? Décadent ? Proustien, pour tout dire ?

Re lire Proust en ce moment ? Quelle incongruité, penseront certains. N'est-il pas un de ces auteurs mondains et futilistes, éloigné des dures réalités d'aujourd'hui ? Un de ces « joueurs de flûte », de ces « subtils déliquescents » dont se moque cruellement Monsieur de Norpois dans *La Recherche du temps perdu* ? Écoutez Norpois, il tient le discours de toutes les chancelleries de la planète : « Dans un temps comme le nôtre où la complexité croissante de la vie laisse

à peine le temps de lire, où la carte de l'Europe a subi des remaniements profonds et où la veille d'un soir de plus grands ennuis peut-être, où tant de problèmes menaçants et nouveaux se posent partout, vous m'accorderiez qu'on a le droit de demander à un écrivain d'être autre chose qu'un bel esprit qui nous fait oublier dans des discussions obscures et byzantines sur des mérites de pure forme que nous pourrions être envahis d'un instant à l'autre par un double flot de Barbares, ceux du dehors et ceux du dedans... Il y a des tâches plus urgentes que d'agencer des mots d'une façon harmonieuse. Tout cela est bien mince, bien mièvre et bien peu viril. »

### PLUS CHIER

En entendant ces mots « responsables », le narrateur de *La Recherche*, on le sait, désespère à jamais de devenir un véritable écrivain. Un Norpois d'aujourd'hui, la citation qui suit est exacte, écrite par exemple d'un écrivain actuel qu'il trouve surfaît : « Il n'a jamais senti sur lui le mythe de la bête, l'haléine lourde et brûlante de l'animal collectif. » Ainsi fleurit, en temps de guerre, le style emphatique ou pseudo-héroïque, le cliché va-t-en-guerre ou négationniste de la simple réalité humaine. Les bombes tombent, les corps subissent, les déportés n'en peuvent plus de sentir sur eux l'haléine excitée de l'animal policier, mais, après tout, ce ne sont peut-être là que des exagérations de mandarins intellectuels ?

Voyez le frère de Milosevic, à Moscou, en train de faire des ré-

serves sérieuses sur l'authenticité des flots de réfugiés. Il est propre, bien habillé, parfaitement ordonné ; il parle un très bon français ; il connaît les noms de la petite clique parisienne des désinformateurs professionnels : Glucksmann, Lévy, Finkelkraut, toujours les mêmes, suivez mon regard, il pourra bientôt ajouter Bruckner. Milosevic ? Il est injustement accusé, d'ailleurs nous avons heureusement en France des soutiens nombreux, et même des écrivains de premier plan, de vrais sympathisants serbes, à qui on ne fera pas prendre des Albanais pour des personnes chassées de leurs maisons par la force. Passion religieuse ?

Mais oui, et on en a la confirmation presque trop folle quand on apprend que Peter Handke déclare « quitter » l'Eglise catholique parce que le pape n'a pas suffisamment condamné les frappes de l'OTAN (on se demande comment l'Eglise pourra se relever d'une telle scission). Là-dessus, Primakov sourit : à combien évaluez-vous Milosevic et quatre cent mille Kosovars ? Combien êtes-vous prêt à payer pour nous éviter une humiliation supplémentaire ? Pouvez-vous calculer la somme ? Eh bien, c'est plus cher. Ici, plus besoin de mots, d'intellectuels, d'écrivains décadents, de vice-consuls trop sensibles. L'infâme parle beaucoup, mais il est aussi, technique et ethnique, extraordinairement silencieux. On se souvient peut-être que le silence représente la mort dans les rêves.

Philippe Sollers pour *Le Monde*

سكوا من الأصل



Le Palais-Delpach, de l'Académie française

Le Palais-Delpach, de l'Académie française, est un lieu de rencontre et de dialogue. Il accueille des conférences, des débats, des ateliers de travail. C'est un espace ouvert à tous, où l'on peut échanger, apprendre, se rencontrer. Le Palais-Delpach est un lieu de vie, un lieu de partage. Il est ouvert à tous, à tous les moments de la journée. Il est ouvert à tous les âges, à toutes les cultures. Il est ouvert à tous les projets, à tous les rêves. Le Palais-Delpach est un lieu de liberté, un lieu de créativité. Il est ouvert à tous, à tous les moments de la journée. Il est ouvert à tous les âges, à toutes les cultures. Il est ouvert à tous les projets, à tous les rêves.

Jean-Pierre Cognat

CEBRATION



Le Palais-Delpach, de l'Académie française, est un lieu de rencontre et de dialogue. Il accueille des conférences, des débats, des ateliers de travail. C'est un espace ouvert à tous, où l'on peut échanger, apprendre, se rencontrer. Le Palais-Delpach est un lieu de vie, un lieu de partage. Il est ouvert à tous, à tous les moments de la journée. Il est ouvert à tous les âges, à toutes les cultures. Il est ouvert à tous les projets, à tous les rêves.

essais

LE MONDE / VENDREDI 16 AVRIL 1999 / VII

(Publicité)

LE MONDE / MERCREDI 14 AVRIL 1999 / 17



MOTOROLA  
DES AILES

RÉDUIT A SA PLUS SIMPLE EXPRESSION.

هكذا من الأصل



**GESTION** Comment travailler entre Occidentaux et Japonais ? Pour le français Renault, la question est d'actualité. Carlos Ghosn, jusque-là numéro deux du groupe, est arrivé

lundi 12 avril à Tokyo avec pour mission de redresser Nissan. ● **DIFFÉRENCES CULTURELLES** et divergences profondes sur la façon de gérer une entreprise séparent Nippons et Occ-

dentaux. ● **DES DIRIGEANTS** français et japonais témoignent et soulignent les attitudes à éviter. « Notre communication est subtile pour ne blesser personne publiquement », explique

Akio Miyabayashi, qui fut pendant vingt ans PDG de Minolta Europe. Nous avons ainsi plus de dix façons d'exprimer un désaccord. ● **POUR ÊTRE UN DIRIGEANT** efficace au pays

du Soleil-Levant, il faut « écouter, rester maître de soi, ne pas être trop directif ». ● **RENAULT** a fait appel à un spécialiste pour former ses cadres en partance pour Tokyo.

## Les Français à l'épreuve du management japonais

Comment Renault et Nissan travailleront-ils ensemble ? Interrogés par « Le Monde », des dirigeants nippons et occidentaux témoignent de leurs visions différentes de l'entreprise et des difficultés à surmonter pour se comprendre

**COMMENT TRAVAILLER** entre Occidentaux et Japonais ? Pour le français Renault, la question est d'actualité. Carlos Ghosn, jusque-là numéro deux du constructeur automobile, est arrivé lundi 12 avril à Tokyo avec pour mission de redresser Nissan. Peu de sociétés occidentales se sont risquées à une alliance avec un japonais sans une longue collaboration préalable. L'américain Ford a pris le contrôle de Mazda en 1996, mais des accords de production liaient les deux sociétés depuis 1969. Rhône-Poulenc s'est installé « par étapes, sur plus de vingt ans », explique Alain Coine, directeur jusqu'en 1997 de Rhône-Poulenc Japon. Nous avons démarré par des accords de trading en 1970, puis des joint-ventures. Les négociations-fiançailles entre Renault et Nissan ont duré... moins d'un an. Le défi est donc de taille.

**TROIS QUESTIONS À...**  
**AKIO MIYABAYASHI**

1 Vous avez participé à la création de Minolta Europe et vous avez dirigé pendant vingt ans ses 5 200 salariés, dont seulement 75 japonais. Qu'en retenir vous ? Les différences culturelles entre Japonais et Européens sont importantes et historiques. Nous autres, Japonais, étions des fermiers, des sédentaires. Le chef du village était le coordinateur du groupe qui représentait une entité très importante, pratiquement une famille. Puisqu'il n'était pas possible de se déplacer, nous devions nous entendre avec tout le monde. Notre communication est restée, dès lors, subtile pour ne blesser personne publiquement. Nous avons plus de dix façons d'exprimer un désaccord. Nous avons aussi plus de vingt façons d'exprimer le « tu » ou le « vous ». Cette subtilité se retrouve chez les peuples exotiques, qui habitent dans des endroits confinés. A l'opposé, les Européens ont été historiquement des chasseurs, qui bougeaient dès qu'un endroit n'était pas satisfaisant. Ils ne s'embarrassent pas de tant de précautions dans leur relation avec les autres.

2 Comment cette différence s'illustre-t-elle dans l'entreprise ? Dans la difficulté de travailler ensemble. Les Français sont très créatifs mais fondamentalement individualistes. Après avoir côtoyé de nombreuses nationalités, je pense que les Français sont les plus éloignés des Japonais. Chez Minolta, nous désosions systématiquement les produits concurrents. L'angle de vue pour prendre un problème est diamétralement opposé entre Japonais et Français. Par exemple, dans nos photocopieurs, l'original ne bougeait pas. Dans le photocopieur français c'était l'inverse : la page blanche ne bougeait pas et l'original était en mouvement. Pour les machines à laver, en France, c'est l'eau qui metait en mouvement le linge et non une mécanique, comme au Japon.

3 Comment voyez-vous le rapprochement Renault-Nissan ? C'est un défi qui me semble difficile à relever : le problème est de rester marié. Le modèle pour Renault est sûrement celui de Ford, qui a racheté Mazda. Mais Mazda était une entreprise d'Hiroshima, petite et locale, alors que Nissan est une entreprise de Tokyo, beaucoup plus grosse, de culture traditionnelle et très liée à l'université. Le défi pour Renault est d'alléger les structures de Nissan et de la rendre plus dynamique sans faire perdre la face à Nissan. Il faut combiner la préoccupation de Nissan de garder les emplois et la volonté de Renault de créer de la valeur.

Propos recueillis par  
Laure Belot

Les témoignages de managers français travaillant au Japon et de cadres japonais collaborant avec des Français font apparaître de nombreuses malentendus liés aux différences culturelles et aux divergences profondes sur la façon de gérer une entreprise.

### PROBLÈMES SÉMANTIQUES

Le cartésianisme français se heurte à la subtilité ambiguë de la sémantique japonaise. « Si un japonais vous dit littéralement : « Je vais y penser », vous n'avez jamais la réponse. C'est une façon polie de dire non », ironise Akio Miyabayashi, PDG pendant vingt ans de Minolta Europe et désormais conseiller du président. « Pour ne pas me faire perdre la face, il m'est arrivé qu'un partenaire me réponde oui alors que je sentais que ce serait clairement non », raconte la Française Noëlle Asano, directrice générale de Yves-Saint-Laurent à Tokyo. Pour comprendre, je me fie plus aux signes qu'aux mots. « Dire non est une déclaration de guerre, analyse Serge Alraudi, spécialiste du Japon, qui prépare les équipes de Carlos Ghosn avant leur départ. Dans une culture pulsionnelle où les rapports de forces sont omniprésents, des codes de maîtrise de soi ont été instaurés. Ne pas dire non est un... »

Autre malentendu culturel : « J'ai souvent l'impression que les Japonais

s'attachent aux détails avant de considérer globalement un projet, explique M. Asano. Nous avons organisé, récemment, une vente au personnel de produits de la maison et avons du passer 20 minutes à parler de la position de l'adhésif sur les sacs », raconte-t-elle. « Tout doit être prévu à l'avance, mais ensuite, l'opération se déroule parfaitement... » L'étude sémantique du japonais permet de comprendre ces nombreuses différences, explique M. Alraudi. Chaque idéogramme a un sens propre avant même de former une phrase. Il n'y a pas de détail pour un japonais. Toute information constitue la pièce d'un puzzle, aussi nécessaire qu'une autre pour reconstituer un tout. Les projets conceptuels, qu'affectionnent les Français, ne sont pas facilement acceptés. « Les idéogrammes entraînent chez les Japonais une pensée concrète et visuelle », explique encore M. Alraudi. « Nous devons faire beaucoup plus de réunions qui décortiquent concrètement et pratiquement un problème », continue Philippe Guelton, directeur général de Hachette-Filipacchi Japon, basé à Tokyo.

Les méthodes de management génèrent aussi des incompréhensions. « Dans une réunion avec des Français, tout le monde parle, en même temps, s'écarte toujours, to-



moko Mukoyama, responsable japonaise du marketing pour le français Lancôme à Tokyo ; les gens continuent à parler sans écouter les autres, puis ils passent à un autre sujet, sans savoir si une solution a été trouvée... » Cette réaction d'incompréhension est légitime, explique Noriko Awazu, responsable de l'Eurasian Institute-groupe HEC qui forme les expatriés français en partance pour l'Asie. Au Japon, le

processus de prise de décision est différent. Le cadre dirigeant qui veut résoudre un problème ne convoque pas une grande réunion. « Il en parle de façon informelle, dans le couloir ou devant la machine à café à une personne qui va, elle-même, en parler à une autre, et ainsi de suite, précise M. Awazu. Ce processus de concertation collective a même un nom : le nemawashi. Lorsque la réunion proprement

dite - kaigi - a lieu, c'est seulement « pour entériner officiellement une décision que tout le monde connaît déjà ». Autre difficulté rencontrée par des managers français : la difficulté de se faire obéir. « Un ordre venant d'en haut ne suffit pas, comme avec les Américains », explique M. Guelton, de Hachette-Filipacchi, qui a passé sept ans aux États-Unis avant d'arriver à Tokyo. « On doit expliquer la décision, le pour et le contre, et défendre son point de vue. On peut toujours tenter d'imposer une décision arbitraire, continue-t-elle, mais cela n'est pas viable à moyen terme ! »

### MALENTENDUS HIÉRARCHIQUES

« Il faut faire du marketing interne », précise M. Alraudi, c'est à dire vendre son idée sur ce que les Japonais appellent « le marché intérieur aux idées de l'entreprise ». Le consensus est nécessaire sous peine « d'avoir en face de soi des collaborateurs qui acquiescent puis ne font rien car ils n'ont pas compris ou ne sont pas d'accord », explique la dirigeante d'Yves Saint-Laurent. Les fonctions correspondantes à chaque titre hiérarchique sont aussi source de malentendus. « Contrairement à l'Occident, ce n'est pas la prise de décision qui apporte un pouvoir dans l'entreprise », précise M. Alraudi. Ainsi, « le dirigeant japonais ne prend pas de décisions opérationnelles. Un dirigeant occidental, au contraire, pour assoir son autorité, décide de choses très concrètes pour des échelons beaucoup plus bas de la hiérarchie ». Le dirigeant nippon a principalement un rôle de prospective. D'où l'incompréhension de cadres internationaux japonais face à des ordres donnés par des dirigeants occidentaux. Ils trouvent ces ordres déplacés, car ils estiment que ces décisions leur appartiennent.

Nippons et Occidentaux s'opposent encore sur un point essentiel : le rôle même de l'entreprise. La quête de la création de valeur et de rentabilité n'est pas partagée par les sociétés nipponnes, adeptes « du plus petit profit possible, tout le reste étant réinvesti dans l'entreprise pour qu'elle soit encore plus forte, note M. Alraudi. Au Japon la raison d'être d'une entreprise est de survivre, donc de se reproduire. Une différence fondamentale qui rend l'expérience de Renault encore plus audacieuse.

L.B.

Laure Belot

## « Écouter et rester maître de soi »

**QUELQUES CONSEILS** : en France, on digère des avis pour éviter de « grosses incompréhensions » entre Français et Japonais. Ces « recettes » sont aussi appliquées par des managers français en poste au Japon qui se sont formés « sur le tas ». Les « règles à suivre » reposent sur quelques points-clés. ● **Changer sa notion du temps.** « Tout prend du temps au Japon. Pour moi, c'est une école de patience », explique Philippe Dréano, responsable de Pernod-Ricard à Tokyo. « Je conseille à un Français d'écouter, et de rester maître de soi, explique Noriko Awazu, responsable de l'Eurasian Institute-groupe HEC, car la notion du temps est différente. Les experts suggèrent aux managers français d'éviter les décisions trop rapides. « Les équipes japonaises prennent beaucoup plus de temps à se décider, confirme Alain Coine, directeur, pendant huit ans de Rhône-Poulenc Japon, mais par la suite, ils ne changent pas de cap. » Au manager français de s'adapter à ce système. ● **Moins briller verbalement.** « Les Français sont très sociables mais ils disent des choses sans vraiment les penser », explique Fumiko Kaneko, une designer qui travaille avec de nombreux

clients nippons. « Les Japonais ont une pression pour donner cela : on dit qu'ils parlent sans cesse. Pour les Japonais, c'est déstabilisant. On se perd. » Autre point souligné par les Japonais : les Français « se mettent souvent en avant ». « Je conseille d'adopter un profil bas, sans être trop directif », raconte Serge Alraudi, spécialiste du Japon et de la théorie des organisations. ● **Assesoir son autorité en utilisant les valeurs japonaises.** « Ce n'est pas en prenant des décisions qu'un manager assoit son pouvoir, explique M. Alraudi. Il est reconnu pour sa connaissance profonde du métier de l'entreprise et par sa capacité à créer un réseau relationnel. Je conseille aux Français de sortir le soir avec les Japonais, après le travail, et de mettre en avant leurs connaissances concrètes du métier de l'entreprise, la technique, le marketing, le commercial. » Contrairement à la majorité des entreprises anglo-saxonnes, les compétences financières et de gestion « ne sont pas nécessaires pour atteindre le sommet d'une entreprise ». ● **Utiliser une communication de crise pour agir rapidement.** « Après avoir racheté

un fabricant japonais, explique Philippe Guelton, directeur d'Hachette-Filipacchi Japon, j'ai fait passer à l'entreprise la notion de crise pour faire passer des restructurations profondes et agir rapidement. » « L'urgence est possible quand il y va de la survie », analyse M. Alraudi. « En 1966, les Japonais ont fait meiji-ishi, c'est-à-dire qu'ils ont liquidé leur organisation sociale, économique, pour mettre en place un système occidental. Ils sont allés chercher le droit constitutionnel en Allemagne, le droit civil en France... C'est un peuple qui s'est adapté par mimétisme. De la même façon, l'orientation d'une entreprise japonaise peut être modifiée si les salariés comprennent que leur survie en dépend. » ● **Tenter de décoder les signaux.** « Le psychanalyste Lacan a eu cette expression : « Les Japonais n'ont pas d'inconscient », explique M. Alraudi. Pour réguler leurs comportements, ils ont instauré des codes collectifs de comportement et des disciplines de maîtrise de soi, comme le flu-jitsu, le judo, l'arrangement floral. Pour l'occidental, il s'agit d'être, au-delà des apparences, à l'affût de ces signes.

## Les grévistes paralysent l'informatique d'Elf

PAU

de notre correspondant  
Ils étaient quelque 800 salariés du centre des métiers pétroliers palois d'Elf Aquitaine, lundi 12 avril, à suivre la consigne de l'intersyndicale (CFDT, CGT, FO, CGC, CFPC) d'occuper le centre informatique pour protester contre un plan de suppression d'emplois qui doit être annoncé vendredi. Dans la matinée, après avoir forcé l'accès du bâtiment Alpha qui abrite ces services, les grévistes ont neutralisé le système qualifié par l'intersyndicale de « centre névralgique du réseau de communication » d'Elf exploration-production. L'objectif est de paralyser tout travail sur ordinateur et d'interrompre les communications par messagerie, avec les filiales à l'étranger notamment. Durant toute la semaine, des équipes qui, par roulement, seront en grève deux heures le matin et deux heures l'après-midi, se relaieront pour occuper ce centre jour et nuit, afin que personne ne puisse remettre le système en état. Pour les salariés, il s'agit de « la dernière ligne droite » avant la réunion, vendredi, à Paris, du comité central d'entreprise extraordinaire. Ce

jour-là, la direction doit présenter le plan « performance » et donner des indications quant aux emplois supprimés et aux tâches retirées à l'entreprise pour les confier à des prestataires extérieurs (Le Monde du 7 avril).

Outre les actions au sein de l'entreprise, l'intersyndicale prépare une manifestation samedi 17 avril à Pau, à laquelle sera associée la population. Des commerçants sont prêts à fermer boutique, des pétitions circulent partout et les élus devraient être nombreux à défilier. Le Parti socialiste a l'intention de mettre en place des services de transport collectif. L'annonce brutale de suppressions d'emplois - 2 000 à l'échelon du groupe dans la branche exploration-production, et peut-être un millier à Pau - a suscité un électrochoc en Béarn. Les maires de 152 communes de gauche et de droite ont réuni leurs conseils municipaux pour adopter une motion commune demandant à Elf de maintenir l'emploi dans la région. Ces délibérations seront transmises au président du groupe, Philippe Jaffré, et au premier ministre, Lionel Jospin.

Marie-Claude Arispégui

## Un dirigeant de Thomson poursuivi pour travail clandestin

VERSAILLES

de notre correspondant  
Les heures supplémentaires des cadres sont-elles assimilables à un travail clandestin ? C'est à cette question qu'auront à répondre les magistrats de la 3<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Versailles (Yvelines) devant laquelle a comparu, lundi 12 avril, Bernard Rocquemont, l'ancien PDG d'une filiale de Thomson-CSF, Thomson-Radars et contre-mesure (RCM). L'audience marque l'aboutissement d'une traque menée depuis 1996 par une inspection du travail dans l'établissement d'Elancourt (Le Monde du 6 janvier 1999). D'octobre 1996 à juin 1997, près de 6 000 infractions aux durées maximales journalières et hebdomadaires du travail ont été relevées. Elles correspondent à près de 60 000 heures, selon les syndicats Supper, CGT et CFDT, parties civiles.

Les poursuites engagées par le parquet constituent l'une des premières applications de l'article 1.324.10 du Code du travail sur le travail dissimulé, la nouvelle dénomination du travail clandestin depuis la loi du 11 mars 1997. Cet article indique que la « mention sur le bulletin de paie d'un nombre d'heures de travail inférieur à celui réellement effectué constitue une dis-

simulation d'un travail salarié ». A l'origine destiné à lutter contre le travail non déclaré, cet article est parfois étendu aux heures supplémentaires.

A la barre, M. Rocquemont a contesté chaque contravention. Il s'est retranché derrière une « série d'accords négociés et dûment signés avec les organisations syndicales ». Il a aussi nié « tout délit » et estimé qu'il n'y a « jamais eu volonté de dissimuler les heures mais plutôt de les mesurer clairement, les afficher afin de les réduire peu à peu et de les supprimer totalement, comme c'est presque le cas aujourd'hui ».

M. Rocquemont a enfin rappelé la spécificité du travail des cadres : « Le travail effectif des cadres n'est pas aujourd'hui encore juridiquement borné ». Une approche que ne partage pas le substitut du procureur de la République, pour qui le travail dissimulé ne se « réduit pas à des ateliers clandestins », mais concerne aussi la « présentation de bulletins de paie, de livrets de paie erronés où ne figurent pas les heures de travail réellement effectuées dans l'entreprise ». Il a donc demandé au tribunal de condamner M. Rocquemont à 100 000 francs d'amende, reconnaissant toutefois que l'on ne pouvait pas lui imputer les 5 624 contraventions relevées par

l'inspection du travail pour « dépassement de la durée maximale journalière du travail, pour défaut d'enregistrement et de conservation » de ces données, qui relèvent, selon lui, de la seule responsabilité du directeur des ressources humaines. En revanche, il a demandé de déclarer le PDG coupable du délit « d'obstacle à la mission de l'inspection du travail », et, à ce titre, de le condamner au paiement de 435 amendes de 100 francs chacune.

Le tribunal a mis son jugement en délibéré au 21 juin.

Jean-Claude Pierrette

■ Quatre unions confédérales de cadres (UCC-CFDT, UCI-FO, UGICA-CFPC et UGICF-CGT) ont rédigé, lundi 12 avril, une déclaration commune dans laquelle elles estiment que la situation actuelle du temps de travail des cadres est « intolérable ». Elles demandent « que le deuxième projet de loi sur les 35 heures prenne en compte les spécificités des cadres, sans créer de segmentations artificielles dans cette population, apportant les limites légales nécessaires tout en laissant aux négociations le soin de définir les formes appropriées de réduction du temps et des charges de travail, incluant une référence horaire précise ».

هكذا من الأصل



## Contradictions binationales

ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 14 AVRIL 1999 / 19

## Les voyageurs allemands boudent la Deutsche Bahn

Les accidents à répétition suscitent l'inquiétude

FRANCKFURT

de notre correspondant

La Deutsche Bahn peine à tourner la page de ce funeste 3 juin 1998, où un de ses trains rapides s'est écrasé à pleine vitesse contre un pont du nord du pays. Avec 101 victimes, l'accident d'Eschede fut l'une des plus importantes catastrophes civiles de l'après-guerre en Allemagne. Depuis ce drame, qui semble avoir été provoqué par l'usage d'une roue et la défaillance d'un aiguillage, la compagnie publique allemande n'en finit pas de défrayer la chronique.

Collisions, déraillements, incendies en gare de Cologne et de Hanovre ainsi que retards se sont multipliés ces derniers temps. Voici quelques jours, c'est une pelleteuse qui a été entraînée sur une centaine de mètres par un convoi. Trois personnes ont été blessées. Pas moins d'une quinzaine d'accidents ont été enregistrés depuis le début de l'année, et cette série noire a coûté la vie à deux personnes. L'accident du train suspendu de Wuppertal, lundi 12 avril, qui a fait trois morts, même s'il concerne une ligne exploitée par une autre société, a encore augmenté la méfiance à l'égard des chemins de fer. La réputation de l'entreprise fléchit, les associations d'usagers montent au créneau, estimant que « la coupe est pleine ».

CONSEQUENCE D'ESCHEDÉ

Cette année, la compagnie espérait pourtant surmonter le tragique accident d'Eschede. Les images du train Inter City Express (ICE) plié tel un accordéon dans un amas de toiles indéchiffrables ont frappé les esprits pour longtemps. Depuis ce drame, une partie de la clientèle boudait le train : le manque à gagner est estimé entre 120 et 125 millions de deutschemarks (61,4 à 63,9 millions d'euros) par la Deutsche Bahn pour 1998. Le résultat d'exploitation, bénéficiaire depuis quatre ans, a subi un fort recul en 1998, tandis que le chiffre d'affaires a peu progressé, à 30,2 milliards de deutschemarks (15,4 milliards d'euros). En fait, début mai, le bilan d'une année marquée par une « série d'événements exceptionnels et imprévisibles », le président du conseil de surveillance, Johannes Ludwig, a reconnu que ces performances décevantes étaient en partie les conséquences de la catastrophe.

Après les derniers incidents, la Deutsche Bahn, qui place la sécurité parmi les « priorités » de l'année, a mis en place un groupe d'ex-

perts, dont les conclusions sont attendues dans les prochains mois. L'entreprise publique fait valoir que le nombre d'accidents est en baisse, mais que l'opinion publique et les médias sont « hyper-sensibles » sur le sujet depuis Eschede. Toutefois, les représentants du personnel ne se satisfont pas de ces arguments. Selon eux, ce sont les réductions d'effectifs et le manque d'investissements qui expliquent les problèmes de sécurité. Ils demandent une pause dans la réorganisation à marche forcée de l'entreprise, née en 1994 de la fusion de la Bundesbahn ouest-allemande et de la Reichsbahn est-allemande.

RÉFORME FERROVIAIRE

La Deutsche Bahn vit depuis un rythme d'une « réforme ferroviaire » sans précédent, qui devait s'achever en 1999. Cet été, le holding Deutsche Bahn cofinanciera en principe cinq sociétés anonymes hébergeant chacune des activités (DB Regio pour les transports de proximité, DB Reise & Touristik pour les longues distances, DB Cargo pour le fret, DB Netz pour le réseau, et DB Station & Services pour les gares). Ces filiales, et éventuellement la maison mère, pourraient être introduites en Bourse, car le gouvernement allemand, après avoir pris à sa charge un endettement colossal, entend privatiser en partie l'ancien monopole.

Au cours de cette vaste réforme, qui a permis de régionaliser et d'ouvrir à la concurrence les transports de proximité, les effectifs sont passés de 331 000 personnes à 252 900 fin 1998. L'an dernier, 15 400 postes ont encore été supprimés, affectant surtout les nouveaux Länder, dont le réseau connaît une décadence.

La réduction du personnel doit continuer en 1999, dans des proportions que l'entreprise refuse de préciser, mais probablement proches de celles des années récentes. « Les suppressions d'emplois dépendront de l'évolution de l'activité ; les activités de services et tout ce qui touche à la sécurité ne sont pas concernés par les restructurations », indique Uwe Hertz, porte-parole de la Deutsche Bahn. 73 milliards de deutschemarks (37,3 milliards d'euros) d'investissements sont prévus d'ici à 2003. Mais la direction a prévenu : les mesures de rationalisation ne seront pas ralenties par les déboires de l'entreprise.

Philippe Ricard

## La SNCF s'attaque de front à l'avion

DANS LE SOUCI de « coller » au plus près à son projet industriel et de rendre un meilleur service au client, la SNCF multiplie les actions. Après le lancement de la carte « grands voyageurs » au début du mois qui vise à récompenser les clients les plus fidèles en leur donnant la possibilité de couvrir des points accumulés en titres de transports ou en location de voiture – comme le font les compagnies aériennes –, et après l'ouverture de boutiques SNCF pour établir une relation directe avec le voyageur notamment dans les centres-villes et les centres commerciaux, la SNCF va mettre en service le 30 mai une relation cadencée entre Paris et Nantes. Cette dernière sera la troisième métropole française à bénéficier d'une liaison de ce type avec la capitale, après Lyon et Lille.

TEMPS DE PARCOURS AMÉLIORÉ

Cette nouvelle relation offrira des TGV plus nombreux (21 allers-retours quotidiens), une desserte mieux répartie tout au long de la journée ainsi que des horaires de départ à heure pile et à la demi-heure en période de pointe.

Ces nouvelles dispositions devraient permettre un accroissement du trafic de 10 % dès la première année. Les liaisons Paris-Lille et Paris-Lyon ont ainsi vu leur tra-

fic progresser respectivement de 12 % et de 18 % depuis la mise en service de la nouvelle offre. La relation entre Paris et Nantes se classe troisième en nombre de voyageurs après les deux précédentes. Près de la moitié (47 %) des voyageurs prennent le train pour des raisons professionnelles, le trafic est équilibré entre la semaine et le week-end, et surtout, la part de marché de la SNCF par rapport à l'avion atteint 90 %.

La liaison entre Bordeaux et Paris, et plus généralement la desserte du Sud-Ouest, va également être améliorée, notamment sur les fréquences et sur le temps de parcours. La SNCF estime qu'elle devrait récupérer ainsi quelque 160 000 clients supplémentaires. Ces améliorations interviennent alors qu'Air France vient de lancer une navette entre Paris et Bordeaux avec pour objectif de reprendre 2 % de part de marché – la SNCF en détient pour l'instant plus de la moitié (64 %). Le tiers restant étant partagé entre Air France et Air Liberté, filiale de British Airways. Christian Boireau, directeur commercial d'Air France, estime que sur une liaison de près de trois heures en train et soixante-cinq minutes en avion, « le match reste très ouvert ».

François Bostuvaron

## Vivendi crée une filiale pour l'environnement et fait un appel massif au marché financier

Le groupe a besoin de 5,7 milliards d'euros pour payer l'acquisition d'US Filter

Vivendi lance, mercredi 14 avril, la plus importante opération d'appel au marché français pour financer l'acquisition de la société améri-

caine US Filter. Une nouvelle entité est créée, Vivendi Environnement, qui regroupera les métiers de l'eau, des déchets, de l'énergie et des

transports. Elle sera cotée d'ici à trois ans. La CGIS, pôle immobilier du groupe, pourrait aussi être rapidement mise en Bourse.

APRÈS avoir réalisé, fin mars, la plus grosse acquisition française aux États-Unis, en prenant le contrôle de la firme américaine US Filter pour 6,2 milliards de dollars (5,7 milliards d'euros, 57,7 milliards de francs), Vivendi s'apprête à lancer la plus importante opération d'appel au marché français pour la financer. Le groupe, qui avait déjà réalisé au tout début janvier la première opération d'obligations convertibles en monnaie européenne pour 1,7 milliard d'euros (11 milliards de francs), compte cette fois demander plus de 5,7 milliards d'euros (58 milliards de francs).

Cet appel au marché est l'occasion pour Jean-Marie Messier, PDG de Vivendi, d'engager une nouvelle réforme des structures du groupe. L'opération financière va se dérouler en deux tranches distinctes. A partir du mercredi 14 avril, Vivendi lance une émission d'obligations convertibles d'une durée de six ans pour 2,5 milliards d'euros (16,4 milliards de francs). Ces titres pourront être échangés soit contre des actions Vivendi, soit

contre des actions Vivendi Environnement. Nouveauté pour le marché : cette dernière société n'existe pas encore. Portant tous les métiers de l'environnement du groupe – eau, déchets, énergie, transports –, elle devrait être cotée séparément d'ici à trois ans. Vivendi « devrait conserver à cinq ans une position supérieure à 67 % », affirme un communiqué du groupe.

LES PARTICULIERS PRIVILÉGIÉS

Jean-Marie Messier justifie cette

séparation par le rachat de US Filter.

A la suite de cette acquisition,

les activités environnement du

groupe « changeront de taille », re-

présentant plus de 20 milliards

d'euros, explique-t-il dans un en-

tretien aux Echos du mardi 13 avril.

Il convient, selon lui, d'avoir désor-

mais une entité séparée afin d'évi-

ter toute confusion dans la gestion

des cash-flow avec les autres mé-

tiers du groupe, dont la communi-

cation. Autres avantages : une

structure distincte permet à la fois

de reporter l'endettement du

groupe lié à ses activités – fort

conséquent compte tenu des enga-

gements de concessions – et de dé-

multiplier les capacités d'emprunt

du groupe.

Pour compléter le financement

de l'acquisition d'US Filter, une

deuxième tranche devrait être lan-

cée sous la forme d'une augmenta-

tion de capital classique, d'un

montant de 3,2 milliards d'euros

(20 milliards de francs). Souhaitant

faciliter le placement auprès des

particuliers, M. Messier proposera,

lors de l'assemblée générale du

groupe, une division par trois du

titre avant le lancement de l'opé-

ration.

De plus, le PDG de Vivendi a

prévu de réserver une tranche

comprise entre 600 et 750 millions

d'euros (4 à 5 milliards de francs) à

des conditions préférentielles pour

les particuliers, reprenant les mé-

thodes mises en œuvre pour les

privatisations. Grâce à cet arsenal,

M. Messier espère doubler le

nombre d'actionnaires individuels

pour le porter autour de 500 000. Il

souhaite toutefois, dans le même

temps, augmenter la part des in-

vestisseurs américains : ils dé-

tiennent aujourd'hui environ 10 %

de capital de Vivendi. M. Messier

aimerait voir le groupe coté à la

Bourse de New York l'an prochain.

Les changements devraient se

poursuivre dans les prochains

mois. La CGIS notamment, qui re-

groupe l'activité immobilière, de-

vrait évoluer très rapidement. Dé-

barrassée de tous les fardeaux

immobiliers, hérités des expé-

riences de Jean-Marc Oury et de

Christian Pellerin, elle pourrait être

soit mise en Bourse, soit rappro-

chée de la SGE, le pôle construc-

tion du groupe. Vivendi n'en dé-

tendrait plus qu'une participation

minoritaire.

Cette opération et la création de

Vivendi Environnement acheve-

ront l'évolution des structures du

groupe. A l'exception d'Havas, Vi-

vendi aura filialisé toutes ses ac-

tivités et en partagera le développe-

ment avec des partenaires

extérieurs. Ces changements, tou-

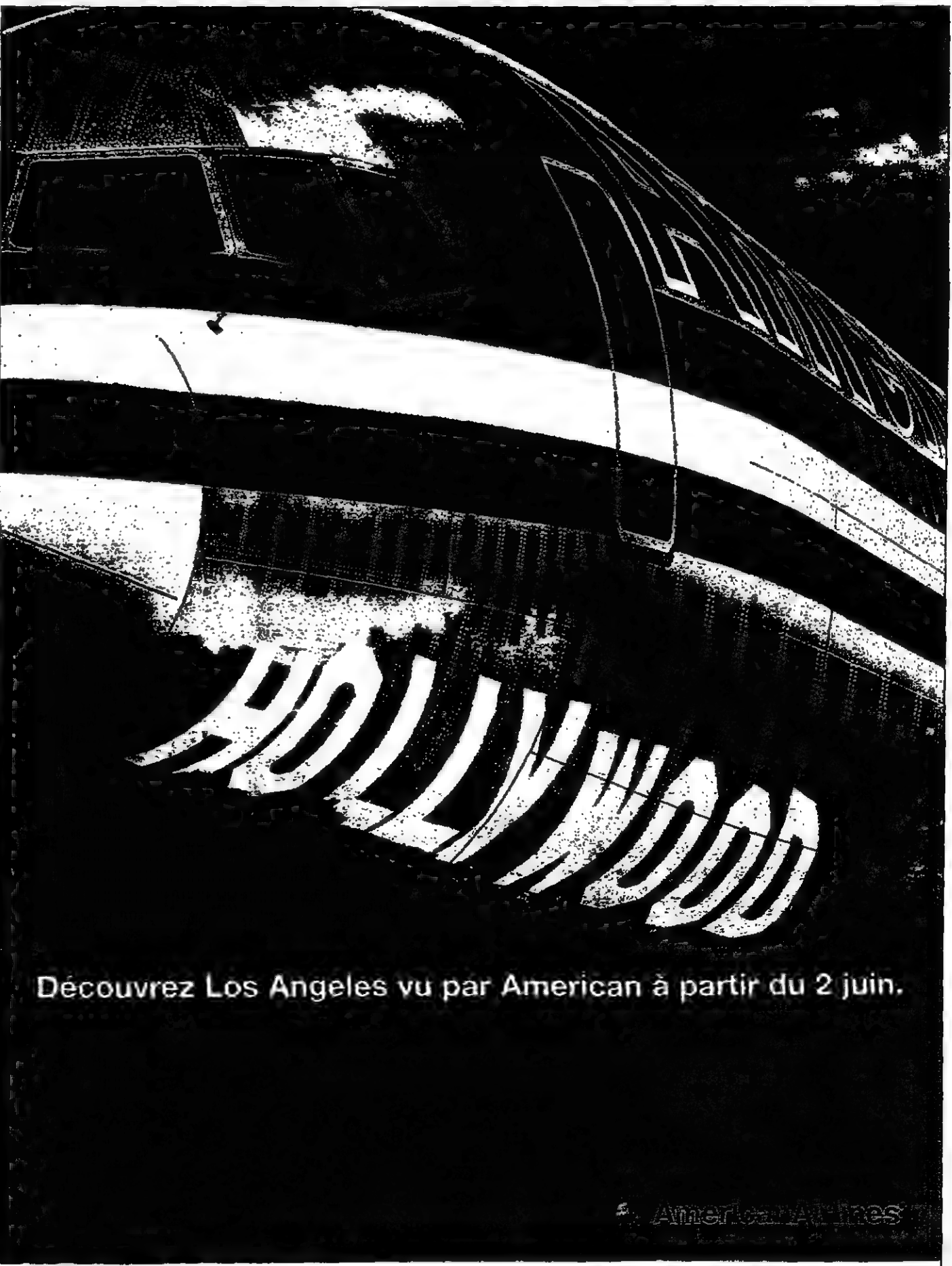
tefois, accentuent toujours plus

son caractère de conglomérat. Ce

que le marché pourrait lui repro-

cher un jour.

Martine Orange



Découvrez Los Angeles vu par American à partir du 2 juin.

AMERICAN AIRLINES

THRU 1999. Avec l'adhésion de la Compagnie des Compagnies d'Amérique et d'Amérique du Nord, Inc. (American Airlines), la ligne transatlantique transatlantique de Los Angeles à Paris sera mise en service à partir du 2 juin 1999. Pour connaître les horaires, les tarifs et les conditions de vente, veuillez vous adresser à nos agences de voyage ou à nos bureaux de vente. Les horaires sont sujets à modification sans préavis. Cette annonce est une traduction partielle de l'annonce de la Compagnie des Compagnies d'Amérique et d'Amérique du Nord, Inc. (American Airlines), Inc. tous droits réservés.

500 من الأمل



# Georges Ghosn a pris possession de « France-Soir »

Le groupe Hersant a enfin cédé un titre qui pesait fortement sur ses comptes. La vente suscite un mélange d'inquiétudes et de résignation chez les salariés : « On a l'impression d'avoir tellement tout vu », constate un journaliste

FRANCE-SOIR s'était pourtant mis à y croire. Croire que son déclin n'était pas inexorable. Croire qu'il pouvait rejouer un rôle, refaire parler de lui. La nouvelle formule lancée en juin 1998 avait connu un succès d'estime. La rédaction pensait qu'on lui donnait sa chance. Pour la première fois depuis longtemps, des gens avaient été débauchés pour venir à France-Soir. Avec une petite équipe, peu de moyens, le directeur de la rédaction, Yves Thérard, portait le projet à bout de bras. Le rêve s'est brisé quand Yves de Chaisemartin a annoncé, le 17 mars, qu'il vendait France-Soir pour un franc symbolique à Georges Ghosn. Ce jour-là, Yves Thérard a ressenti comme « un coup de poignard ». « Je me suis donné à ce journal corps et âme. C'est une belle aventure », précise celui qui est confiné à son poste par M. Ghosn. Il y a eu un mois de résistance, d'assemblées générales, de questions sans réponses, de menaces, de procédures judiciaires, de grèves, de déchirements syndicaux au sein du Livre-CGT. Et puis, lundi 12 avril, le conseil d'administration a entériné la vente du quotidien à la Financière Immobilière Saint-Augustin de Georges Ghosn, l'ancien patron de La Cote

Defussé, de La Tribune et du Nouvel Economiste. Annonçant un rapide complot d'entreprise a pris acte de l'opération en émettant des réserves. Sur les murs de France-Soir, une fausse publicité pour Lina's, la chaîne de restauration rapide, détenue par l'ex-femme de Georges Ghosn, propose « un sandwich + un quotidien gratuit ». Depuis un mois, on s'est fait à l'idée de cette vente.

L'un. « Être racheté ça peut être une nouvelle chance, mais quand on a appris le montant de la vente, ça a été mal vécu. On a eu une impression de bradage », explique une autre, qui poursuit : « On ne sait pas ce qu'il veut faire et en combien de temps. Est-ce un projet à long, à moyen ou à très court terme ? » Les soutiens financiers ne sont pas communs. Les gens s'interrogent pour savoir s'il est là pour fermer le journal ou

rose son anniversaire. « On ne fête pas la vente ! », précisent aussitôt quelques rédacteurs. Un vieux de la vieille tringue : « à nos indémentés ! ».

Georges Ghosn a participé à une assemblée générale, sans vraiment convaincre. Les propos qu'il a tenus au cours de divers entretiens ont inquiété la rédaction qui craint une « dérive populiste », le retour de la Playmate de la page 3. « Il y a eu des moments où on avait honte de dire qu'on travaillait à France-Soir », reconnaît un ancien. Des exemplaires du Sun circulent de main en main.

pour abus de biens sociaux... à baïe ça d'un sourire. Il veut faire de France-Soir, « un journal de l'émotion ». « On ne peut pas se battre sur le côté pratique du Parisien. Il faut rebondir d'une autre manière. »

Il se donne jusqu'à juin pour « réfléchir sur le nouveau journal », le remettre à plat, organiser des panels de lecteurs. Il veut développer le rôle des photographes, la défense des consommateurs, les finances

chies des rotatives, afin d'accroître la pagination. Et le financement ? « Il est certifié par KPMG. » Il a des amis qui lui font confiance, qui lui prêtent de l'argent. L'accord signé entre le Syndicat du livre et Yves de Chaisemartin fixe un échéancier prévoyant deux versements de 25 millions de francs et des tranches de 10 millions jusqu'en février 2000. Après ? Il se propose « d'ouvrir le capital à des partenaires financiers ou indus-

## Lancement d'un supplément féminin

Le groupe Hersant lance, vendredi 16 avril, un supplément féminin, *Version Femme*, destiné aux quotidiens régionaux de la Socpresse et de France-Antilles. Ce magazine a été élaboré sous la direction de Jean-Marie Burn, directeur délégué de la Socpresse, en charge des magazines, qui sera l'éditeur du supplément. Désirée Aziz, ancienne rédactrice en chef de *Santé magazine*, en dirige la rédaction. Le premier numéro sera tiré à 1,7 million d'exemplaires. Il sera distribué, moyennant une augmentation du prix de vente, avec *Paris-Normandie*, *L'Union*, *Le Progrès*, *Le Bien public*, *Le Journal de Saône-et-Loire*, *Le Dauphiné libéré*, *Nord-Eclair* et les deux journaux du groupe de Gérard Lignac, dont France-Antilles est actionnaire, *L'Est républicain* et *Dernières Nouvelles d'Alsace*. Ce lancement intervient deux ans après la sortie de *Femina Hebdo*, édité par Hachette et qui affiche une diffusion de 2 millions d'exemplaires. Les deux groupes se sont associés pour proposer une offre de couplage publicitaire, valable pour les deux magazines. Hachette et la Socpresse ont déjà proposé une offre commune dans le domaine de la presse de télévision où ils sont également en concurrence.

## « Le Figaro » changera en deux temps

Franz-Olivier Giesbert, directeur des rédactions du *Figaro*, a remis, au cours du mois de mars, à Yves de Chaisemartin un projet de nouvelle formule du quotidien. La conception de la formule a été réalisée avec des maquettistes du quotidien britannique *The Daily Telegraph*. Le contrat de plan de cinq ans signé entre Yves de Chaisemartin, PDG de la Socpresse, et les notables du syndicat du Livre-CGT, apporte des précisions sur le calendrier et les objectifs. La nouvelle formule est toujours prévue pour septembre, mais la relance se fera en deux temps. Le 3 septembre, le quotidien bénéficiera d'une nouvelle maquette, qui prévoit une « amélioration typographique, de nouvelles présentations et une illustration plus moderne ». Ce changement de maquette sera suivi, au cours du dernier trimestre, d'« une modification dans le temps de l'organisation du déroulé du journal pour mettre en œuvre une nouvelle hiérarchie de l'information ». Le contrat précise toutefois que cet « effort important de reconquête du marché sera engagé dès que le groupe aura finalisé ses restructurations et aura retrouvé ses capacités de financement à partir du 30 juin 1999 ».

personnalisées, le peuple, s'interroge sur une parution l'après-midi, le poids des pages hippiques. « Rien n'est décidé, la rédaction sera consultée », précise-t-il. Il a trois certitudes. Le prix va rapidement passer à 5 francs, une relance aura lieu en septembre, il investira 3 millions de francs pour augmenter les capacités de production, afin d'accroître la pagination. Et le financement ? « Il est certifié par KPMG. » Il a des amis qui lui font confiance, qui lui prêtent de l'argent. L'accord signé entre le Syndicat du livre et Yves de Chaisemartin fixe un échéancier prévoyant deux versements de 25 millions de francs et des tranches de 10 millions jusqu'en février 2000. Après ? Il se propose « d'ouvrir le capital à des partenaires financiers ou indus-

## Les grandes dates

- 1944 (8 novembre) : France-Soir remplace *Défense de la France*, créée en 1941 par Philippe Viannay, Patrice-Aristide Blank, Robert Salmon et Jean-Daniel Jurgensen. Pierre Lazareff est directeur de la rédaction.
- 1949 (16 février) : Pierre Lazareff est nommé PDG.
- 1961 : année record pour les ventes avec 1 115 783 exemplaires en moyenne.
- 1969 (8 avril) : suppression de la mention « le seul quotidien vendant plus d'un million d'exemplaires ».
- 1970 : record de tirage à 2 264 000 exemplaires à la mort de De Gaulle.
- 1972 : mort de Pierre Lazareff.
- 1976 : Hachette vend le titre à Presse Alliance, de Paul Winckler, dont le groupe Hersant prendra 50 % du capital.
- 1979 : les ventes passent sous la barre des 500 000 exemplaires.
- 1998 : plan de « la dernière chance » : format tabloïd, prix réduit de 5 à 3,90 francs, nouvelle imprimerie à Aubervilliers, ventes stabilisées à moins de 160 000 exemplaires.
- 1999 (12 avril) : la Socpresse vend le titre à Georges Ghosn.

L'ambiance est plutôt résignée. « Il y a plus d'attente que d'angoisse, explique un journaliste. Il y a du fatalisme aussi. On a l'impression d'avoir tellement tout vu. »

L'idée d'une vente n'est pas vraiment remise en question. « On peut se demander s'il valait mieux rester dans un groupe malade », souligne

« pour le revendre dix-huit mois après, avec moins de déficit ». Georges Ghosn assure qu'il se donne deux à trois ans pour redresser le journal.

« Les gens sont inquiets ; s'ils étaient sûrs de trouver un travail ailleurs, ils partiraient », avoue un journaliste. Ce lundi, quelqu'un ar-

## Le projet de loi sur l'audiovisuel subit ses derniers examens de passage

ENFIN PROCHE de la ligne d'arrivée, Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, se fait discrète sur son projet de loi sur l'audiovisuel, qui devrait être examiné à l'un des deux prochains conseils des ministres et débattu à l'Assemblée nationale à partir du 18 mai. En visite au MIP TV à Cannes, elle n'a pas voulu s'exprimer au moment où la partie de ce texte consacrée au secteur privé subit ses derniers examens de passage, devant le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) et le Conseil d'Etat.

Les sages du CSA étaient réunis, lundi 12 avril, pour donner leur avis. Plutôt satisfaits que ce texte aboutisse enfin, ils regrettent cependant de ne pas obtenir plus de

puvoirs de régulation et que certains domaines restent du ressort des décrets ; ils déplorent aussi que le numérique terrestre, les quotas de chansons françaises et la transformation des normes des signaux sur les décodeurs ne soient pas évoqués. Le Conseil d'Etat doit se prononcer, jeudi 15 avril.

En novembre, les deux institutions avaient obtenu gain de cause sur la partie du projet de loi consacrée à l'audiovisuel public. A la suite de leurs avis, les structures de la holding France Télévision avaient été allégées et un conseil d'administration a remplacé le système de conseil de surveillance et de directeur initiallement prévus. De même, le mode de désignation des dirigeants a été modi-

fié de manière à permettre une plus grande indépendance vis-à-vis de l'Etat. C'est aux parlementaires qu'il reviendra de se prononcer sur la modification du temps consacré aux chaînes publiques sur les chaînes publiques. Initialement limitée à cinq minutes par heure, la durée de la publicité est cette fois fixée à huit minutes.

**NOMBREUX AMENDEMENTS**

Cette modification abaissera le manque à gagner pour les chaînes publiques qui, par ailleurs, bénéficieront de la rétrocession par le ministère des finances du montant des exonérations de la redevance, soit 1,5 milliard de francs. Le ministère de la communication compte sur la préparation de la loi de finances de 2000 pour commencer à appliquer ces dispositions, que la loi ne rendra véritablement obligatoire qu'en 2001. Lors du débat parlementaire, le gouver-

nement sera confronté à un certain nombre d'amendements destinés à évoquer les questions qui ne sont pas précisées dans le projet de loi. C'est le cas du rattachement de la chaîne Réseau France outre-mer (RFO) à la holding France Télévision. Ce sera aussi celui de la fin de l'exclusivité de la diffusion des chaînes publiques sur le bouquet TPS. Cette question épineuse devrait faire l'objet d'un amendement, qui sera déposé par le rapporteur du texte.

Les télévisions locales, le numérique terrestre et les quotas de chansons françaises constitueront les autres points importants de ce débat. En ce qui concerne le numérique terrestre, le ministère de la communication, qui est plutôt favorable à ce système de diffusion, a reçu, mardi 6 avril, l'ébauche du rapport demandé à Gérard Eymery et à Jean-Pierre Cottet. Sa mise à disposition par l'intermédiaire d'Internet devrait

permettre une sorte de concertation qui durera entre deux et trois mois, à l'issue de laquelle un texte pourrait être rédigé. Dans le meilleur des cas, celui-ci pourrait être ajouté à la loi sur l'audiovisuel au moment de la seconde lecture ou attendre l'élaboration d'une loi sur les nouveaux services.

Une procédure comparable devrait être utilisée à propos des quotas de chansons françaises dans les programmes radiophoniques. A la demande du gouvernement, le CSA avait préparé une modification de ce système qui régit la proportion de chansons françaises et de nouveaux talents diffusées sur les ondes (*Le Monde* du 11 décembre). Face à l'opposition du Syndicat national des éditions phonographiques (SNEP), le ministère de la communication souhaite que le CSA fasse de nouvelles propositions.

Françoise Chivot

## La Coupe du monde a dopé l'audience de la télévision en 1998

**CANNES**

La France n'a pas été la seule touchée par l'effet Coupe du monde. Selon l'édition 1998 d'*Une année de télévision dans le monde*, réalisée par Eurodata TV, département de l'Institut Médiamétrie, et présentée, lundi 12 avril au MIP TV, à Cannes, « un match de cette compétition occupe la première place des palmarès dans plus d'un pays sur trois ». Parmi douze pays passés au crible par Eurodata, la plupart ont connu une augmentation significative de la durée d'écoute par rapport à 1997. Aux Pays-Bas, la consommation des programmes de télévision a augmenté de 37 minutes. En France, elle a gagné 15. Le Mondial a rassemblé 90 millions dans sept pays d'Europe, contre 76 millions en 1994, lors de la précédente édition. Les scores des chaînes sud-coréennes et japonaises laissent prévoir des audiences importantes à l'occasion de la prochaine Coupe du monde organisée dans ces deux pays en 2002.

Au-delà de l'impact du Mondial, l'étude d'Eurodata TV montre une grande stabilité des positions des chaînes en Europe occidentale. Le seul changement notable est la progression de Channel 5 en Grande-Bretagne. En Europe de l'Est et centrale, Eurodata TV « observe des bou-

versements plus importants », qui ont profité aux chaînes privées au détriment des télévisions publiques. En Hongrie, la chaîne privée TV2, lancée fin 1997, a pris la place de leader devant RTL Klub, autre télévision privée contrôlée par la CLU-URA. A elles seules, ces deux chaînes ont rassemblé la moitié de l'audience en 1998. L'augmentation du nombre des opérateurs a dopé la consommation de la télévision. Avec une durée d'écoute de 236 minutes, la Hongrie prend la première place juste devant la Turquie.

En Amérique du Sud, le câble et le satellite ont dans le pion aux télévisions hertziennes. En Argentine, le paysage audiovisuel de complément a enregistré 32,6 % de parts de mar-

ché. Une hausse de dix points due essentiellement aux chaînes câblées de l'offre câble et satellite. Au Venezuela, les chaînes thématiques sont passées de 10,9 % de parts de marché à 17,1 %.

Eurodata TV indique enfin un tassement de la part des films américains dans les palmarès des meilleurs programmes diffusés à la télévision. En 1997, ces films représentaient un système des meilleures audiences contre moins d'un septième l'an passé. En Europe, l'Espagne, avec cinq films américains parmi les dix meilleures audiences de l'année, reste le dernier grand bastion.

Guy Dutheil

**OFFRES**

**CNPP** Entreprise, filiale du CNPP, organisme spécialisé en sécurité (220 personnes) recherche pour son Département Information, Service Editions

**Rédacteur technique**

Vous serez chargé de rédiger les ouvrages, notes et documents techniques. Vous avez le goût de la pédagogie par l'écrit, un esprit de synthèse et le sens de l'organisation. L'agrément du CNPP serait un plus. Formation supérieure bac + 5. Position cadre, poste basé à Vernon (Eure).

27950 St Marcel

**DEMANDES**

Cadre d'orig. pol. cherche poste à respons. en Pologne. Dir. com. créat. ou organ. d'une filiale. It. réf. dans l'importation de produits indust. fr. en Pologne. Tél. : 06-08-84-06-16

**CADRE CCAL SUP. 40 ANS**

Gde exp. Import/Export recherche situation similaire D. GAUTHIER - 06-07-49-88-80

**LE MONDE ECONOMIE**

avec le Monde DATE MARDI

**Le Magazine**

« PLAISIRS DE FRANCE » recherche 1 DIRECTEUR de PUBLICITE sur Paris et Montpellier et chefs de pub. bas rég. statut salarié % + frais. Env. CV + photo. Plaisirs de France, BP 7, 34171 CASTELNAU-LEZ-LEZ

**Recherche**

**Electronicien** DUT ou BTS. Pour études et maintenance Electroniques. Adresser CV + lettre au LPPA-CNRS, M. LEBOUCHER, 11, place Marcelin-Barthelot, 75005 Paris

**Pour vos annonces dans L'EMPLOI**

Tél. : 01.42.17.39.33 Fax : 01.42.17.39.38

**PROPOSITIONS COMMERCIALES**

Club de foot jouant en première division du championnat suisse recherche investisseurs pour l'acquisition de droits de transfert et de son stade. Possibilité de négocier un contrat de coopération. Droit de cession garanti. Investissements de l'ordre d'au moins 5 millions de francs suisses. Fussball club Luzern, Sekretariat Stadion Allmend, Hohenweg 88, 6004 Luzern.

Entreprise certifiée, fabricant des cartes PVC (banquiers, monétaires, fidèles, marketing, santé) et identification avec puce), cherche distributeurs avec expérience. Intéressés envoyer CV par E-mail (en anglais) : ghelacat@com.com@lemonde.com

S.A.R.L. française vend important site Internet. Bilingue : français-anglais. Tél. : 09-09-840-831

50 من الأصل



Ice-Soir  
longue d'inquiétudes et de tristesse  
à journaliste  
examens de passage  
L'audience de la télévision

Contradictions financières

FINANCES ET MARCHÉS

TABLOU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

**HITACHI-TOSHIBA-GENERAL ELECTRIC**: les deux groupes japonais et l'américain vont fusionner leurs activités dans la production de combustibles nucléaires pour réacteurs à eau bouillante, dans lesquelles ils sont associés depuis 1967. Cette société reprendra les actifs de leur filiale existante, Japan Nuclear Fuel et l'usine de General Electric aux Etats-Unis. Elle détiendra 45 % du marché nippon.

**KVAERNER**: le groupe diversifié anglo-norvégien a annoncé mardi à Oslo qu'il se désengagerait de la construction navale et qu'il allait supprimer 25 000 emplois.

**FORD**: le constructeur automobile américain a annoncé le lancement d'une offre amicale de 1 milliard de livres (1,49 milliard d'euros) sur la chaîne britannique de garages Kwik-Fit, qui contrôle notamment Speedy.

**AUTOMOBILE**: les immatriculations ont augmenté de 20,2 % en Europe occidentale au mois de mars par rapport au même mois de 1998, à 1 441 006 unités, a annoncé mardi l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA). Elles s'inscrivent en hausse de 6,6 % à 4 098 121 voitures sur le premier trimestre.

**TOYOTA**: Hiroshi Okada, le charismatique directeur général (« président ») de Toyota Motor, va quitter la direction opérationnelle du constructeur automobile nippon pour prendre la tête du conseil d'administration.

**SOLLAC**: la filiale d'Usinor devait annoncer mercredi 14 avril 840 suppressions d'emplois directs en 1999, mais « pas de licenciements ».

**AGROALIMENTAIRE**: Danone a annoncé mardi la cession de sa filiale espagnole de plats surgelés Pycusa à Nestlé. Celui-ci se désengagerait de Findex.

SERVICES

**INFOGRADES**: l'éditeur français multimédia Infogrames a annoncé lundi le rachat, pour un montant non dévoilé, des activités développement et édition de jeux vidéo de l'australien Beam. Celui-ci édite une quarantaine de titres en jeux vidéo, dont les

succès Cricket 97 et 98 ou Dethkarr.

**INTERNET**: RealNetworks et IBM vont collaborer pour fournir de la musique par l'intermédiaire de l'internet, ont annoncé les deux sociétés lundi.

**FRANCE TÉLÉCOM**: la direction de France Télécom a indiqué lundi avoir signé avec les syndicats CFDT, CFTC, FO et SNC-CGC un accord salarial pour 1999 prévoyant pour les salariés contractuels cadres et non-cadres (10 % des effectifs totaux) une augmentation de plus de 3 % en moyenne.

FINANCE

**BNP-SC-PARIBAS**: le BNP d'un côté, la Société générale et Paribas de l'autre, s'interrogent sur les mouvements en Bourse des actions de leurs adversaires et ont saisi le conseil des marchés financiers et la Commission des opérations de Bourse.

**BARCLAYS**: le groupe bancaire britannique a annoncé mardi la démission de son nouveau directeur général, l'américain Michael O'Neill, pour raisons de santé, deux mois à peine après l'annonce de sa nomination.

**UNICREDIT-COMIT**: les groupes bancaires italiens, après des semaines d'incertitudes, ont ouvert des discussions formelles sur l'offre de mariage faite par le premier au second le 21 mars.

**GOLDMAN SACHS**: la banque américaine d'investissement va acheter, en mai, 16,8 % des parts de la sud-coréenne Kookmin Bank pour un montant de 500 millions de dollars (environ 462 millions d'euros) pour en devenir l'actionnaire majoritaire. Parallèlement, elle a relevé le prix auquel elle doit introduire ses actions (15 % du capital) en Bourse en mai.

RESULTATS

**CHARBONNAGES**: DE FRANCE: la perte nette a été de 5,916 milliards de francs (900 millions d'euros) en 1998 contre un solde négatif de 6,059 milliards (920 millions d'euros) en 1997.

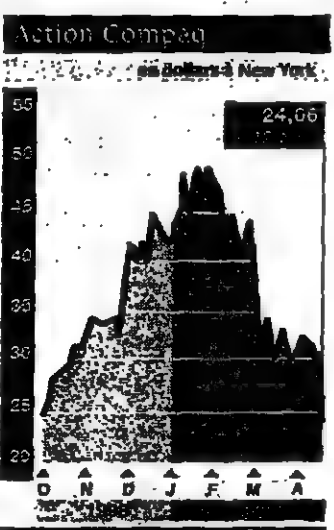
**SNPE**: la Société nationale des poudres et explosifs a presque doublé son bénéfice net en 1998 à 94,6 millions de francs (14,42 millions d'euros). Son chiffre d'affaires a grimpé de 6,55 % à 5,2 milliards de francs.

VALEUR DU JOUR

Compaq victime du syndrome Alcatel

L'ACTION du numéro un mondial des ordinateurs personnels a chuté de 22 %, à 24,06 dollars, lundi 12 avril, après que le groupe de Houston eut annoncé vendredi après la clôture du marché que ses résultats pour le premier trimestre seraient inférieurs de moitié aux prévisions des analystes. Comme pour l'action Alcatel en septembre, les investisseurs ont sanctionné le changement soudain des perspectives de résultat de Compaq en annonçant de plus de 10 milliards de dollars la capitalisation boursière de la société.

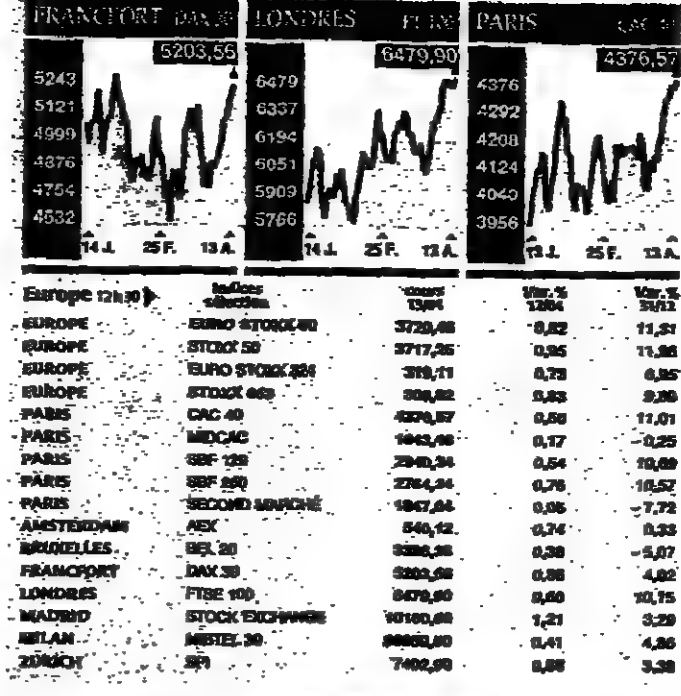
Le firme a tenté de se justifier en jouant les Cassandre. Le PDG Eckhard Pfeiffer a ainsi mis en cause « une demande plus faible que prévu sur le marché des PC, une guerre des prix entre constructeurs et un portefeuille de ventes moins favorable à Compaq ». De quoi jeter le froid sur les valeurs de haute technologie et sur Wall Street, dont elles sont la locomotive depuis des mois. Il n'en a rien été. Non seulement les indices boursiers américains ont battu de nouveaux records à la hausse, mais les concurrents de Compaq, comme IBM ou Hewlett-Packard, n'ont essuyé qu'un recul modeste de leurs titres, compris entre 1 et 2 %. Seul Intel, qui devait annoncer ses résultats mardi soir, a marqué le pas, cédant 6,5 %. Les actionnaires semblent donc accueillir avec une certaine sérénité le ralentissement du marché informatique au premier trimestre (15 % en volume environ contre 20 % en



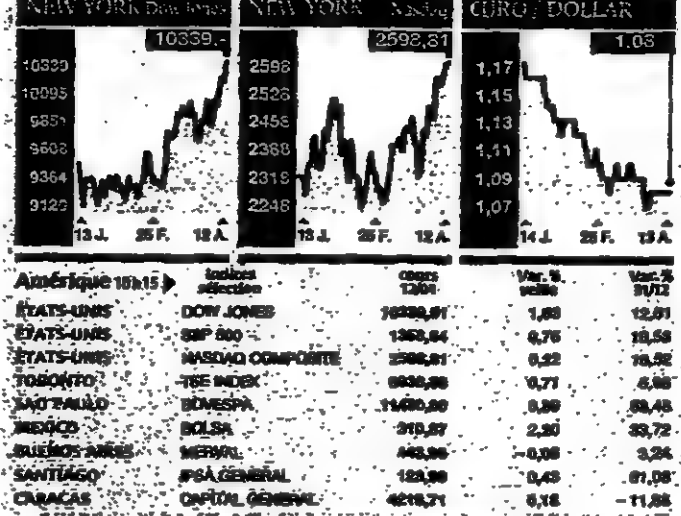
1998). En revanche, ils n'admettent pas que Compaq, malgré la hausse de ses parts de marché, n'ait pas été capable d'amortir le choc. M. Pfeiffer a reconnu que la fusion avec Digital Equipment, racheté en juin 1998, n'était pas complètement achevée. De plus, la décision de Compaq de s'adresser directement à certains de ses clients via Internet pour lutter contre Dell sur son propre terrain a quelque peu déstabilisé son réseau de revendeurs traditionnels. Enfin, Compaq semble avoir pris plus tard que ses concurrents le virage de l'e-business, qui consiste à proposer à ses clients des solutions intégrées de matériels, de micro-ordinateurs, de serveurs et de services adaptés au nouvel environnement ouvert de l'internet.

Christophe Jakubczynski

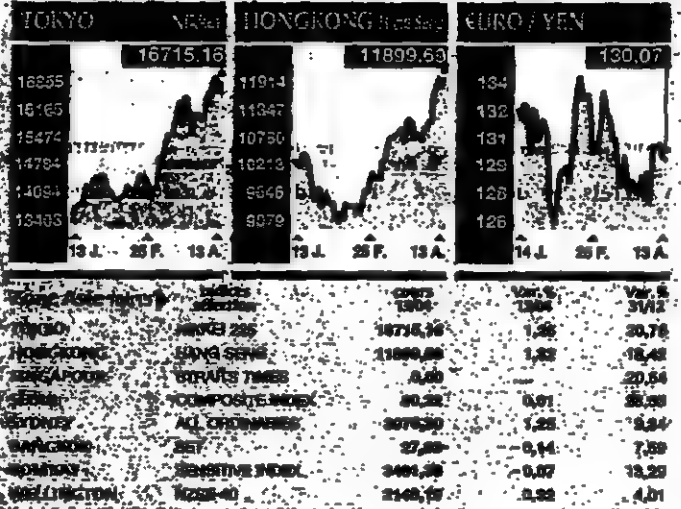
EUROPE



AMERIQUES



ASIE - PACIFIQUE



SUR LES MARCHÉS

PARIS

MARDI 13 AVRIL, l'indice CAC 40 de la Bourse de Paris conservait ses gains, progressant de 0,72 %, à 4 386,22 points, en million de séance. Lundi 12 avril, le CAC 40 avait limité ses pertes à 0,19 %, grâce à la résistance de Wall Street.

FRANCFORT

L'INDICE DAX de la Bourse de Francfort progressait de 0,79 %, à 5 208,39 points, en million de Journée mardi 13 avril, après avoir débuté la séance par un gain de 0,93 %. La veille, le DAX, qui avait gagné 0,66 %, à 5 167,55 points, avait déjà profité de la bonne tenue de la Bourse américaine.

LONDRES

LUNDI 12 AVRIL, l'indice Footsie des cent principales valeurs de la Bourse de Londres a clôturé en repli de 0,48 %, à 6 441,2 points, réduisant ses pertes après l'orientation favorable enregistrée à la Bourse de New York.

TOKYO

L'INDICE NIKKEI de la Bourse de Tokyo a terminé la séance du mardi 13 avril par une hausse de 1,26 %, à 16 715,16 points, encouragée par la tendance résolument positive affichée par Wall Street, alors que les investisseurs craignaient une correction après l'avertissement lancé par Compaq sur ses bénéfices.

NEW YORK

L'INDICE DOW JONES de la Bourse de New York a terminé la séance du mardi 12 avril sur une hausse de 1,63 %, établissant un nouveau record, à 10 359,51 points. Le marché américain a bien résisté à la chute des valeurs informatiques menée par Compaq (-23 %). Selon les observateurs, la Bourse pourrait être très volatile durant la période de publication des résultats du premier trimestre 1999.

TAUX

LES MARCHÉS OBLIGATAIRES européens sont restés stables en début de matinée, mardi 13 avril. A Paris, le contrat euro-notional du Matif était inchangé, à 96,65 points. Il a ainsi reflété la stabilité du rendement de l'emprunt d'Etat à 10 ans à 3,90 %. A Francfort, le rendement du Bund (emprunt d'Etat à 10 ans) a atteint 3,812 %, et le contrat à terme sur le bund a légèrement reculé, à 116,05 points.

MONNAIES

LE DOLLAR a gagné du terrain face au yen sur le marché des changes japonais, où il s'est négocié à 120,44 yens, mardi. La devise japonaise a souffert des conclusions des rapports mensuels de l'Agence de planification économique et de la Banque du Japon. Ceux-ci ont souligné l'absence de reprise de l'économie à court terme. Mardi matin, sur les marchés des changes européens, l'euro est resté stable face au dollar, à 1,0817 dollar.

ÉCONOMIE

Ralentissement de la croissance en Chine

LA CROISSANCE économique chinoise va ralentir sensiblement durant l'année, pour tomber à 6 % au second semestre en rythme annuel, contre 8 % au premier semestre, a indiqué un haut responsable gouvernemental cité, mardi, par la presse officielle.

« La croissance du produit intérieur brut (PIB) pour les six premiers mois de 1999 sera d'environ 8 %, puis de 6 % au dernier semestre, ce qui permettra d'atteindre l'objectif de 7 % en moyenne sur l'année », a déclaré Wang Chunsheng, directeur adjoint de la Commission d'Etat (ministère) en plan et au développement, cité par le quotidien China Economic Times.

M. Wang a reconnu des « problèmes » pour stimuler la consommation, les Chinois préférant accroître leur épargne en période d'incertitude provoquée par les réformes économiques. M. Wang a également évoqué la faiblesse de l'environnement international, qui pèse sur les investissements étrangers en Chine.

■ JAPON: la stabilisation de l'économie japonaise se confirme, mais une reprise autonome se fait toujours attendre, selon les rapports mensuels de l'Agence de planification économique (EPA) et de la Banque du Japon (BoJ), publiés mardi 13 avril à Tokyo. Les deux institutions soulignent le rôle important joué par les plans de relance gouvernementaux dans cette stabilisation de l'économie, mais concluent unanimement qu'un redémarrage de l'investissement et de la consommation des ménages nécessite au préalable de mettre fin à la montée du chômage.

■ UNION EUROPÉENNE: la croissance de l'UE et de la zone euro s'est élevée à +0,2 % au 4<sup>e</sup> trimestre 1998 a estimé, lundi, Eurostat, l'office européen des statistiques. Sur l'ensemble de l'année 1998, la croissance de l'UE a été de +2,8 %, alors que celle de la zone euro a été de 2,9 %.

■ FRANCE: la brutale hausse des cours du pétrole brut oblige l'Insee à revoir en légère hausse ses prévisions d'inflation. Si le prix du baril de pétrole évoluait autour de 12 à 13 dollars en moyenne, la hausse des prix en glissement annuel atteindrait 0,5 % fin juin, a estimé, lundi, Michel Devilliers, responsable de la conjoncture à l'Insee. Avec un baril à 15 ou 16 dollars jusqu'à l'été, le glissement annuel pourrait atteindre

0,6 %, a précisé M. Devilliers. Dans sa dernière note de conjoncture, publiée le 26 mars, l'Insee, faisant l'hypothèse d'une stabilisation du prix du pétrole, avait avancé 0,4 % en glissement annuel pour fin juin. (Lire page 12.)

■ Plus de deux millions de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans sur trois (69 %) ne bénéficient pas d'une indemnité de chômage, selon une étude du régime d'assurance-chômage Unedif sur la situation des demandeurs d'emploi au 30 juin 1998.

■ L'Etat a pris à sa charge près de 21 % de la fiscalité directe locale en 1997 entre les dégrèvements et compensations accordés aux ménages et aux entreprises qu'il verse à leur place aux collectivités locales, indique une étude parue lundi dans les « Notes bleues » de Berry.

■ Le premier ministre, Lionel Jospin, devrait envoyer à chacun des membres de son gouvernement entre le 15 et le 20 avril les lettres de cadrage pour la préparation du budget 2000, a-t-on indiqué, lundi, de source gouvernementale.

■ ALLEMAGNE: la production industrielle allemande a reculé de 3,4 % en février comparé à janvier, selon un chiffre provisoire publié lundi par le ministère des finances.

■ L'Allemagne a déposé un excédent commercial de 5,9 milliards d'euros en février, légèrement supérieur à celui de février 1998 (5,7 milliards d'euros) malgré un recul de 0,6 % de ses exportations, selon des chiffres diffusés mardi par l'Office fédéral des statistiques.

■ Les secrétaires d'Etat aux finances, Heiner Flassbeck et Claus Noé, deux proches de l'ancien ministre allemand des finances démissionnaire, Oskar Lafontaine, vont quitter leur poste, affirme le quotidien Handelsblatt dans son édition de mardi. Cal Koch-Weser, manager de la Banque mondiale, et le juriste Herbert Zitzelsberger devraient leur succéder, ajoute le journal, sans citer de source.

■ ARGENTINE: le gouvernement argentin a annoncé, lundi, en accord avec le Fonds monétaire international (FMI) un nouveau programme d'austérité qui inclut une réduction des dépenses publiques de 1 milliard de dollars (0,92 milliard d'euros) et prévoit une chute du PIB de 1,5 % en 1999.

■ BRÉSIL: le président brésilien Fernando Henrique Cardoso a estimé, lundi, que l'inflation au Brésil était « sous contrôle » et a notamment cité à cet égard des chiffres récents de la Fondation pour les investigations économiques de São Paulo (FIEPE), selon lesquels l'inflation « n'atteindra pas 10 % » en 1999.

Taux de change fixe zone euro

Contre l'euro	Taux	Contre le franc	Taux
FRANCE	1,66667	FRANCE	1,66667
ALLEMAGNE	1,93627	ALLEMAGNE	1,93627
ITALIE	1,93627	ITALIE	1,93627
ESPAGNE	166,667	ESPAGNE	166,667
GRÈCE	340,750	GRÈCE	340,750
IRLANDE	7,87564	IRLANDE	7,87564
PAYS-BAS	2,36364	PAYS-BAS	2,36364
PORTUGAL	20,4834	PORTUGAL	20,4834
FINLANDE	5,94573	FINLANDE	5,94573
SUEDE	1,37564	SUEDE	1,37564

Cours de change croisés

1994 12h30	DOLLAR	YEN	DM	FRANC	LIBRE	FL. S.
DOLLAR	100,0000	106,3593	1,93627	1,66667	1,21361	0,93750
YEN	0,941338	100,0000	1,93627	1,66667	1,21361	0,93750
DM	0,519367	0,519367	100,0000	1,66667	1,21361	0,93750
FRANC	0,600000	0,600000	0,600000	100,0000	1,21361	0,93750
LIBRE	0,826446	0,826446	0,826446	0,826446	100,0000	0,93750
FRANC SUISSE	1,455000	1,455000	1,455000	1,455000	1,455000	100,0000

Taux d'intérêt (%)

Taux 12m	Taux 3m	Taux 6m	Taux 9m	Taux 12m
FRANCE	5,75	5,75	5,75	5,75
ALLEMAGNE	5,75	5,75	5,75	5,75
ITALIE	5,75	5,75	5,75	5,75
ESPAGNE	5,75	5,75	5,75	5,75
GRÈCE	5,75	5,75	5,75	5,75
IRLANDE	5,75	5,75	5,75	5,75
PAYS-BAS	5,75	5,75	5,75	5,75
PORTUGAL	5,75	5,75	5,75	5,75
FINLANDE	5,75	5,75	5,75	5,75
SUEDE	5,75	5,75	5,75	5,75

Matif

Cours 12h30	Volume	différence	premier prix
National 5,5	10000	-0,05	97,97
National 3	1000	-0,05	97,97
National 1	100	-0,05	97,97

Pétrole

En dollars	Cours 12h30	Var. %
BRENT (LONDRES)	14,91	-
WTI (NEW YORK)	14,90	-0,46
LIGHT SWEET CRUDE	14,44	-0,46

Or

En euros	Cours 12h30	Var. %
OR FIN KILLO BARRE	8400	-0,35
OR FIN LINGOT	8400	-0,35
PIÈCE FRANCE 20 F	80,10	-0,35
PIÈCE SUISSE 20 F	81,20	-0,35
PIÈCE UNION LAT. 20 F	80,70	-0,35
PIÈCE 10 DOLLARS US	570	-1,25
PIÈCE 20 DOLLARS US	470	-1,05
PIÈCE 50 PESOS MEX	212,00	+0,48

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde » : [www.lemonde.fr/bourse](http://www.lemonde.fr/bourse)

سكوا من الأمل



EURO STOXX 50 3720.46

Date	Volume of Transactions (Millions of Shares)	CAC 40 Index (Approximate)
13 AVRIL	3059,32	3350
14 AVRIL	3069	3300
15 AVRIL	3669	3200
16 AVRIL	3600,16	3100
17 AVRIL	3669	3000
18 AVRIL	3600,16	2900

ASSURANCES		SMITHS AND PLC		GE	
AGF/IRM	FR *	50.1		12.85	+0.2
ALLEANZA ASS.	IT *	71.05	+1.32	104.5	-0.7
ALLIANZ AG	DE *	303.7	+1.74	4.28	+1.1
ALUTZ ZURICH	GB *	33.79	+1.78	27.25	+0.7
				63.23	+1.3
				WILIAM DEMANT	DK *
				DOW ESTON TECH P	

ASPIR PRONIA GE		GR	15.41	---
AXA RMI	FR	152.7	+3.25	
CGU	GB	15.08	+1.50	
CNP ASSURANCES	GB	22.85	-1.25	
CORP.MAPFRE REG	GB	18.71	+0.32	
ERGO VERSICHERUN	DE	121	+1.50	
ETHAWA GE INS	GR	48.51	---	

SERVICES COLLECTIFS			
ANGLIAN WATER	GB	10.84	+0.12
BRITISH ENERGY	GB	8.22	-0.12
CENTRICA	GB	1.87	---
EDISON	IT	3.87	+1.42

FONDARIA ASS	ST	6.34	+1.38	ELECTRABEL	BE	348	+0.7
FORSIKUNG CODA	DK	163.72	-1.02	ELECTRIC PORTUG	PT	17.47	...
FORTIS AMEV NY	SL	...	...	ENDESA	ES	23.28	+0.4
GENERALI ASS	IT	37.8	+0.28	ENW	AT	129.8	+0.8
GENERALI HLD W	AT	386.84	+1.20	GAS NATURAL SDG	ES	88	+0.1
INA	IT	2.75	+1.10	MAPSIND -A	NO	5.98	...
INCHALLUM	GR	8.04	+0.17	MAPSIND -B	NO	3.82	...

HIGH LIFE	GB	4.91	+1.41	HESSCORP	GB	13.78	+1.41
LEGAL & GENERAL	GB	11.58	+1.04	SEEDROLA	IT	4.48	-0.21
MUENCH RUBICOR	GB	193	+0.28	ITALCAS	IT	6.58	-0.21
NORWICH UNION	GB	6.62	-0.45	NATIONAL GRID G	GB	7.14	-0.21
POHOLIA GRP.B	GB	80.9	+0.79	NATIONAL POWER	GB	145.8	+0.21
PRUDENTIAL CORP	GB	12.58	-0.12	OESTER ELECIT	GB	10.28	-0.21
RAS	IT	10.08	-0.20	POWERGEN	GB		

ROYAL SUN ALLIA	GB	8,67	+0,88	SCOTT POWER	GB	7,38	+0,81
SAMPO -A-	FR*	28,52	+1,32	SEVERN TRENT	GB	12,21	+0,81
SWISS RE N	CH	214,88	+0,17	SUEZ LYON SAUF	FR*	172,1	+0,81
SEGUROS MUNDA	MT*	22,99		SYDRAFT -A-	BE	24,83	
SKANDIA FOERSE	SE	17,07	+1,99	SYDRAFT -C-	BE	18,03	-1,21
STOREBRAND	NO	6,40		THAMES WATER	GB	13,45	+0,81
SWISS LIFE BR	CH	809,48	+0,68	TRACTEBEL	BE*	548	+0,81

TOPDANMARK	DK	168.30	+0.00	UNION EL-FENOS	ES	14.88	+1.10
TRIC-BALTICA	DK	25.29	+1.08	UNITED UTILITIES	GB	10.76	+0.10
ZURICH ALLIED N	CH	823.21	+0.81	VIAC	DE	475.5	-0.10
► DJE STOXX INSU P		381.79	+3.60	VIBENDARM	FR	235.4	-0.10
				► DJE STOXX INSU P		382.03	+0.10

B SKY B GROUP	GB	8.14	+1.11
CANAL PLUS/AM	FR*	280.1	+3.16
CARLTON COMMUNI	GB	9.70	+0.31
ELSEWER	NL*	34.2	-0.39
MAVAS ADVERTISE	FR*	161.5	-0.06
INDEPENDENT NEW	GB*	4.8	+1.18

LAGARDERE SCA N	FR	91,8	+3,56
MIDASSET	IT	8,45	+5,48
PEARSON	GB	18,63	-0,60
REED-INTERNATIO	DE	8,96	+0,34
REUTERS GROUP	GB	14,77	+2,08
SCHNEIDER	FR	11,78	+0,97

TELEVISION COM. L	GB	4.34	+1.04	AIRSPRAY NV	25.75	+1.50
THY	FR	7.42	---	ANTARES	0.89	+1.50
UNITED NEWS & M	GB	8	+1.17	CTAC	18.5	---
WOLTERS KLUWER	NL	179.3	+1.00	CARD CONTROL	7.51	---
WPP GROUP	GB	7.66	-1.53	CIS	14	---
▶ DIFESTONX 1000 P		89.15	+1.20	MITI NV	6.25	+2.50

BIENS DE CONSOMMATION			
AHOLD	HL	37,98	+0,18
ASDA GROUP NV	SH	2,28	+0,07
ATHENS MEDICAL	GR	18,28	---
AUSTRIA TABAKS	AT	99,9	+0,28
INNOCONCEPTS NV		78,9	+1,27
NEOGRAFIC HOLD		27,1	-0,84
POLYDOC		9,4	---
PROCON HOLDING		88,5	+0,54
RING ROSA		0,88	-0,78
RING ROSA INT		0,8	---

BIEBESDORF AG	DE *	87	+3.72
BIG RM	FR *	26.95	+0.02
BRIT AMER TOBAC	GB	7.38	---
CARROT FRM	FR *	1.15	-0.15
CFK UNITS +A	CH	1465.90	+0.34
CPT. MODERNIS	BE *	8.75	---
DILHAIZE	NL *	86.5	+0.87

DOE HOLDING NV	NL	18	+0.38
----------------	----	----	-------

**BRUXELLES**

FINVICO HLD CT	---	2.25	+4.68
FONRO BELGIUM INC	---	72.85	+0.88
INTERNO HLD	---	4.1	---

ISSILOR INTL JR	54	58.5	+0.88	WYLLBACH YTHRS	13.5	+0.75
ITS COLUWY	52	567	+5.42	LINK SOFTWARE S	11.5	+2.61
FYPFES	52	5.15	---	PAYTON PLANNR	2.4	+1.66
GRS	52	35.5	-0.22	SYNERGIA	5.5	---
GOODYE	57	54.45	---			
IMPERIAL TOBACC	55	5.12	-1.01			

RISKY STOCKS		PERCENTAGE CHANGES	
GENCO DY.	79 1/2	73 1/2	+8.00
LOREAL /RM	FR	68	+0.81
WOODCO CONTINEN	FR	19.77	
PAPAPRATOS CIG	FR	15.58	
PROMODIS /RM	FR	894.2	+0.71
RECKITT & COLMA	GB	10.14	+4.82
SAFARI	GB	3.81	-8.41
1 & 1 AG & CO/MA	124.2		+0.84
ASTRA	197.2		-1
AUGUSTA BETERLIGN	88		-1.54
B&B WOTEC ZF-D	88.2		+1.88
B&B MEDTECH ZF-D	18.18		+0.28
BERTRAND ZF-D	88		+3.40

SAINSBURY J. PL	GB	6.91	+0.80	BETA SYSTEMS SOFTW	16.2	-2.08
SETA RM	FR	59.5	+0.99	CS COMPUTER EQUIP	206	-1.90
SMITH & NEPHEW	GB	2.25	+0.05	CS CONSUMER ELECTR	380	+7.54
STAGECOACH HLDG	GB	9.30	+5.39	CENT SYSTEMS MAINT	222	+0.61
TABACALERA REG	ES	18.40	+2.04	DRILLISH	189	+1.50
TAMRO	FR	4.38	+0.74	EDEL MUNICH TR	346	+3.29

TESCO PLC	GB	2.44	+2.80
TNT POST GROUP	NL	256.9	-0.38
► DLF STOKX N.V.	CY	307.45	+3.35
<b>COMMERCE DISTRIBUTION</b>			
ARCADIA CORP	GR	3.93	+1.16
ELSA			61.16
EMLTY & MINORANA			989.90
IUROMICRON			55.5
GRAPHISOFT NV			37.5
HOEFT & WESSEL			183
HUNZINGER INFORMATION			180.5
INFORMATICS			9.4

ROOTS CO PLM	GB	12,39	+0,80	INTERPOL	200	+1,00
CARFOUR RUM	FR	726	+0,83	INTERPOL COMMERC.	200	+1,00
CASLOUBOIS /M	FR	1,40	+1,90	KINOWEL MEDERN	175,7	+0,80
CENTROS COMER P	ES	18,81	+0,56	LIS GROUP	28,5	+4,48
CONTINENTE	ES	26,96	+3,30	LINTEC COMPUTER	128	+0,73
DRONS GROUP PL	GB	22,58	-0,07	LÖSCH UMWELTSCHUT	8,4	---
				MENSCH UND MASCHIN	41	+3,80

GEHE AG	DE	48	+3,48	MUSHLROOM	226,1	+1,80
GREAT UNIV STOR	GB	11,30		MUEHL PRODUCT & SE	17,3	+1,17
GULBERT R/A	FR	180	-0,18	MUEHLBAUER HOLDING	68,5	time
HENNES & MAURIT	SE	72,28	+2,35	PFIFFER VACU TECH	50,1	-1,78
JERONIMO MARTIN	PT	22,57		PLENUM	121	+4,77
KARSTADT AG	DE	378	+1,94	PS	78	+2,18
KINGFISHER	GB	13,21	+1,44	QIAGEN NY	68,5	+2,84

MARKS & SPENCER	GB	8,22	+0,79	REFUGIUM HOLDING A	31,9	+1,27
METRO	DE	65,15	+1,66	SACHSINGER AUTO	14,6	...
NEXT PLC	GB	12,12	+0,85	SALTUS TECHNOLOGY	30,68	+4,89
PINPOINT PRINT/	FR	190	+0,32	SCM MICROSYSTEMS	63,5	-3,30
RINASCENTE	IT	7,4	-0,80	SER SYSTEME	366	+1,24
STOCKMANN A	FR	200	...	SERO ENTSORGUNG	8,8	...
VALORA HOLDING	FR	22,77	-0,88	SHANGHAI SONGSHUO CO	...	...

WALSH TILTON	ON	221.77	+0.56	SINGULUS TECHNOLOG	125.00	+1.41
WM SMITH GRP	GS	-11.80	+2.59	SOFTM SOFTWARE SER	90.75	+0.41
WOLSELEY PLC	GS	6.51	-0.43	TDS	70.00	+0.64
▶ DJ E STOCK RETLP		354.02	+0.92	TECHNOSTRANS	59.00	+3.68
				TELEFAX	35.10	+2.89
				TELES AC	225	+0.06
				TIPEL	7.50	+1.20

ALCATEL/RM	FR	+116.7	+1.92	TRANSTEC	53.5	0.00
ALTEC SA REG.	GR	+14.61		W.E.T. AUTOMOTIVE	44.7	+1.50
BAAN COMPANY	NL	7.7	+7.08			
BARCO	BE	+174.9				
BRITISH AEROSPA	GB	8.39	+1.61			
CAP GEMINI/RM	FR	+150.5	-0.31			
COLOPLAST S	DK	53.49	+7.18			

COLT TELECOM INC	GB	18.25	+0.41	0.0000	0.0000
DASSAULT SYST/	FR	37.15	+2.60	0.0000	0.0000
FINMECCANICA	IT	0.98		0.0000	0.0000
FRESENIUS MED C	DE	57	+1.42	0.0000	0.0000
GAMBRO A-	SE	0.20	+0.01	0.0000	0.0000
GETRONICS	NL	26.05	+0.96	0.0000	0.0000
GRUBER AT MORDM	DM	90.60	+0.06	0.0000	0.0000

DATA GENERAL	GR	32.91	+0.39
INTRACOM N	GR	80.73	---
KON. PHILIPS EL	NL	74.5	+2.46
MERKANTILDATA	NO	8.43	+0.71
MISYS	GB	9.28	+0.72
NERA ASA	NO	1.86	+1.27
NETCOM ASA	NO	28.98	-0.83

NOKIA-A	FI	78,2	+2,29
NOKIA-K	FI	187,5	
NYCOMED AMERSHA	GB	8,02	-0,18
OCE	NL	25,38	-0,20
OLIVETTI	IT	2,9	+0,35
ROLLS ROYCE	GB	4,35	+1,12

**★ CODES PAYS ZONE EURO**  
FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne  
IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande  
LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche

SAGEM	FR	484	-1,79
SAP AG	DE	246	-0,38
SAP VZ	DE	280	-0,36
SEMA GROUP	GB	3,95	-4,29
SIEMENS AG	DE	64,75	+2,61

FI : Finlande - BE : Belgique  
 CH : Suisse - NO : Norvège - DK : Danemark  
 GB : Grande-Bretagne - GR : Grèce - SE : Suède

هكذا من الأصل







**TECHNOLOGIE** Après la consécration d'une télévision à vocation internationale, CNN, lors de la guerre du Golfe, c'est au tour d'Internet d'entrer en lice. Le conflit du

Kosovo révèle les différentes fonctions que peut remplir le réseau mondial. LA TOILE et le courrier électronique sont exploités par l'ensemble des protagonistes afin d'ex-

poser leurs idéologies ou rendre compte des événements sur le terrain. L'INFORMATION n'a jamais été aussi diversifiée. Elle échappe en partie à la censure grâce à la facilité

d'utilisation des messages électroniques. Les listes de diffusion démultiplient le nombre de destinataires. L'EQUIPEMENT encore rudimentaire de la Serbie et, surtout, du

Kosovo limite néanmoins l'efficacité de l'utilisation d'Internet. Dans ce contexte, le conflit n'est pas en mesure de révéler toutes les facettes de la guerre électronique.

## Internet est utilisé massivement dans le conflit du Kosovo

Le réseau mondial joue, pour la première fois, un rôle significatif dans une confrontation armée. Sur les sites de la Toile et à coup de messages électroniques, toutes les tendances s'expriment. La censure peut être contournée. Mais les internautes ne sont pas à l'abri des pressions

**SUR LA TOILE**, les sites traitant de la crise du Kosovo se multiplient. L'ensemble des belligérants s'expriment, à côté de la presse mondiale et des commentaires ou des analyses historiques et politiques. On trouve aussi bien sur Internet les communiqués de l'OTAN que la propagande du gouvernement de Belgrade ou celle de l'Armée de libération du Kosovo (UCK). Les moins puissants s'y ménagent une tribune : Serbes de Belgrade ou du Kosovo, à l'image du frère Sava Janjic, moine orthodoxe du monastère de Decani ; Kosovars et, dans une moindre mesure, Albanais. Sans compter la participation de l'ensemble des pays où Internet est devenu un canal d'expression incontournable : les Etats-Unis, bien sûr, mais également l'Europe.

En permanence, l'information circule, se démultiplie par le jeu des sites relais, se joue de la censure des journaux ou des radios. Le flux ininterrompu de textes, d'images et de sons alimente les médias traditionnels et les concurrents. Plus question de se contenter d'une voie unique, d'un commentaire réservé à quelques organes de presse disposant de l'exclusivité de l'accès au théâtre des opérations. Si la guerre du Golfe a consacré la naissance d'une chaîne mondiale de télévision - CNN -, elle en a également montré les limites. Tous les écrans du monde se sont trouvés condamnés à diffuser les mêmes images.

La crise du Kosovo inverse le phénomène CNN en diversifiant à l'infini les sources d'information au lieu de les concentrer. D'autant que la Toile se nourrit d'un apport inestimable : celui du courrier électro-

nique. Le fameux e-mail, messagerie ordinaire en temps de paix, devient l'ultime instrument de témoignage en temps de guerre, dernier espoir de faire savoir. L'Institut for War and Peace Report (IWPR) a ainsi reçu un e-mail envoyé par l'une de ses correspondantes à Pristina au moment précis où sa famille était expulsée.

« Pendant que la famille faisait ses paquets, notre correspondante nous a envoyé un dernier message », raconte Tony Borden, directeur de l'IWPR.

### « Tromperie »

Encore faut-il collecter ces témoignages et les faire connaître. C'est le rôle de nouveaux relais d'information comme l'IWPR, qui a commencé à collecter l'information venue de Bosnie, le Freedom Forum ou l'Europe, qui sont apparus sur le devant de la scène pendant le conflit du Kosovo. Leurs communications sont reprises régulièrement par la presse occidentale. Mais de sources connues, ils bénéficient d'un crédit sans comparaison avec celui des forums de discussions (newgroups) où la propagande et la désinformation se mêlent aux véritables témoignages. D'où l'importance des institutions qui, avant le début du conflit, ont établi un véritable réseau de correspondants identifiés. Les messages électroniques ne constituent pourtant qu'un fil ténu et fragile. Dès le 29 mars, ABC constatait le tarissement des envois en provenance du Kosovo : « Le seul e-mail que nous avons reçu aujourd'hui indique que le téléphone est coupé dans les maisons des Albanais », écrivait la chaîne américaine de télévision sur son site.



Isuf Hajrizi, rédacteur en chef du journal *Ilirya*, notait alors que « le nombre de personnes tuées ou de villages bombardés n'a pas d'importance si on ne peut pas diffuser l'information, si seul un petit groupe de personnes est au courant ».

Pour les victimes, perdre l'accès à Internet revient souvent à perdre leur seule arme. Les opinions publiques pressent de plus en plus lourd dans les décisions stratégiques. Or, si aux Etats-Unis, 50 % des familles disposent d'un accès au réseau mon-

dial, l'équipement du Kosovo reste désolé. Le territoire ne compte pas un seul serveur. Quant au nombre d'internautes kosovars, il était estimé à moins de mille en août 1998. Sur les 10 millions de personnes de la population de la Serbie, 20 000 à 50 000 disposeraient d'une connexion. Le Kosovo souffre également de la piètre qualité de ses lignes téléphoniques.

Cela n'empêche pas le gouvernement de Belgrade de se moquer. Lui-même utilisateur de la Toile pour dif-

fuser sa propagande anti-occidentale, il multiplie les censures qui, après avoir touché les journaux et les radios, s'en prennent aux sites Internet. Le réseau a été intégré à la loi serbe sur la liberté d'information par le ministre Aleksander Vucic. Du coup, les publications sur la Toile risquent une amende de 10 000 à 80 000 dollars ou la fermeture pure et simple.

Parallèlement, le ministère de l'Information dénonce sur son site les

allégations fausses de l'Ouest sur la crise, et la radio yougoslave diffuse des émissions en anglais sur la Toile. Elle se retrouve ainsi au côté de B 92, la célèbre station indépendante qui, déjà interrompue en décembre 1996, a été reprise en main par le gouvernement Milosevic le 2 avril. Dès le 24 mars, son site a été assailli : 1,3 million de hits (consultations) par jour. Désormais, elle s'est repliée en Hollande mais semble muette. Nul doute que le gouvernement a les moyens d'isoler le pays du reste de la Toile. Il semble préférer en enclaver les médias indépendants et continuer à l'utiliser à son profit. Ainsi, les Serbes pro-Milosevic ont mené l'OTAN à coup de messages électroniques dénonçant les frappes aériennes.

Rien de commun avec les attaques de pirates informatiques contre les sites stratégiques du Pentagone ou de l'Armée américaine. Pour l'instant, les internautes soutenant Milosevic ne semblent pas avoir recouru à de telles pratiques. Faute d'experts ? L'absence de prolongements sur le terrain du véritable piratage démontre que le conflit du Kosovo ne donne qu'un aperçu de ce que pourrait être une guerre électronique.

La Yougoslavie ne dispose ni d'une infrastructure adaptée au multimédia ni d'un nombre suffisant d'internautes. Les Kosovars, à l'inverse, ne peuvent espérer utiliser cette arme pour peser de façon significative sur l'issue du conflit. Néanmoins, même à ce stade, Internet démontre qu'il fait désormais partie intégrante du champ de bataille.

M. AL

### TROIS QUESTIONS A...

ANTHONY BORDEN

**1** Directeur de l'Institut for War and Peace Reporting (IWPR) créé à Londres en 1991, vous publiez des témoignages concernant la crise du Kosovo sur votre site Internet. Comment utilisez-vous la Toile pour intervenir dans ce conflit ?

Une fois les médias internationaux expulsés et la presse locale censurée, notre site a maintenu un flux d'informations en provenance du terrain. Bien sûr, Internet ne peut remplacer un reporter. Mais nous disposons sur place d'une équipe de six correspondants attitrés et de quelques douzaines de collaborateurs, tous journalistes professionnels et indépendants. Le courrier électronique leur donne un moyen révolutionnaire de communiquer avec nous.

**2** Internet n'est guère développé en Serbie et encore moins au Kosovo. Cela ne limite-t-il pas vos moyens d'action ?

Le manque de connexions à Internet sur place constitue un véritable handicap. Mais nous servons surtout de relais pour diffuser l'information non partiale vers des pays où la Toile est très utilisée, comme aux Etats-Unis. Nous nous retrouvons alors sur un pied d'égalité avec les grands médias ou les ministères de l'Information des Serbes ou des Américains. Notre site reçoit 30 000 hits par jour, ce qui est incroyable ! Et nous sommes repris par de nombreux médias comme le quotidien britannique *The Guardian*, ou les chaînes de télévision CNN ou ABC aux Etats-Unis.

**3** Vos collaborateurs sur place ne craignent-ils pas d'être identifiés par la police serbe ?

Aujourd'hui, nous manquons de journalistes au Kosovo. Expulsés, ils travaillent à partir des pays frontaliers. Mais nous conservons des correspondants à Belgrade. Leurs articles sont publiés sous des pseudonymes pour les protéger. Ils risquent néanmoins d'être identifiés par les autorités. En fait, ils craignent surtout des représailles après la fin du conflit car, pour l'instant, le gouvernement Milosevic a d'autres préoccupations.

Propos recueillis par Michel Alberganti

## Sava Janjic, « cybermoine », a dû quitter la Toile pour la prière

« JE SUIS DÉSOLÉ de n'avoir pu envoyer de messages ces jours-ci. En ce moment je suis au monastère Crna Reka, dans les montagnes de Serbie du Sud, où il n'y a ni téléphone ni Internet, et je tente de me consacrer plus à la prière dont nous avons tant besoin dans ces moments difficiles. » Le message, écrit le 1<sup>er</sup> avril par le frère Sava Janjic, a été posté sur Internet quatre jours plus tard par Branislav Sikrobonja, qui l'avait obtenu d'un ami ayant rencontré le « cybermoine » dans sa nouvelle retraite.

Rendu célèbre par quelques articles, dont celui du webzine *Salon* publié le 26 mars, Frère Sava, 33 ans, est devenu l'un des emblèmes de l'expression libre du Kosovo sur Internet. Avant de devoir quitter le monastère de Decani, datant de 1336 et situé près de la frontière albanaise, le moine a lancé sur la Toile pas moins de 754 messages entre juillet 1998 et mars 1999. Il a créé un véritable réseau qui envoie des centaines de courriers électroniques (1 717 en mars). Ces derniers sont publiés sur la Toile grâce au site eGroups, ou adressés personnellement à ceux qui se sont inscrits sur

une liste de diffusion ouverte à tous. Depuis le départ du moine internet, les informations publiées se limitent aux communiqués des différentes agences de presse ou de chaînes de télévision. Mais, auparavant, il recueillait des témoignages venus du terrain.

### « OBLIGATION MORALE »

Le 26 mars, Sava Janjic lançait ainsi un « appel de Decani » : « J'écris pendant que les bombardiers de l'OTAN et les missiles de croisière répandent la mort et la destruction dans tout mon pays. C'est mon obligation morale de dire que les déclarations des officiels de l'OTAN attestant que seules des cibles militaires sont attaquées en Yougoslavie ne sont pas vraies et qu'elles sont destinées à tromper de nombreux amoureux de la paix à l'Ouest en leur faisant croire que leur force aérienne effectue une action « humanitaire ». » Suivent des informations provenant de « sources crédibles », essentiellement des témoignages de réfugiés fuyant vers l'Albanie et passant par le monastère. Ce dernier en héberge aujourd'hui une centaine. Elles font état

de « douzaines d'installations civiles détruites par l'OTAN ». Le monastère de Gracanica, l'un des lieux sacrés de l'Eglise orthodoxe, aurait été attaqué. « Grâce à Dieu, seul le toit a été touché, mais des dizaines de maisons ont été réduites en cendres », indique Sava Janjic.

Cette condamnation de l'action de l'OTAN ne peut guère être interprétée comme une adhésion à la politique du gouvernement de la Serbie. Avant le début des bombardements, le moine de Decani dirigeait ses flèches vers Slobodan Milosevic. Le magazine *Salon* raconte qu'un article intitulé *Et après Milosevic*, du journal *Evropjannin* (L'Européen), étant tombé sous le coup de la censure serbe, le cybermoine s'est empressé de le reproduire et de l'envoyer à ses lecteurs via Internet. Aujourd'hui réduit au silence, Sava Janjic semble fortement affecté. Dans son dernier message, il écrit : « Maintenant, je n'imagine pas ce que je pourrais faire en dehors de prier et être ce que je suis : un moine. »

M. AL

## Belgrade surveille les possesseurs d'ordinateurs et de modems

« SI NOUS POUVONS lire leurs messages, alors Milosevic le peut aussi. » C'est ce constat qui a conduit l'Electronic Frontier Foundation (EFF), une association américaine de défense des libertés civiles sur Internet, à recommander la plus grande prudence aux internautes serbes ou kosovars qui souhaiteraient utiliser le réseau pour contourner la censure des autorités de Belgrade. L'EFF a lancé, depuis le 26 mars, avec le soutien technique de la société Anonymizer.com, le Kosovo Privacy Project, qui vise à garantir un anonymat relatif aux utilisateurs d'Internet en Yougoslavie.

Il s'agit de leur offrir une porte d'accès au réseau, au-delà de laquelle ils peuvent naviguer sans qu'il soit possible de reconstituer la liste des sites qu'ils auront visités. Un moyen d'enrichir sans risque leurs sources d'information, mais aussi de poster des courriers électroniques sans révéler leur identité. « Il faut s'assurer que notre rôle à utiliser Internet durant cette crise ne met pas en danger nos interlocuteurs », a indiqué Alex Fowler, l'initiateur du projet, au webzine *Wired News*. D'autant que

nous disposons d'outils pour protéger leur identité tout en laissant les communications ouvertes. »

Anonymizer.com délivre une sorte de coupe-file électronique aux internautes des Balkans, afin que ceux-ci puissent utiliser en priorité le Minitel, une « moulinette électronique » effaçant l'origine du message. Celui-ci reste cependant lisible et interceptable lorsque les expéditeurs ne disposent pas d'outils de chiffrement.

### RESTER CIRCONSPÉCT

Il convient donc de rester circonspect afin d'éviter que d'autres indices que l'adresse électronique et le numéro d'identification de l'ordinateur ou du serveur ne permettent de les identifier. « Si quelqu'un est surveillé, les autorités seront capables de détecter sa connexion à notre service », reconnaît Lance Cottrell, le PDG d'Anonymizer.com, dont le trafic a doublé depuis le lancement du projet pour le Kosovo. Mais elles ne pourront accéder ni au contenu des messages électroniques ni à l'identité du destinataire, ce qui est déjà un grand progrès. Dans sa page d'accueil, sa société s'emploie

à convaincre les internautes du monde entier qu'il n'y a pas plus discret que la Toile, sur laquelle on peut sans effort retracer leurs déplacements, goûts et habitudes. Big Brother n'est pas loin.

Sans doute est-il encore plus proche en Serbie et au Kosovo, où l'on soupçonne les autorités de surveiller le trafic. « Après la fermeture de la radio B92 et l'expulsion des reporters étrangers, la prochaine attaque visera les possesseurs d'ordinateurs et de modems », prédit Alex Fowler. Il a lancé un appel à la prudence à certains animateurs de groupes de discussion, qui collectent et sollicitent les témoignages en provenance de Serbie et du Kosovo. C'est le cas de *Kosovo-Reports*, animé par Steven Clift de Minneapolis (Minnesota), qui, en raison de la violence des échanges sur le forum de discussion d'eGroup, s'est résolu à censurer les invectives au profit des témoignages de terrain, et conseille aux ressortissants de Yougoslavie d'utiliser l'anonymizer. « Pour l'instant, indique-t-il, aucun n'a utilisé le système. »

CNN dispose également d'un site spécialement dévolu à la publication

des « voix de l'intérieur » (*Voices from within*), où sont publiés des témoignages provenant exclusivement de la zone du conflit. Le code de conduite de ces groupes de discussion interdit en principe l'usage de faux noms et l'usurpation d'identité. Mais cet impératif est incompatible avec la protection des individus et CNN reconnaît être dans l'impossibilité de garantir l'authenticité et l'origine des messages.

En fait, la majorité, en provenance de Serbie, condamne l'intervention de l'OTAN. Leurs auteurs ne cherchent pas l'anonymat, et disposent d'un libre accès au réseau. Ce qui semble confirmer qu'en Serbie l'usage d'Internet est encouragé « afin de répandre la vérité et de briser le blocus de l'information », comme l'indiquait récemment une jeune Serbe de Novi Sad qui avait fait parvenir son témoignage en partie par ce canal (*Le Monde* daté 4-5 avril). « La plupart des messages vient de Belgrade », confirme Steven Clift. En revanche, on peine à en recueillir en provenance du Kosovo, ou de la diaspora albanaise.

Hervé Morin

### Les sites

- The Institute for war and peace reporting (IWPR) : <http://www.iwpr.net>
- Electronic frontier foundation : <http://eff.org/>
- Anonymizer : <http://www.anonymizer.com>
- CNN, voices from within : <http://community.cnn.com/cgi-bin/WebX/714@10.tID4a9Y7Eov0@.ee8398a>
- Kosovo reports : <http://www.eGroups.com/list/kosovo-reports>
- Département d'Etat américain : [http://www.state.gov/eur/kosovo\\_jp.html](http://www.state.gov/eur/kosovo_jp.html)
- Haut-Commissariat pour les réfugiés : <http://www.unhcr.ch/>
- Reporters sans frontières : [www.rsf.fr](http://www.rsf.fr)
- Amnesty International : <http://www.amnesty.org/>
- OTAN : <http://www.nato.int>
- UCK : <http://www.zik.com>
- Centre de crise du Kosovo : <http://www.alb-net.com/index.htm>
- Information de Pristina : <http://www.kosovo.com>
- Informations quotidiennes : <http://www.kosovainfo.com/ENGLISH.htm>
- Radio B92 : <http://helpb92.xs4all.nl>
- Résistance serbe au Kosovo : <http://www.kosovo.com>
- Monastère de Decani : <http://decani.yunet.com>
- Congrès de l'unité serbe : <http://www.suc.org/politics/kosovo/index.htm>
- Ministère de l'Information serbe : <http://www.serbia-info.com>
- Ministère de l'Intérieur : <http://www.mup.sr.gov.yu/doinfo/mup.nsf>
- Journal *Koha Ditore* : <http://www.kohaditore.com>
- Ministère de l'Information de la République du Kosovo : <http://www.kosovo-state.org/BULANG.html>

سكزا من الأصل



## Les Girondins de Bordeaux s'apprêtent à leur tour à rentrer dans le privé

La chaîne M 6 et la société d'investissement britannique ENIC sont sur les rangs

Depuis deux ans qu'ils tentent de vendre la société anonyme à objet sportif (SAOS) des Girondins de Bordeaux, les deux présidents Jean-Di

Lange et Jean-Louis Triand touchent au but. La balance semble pencher en faveur de M 6. Mais Noël Le Graët, président de la Ligue nationale de

football (LNF), regrette que les deux hommes n'aient pas su trouver prisme parmi les grands acteurs de la vie économique aquitaine.

QU'ILS SOIENT ou non champions de France d'ici quelques semaines ne changera rien à l'affaire. Les conditions d'achat seront les mêmes, le prix de mise en vente également. Actuels leaders du classement de première division avec un point d'avance sur l'Olympique de Marseille, les Girondins de Bordeaux changeront bel et bien de propriétaire avant la fin de la saison. Parallèlement à la course au titre que se livrent les deux équipes phares du championnat 1998-1999, un duel plus confidentiel devrait trouver son issue dans ces prochains jours : qui de la chaîne de télévision M 6 ou de la société britannique English National Investment Company (ENIC) deviendra le nouvel acquéreur du club aquitain ?

Cela fait près de deux ans que Jean-Di Lange et Jean-Louis Triand entreprennent des démarches dans le but de céder la société anonyme à objet sportif (SAOS) qu'ils président, en duo, depuis 1996. Les 66 % de parts détenues par la municipalité de Bordeaux et le conseil général de Gironde sont à vendre. La mise de départ s'élève à 120 millions de francs (18 millions d'euros). Cette somme sera ajoutée directement au capital du club, conformément au cahier des charges rédigé à l'attention des candidats. L'association-

titulaire de l'affiliation à la Fédération française de football (FFF) et qui a la charge des sections jeunes et amateur - gardera la bourse des 34 % d'actions restantes. Le futur repreneur devra cohabiter avec cette dernière et offrir d'autres garanties, comme par exemple de fournir des salaires suffisamment importants aux joueurs de l'effectif professionnel afin qu'ils ne soient pas tentés de quitter le club dès la saison 1999-2000.

### À TITRE PERSONNEL

Quatre firmes avaient manifesté leur intérêt jusqu'à ces dernières semaines. Deux ont abandonné en cours de route : la compagnie d'assurance britannique Prudential et le géant américain de la communication Interpublic Group (IPG). Après avoir auditionné les responsables de M 6 le 26 mars, puis ceux de ENIC le 6 avril, les quinze membres du conseil d'administration du club se sont réunis à l'heure du choix final. La chaîne française part favorite. Le directeur général d'ENIC, Daniel Levy, se fait lui-même peu d'illusions sur la décision à venir. « Les gens de Bordeaux auront-ils le courage de dire non à une entreprise française ? », s'interroge-t-il.

Non contents de signifier quel-que chose au yeux de l'opinion pu-

blique et notamment auprès des supporters des Girondins, M 6 possède un autre avantage : son rival est actuellement en procès avec l'Union européenne de football (UEFA). Société spécialisée dans le placement d'investissements, ENIC possède déjà des parts dans cinq clubs européens : Glasgow Rangers (25 %), Slavia Prague (54 %), AEK Athènes (70 %), Vicenza Calcio (75 %) et FC Bâle (55 %). Le 19 mai 1998, l'UEFA a inscrit dans ses règlements une loi « anti-ENIC » interdisant la multipropriété des clubs au nom d'un vieux principe à protéger : l'incertitude des résultats. Les 25 et 26 mars, les deux parties se sont retrouvées l'une en face de l'autre au Tribunal arbitral du sport (TAS) de Lausanne. Si aucune date n'a été fixée pour le rendu du délibéré, celui-ci pourrait intervenir après la fin de la saison de football. On voit mal les actuels dirigeants des Girondins de Bordeaux confier leur club à un repreneur présentant le risque d'être mis au ban par la plus haute juridiction sportive.

C'est aussi pour cette raison que les responsables d'ENIC ont modifié leur proposition, tout récemment. Charles Lewis, le fils du milliardaire britannique installé aux Bahamas et créateur d'ENIC, Joseph Lewis, a ainsi suggéré de devenir acquéreur « à titre personnel » des Girondins de Bordeaux. ENIC

interviendrait alors en tant que prestataire de services auprès du club pour tout ce qui concerne le marketing, les droits télévisés, les abonnements aux matches. Cette solution permettrait ainsi de contourner le règlement de l'UEFA. La candidature de M 6 repose sur une stratégie différente. La chaîne appartient au groupe germano-luxembourgeois CLT-UEFA, lequel possède, lui aussi, un long savoir-faire en matière de football. Sa division UEFA-sport, installée à Hambourg, négocie chaque année, au coup par coup, les droits télévisés d'environ 200 matches de clubs européens. Plus d'une vingtaine de sélections nationales (Croatie, Hongrie, Norvège...) passent également par elle pour vendre leurs retransmissions. UEFA-sport vient par ailleurs de passer au stade supérieur en investissant directement dans des clubs allemands. Elle a injecté 25 millions de marks (12,7 millions d'euros) dans Hertha Berlin, autant dans Hambourg SV et 15 millions de marks (7,6 millions d'euros) dans le FC Nuremberg. Si des hommes ont été placés au sein des conseils d'administration, « aucune participation n'a été prise nulle part », insiste-t-on au siège de la compagnie. La règle de l'UEFA ne s'applique donc pas à l'encontre d'UEFA-sport.

Si M 6 prend la tête des Girondins de Bordeaux, il n'y a guère de doute à avoir sur la suite des opérations. UEFA-sport deviendrait un partenaire privilégié pour fournir un certain nombre de services, comme la recherche de sponsors, le merchandising, le développement de nouveaux produits liés aux technologies électroniques, ou encore les droits télévisés. M 6 aurait alors une belle carte à jouer. « Nous pensons que le football français est en pleine renaissance et que le "bouquet" sera vite au large dans les clubs », indique le directeur général de la chaîne, Nicolas de Tavernost, en faisant allusion au grand débat qui agite aujourd'hui le football professionnel français : la possibilité, pour les clubs, de négocier eux-mêmes leurs droits télévisés. M 6 ferait, quel qu'il soit, son entrée dans le milieu du ballon rond. Privée de retransmissions lors de la Coupe du monde 1998, la chaîne se targuait, sur le ton ironique, d'être la seule télévision à ne pas diffuser d'images de football pendant le Mondial.

Propos recueillis par  
Frédéric Potet

Guy Duthell et Frédéric Potet

### TROIS QUESTIONS À... NOËL LE GRAËT

1 Quel avis porte le président de la Ligue nationale de football (LNF) sur le rachat des Girondins de Bordeaux par une entreprise privée ?

La Ligue n'a pas à intervenir sur la qualité des partenaires qui souhaitent intégrer le capital d'une société anonyme à objet sportif (SAOS). Personne ne peut s'opposer, ni conseiller quoi que ce soit quant à l'identité d'un repreneur. Le m'intéresse néanmoins sur la nécessité de cette opération. Les Girondins de Bordeaux sont un club qui se porte parfaitement, aujourd'hui. Il est en tête du championnat de France, ses finances sont saines, son budget est équilibré, ses dirigeants s'entendent bien. Je vois difficilement comment on pourrait faire mieux. A moins d'investir des sommes colossales dans le club, mais je ne crois pas que

ce soit le cas. Personnellement, j'aurais préféré que les deux présidents des Girondins, MM. Lange et Triand, trouvent une solution régionale au rachat du club.

2 La loi ENIC, actionnaire de plusieurs clubs en Europe et actuellement en procès avec l'Union européenne de football (UEFA) sur la question de la multipropriété, ne pose-t-elle pas problème ?

Je crois que le genre de démarche que privilégie ENIC n'a aucun sens dans le sport. La multipropriété des clubs de football est interdite dans nos règlements. Elle le sera également bientôt au regard de la loi française. Je souhaiterais que le droit européen se penche à son tour sur le sujet afin que l'intérêt général du football soit protégé.

3 La candidature de M 6 laisse supposer que la chaîne veut avoir son mot à dire sur la question des droits télévisés. Ne craignez-

vous pas que l'acquisition des clubs de football par des médias précipite la fin de la gestion centralisée des droits télévisés et du système de répartition dont bénéficie la totalité des clubs professionnels ?

On constate un intérêt de plus en plus marqué des médias de communication pour le football. Je comprends parfaitement que certaines entreprises aient la tentation de vouloir « colporter » tout un secteur, comme celui du football. Mais nous ne nous laisserons pas faire. Aujourd'hui, 38 clubs de première et de deuxième division tirent profit du système de redistribution des droits télévisés. Il faut que cela reste ainsi. Si quatre ou cinq clubs décident de négocier eux-mêmes leurs droits et de ne rien donner aux autres, alors les autres refuseront de jouer chez eux. Et je les encourage à le faire.

Propos recueillis par  
Frédéric Potet

Guy Duthell et Frédéric Potet

## Propriétaire de quatre clubs, ENIC est la première holding du football professionnel

### LONDRES

de notre envoyé spécial

Bienvenue dans le monde merveilleux de Bugs Bunny, Tom and Jerry et Superman ! Telle est la première impression offerte au visiteur lorsqu'il ouvre la porte des bureaux londoniens d'English National Investment Company (ENIC). En avril 1998, la société a acquis une partie de l'exploitation des personnages de la Warner Bros, en échange de 18 millions de livres (26,7 millions d'euros). Dans le hall d'accueil, au milieu de comics remplis de super-héros et de créatures fantastiques, une étude sur l'économie du football a été négligemment posée sur une table, histoire d'enlever les derniers doutes : c'est donc bien ici que siège le premier groupe multipropriétaire de clubs professionnels en Europe. Actionnaire majoritaire de l'AEK Athènes (70 %), du Slavia Prague (54 %), de Vicenza Calcio (75 %) et du FC Bâle (55 %), propriétaire de 25 % des parts des Glasgow Rangers, ENIC est en quelque sorte la première holding consacrée au ballon rond.

La société est loin d'être une inconnue à la City. Selon le Sunday Times, qui estime à 1,75 milliard de livres (2,6 milliards d'euros) le montant de sa fortune, Joseph Lewis est la quatrième fortune de Grande-Bretagne. Résidant sur une île privée des Bahamas, l'homme vient de céder la totalité de ses parts à son fils Charles et au directeur général d'ENIC, Daniel Levy. « Nous avons créé une section sport il y a deux ans, explique ce dernier. Notre but est de donner naissance à une entreprise

mondiale de loisirs dont le football sera l'une des extensions. » Candidature au rachat des Girondins de Bordeaux, ENIC a récemment essayé d'acquiescer les 40 % d'actions du club anglais de Tottenham qui possède son président, Alan Sugar. Sans succès. La firme a également proposé 228 millions de livres (339 millions d'euros) pour devenir propriétaire du stade de Wembley. En vain, là aussi.

### MULTI-PROPRIÉTÉ

« Notre idée est de posséder un club, et un seul, dans chaque championnat professionnel européen, continue Daniel Levy. Notre savoir-faire repose sur le football anglais qui est, de loin, le football le mieux organisé au monde en ce qui concerne le marketing et la création de revenus supplémentaires. La plupart des clubs en Europe, aujourd'hui, n'ont pour seules ressources que les droits télévisés et les entrées au guichet. Ce que nous proposons aux équipes que nous rachetons est d'appliquer, chez elles, les recettes qui ont fait le succès du football anglais. En Grèce, en France, partout en Europe, les gens doivent avoir conscience que le football a changé et qu'il faut désormais le considérer comme un business. »

Afin de tirer des bénéfices substantiels d'ici dix ou quinze ans, ENIC a concentré sa politique sur des clubs de taille moyenne mais ne demandant qu'à grossir. A entendre son directeur général, le multinationarisme est l'avenir du football professionnel. « De nombreux investisseurs seraient prêts à prendre 20 % de parts dans tel club, 30 % dans tel autre »,

assure Daniel Levy. Pour l'instant, seuls Canal Plus, qui dirige le Paris Saint-Germain et le Servette de Genève, et la Fininvest, actionnaire majoritaire des clubs italiens du Milan AC et de Monza, ont accompagné ENIC sur la voie de la multipropriété. La compagnie américaine IMG, qui rachète le RC Strasbourg en 1997, avait prévu, elle aussi, de jeter son dévolu sur d'autres équipes. Un pactole de 200 millions de dollars (un peu moins de 200 millions d'euros) devait même être réuni pour cela. IMG mit un frein à ses ambitions après l'adoption, par l'Union européenne de football (UEFA), d'un règlement interdisant à une entreprise ou à un individu d'être présent dans plusieurs clubs à la fois. Motif invoqué : l'incertitude du sport doit rester ce qu'elle est.

Sujet délicat s'il en est, la question de la multipropriété est aujourd'hui entre les mains des magistrats du Tribunal arbitral du sport (TAS) de Lausanne. Les 25 et 26 mars, ils ont en-

tendu ENIC et l'UEFA exposer les vertus et les vices de ce système parfaitement autorisé dans de nombreux secteurs industriels classiques. « Si une exception devait être donnée au football, ce serait aux Etats membres de l'Union européenne de le faire, par la voie législative », indique Jean-Louis Dupont, l'un des avocats d'ENIC. « Comment peut-on imaginer qu'une société comme la nôtre, qui est cotée en Bourse et dont les comptes sont publics, puisse manipuler des matches qui opposeraient deux équipes dont elle serait propriétaire ? », s'offusque Daniel Levy. Le procès du TAS n'active pas au meilleur moment pour la société d'investissement britannique, candidate avec M 6 au rachat des Girondins. En cas d'échec à Bordeaux, ENIC n'en restera pas là. Trois clubs français ont récemment contacté Daniel Levy afin de réclamer des apports de capital.

R. P.

### DÉPÊCHES

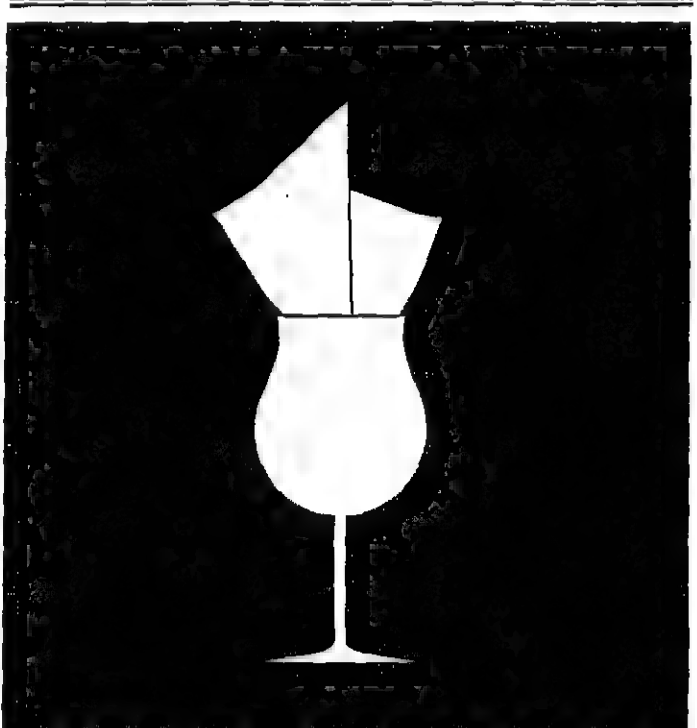
FOOTBALL : le ministère de la jeunesse et des sports, en concertation avec les ministères de l'intérieur et de la ville, a annoncé lundi 12 avril, des mesures destinées à lutter contre les actes de violence sur les stades à la suite des incidents qui ont conduit le district de Seine-Saint-Denis à annuler toutes les rencontres jusqu'à nouvel ordre (Le Monde daté 11 et 12 avril) parmi lesquelles, notamment, la désignation d'un « officier sport » au sein de chaque direction départementale de sécurité publique, l'organisation d'action de prévention et de dissuasion autour des matches à risques par la police nationale et l'intervention des effectifs d'intervention immédiate de la police en cas de problème. Par ailleurs, des agents sociaux de médiation sociale qui auront reçu une formation spécifique interviendront dès le mois de septembre. Et 2 000 policiers auxiliaires seront recrutés chez les jeunes footballeurs ou dirigeants au chômage.

## Sanctionné par son équipe, Pascal Lino ne participera pas au tour de France

Il avait « tenté d'user de corticoïdes »

PASCAL LINO, coupable d'avoir enfreint la charte d'éthique, élaborée et signée par les équipes françaises à l'automne 1998, a été suspendu de compétition pendant deux mois par son équipe BigMat Auber 93 et fait l'objet d'une interdiction de courir le Tour de France 1999, si d'aventure la formation était retenue pour le disputé, a annoncé, lundi 12 avril, le club cycliste. Le coureur breton, qui est âgé de 32 ans, avait « tenté d'user de corticoïdes à l'insu du service médical de l'équipe ». La direction du CM Aubervilliers, qui a voulu prononcer une « sanction sévère et exemplaire en tenant compte des implications sportives et humaines », a prévu également « une lourde sanction financière », dont le

montant n'a pas été précisé. Dans un premier temps, il avait été mis à pied à la date du 22 mars. « Durant sa période d'inactivité sportive, il sera chargé d'effectuer des tâches éducatives auprès des jeunes du club et des clubs conventionnés du département de Seine-Saint-Denis », a précisé le club. Reste à savoir si la Fédération française de cyclisme (FFC), qui avait annoncé son intention d'ouvrir une procédure disciplinaire supplémentaire pour « agissements contraires à l'éthique ou aux intérêts du cyclisme », se satisfera de ces sanctions internes. Pascal Lino, membre de l'équipe BigMat Auber 93 depuis 1997, avait porté le maillot jaune du Tour de France 1992 durant une dizaine de jours.



**NOUS AVONS  
INSTALLÉ UN  
BOUCHON DANS  
NOS CAVES.**

FAUCHON OUVRE

LES PLUS GRANDES CAVES DE PARIS  
ET À CETTE OCCASION UN BAR À VIN.

DANS CE LIEU PRIVILÉGIÉ,

TOUT ENTIER CONSACRÉ À LA CONNAISSANCE

DU VIN, VOUS ALLEZ DÉCOUVRIR

LE TEMPS D'UNE PAUSE « SUR LE POUCE »

LES DERNIÈRES TROUVAILLES

DE NOS SOMMELIERS. AU COMPTOIR

OU AUTOUR DE PETITES TABLES,

VOUS DÉGUSTEREZ NOS ASSIETTES GOURMANDES

SPÉCIALEMENT COMPOSÉES

POUR RÉVÉLER TOUT LE BOUQUET DU VIN

QUE VOUS AUREZ CHOISI.

**FAUCHON**  
PARIS

30, PLACE DE LA MADELEINE.  
TÉL. 01 47 42 95 40 FAX. 01 47 42 89 25

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR  
LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

هكذا من الأصل



## Prose d'almanachs

Quelques livres pour retrouver les « fondamentaux » qui jalonnent l'histoire de la table française

A-T-ON JAMAIS autant publié, autant parlé de cuisine qu'en cette ultime décennie d'un siècle marqué par la naissance du Michelin ? La gastronomie est un reflet narcissique de la nation française ; une exception si l'on s'accorde à lui donner place dans le concert des arts, ou bien une faiblesse si l'on cherche à en démentir le jeu compulsif et ostentatoire. L'un des ancêtres de la littérature gourmande est Platon en français, qu'à lui le bon Rabelais pour composer *Gargantua*, livre de gueule qui entraîne ses lecteurs jusqu'à l'île de Messire Gaster, « premier maître es arts du monde ». Puis c'est l'*Almanach des gourmands*, le calendrier nutritif de Grimod de La Reynière (né en 1758), auteur dramatique et critique de théâtre du *Journal de Neu-châtel*.

L'almanach, vieux genre littéraire, est une sorte d'ouvrage qui, sous le prétexte d'offrir un calendrier gourmand et des renseignements concernant les événements, les fêtes, les recettes et travaux à effectuer qui justifient leurs titres, contiennent des anthologies, recettes pratiques, rappels de l'histoire de la table, portraits et devinettes. Arme de Schivauz assume cette ambition, dans l'*Almanach du gastronome*. Un agenda des fêtes, les recettes de saison, les anecdotes plaisantes et récréatives, les conseils d'achat, comme les vies de gourmands illustres. « Certes, l'on trouve de tout, toute l'année, mais encore mieux vaut-il acheter au bon moment les produits les plus goûteux. » Aussi convient-il de rappeler les « fondamentaux » qui jalonnent l'histoire et la tradition de la table.

Il n'est point de bonne cuisine, voire d'excellente, sinon d'étoilée, sans cette mémoire vive. Mais la table française est soumise à la nécessité impérative de s'ouvrir à la modernité, la nouveauté technique des préparations, et surtout la réalité du marché mondial, avec ses fruits, légumes, poissons et recettes, et que font entrer en trombe et avec précaution cependant les chefs étoilés. C'est la

gamme des pratiques de la cuisine française encore appréciée partout dans le monde.

Les plaisirs de la table, énoncés par les meilleures plumes d'hier et d'aujourd'hui, les recettes des grands chefs du passé, utiles pour une connaissance avertie de la table contemporaine, sont rassemblés par Philippe Jost, sous le titre *La Gourmandise*. C'est une somme, sur papier bible, de textes, sinon rares, du moins éparés et, pour les plus anciens, contemporains de la naissance de la haute cuisine française ; de véritables incunables comme le *Viandier* de Taillevent ou bien les œuvres de Menon, cuisinier et théoricien du siècle des Lumières. Puis pour le XIX<sup>e</sup> siècle, les œuvres récréatives et roboratives des plus grands, Dumas, Zola. Un ensemble de textes de haute saveur agrémenté de recettes. Car l'adage fameux : « Du passé faisons table rase » ne vaut pas en cuisine. Cocotte, fin gourmet, habitué du Grand Vefour du bon Raymond Oliver, et qui tenait la cuisine pour un art, disait : « L'artiste est un oiseau qui ne chante bien que dans son arbre généalogique. »

### UN CALENDRIER PERPETUEL

La *Gastronomie au Grand Siècle* et les fastes du service à la française mobilisent aujourd'hui les historiens Françoise Sabban et Silvio Servati, suite brillante de leurs deux ouvrages précédents consacrés à la gastronomie du Moyen Âge et de la Renaissance. Evidemment, nous est rappelée la dette que la cuisine nationale doit à l'Italie, qui avait haussé à Florence, connue à Rome, l'art de la table au rang de chef-d'œuvre. L'événement surpassa le maître, du moins le croit-on de ce côté-ci des Alpes ! Il était nécessaire dans un livre clair mais érudit, pourvu de recettes détaillées, de nous rappeler les techniques du temps de Vatel, les fastes du château de Vaux-le-Vicomte, les splendeurs des Condé à Chantilly, ainsi que le protocole baroque du service à la cour du Roi-Soleil.

Que subsiste-t-il de cet appareil ? Peut-être l'invention, sous le nom



d'« ambigü », d'une sorte de formule « buffet », où l'essentiel, plus que l'étalage du trop-plein et du pléthorique, était de servir avec élégance sa voisine ! La « politesse du manger », première rencontre de la gastronomie et de la convivialité. Le Michelin, c'est le coq emblématique du village gaulois. *Trois étoiles au Michelin* de Jean-Marie Mesplède (Gründ) nous raconte par le menu la vie de la sobriété de chefs qui ont obtenu la distinction suprême depuis 1933. Une biographie bien illustrée. En revanche, le destin singulier de ce guide, qui pourrait se comparer au *Catalogue des dames illustres*, que les Vénitiens éditaient pour le carnaval, avec tant d'adresses, a retenu l'attention d'un essayiste et biographe, dont l'ouvrage – brillante analyse de l'exception culinaire française – est un peu passé inaperçu. L'information hors pair de Herbert Lotman, érudit et connaisseur de la vie française, ne pouvait que faire saillir les paradoxes du guide vénérable et craint, que certains appellent « Le Rouge », tant sa pourpre cardinale les fait trembler.

L'on s'étonnera, et l'on comprendra à lire *Michelin, 100 ans d'aventures*, pourquoi il n'était « venu de personne l'idée de lier la destinée des guides rouges à celle de l'usine qui les sponsorise ». Du cœur

de l'Auvergne au site ultra-secret de Reno aux Etats-Unis, Herbert Lotman nous entraîne dans la saga d'une entreprise qui rayonne sur les pneumatiques dans le monde entier, tout en étant le « censeur de la juste cuisson du mil bantou et de la bonne découpe du phoque inuit ».

Seule une connaissance de la table et du génie de la cuisine française permet de comprendre ce qui peut sembler un exercice acrobatique, mais exemplaire. Imagination certes, soud de l'héritage, et esprit d'ouverture. C'est à ce prix que la haute cuisine française passera le millénaire. L'almanach deviendra alors un calendrier perpétuel.

Jean-Claude Ribaut

★ *Voltaire à table : plaisirs du corps, plaisir de l'esprit*, Christiane Mervaud, Editions Desjonquères, 1998, 232 p., 140 F (21,34 €).

★ *L'Almanach du gastronome*, Armelle de Schivauz, Editions du Robert Laffont, 1998, 336 p., 140 F (21,34 €).

★ *La Gourmandise, les chefs d'œuvre de la littérature gastronomique de l'antiquité à nos jours*, Philippe Jost, Pré-aux-Clairiers, 1996 p., 195 F (29,73 €).

★ *La Gastronomie au Grand Siècle, cent recettes de France et d'Italie*, Françoise Sabban et Silvio Servati, Stock, 318 p., 240 F (36,59 €).

★ *Michelin, 100 ans d'aventures*, Herbert Lotman, Flammarion, 550 p., 145 F (22,11 €).



les ventes, certains fabricants n'ont pas hésité à affubler du sobriquet « crêpe de l'Afrique du Nord ». Ce sont la plupart du temps des industriels spécialisés dans les pâtes à tartes toutes prêtes (Raulet, Happy Roll) qui commercialisent ce produit à leur nom même si en réalité ils ne le fabriquent pas eux-mêmes.

L'utilisation la plus authentique de ces feuilles ultra-fines qui ne pèsent en moyenne que 17 grammes est la vieille recette tunisienne de la brick à l'œuf. Pour la réussir, l'œuf doit être cassé non pas dans la poêle, mais à froid dans la feuille que l'on repliera ensuite avant de la saisir dans une friture brûlante. Dans le sud de la Tunisie, on garnit souvent ces feuilles de purée de pomme de terre. Le thon et la cervelle d'agneau se marient bien avec cette coque légère. Alain Ducourtière, le chef du Carré des Feuillants, l'apprécie également en version sucrée, mariage subtil de miel et de crème de noix.

Guillaume Crouzet

★ Feuille de brick, Happy Roll, Raulet ou JR, 9 F, 1,37 € environ les dix.

### La feuille de brick

Les restaurateurs travaillent de la feuille. Depuis quelques années, cet objet mal identifié (la plupart du temps on n'annonce pas son nom) est apparu sur les cartes, des plus humbles aux plus étoilées. On parle de « croustillants de Saint-Jacques », d'« amouroses forestières », de mille-feuilles « croquant de légumes », tout cela pour retrouver dans l'assiette un produit qui n'a rien de miraculeux : la feuille de brick. A l'origine, le mot est plus familier aux marins qu'aux gastronomes. Ce terme de brick, qui apparut en Angleterre à la fin du XVIII<sup>e</sup>, désigne en effet un voilier à deux mâts grés à voiles carrées. Comment a-t-il navigué jusqu'en cuisine ? Peut-être s'y trouvait-il déjà. Cette fine feuille de pâte faite de farine, d'eau et de sel existait en effet en Tunisie sous ce nom au moins deux cents ans avant que la marine britannique ne s'en empare. En Afrique du Nord, son patronyme d'origine est *masoukha*, la feuille qui colle. Ce n'est qu'une fois garnie qu'elle prend le nom de brick. Par un effet de synecdoque, c'est finalement le plat qui a donné son nom à la feuille sans laquelle il n'existerait pas.

Exotique et bon marché, la feuille de brick sert hélas le plus souvent de cache-misère aux restaurateurs en panne d'inspiration. Qui n'a pas vu déboucher, sous l'agacante appellation d'« amouroses », une petite bourse que l'on dirait taillée dans du papier recyclé et qui renferme dans son sein quelques crustacés anonymes agrémentés de copeaux de légumes ? Pour quelques restaurants, qui, comme Le Petit Plat dans le XV<sup>e</sup> arrondissement, proposent de délicieuses sardines marinées et cuites en feuille de brick, combien de fabricateurs ? A la maison, même si le produit reste majoritairement un achat d'ordre ethnique (« la moitié de nos ventes ont lieu pendant les semaines du Ramadan car c'est un plat très traditionnel à cette période », raconte Hélène Wardopp, qui commercialise la marque Happy Roll), la feuille de brick fait peu à peu son trou. Il s'en est vendu 1 200 tonnes en 1998, soit un peu plus de sept millions de paquets, chacun d'entre eux contenant une dizaine de feuilles. Pour faciliter

### BOUTEILLE

## AOC reuilly blanc

### Les Millets 1997

Parmi ses nombreuses productions, la maison Joseph Mellot a vinifié et mis en bouteilles la récolte d'un vignoble des bords du Cher, sur l'appellation reuilly. Une nouvelle bouteille à son catalogue, déjà important. L'origine de ce vignoble remonte au VII<sup>e</sup> siècle, lorsque le célèbre roi Dagobert fit don de Reuilly et de ses vignes aux moines de l'abbaye de Saint-Denis. Composée uniquement à partir du cépage sauvignon, cette bouteille présente des arômes floraux et végétaux soûlement juxtaposés, sans effets mais non sans caractère, avec une fin de bouche exprimant des saveurs acidulées.

Ce vin conviendra non seulement à l'accompagnement des fruits de mer ou des crustacés, mais aussi à celui des asperges à la crème – comme on les prépare dans la vallée de la Loire, avec un trait de vinaigre et de la ciboulette ciselée – ou du fromage de chèvre.

★ Reuilly blanc Les Millets 1997 : 35 F TTC la bouteille départ cave (5,34 €).

Maison Joseph Mellot, route de Ménétréol, BP 13, 18300 Sancerre ; tél. : 02-48-78-54-54.

### TOQUES EN POINTE

## Bistrot

### CHEZ RAFFATIN ET HONORINE

La nouvelle carte de printemps, dans ce vénérable établissement, seul représentant des bistrot d'à côté de Michel Rostang sur la rive gauche, s'accompagne d'un coup de jeunesse avec l'arrivée d'un jeune chef et de la fille du patron, Caroline Rostang. Le menu, au déjeuner, à un prix très attractif, donne un aperçu des capacités de Stéphane Mauduit, avec le caviar d'aubergines au pistou, le saumon rôti à l'anis vert, le sabodet lyonnais et gratin de macaronis au vieux jambon.

Parmi les classiques des bistrot d'à côté, c'est la vinaigrette bâlée de homard (avec supplément), la poule au pot ou la queue de cochon farcie aux champignons. Des saveurs nettes et des assiettes élégantes ; quelques vins à prix raisonnables, c'est la formule magique qui fait le succès de ce type d'établissement. Menu (déjeuner) : 135 F (20,58 €). Menu-carte : 189 F (28,61 €).

★ 16, boulevard Saint-Germain, 75005 Paris. Tél. : 01-43-54-59-10. Fermé le samedi midi et le dimanche.

### LE PAMPHLET

Le chef Alain Carrère n'a pas oublié ses racines béarnaises et la cuisine du pays, souvent d'une grande simplicité, comme la poêlée de coeurs de canard gras et remoulade de céleri-rave. C'est un mets qui nécessite pour l'apprécier, comme la plupart des abats, d'en avoir connu la saveur dès l'enfance. L'odeur de résine, le cadre nécessairement rustique et le vin d'Irouléguy ou de Jurançon complètent ce registre obligé.

Le plat de tous les dangers, le risotto à l'encre de seiche, préparé à l'avance et donc généralement raté, est ici parfaitement moelleux et agrémenté d'une poêlée de calamars en persillade. Agneau de lait des Causses, poissons du jour, côte de veau aux ravioles au racomador, brebis des Pyrénées ou desserts gourmands de saison composent un menu-carte équilibré à prix unique. Formule (2 plats au déj.) : 120 F (18,29 €). Menu-carte : 160 F (24,39 €).

★ 38, rue Debelleyme 75003 Paris. Tél. : 01-42-72-33-24. Fermé samedi midi et dimanche.

## Gastronomie

### LE CÉLADON

Après la mise aux normes classiques du décor un peu vieillissant du restaurant de l'hôtel Westminster par les soins du décorateur Pierre-Yves Rochon, le chef du Céladon, Emmanuel Hodenecq, s'est à son tour appliqué à reconsidérer sa cuisine. Il célébrait récemment avec brio le nouvel an chinois dans un dîner de circonstance. Au quotidien, sa carte de printemps évoque la nostalgie d'un monde paysan, avec le palet de pommes charlotte et noix de Saint-Jacques au caviar osciètre, le saumon fumé aux herbes potagères ou bien l'escalope de foie gras de canard poêlée accompagnée d'un consommé de cocos truffés.

Oignons confits au vin de Chinon, olives noires et pommes rattes, ou bien gâteau de pommes de terre au lard paysan ne sont plus seulement des garnitures obligées, secondaires et souvent bâclées, mais participent pleinement de la composition aromatique d'une pièce d'angus irlandais, des noix de ris de veau ou du filet d'agneau rôti. C'est le style Ducasse, qui nécessite des produits impeccables, un sens aigu des harmonies de saveurs et un réel doigté. Le Céladon est sur la bonne voie. Mais l'affaire est ratée lorsque la mousseline de cerfeuil tubéreux domine les maigres saveurs d'un omelette d'élevage. Quelques fameux desserts aux saveurs tranchées, elles aussi, comme la tartelette café pur arabica à la cardamome. Menu : 260 F au déj. (39,64 €), 290 F (44,21 €). A la carte, compter 450 F (68,60 €).

★ 15, rue Daunou 75002 Paris. Tél. : 01-42-61-57-46. Fermé samedi et dimanche.

J.-C. RL

**PARIS 5<sup>e</sup>**  
"Un des restos indiens plus connus" (TELEGRAM)  
**MAHARAJAH**  
72, bd Saint-Germain 5e  
127 F - 169 F - Climat.  
01.43.54.26.07 / T.L.J.

**PARIS 6<sup>e</sup>**  
**Yugaraj**  
Spécialités Indiennes  
"Yugaraj" démontre, dans sa catégorie, l'un des plus hauts représentants indiens. C'est l'Inde 99 - 1478  
A midi le Delhi-Express 130 F  
Cure environ 190 F à 190 F  
14, rue Dauphine 01.43.24.44.51 - Fermé lundi

**PARIS 7<sup>e</sup>**  
**LES MINISTÈRES**  
Menu 175 F spirituel et vite compris  
Merveilleux 1<sup>er</sup> L'association de  
Fruits de Mer sur fond d'œuf  
30, rue du Bac - Tél. 01.42.61.22.37  
LE RESTAURANT DE LA BELLE ÉPOQUE

**PARIS 7<sup>e</sup>**  
**LE BOURBON**  
"Seu confits, magret, cassoulet  
et choucroutes. Sa bouillabaisse,  
poissons fumés et fruits de mer."  
Menu 142 F, Menu Gastro 188 F et Carte  
1 place du Palais Bourbon  
Tél. : 01.45.51.58.27 - Jusqu'à 23h30

**PARIS 7<sup>e</sup>**  
**Le Bistrot de Breteuil**  
Sérieux - Qualité - Prix  
Une adresse qu'on ne peut que vous  
recommander : le haut de gamme  
des formules tout compris. Jugez  
vous-même : une sélection de pro-  
duits frais de première qualité parmi  
les plus appréciés (pour ne pas dire  
les plus chers), des vins directs de  
propriété, le tout pour 282 F (ap-  
prêt, vin et café compris). Très rare,  
dans un tout compris, 8 superbes  
flûtes de châteaux de Maranges  
Océan n°2. Ouvert 7/7.  
3, place de Breteuil  
Tél. : 01.45.67.07.27

**PARIS 11<sup>e</sup>**  
**LE JARDIN du CURÉ**  
Béné soit qui bien y mange !  
"Cuisine du marché à l'excellent rapport  
qualité/prix" Menu 99 F à 129 F, Fermé dim. soir  
8 rue du Faubourg 11e - 01.43.79.18.41  
46 r. Jacques Hillairet 2e - 01.43.42.18.22

**PARIS 6<sup>e</sup>**  
**AU PETIT PRINCE**  
"Le restaurant d'élite en  
l'honneur de Saint-Exupéry"  
Nouvelle Carte d'été  
Cuisine uniquement avec des produits frais  
Formule 140 F, 150 F, 165 F et Carte  
à la carte. Rés. : 01.43.27.14.92  
Salle privée pour repas d'affaires 18 couverts.

**PARIS 6<sup>e</sup>**  
**Kamala - Inde**  
"La cuisine indienne"  
Recettes : Gauti Millau,  
Gallimard, Petit Futé,  
France Soix, M. Pivrot  
13, rue Mr Le Prince  
01.40.51.73.27  
- M<sup>e</sup> Odéon -

**PARIS 7<sup>e</sup>**  
**LA TERRASSE**  
Face à l'École Militaire, qualité et tradition  
au 1<sup>er</sup> étage son restaurant gastronomique  
Menu 180 F (vin et café compris)  
Nécessite réservation à 225 F avec l'entré  
- Banc d'huîtres -  
21, rue de l'École Militaire - 01.45.51.62.80

**PARIS 8<sup>e</sup>**  
**A.G. Le Poète**  
L'UN DES MEILLEURS  
RAPPORTS QUALITÉ PRIX  
Menu 100 F - 145 F - 215 F + Carte  
27, rue Fauriel - 01.47.42.00.64  
Fermé Sam. midi et Dim.

**PARIS 16<sup>e</sup>**  
**RESTAURANT DE  
L'AÉROCLUB DE FRANCE**  
MENU-CARTE À MIDI 150 F  
6, RUE GALVÉE - 75116 PARIS  
01.47.20.42.51 - Fax : 01.47.20.63.35

**PARIS 6<sup>e</sup>**  
**La Chope d'Alsace**  
Repas d'affaires  
Menu 169 F  
4, Carrefour de l'Odéon PARIS 6<sup>e</sup>  
Rés : 01 43 26 67 76  
Ouvert jusqu'à 2 h du matin  
Parking rue de l'École de Médecine

**PARIS 6<sup>e</sup>**  
**Vagenende**  
Cuisine  
traditionnelle  
et du marché  
Service continu TLJ de midi à 1h du matin  
142, bd Saint-Germain - 01.43.26.68.16

**PARIS 6<sup>e</sup>**  
**BISTROT &  
RESTAURANT**  
Menu de la Catalogne  
Vins et produits Catalans  
4-6, rue de la Comtesse St-Anthé / 01.55.42.16.19  
Au Bistrot Formules à 78 F et 85 F + tapas  
Salon de thé après-midi. Ouvert 7/7  
au 1<sup>er</sup> et Restaurant avec Menu-Carte à 180 F  
pous, Banquets et Cocktails - Fermé Lundi.

Retrouvez chaque semaine la rubrique "GASTRONOMIE"  
renseignements : 01.42.17.39.40 - Fax : 01.42.17.39.25

مكتبة من الأصل











## CULTURE

LE MONDE / MERCREDI 14 AVRIL 1999

**FESTIVAL** Mardi 13 avril s'ouvre la 23<sup>e</sup> édition du Printemps de Bourges, avec au programme des artistes confirmés comme Natacha Atlas, Zebda, Yann Tiersen ou Zazie,

des jeunes qui montent, du rock, du rap, du reggae, de la techno... Pour clore les festivités, Jacques Higelin montera sur les planches berruyères dimanche 18, signant sa neuvième

participation au festival. ● LE CHANTEUR, qui était déjà présent lors de la première édition, en 1977, fait désormais figure de vétéran de la manifestation. Pour *Le Monde*, il évoque les

grands moments du Printemps, ses « mégabouffes » avec Manu Dibango ou Charles Dutoit, le « fourmillement », le « brassage de goûts » qui font de Bourges un événement

unique. ● MOINS de vedettes, une programmation plus pointue dans les musiques électroniques et le rock, tel est le défi d'un festival qui craint d'avoir perdu son âme.

## Jacques Higelin fête son neuvième Printemps à Bourges

Le chanteur, qui se produira le 18 avril sur la scène berruyère, évoque pour « Le Monde » les grands moments du festival et ses évolutions récentes. Confrontés à une forte baisse d'affluence, les organisateurs ont opté cette année pour une programmation plus pointue

MONTPELLIER  
de notre envoyé spécial

Il sort de la voiture, s'engouffre dans l'hôtel, choisit une chaise et commande un « café allongé sur la plage ». A Montpellier, Jacques Higelin a l'air épuisé, le teint gris, il plante ses doigts dans sa tignasse poivre et sel, extrait ses pieds nus des mocassins blancs et entame la première des vingt cigarettes qu'il grignote en deux heures. Un instant, on pourrait croire que le rockeur trois fois grand-père fait les soixante ans qu'il aura en l'an 2000. Il répond qu'il est « très heureux en ce moment », mais confirme :

« Entre deux concerts, je suis comme un pneu crevé ».

Jacques Higelin est en tournée et il adore ça. Saint-Etienne le 6 avril, Montpellier le 7, Clermont-Ferrand le 8, Grenoble le 9, Bourges le 18 pour le Printemps. Plus qu'une date, c'est une histoire entre « Jacques » et le festival du Cher, où il va boucher sa neuvième participation — série en cours et record à battre. Et pas seulement parce que Daniel Colling, fondateur-patron de la manifestation, est son producteur.

Higelin était là en 1977 pour un premier festival dont le nombre d'éditions (vingt-deux) égale celui des albums qu'il a publiés. Qui l'entourait à l'époque ? Bernard Lavilliers, Catherine Ribeiro, François Béranger, Colette Magny, les Frères Jacques. Et Charles Trenet que Higelin, en administrateur protecteur, a généreusement présenté sur scène, ouvrant un de ces instants qui font la mémoire de Bourges. Et une blessure : « Trenet est le père spirituel de plein de monde. Mais j'ai vu sortir de scène et regarder sa montre. Pourquoi pas... Il est dur avec les gens ».

Par rapport au projet initial, Bourges 1999 est méconnaissable, avec un Higelin en rôle de survivant, unique vedette francophone — si l'on excepte Enrico Macias et Zazie — d'un programme vampirisé par une pléthore de jeunes à découvrir, dans le rap, le rock et la techno. Dinosaur, Higelin ? « Je suis un artiste vivant. Sinon je ferais autre chose. Du cinéma par exemple. Parraïn de Bourges ? « Ça fait trop mafia. Je préfère grand frère. Et puis Bourges m'a plus défendu que le contraire ».

Higelin déteste regarder en arrière, mais il se souvient : « Bourges



Jacques Higelin, en concert le 18 avril à Bourges.

a défendu une génération censurée par la radio et la télévision, mais plébiscitée par la vox populi. Tout ce qu'il y avait de créatif dans la chanson, Ferré, Gainsbourg, Barbara, Bobby Lapointe, Lavilliers, Renaud,

Catherine Ribeiro. C'était nous. Nous, contre la « variété » télévisée. Claude François en tête : « J'ai rarement vu un chanteur adopter des gestes aussi peu amoureux ».

En se forçant, Higelin cite quel-

ques souvenirs. Le « mégabouff » pour les dix ans du Printemps avec Manu Dibango, Paul Personne, Charles Dutoit, Bernard Lubet — le jazz a été très présent à Bourges. Puis un concert personnel

où il a invité des amis, qu'il présentait tour à tour — « une nuit mémorable », une fête à la Higelin à l'occasion des dix ans des Découvertes, avec Zebda et Evasion. Et trois groupes qu'il a fait venir de Roumanie après que « Ceausescu se fut fait fignoler », qui ont logé chez lui avant de descendre dans le Cher.

Sur l'évolution du festival, Higelin est embarrasé. Et préfère l'aborder via les festivals conviviaux, celui du Vent à Calvi ou de Montauban, où il a découvert Les Têtes Raides. « Je découvre des musiciens, on discute, on se fait à manger, tout le village en fait la fête. Je me sens en « vacances », au sens de disponible. Comme Bourges au début. Et puis c'est toujours la même histoire, ça grossit, je vois le travail effectué, les sommes en jeu. C'est vrai qu'il y a un moment... Demandez à Colling pourquoi Bourges a changé ! »

« Je suis encore là parce que j'empile les générations. Je dois arriver à la quatrième »

Bourges a grossi, au risque de diluer l'âme du festival, et a rencontré des problèmes financiers qui expliquent en partie le tournant actuel, autre danger. Higelin, lui, répond ouverte. « Bourges est une vitrine qui permet de voir les tendances, les jeunes groupes, les courants. Comment la parole se développe. Les formes musicales changent et c'est tant mieux. D'autant qu'à l'époque, la chanson engagée me faisait parfois chier. Certains ne sont plus là, aussi, parce qu'ils ne remplissent plus les salles. » Higelin les remplit, sans doute parce qu'il a la passion du concert, toujours différent, parfois loupé, « rarement en ce moment ». Des concerts qu'il assimile à une promenade et qui ne durent pas moins de trois heures, « une bonne distance pour se connaître, avec des paliers pour arriver à suspendre le temps ».

Il ajoute : « Je suis encore là parce que j'empile les générations. Je dois arriver à la quatrième. Barbara disait au public : "Je vous remercie de me

faire connaître à vos enfants". Il est là parce qu'il croise les genres : « Il n'y a pas de batterie ou de basse, mais on fait des trucs qui démentent, et puis de la musique tzigane, du classique, du rap, du jazz, de la techno, de la musique contemporaine. On s'est même amusés hier à jouer une musique folk de cubs terribles ».

Pas étonnant que Higelin, qui se qualifie de « passeur de plein de choses », s'adonne à la guitare au piano via l'accordéon, qui parle parfois trop en concert, porté par son indignation, affectionne le « brassage de goûts » de Bourges. La seule chose qu'il n'a pas digérée est la présence de boys'band, en 1997. « Il faut tout modifier dans une vitrine. Mais ça devient la vitrine des hommes d'affaires du showbiz. On ne peut aimer les rappeurs et ces mannequins. Il est en revanche admiratif devant le « fourmillement » du réseau Découvertes du Printemps, qui présente trente-deux groupes en quatre jours. « Cette jeunesse n'a pas plus accès que nous à l'époque à la radio ou à la télévision ».

Higelin ne se sent pas esseulé dans un programme qu'il n'a pas encore déchiffré, mais dont il dit connaître pas mal de noms. Avec « filiations » garanties. L'homme est curieux et ouvert. Sa fille lui fait écouter des disques — elle « danse à mort sur de la techno » —, il retient les noms prononcés par ses fils Ken et Arthur H. Il a évoqué la techno sur son dernier disque, *Paradis potier*, et se dit « sédu » par la musique et la grâce de Björk, même s'il confie n'être jamais allé à une rave. IAM l'emballe. « Je suis assez bon pour séparer les novateurs des clones. Sinon, je n'arrive pas à accrocher à un certain rap à cause de son attitude par rapport à la femme. Rien que l'appellation NTM, si on ne respecte même pas la femme qui vous a mis au monde... Ces clips avec grosses bagnoles et femmes assimilées à du pain sexuel sont des trucs de puceaux qui n'ont pas découvert l'amour ».

Higelin s'inspire et renvoie l'ascenseur. « J'ai fait écouter Ricky Lee Jones à ma fille. Elle s'endort avec, se réveille avec. Elle retient Gainsbourg, Barbara, Ferré... Elle me demande s'ils sont encore vivants. Je lui réponds que si elle les aime, ils le sont ».

Michel Guerrin

## Une manifestation qui cherche à retrouver son âme

Si le Printemps de Bourges a opéré un changement radical de sa politique artistique — disparition quasi complète des têtes d'affiche de la variété française et internationale, au profit d'une programmation plus pointue dans les domaines du rock, du rap et des musiques électroniques —, c'est que le plus célèbre festival français de musiques populaires filait un mauvais coton.

Touché par un déficit endémique tout au long des années 90, le festival, lancé en 1977 dans l'euphorie d'une nouvelle chanson française, prenait l'allure d'une institution empâtée. En 1998, une nouvelle baisse de fréquentation creusa les finances au point de voir le Printemps cumuler 4 millions de francs de déficit. Un plan de redressement interne, en place pour quatre ans, a prévu le remboursement de cette dette, à raison de 2 millions de francs pour le Printemps de Bourges, les collectivités locales ayant accepté de prendre l'autre moitié en charge.

Mais la direction du festival ne pouvait faire l'économie d'une réflexion plus globale. « Il ne suffisait plus d'appeler au secours, constate Daniel Colling, fondateur et directeur de la manifestation. Le Printemps s'est développé en découvrant une génération d'artistes. Mais à mesure que ces musiciens — Higelin, Renaud, Lavilliers, Jonasz... — devenaient des vedettes, notre identité s'est modifiée. Notre rôle de défi-

cheurs est passé au second plan. Nous réfléchissons les courants musicaux sans les découvrir. Nous avons payé l'addition de cette perte d'âme. La survie du Printemps passait par une retrouvaille avec son identité ».

Le Printemps a donc choisi de se concentrer sur les découvertes. Si, en 1977, il œuvrait en pionnier, on ne compte plus en France les festivals et les salles qui, aujourd'hui, collent aux nouveaux phénomènes musicaux. Solution imaginée par Daniel Colling : le remplacement de son comité de programmation (constitué d'une demi-douzaine de responsables) par deux nouveaux venus — Christophe « Doudou » Davy et Manu Barron —, activistes reconnus des milieux underground.

PEU DE VEDETTES

Si le premier s'est fait connaître comme producteur angevin spécialisé dans le rock dur, Manu Barron, passionné de musiques électroniques, de hip-hop et de jazz, a géré, dans le Nord, la programmation de salles et festivals de pointe comme l'Aéronautique. Approché d'abord à l'occasion du Festival Exil, événement techno produit l'été dernier par Daniel Colling, il a rejoint le Printemps de Bourges, excité par le défi. « Ma mère m'emmenait à Bourges quand j'étais enfant, se rappelle le Lillois, mais plus tard je ne me suis pas retrouvé dans ce festival. Pour nous, c'est un im-

mense pari. En six jours, on programme à Bourges autant d'artistes que beaucoup de salles en un an. » A l'exception de quelques compromis, le duo des programmeurs a réussi à conserver l'éclectisme stylistique du festival tout en multipliant les coups d'audace. Peu de vedettes, beaucoup de soirées thématiques et des invités tels que on a plutôt l'habitude

### Un budget en baisse

De 24,4 millions de francs en 1998, le budget du Printemps de Bourges est passé cette année à 20,09 millions de francs (3,06 millions d'euros). Parmi les postes les plus atteints par les réductions budgétaires : Participative — 7,03 millions de francs cette année contre 8,98 millions l'an passé —, la technique — 4,8 millions de francs, en 1999, contre 6,43 millions en 1998. Pour trouver son équilibre, le festival devra vendre 48 000 billets, contre 68 000 en 1998.

Si les partenaires privés ont été un peu moins généreux (4 millions de francs cette année contre 4,5 millions l'an dernier), les partenaires publics ont dans l'ensemble reconstruit leurs subsides avec, entre autres, 4 millions de francs de la ville de Bourges, 2,2 millions du ministère de la Culture et 1,2 des autres collectivités territoriales.

d'en découvrir aux Transmusicales de Rennes. A la direction du festival parviennent les premiers échos des départs de la chanson française. Les sponsors locaux semblent inquiets du manque de stars, tandis que Serge Lepletier, sénateur-maire (RPR) de Bourges, dit que « le festival n'est pas fait pour les quinquagénaires mais pour la jeunesse. L'objectif n'est pas d'attirer 100 000 personnes, mais de retrouver une légitimité. La programmation redonne une valeur nationale au Printemps de Bourges ».

Le festival ne peut se passer du soutien de la ville, quelques mois après que la chambre régionale des comptes du Centre eut rendu un rapport critiquant le mode de gestion du Printemps de Bourges (Le Monde du 19 janvier 1999), qualifié entre autres de « nébuleuse de structures privées ».

Le sénateur-maire assure que « les collectivités locales veulent tenir compte des préconisations de la chambre », mais précise qu'il n'a « rien vu dans le rapport de fondementalement dramatique ». Pour un besoin de transparence, les conventions liant le Printemps de Bourges à l'Etat, au conseil régional, au conseil général et à la ville seront rassemblées en une seule. Un audit du festival a d'autre part été demandé par l'Etat et le conseil régional. Daniel Colling dit également l'appeler de ses vœux.

Stéphane Davet

### Une semaine de festivités

● Le 13 avril : Ekova, Natacha Atlas (La Hune, 20 heures) ; La Nuit du Zapping 99 (L'Igloo, 21 heures).

● Le 14 : Armenes, Blankass, Matmatah (Le Palais d'Auron, 17 heures) ; D. Abuz System, Oxmo Puccino, 3<sup>e</sup> Cell (L'Igloo, 21 heures) ; Lynda Lemay (La Hune, 21 heures) ; soirée dub : Submission meats Tikman, Iratton Steppas, Aba Shanti (Germinal, 21 heures) ; Jon Spencer Blues Explosion (Le Pavillon, 22 heures).

● Le 15 : Calcedo, Divine Comedy, Domitique A (Le Palais d'Auron, 17 heures) ; International Roots of reggae-ragga : Sai Sai, Ras Michael, Pierpoljak, The Gladiators, Anthony B, DJ Selector D-Day (L'Igloo, 19 heures) ; Delinquent Habits, Urban Dance Squad, Lofofora (Le Pavillon, 21 heures) ; Vieja Trova Santiaguera (La Hune, 21 heures) ; soirée Fat Possum : T-Model Ford, Elmo Williams & Hiesekiah Early (La Soute, 22 heures) ; soirée Matador : Soler, Corneilus (Germinal, 22 heures).

● Le 16 : Fawzy El-Aledy (Le Théâtre Jacques-Cœur, 14 heures) ; DJ Mutamassik, Musafir, Rachid Taha, Sinsemilla, Tryo, Femi Kuti (L'Igloo, 19 heures) ; Hector Zazou (La Cathédrale, 21 heures) ; soirée sitar-funk : State of Bengale, Earthtribe Sound System.

DJ Diamond Finger, DJ Future Global Mantra aka Chet (Germinal, 21 heures) ; métal hurlant : Kill II This, Mass Hysteria, Soulfly (Le Palais d'Auron, 21 heures) ; soirée Arvers's burning : Deau, Zita Zwoon, Deus (La Soute, 22 h 30).

● Le 17 : communauté de motifs : Clotaire K, Audioactive, Zebda, Asian Dub Foundation (Le Palais d'Auron, 17 heures) ; Polar, Sean & Dean, Elliott Smith (Le Pavillon, 18 heures) ; soirée Brazilian Explosion : Waldemar Bastos, Dom Um Romão, Arakutaba, Mr Bongo (La Soute, 20 h 30) ; soirée 1999, électro-fédération : « Rinôcérose », Les Rythmes Digitales, Freestylers feat. MC Navigator & Tenor Fly, DJ Touché aka The Wisegays, Scott Groove, Cassius, Orbital, Carl Lekebusch, Marco Carolla (L'Igloo, 21 heures) ; Jérôme Ndilère, Suno, Yann Tiersen (La Hune, 21 h 30).

● Le 18 : hommage à Chetel Raymond Leyris, par Enrico Macias avec Taoufik Bestandji et son orchestre de Malouf-Foundouk (La Hune, 15 heures) ; Mano Solo, Jacques Higelin (L'Igloo, 16 heures) ; Zazie (Le Palais d'Auron, 18 heures). ★ Le Printemps de Bourges. De 30 F à 140 F (de 4,5 € à 21 €). TEL : 02-48-24-30-50. 3615 Bourges (1,29 F/min). www.printemps-bourges.com

مكتبة من الأهل



## Les Salons parisiens ont peur de disparaître

Les Salons de mai, de la jeune peinture et des réalités nouvelles se tiennent à Paris jusqu'au 18 avril. Ils craignent de ne plus pouvoir jouer leur rôle auprès des jeunes artistes

**SALON DES RÉALITÉS NOUVELLES. SALON DE MAI. SALON DE LA JEUNE PEINTURE.** Espace Eiffel-Brany, 29-35, quai Branly, Paris 7<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Iéna, Alma-Marceau. Tous les jours, de 11 h à 21 h. Entrée 40 francs (6,10 €). Jusqu'au 18 avril. Un débat intitulé « Artiste, dites-vous ? » est organisé par la jeune peinture le mercredi 14 avril, à 18 h 30.

Sans eux, l'abstraction géométrique ne se serait jamais épanouie, César n'aurait pu montrer ses premières compressions d'automobiles en 1960, la nouvelle figuration n'aurait pu se développer et Daniel Buren débutant n'aurait pas trouvé où exposer. Eux, ce sont respectivement le Salon des réalités nouvelles, créé en 1939 ; le Salon de mai, né en 1945 ; et le Salon de la jeune peinture, aujourd'hui cinquanteenaire. Organisés par des artistes pour des artistes, contrairement aux grandes foires qui sont le fait de marchands, ils sont menacés de disparition.

C'est du moins ce que prédit Katherine Louineau, qui préside aux destinées des Salons parisiens de la jeune peinture : « La situation est critique, et nous risquons de cesser très prochainement. Nous avons

d'abord été accueillis gratuitement au Musée d'art moderne de la Ville de Paris. Puis nous étions logés au Grand Palais, qui nous coûtait 60 000 francs. Avec 10 000 visiteurs payants sur trois semaines, le budget était équilibré. Le déménagement dans l'espace Eiffel-Brany a plus que triplé notre loyer, pour une durée d'exposition réduite à dix jours. Nous allons vers l'asphyxie financière. »

Pour Bertrand Moulin, le secrétaire général du Salon de mai, la situation est préoccupante : « Nous recevons quelques subventions de l'État et de la Ville de Paris, à hauteur de 60 000 francs (9 146 euros). Les trois cents artistes exposants cotisent pour environ 800 francs (122 €) chacun. La location de l'espace, que nous partageons avec les Réalités Nouvelles, coûte 250 000 francs (38 109,76 €), le catalogue 140 000 F (21 341,46 €). Notre budget est toujours tangent. » Contrairement à d'autres Salons, la Jeune Peinture se refuse à multiplier le nombre d'exposants (cent cinquante cette année) ou à augmenter le montant des cotisations de ses adhérents : « La meilleure œuvre du monde serait noyée si nous nous laissions aller à faire du chiffre. Les artistes méritent un espace d'exposition qui serve leur travail, dit

Katherine Louineau. Et ce sont des professionnels, jeunes, donc peu argentés : augmenter le montant de leur participation [700 francs, 106,7 €] les exclurait au profit de peintres amateurs plus fortunés. »

OÙ ALLER ? ET QUAND ?

Ce qui inquiète le plus les responsables des Salons, c'est l'annonce de la création du Musée des arts premiers sur le site du quai Branly qui les abrite. Guy Lanoë, qui tient les archives des réalités nouvelles, pose la question dans le catalogue : les Salons « peuvent-ils compter sur un espace d'exposition au Grand Palais ? Et quand ? » Dès 2001, répond le sculpteur Antoine Poncet, président du Salon de mai, qui affirme avoir obtenu des assurances des représentants de l'État pour retrouver « l'ailé sud du Grand Palais, rénové et aménagé ! ».

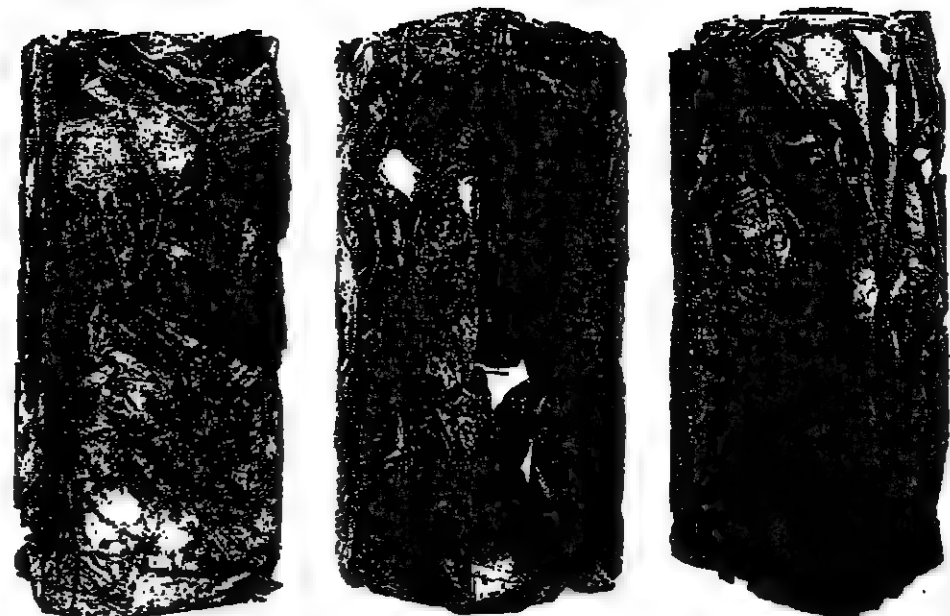
Au ministère de la culture, on est moins optimiste : Jean-Paul Ciret, le responsable de la communication, ne croit pas qu'il soit possible de réhabiliter cette partie du Grand Palais dans les délais : « Nous explorons différentes pistes, qui peuvent d'ailleurs varier selon les Salons, du côté de la Villette notamment. Mais nous ne pouvons donner de réponse avant le mois de juin. »

Mais, disent les sceptiques, le principe même du Salon a-t-il encore une utilité ? La reconnaissance ou la consécration artistique ne passent-elles pas aujourd'hui par d'autres voies ? On alimenterait bien savoir lesquelles, sauf à admettre l'infirmité de la critique et des « décideurs » culturels. Les Salons offrent au jeune artiste la possibilité de confronter son travail à celui des autres, de faire des rencontres ; au public, des oppor-

tunités d'achat à des prix souvent très modestes ; aux marchands, un vivier où ils puissent bien plus souvent qu'on le croit. Et, surtout, les artistes, que l'on dit trop souvent pusillanimes, y prouvent qu'ils savent se prendre en main.

« Placer l'artiste au centre du travail de sélection et d'exposition des jeunes créateurs n'est pas chose courante, rappelle dans son catalogue Eric Valette, vice-président de la Jeune Peinture. Ça n'est pas non plus chose facile. » Et d'ajouter, fort justement : « Si elle disparaît, personne ne la remplacera, car ni les galeries ni les institutions ne peuvent prétendre jouer son rôle de découverte systématique. L'artiste perdrait définitivement la parole... » Il faut avouer que cela en soulagerait plus d'un.

Harry Bellet



Ces compressions d'automobiles, les premières de César, ont été montrées au Salon de mai de 1960 (elles font toutes environ 150 x 64 x 45 cm. De gauche à droite : National Gallery of Australia, Canberra ; coll. part., France ; Musées d'art et d'histoire de la Ville de Genève).

### DÉPÊCHES

■ **VENTES :** le château-villa de Mézy (Yvelines) a été vendu aux enchères publiques pour 3,7 millions de francs. Cet édifice, construit à partir de 1924 sur les plans de l'architecte Robert Mallet-Stevens (*Le Monde* du 5 avril) pour le comte Paul Poinet, avait été acheté pour la comédienne Elvire Popesco. La maison de 1 000 m<sup>2</sup>, splendide mais en mauvais état, avait été mise à prix par la chambre des notaires de Paris, le 6 avril, 1,8 million de francs.

■ **BIBLIOTHÈQUES :** un programme de sauvegarde des bibliothèques mauritaniennes vient d'être lancé par l'Unesco. Il s'agit de 3 450 volumes, dont les plus anciens remontent au VII<sup>e</sup> siècle, déposés par des voyageurs et des pèlerins en route vers La Mecque. Ces collections, actuellement installées dans les villes de Chinguetti et de Ouadane, sont dans un état de dégradation avancée : usure du temps, insectes, conditions climatiques. L'association Bibliothèque du désert, la Fondation Rhône-Poulenc - Institut de France et la Fnac s'associent à cette opération.

■ **INTERNET :** Umberto Eco répondra en direct sur Internet aux questions de Zvetan Todorov, spécialiste de sémiotique, dans une émission diffusée mardi 13 avril, de 14 h 30 à 15 h 30 sur Internet, par Canalweb et Le Monde Interactif : [www.lemonde.fr/interactif](http://www.lemonde.fr/interactif). À l'occasion de la parution chez Grasset de son ouvrage, *Kant et l'ornithorynque* (qui doit être chroniqué par Roger-Pol Droit dans « Le Monde des livres » du 16 avril).

■ **THÉÂTRE :** Jean-Louis et Marie Trintignant vont jouer pour la première fois ensemble au théâtre. Le père et la fille interpréteront un spectacle monté à partir des *Poèmes* de Lou de Guillaume Apollinaire, au Théâtre de l'Atelier, à Paris, à partir du 6 mai et pour cinquante représentations.

## Youssou N'Dour, chanteur et « businessman » chanceux

LE CHANTEUR sénégalais Youssou N'Dour, dont les apparitions publiques en France sont rares, donnera un concert, le 13 avril, à Argenteuil (Val-d'Oise). Puis il

### POURQUOI ?

Ce self-made-man resté proche de ses origines remplit 60 000 places à 5 F

quittera Paris pour New York, où il sera au Hammerstein Ballroom, le 17 avril. Très attendu, le prochain album international de l'artiste, enregistré à Londres, New York et Dakar, avec Wyclef des Fugees en invité, devrait sortir en septembre chez Sony.

Plus qu'un chanteur, « You » est aussi au Sénégal un businessman chanceux. Autant que son talent musical, c'est son don des affaires qui force l'admiration de ses compatriotes. Depuis ses premiers concerts informels, quand, à neuf ans, il supportait en chantant l'équipe de football de son quartier au stade de la Médina, sa popularité n'a jamais cessé de croître. On plaisante même sur une éventuelle candidature présidentielle de l'artiste depuis qu'il a été désigné, lors d'un sondage paru dans l'hebdo-

madre indépendant *Le Témoign*, comme la personnalité la plus appréciée du Sénégal par cinquante pour cent des interrogés, devant le footballeur Bokandé, le président Abdou Diouf et le chanteur Babas Mal.

Mais le griot aux ailes aériennes a les pieds sur terre. Car la voie d'or possède un studio d'enregistrement équipé en numérique (Xippi - « clin d'œil »), une structure de production musicale, la Société africaine de promotion (Saprom), qui permet à des artistes méconnus comme Yandé Codou Sane ou Chelikh Lo d'émerger, deux disques, le *Thiossane* où il se produit tous les week-ends, et le *Broadway*, un restaurant, une galerie d'art contemporain et est l'actuel principal d'une radio (la 7 FM) et d'un quotidien (*L'Info 7*).

« POURQUOI ? » Cette réussite exceptionnelle suscite d'ailleurs des jalousies pénétrantes, comme l'atteste la tentative d'assassinat d'un sosie de la star, voilà deux ans. Cependant, Youssou N'Dour se promène sans garde du corps et continue d'incarner chez les Sénégalais l'homme d'un milieu populaire qui a réussi. Car l'artiste, aîné d'une famille de neuf enfants dont le père est toujours ferronnier sur

la corniche ouest de Dakar, a appris à lire, écrire et à parler anglais depuis peu. Il représente au Sénégal le self-made-man à l'américaine. C'est d'ailleurs aux États-Unis qu'il a envoyé ses frères et sœurs cadets à l'université afin qu'ils le secondent avec une compétence high tech, révélatrice de tous les employés de ses structures.

Dans sa maison du quartier résidentiel de Fatick, quand le professeur d'anglais de l'artiste vient dispenser ses cours, tous les employés, y compris les femmes de ménage et les videurs, sont invités à se joindre à leur patron. Qui, Youssou est resté proche de son peuple, et son succès international depuis sa rencontre avec Peter Gabriel, sa victoire aux MTV Music Awards et son duo avec Axelle Red pour la Coupe du monde n'y ont rien changé.

Pas une semaine sans qu'il ne passe à la télévision nationale, pas une nuit de Noël sans qu'il emplit le stade de 60 000 places à 5 francs français, pas une année sans qu'il sorte une cassette sur le marché local (la 28<sup>e</sup> vient de paraître chez Jololi), vendue 10 francs français à la criée, et lue en boucle dans la semaine qui suit sa sortie sur tous les magnétophones du pays.

Son dernier single, *Mademba*, ne déroge pas à la règle. Le morceau est pourtant engagé sur le terrain des opinions, alors que Youssou N'Dour ne s'y aventurait jamais auparavant. *Mademba* Sock est le leader du syndicat de la Société nationale d'électricité (Sénélec) et il a été mis en prison pour sabotage, suite aux grèves organisées par le personnel des centrales électriques pour protester contre la privatisation de leur entreprise. Dans son morceau, Youssou s'interroge et chante (en wolof), « *Mademba*, si c'est toi qui a coupé le courant, comment se fait-il que les pannes continuent alors que tu es en prison ? »

Ce qui n'a pas plu au chef de l'Etat : « Pour qui se prend ce griot ? », a demandé Abdou Diouf à ses ministres, le pouvoir des castes prenant alors le dessus sur toute considération esthétique et démocratique. Le chanteur attendait patiemment d'être devenu star pour affirmer son point de vue.

Valérie Osouf

★ Mardi 13 avril à 21 heures. Salle Jean-Vilar, boulevard Héloïse, 95100 Argenteuil (RER, ligne C. A écouter : Set, 1 CD Virgin ; Immigrés, 1 CD Celluloid.

## L'informatique de la Bibliothèque nationale de France cumule de piètres performances et deux années de retard

LES MALHEURS de la Bibliothèque nationale de France (BNF) avec son système informatique sont loin d'être terminés. Cinq mois après l'ouverture des espaces destinés aux chercheurs, le bilan prend des allures de cauchemar. L'installation comprend 2 600 postes de travail et une soixantaine de serveurs ; certes, elle n'est pas des plus simples, mais elle ne constitue pas pour autant un sommet technique de l'informatique. On voit que s'accroissent bégayements, délais non respectés, et piètres performances dans un climat échauffé par des accusations mutuelles d'incompétence.

La première version du système, la VI dans le langage du service informatique, accuse pas moins de deux années de retard sur le calendrier initial. Sans pour cela, avoir atteint le niveau de performance requis par le cahier des charges. Après les dernières livraisons du 31 mars, 60 % des bogues seraient corrigés. Il n'en resterait donc « que » 40 %. L'une des fonctions essentielles, la recherche multiscritures, qui permet de sélectionner des ouvrages en croisant plusieurs données, vient à peine d'être mise en service. Daniel Renoult, directeur des services et réseaux, se dit « extrêmement prudent » quant à l'évaluation du niveau de qualité atteint aujourd'hui. « Nous avons enregistré quelques incidents le 31 mars et le 1<sup>er</sup> avril », note-t-il.

En dépit d'améliorations certaines, les perspectives restent fort sombres. Les tests sur les requêtes, réalisés sur la collection « Que sais-je ? », témoignent d'un progrès : le délai pour obtenir une liste de titres correspondant à un critère est passé de 16 minutes à environ 2 minutes. On reste pourtant très loin de l'objectif : 2,5 secondes. Et si le système de réservation des places s'est lui aussi accéléré, il reste impossible de changer de place en cours de journée : « Pour cela, il nous faudrait une VI complète », indique M. Renoult. La livraison est prévue pour octobre ou novembre, c'est-à-dire près de cinq ans après le début des travaux et deux ans après la date prévue (fin 1997).

La confusion atteint un tel niveau

que la BNF prévoit de réaliser un audit de la recette afin d'établir dans quelle mesure le produit livré correspond à celui qui a été commandé.

En attendant, les lecteurs grognent, le climat social reste tendu et les surcoûts se multiplient. Ainsi, de nombreux logiciels (tels que ceux qui gèrent le dépôt légal) qui auraient dû être remplacés par les versions 2 (V2) et 3 (V3) restent en service. D'où un coût de maintien auquel s'ajoute celui de la correction du fameux bogue de l'an 2000. La facture de cette dernière opération devrait s'élever à plusieurs millions de francs. De quoi alimenter le débat sur la dérive financière du projet.

### Sans arbitrage, on voit mal comment la BNF pourra sortir de l'ornière

Un rapport réalisé en janvier par la section CFDT de la Bibliothèque fait état d'un dérapage de 41 %, en se fondant sur les chiffres du rapport 1998 de la Cour des comptes. M. Renoult estime au contraire que « la BNF a tenu ses dépenses ». Il précise que, de toutes façons, le règlement des commandes faisant l'objet de litiges n'a pas été effectué.

A l'origine de tous ces incidents et dysfonctionnements, un fournisseur joue le rôle de bouc émissaire. Si la CFDT accuse violemment les services informatiques de la BNF, elle se retrouve en phase avec la direction de l'établissement lorsqu'il s'agit d'incriminer Cap Gemini. La société de services informatiques (SSI), qui a pris en charge la conception et la réalisation de l'ensemble des logiciels, est rendue responsable de tous les maux. Selon la BNF, l'entreprise, qui compte pourtant parmi les fleurons de l'informatique française et emploie plus de 38 000 personnes dans le monde, « ne parvient pas à boucler cette affaire ». Quant à Serge Salomon, di-

recteur des opérations à la BNF, il affirme que « Cap Gemini est responsable de deux ans de retard ». C'est dire à quel point les relations entre la Bibliothèque et son fournisseur se sont dégradées. Le contrat signé avec Cap Gemini mentionne à la fois une « obligation de résultat » et des pénalités en cas de retard de livraison. Pour un marché d'environ 400 millions de francs, les défits financiers pour Cap Gemini pourraient s'élever considérablement. L'entreprise est contrainte de maintenir sur le projet BNF 60 à 80 personnes bien au-delà du délai prévu. Et son client pourrait lui appliquer les pénalités de retard, ce qu'elle ne fait pas pour des raisons qui semblent plus politiques que techniques.

Cap Gemini porte-t-elle l'entière responsabilité des dérapages du système ? Seul un audit général, analysant les rôles de chaque acteur, pourrait répondre à la question. La CFDT, qui cherche visiblement à déstabiliser la direction des opérations sur fond de conflits de personnes, pousse dans ce sens. M. Renoult n'y est pas favorable.

Sans arbitrage, on voit pourtant mal comment la BNF pourra sortir de l'ornière. Officiellement très discrète, la société Cap Gemini cache de moins en moins sa mauvaise humeur. Certains rappellent que la Bibliothèque assure la maîtrise d'ouvrage du projet et que, de ce fait, « c'est la BNF qui dirige tout ». Reconnaitre la responsabilité d'une partie du retard, l'un des acteurs dénonce les lenteurs d'arbitrage de la direction des opérations, l'« complexité excessive du projet », les multiples modifications des spécifications initiales.

Sans parler du choc entre la culture d'entreprise privée de la société de services et celle de la BNF qui relève de l'administration publique. « Quand on pilote avec un parapluie, il ne faut pas s'étonner des dérapages », entend-on chez Cap Gemini. L'informatique, pourtant loin d'être responsable de toutes les carences de la BNF, semble cristalliser l'insatisfaction qui perturbe la Bibliothèque depuis son ouverture.

Michel Alberganti

**Théâtre Rive Gauche**  
Loc 01 43 35 32 31

**Philippe Avron**  
*Je suis un saumon*

« Une épopée géniale. » PARISCOPE. « Un joyau, une perle. Une belle façon d'espérer et d'aimer. » FIGAROSCOPE. « Talent et générosité. » L'HUMANITÉ. « Sublime l'art du spectacle à une voix. » FIGARO. « Voyage merveilleusement drôle et fraternel. » JDD.

Nomination **MOLIERES'99**  
« Meilleur One man show »

félerama **FR**

Le Monde  
**L'ÉDUCATION**  
DE LA CULTURE ET DE LA FORMATION

Au sommaire d'avril

**L'école contre l'imagination ?**

100 PAGES  
30 F - 4,57 €

**KISHORI AMONKAR**  
DIM. 18 AVR. 11H RAGAS DU MATIN  
LUN. 19 AVR. 20H30 RAGAS DU SOIR

chant *khayal*  
INDE DU NORD

l'émouvante diva de cette fin de siècle • doyenne du chant *khayal*  
une femme libre, artiste puissamment originale

LOCATION 01 42 74 22 77 • 2 PL. DU CHÂTELET PARIS 4

مكتبة من الأمل



Le metteur en scène lyonnais dépose à l'Odéon de magnifiques images, qu'il abandonne au spectateur

lui », sans vrai objet. Peut-être parce que le metteur en scène lyonnais ressemble trop à son personnage. Ou parce que les treize comédiens qui

entourent Catherine Ducarre-Pinocchio sont trop absents des images que Boëglin pose sur le plateau comme des ébauches.

Où tout cela vient-il ? De raisons qui ne sont peut-être pas seulement théâtrales mais personnelles. Bruno Boëglin, c'est Pinocchio, et Pinocchio, ça par ses yeux à l'étonnement immense, déboussolants au-delà du possible. Ensuite, par la façon qu'a le Lyonnais (né en 1951) de forcer les expériences, en se tapant sur les doigts parfois, en continuant toujours. Il faut l'avoir vu présenter *Les Possédés*, de Dostoevski, dans le vide de l'Eldorado, un music-hall qui tenta un moment, en vain, de sortir de l'oubli lyonnais. Il faut

Il a l'art de faire jaillir de la nuit du théâtre des trouées de lumière, qui se posent sur les tentes et les personnages, les enveloppent, les accompagnent et les laissent, comme le ferait un manteau magique de présence et d'oubli. L'étrangeté est aussi naturelle à Boeglin que son étonnement. Quand il joue dans ses mises en scène — ce fut le cas pour *Der Theodor Mundstock* — il peut aller jusqu'à subjuguer les salles. C'est ce que certains appellent la « poésie » de Bruno Boeglin. C'est peut-être

dont on n'entend que la voix magnétique d'un homme à qui il est inusité d'en raconter sur la vie, Piccolino serait vraiment cette « *tête de bois* » que Boëglin appelle « *Malheur aux enfants qui se révoltent contre l'enfance* », dit la voix de Léotard.

Bruno Boëglin cherche le spectacle devant les spectateurs. Il désire de prolonger, animer et aimer les images qu'il dépose sur le plateau comme des ébauches (certaines, magnifiques). L'Odeon s'y prête mieux que nulle autre salle. L'obscurité tombe et c'est bien. Le

PARIS

**Jean Fabre**  
Jean Fabre, plasticien de renommée internationale, joue et dirige à Paris, dans une dramaturgie de Milet Martens, un spectacle multimédia, *The Fin* (but business as usual). Sous le signe de la carapace, de l'apparence, de l'archétype, ce travail, un des plus complexes que l'on puisse apprécier aujourd'hui, explose, fissure, remet en jeu et en question les signes du quotidien et du merveilleux. D'autant plus fortement que Jean Fabre mêle dans ces mises en scène extrêmes les images, le théâtre, la danse, la musique. Mais chaque discipline est saisie, remuée dans une même énergie, dynamisée par le regard d'un artiste grisé par l'évolution, le chaos, les tourterelles, l'arabesque du diable, son ancêtre l'entomologiste Jean-Henri Fabre, il a hérité cet acharnement à souligner les grands invariants dans le changement. La

**métamorphose.**  
A Strasbourg, où la pièce sera  
jouée au Maillon les 21 et 22 avril,  
La Chaufferie expose les derniers  
travaux du créateur en  
collaboration avec l'Ecole des arts  
décoratifs (jusqu'au 16 mai).  
Théâtre de la Ville, 2, place du  
Châtelet, Paris 6. **M. Châtelet.**  
Du 14 au 17 avril, à 20 h 30. Tél. :  
01-42-74-22-77. 95 F et 140 F. La  
Chaufferie, 1, rue de l'Académie.  
67000 Strasbourg. Tél. : 03-88-35-38-58.  
**Brigitte Fontaine**  
Reine de la nuit, princesse des  
fleurs du mal, consummatrice de  
nougat rose, Brigitte Fontaine  
part en guerre contre la fadeur.  
Au Trianon, on annonce déjà son  
triomphe. Elle fête la sortie de  
*Maquillage de choix* (Virgin), un  
sérailage d'horreur à la Brigitte  
solaire-huitaire de Cocteau à la  
radio se superpose à la Fontaine  
des armées 90, humour, techno,  
poésie, de *Que la vie est belle !*  
**Trianon, 80, boulevard**  
**Rochecrouart, Paris 19. M. Anvers.**  
Du 13 au 17 avril, à 20 h 30. Tél. :  
01-44-92-78-05. 143 F.

l'avoir suivi au Nicaragua, chez les Indiens Miskitos; dans *El Naufragio*, un spectacle bricolé dans la nuit envahie de moustiques, il jouait un curé en soutane, en qui les Miskitos voient l'Antéchrist venu sur leurs terres. Il faut aussi l'avoir vu approcher Gertrud, de Söderberg, ou *Pan Theodor Mundstock*, du vieux fou maurens Ladislás Fuks. Son talent

**CATHERINE DUCARRE, SEULE**  
Treize comédiens entourent Catherine Ducarre, à qui a été confié le rôle. Mais elle est seule : les autres sont des ombres. S'ils l'étaient totalement, comme Philippe Léotard - le grillon, les lucioles et le merle -

ment, le bois pâle des lauriers, les appels verts des lumières de service, le manteau d'Arlequin ouvert sur une nuit à inventer. Dans cette nuit, le *Pinocchio* de Bruno Boëglin est une répétition mentale.

**Brieite Salina**

**HAENDEL**, extraits de *Admeto*, *Radamisto*, *Rodelinda*, *Giulio Cesare*, *The Alchemist*, avec Andreas Scholl (contre-ténor), Akademie für Alte Musik Berlin. Cité de la musique, salle des concerts, le 9 avril.

mands et les Folksongs anglaises (Harmonia Mundi), la récente parution d'un récital Haendel (Harmonia Mundi) et, bientôt, d'un récital consacré à Haendel encore, mais aussi Gluck, Mozart et Hasse (Decca). Mais des débuts triomphaux à la scène dans le *Rodelinda* de Haen-

tique de la salle de la Cité de la musique n'a paru si contraire à la voix : tout semble venir de très loin, comme assourdi. Le timbre moelleux du contre-ténor y prend un côté mignard, son articulation des allures salonnardes, tandis que graves et médiums se noient dans l'or-

malgré des sons miraculeux de douceur, des vocalises superbes de précision et de justesse.

L'entracte sera propice à un changement de perspective. Passer du balcon au parterre va-t-il révéler un nouveau *Giulio Cesare*? La voix porte davantage, et le décoratif

A trente-deux ans, le jeune contre-ténor allemand Andreas Scholl, ancien élève de la célèbre maîtrise des Kiedricher Choruben puis étudiant de la Schola Cantorum de Bâle, s'est tout d'abord illustré au disque dans les *Lieder* alle-

Dès l'ouverture d'*Admeto*, l'Académie sur Alte Musik Berlin est fidèle à sa réputation : style incisif et rond, équilibre. Las ! jamais l'acous-

**IN EXTREMIS**  
Le pauvre roi Scholl-Admeto a quelque mal à convaincre de l'horrible songe qui l'empoigne (« *Orride larve* »), lors même que l'acceptation de sa propre mort (« *Chiodetevi, miei lumi* ») semble une résignation sans objet.

« *Vi tincto* » aux résonances guerrières, que stimule un cor de chasse omniprésent. Le chanteur déploie

**TAL COAT, l'énergie du blanc, Bibliothèque nationale de France, Galerie Mansart, 58, rue de Richelieu, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>o</sup> Pyramides. Tél : 01-53-79-59-59. Du mardi au dimanche, de 10 heures à 19 heures.**  
Entrée : 25 F. Jeune p<sup>u</sup> 2 mal.

Vibrations, effacements, réappa-  
ritions. Il faut saisir au vol, tracer à

Face à la projection poluée, au fini impeccable de la voix, à la tenue un rien compassée de l'artiste, la transsubstantiation dramatique ne peut s'opérer. Et le roi fugitif des Lombards Bertrando, secrètement revenu au pays, aura beau contempler avec douleur son cénotaphe (« *Pompe vane di morte* »), appeler à la consolation son épouse Rodolinda (« *Dove sei* »), pour mieux la soupçonner d'infidélité à l'acte II (« *Sì, l'infida consorte* ») puis s'empresser contre elle (« *Confusa si mirrai* »), il se dégage de l'ensemble un curieux sentiment d'uniformité.

pour évoquer le « rusé chasseur » une énergie jusqu'alors insuïtée, qui trouve son plein épanouissement dans le « *Vivi tiranno!* » extrait de Rodefando. L'artiste tout à coup plus à l'aise, plus mobile, rompt les chiens et lâche la voix. Vindictif, passionné, c'est dans toute sa majestueuse fureur que le roi Bertarido décoche cette fois ses flèches virtuoses, que l'orchestre attise une rage bien compréhensible. Et Andreas Scholl prouve en extrêmes qu'il est aussi un prince de scène.

**Marie Aude Brun**

Avec One.Tel, économisez sur tous vos appels : internationaux, nationaux et d'un téléphone fixe vers un téléphone portable. Aucun abonnement, aucune installation, aucune consommation minimum, aucun paiement anticipé. Vous avez juste besoin de composer le 01 53 53 7000\* devant le numéro de votre correspondant.

- AUCUN ABONNEMENT
- AUCUN PAIEMENT ANTICIPÉ
- AUCUN FRAIS D'INSTALLATION
- AUCUNE CONSO MINIMUM

COMMENT TELEPHONER AVEC One.Tel®)

COMPOSEZ LE 01 53 53 7000*	CODE NUTS	NUMERO D'APPEL
-------------------------------	--------------	-------------------

**One.Tel®)**  
100% Télécons.

RENSEIGNEZ-VOUS AU  
**01 53 53 75 18\***

\* Les appels vers les numéros de service sont facturés par One.Tel sur addition.

**0,58 F  
USA**

**0,68 F  
TICEX  
CANADA**

**0,45 F  
ROYAUME-UNI**

D'une lettre de Pierre Tal Coat, et aphorisme : « Un trait pour un trait, la belle affaire s'il n'est engagé l'invissible, si resté en suspens il ne se prolonge... L'invissible n'est pas ici norm d'un au-delà. Il s'agit seulement de savoir dans quelle mesure ce trait – ce pourrait être la tache, la tache, la matière – est plus que lui-même, plus que « savoir-laire » lui victorieux s'érige », précise Tal Coat dans la même lettre. Question de la méfiance : le dessinateur (aussi bien le peintre) se méfie de son art, même ce que son art lui ferait faire pour le seul plaisir de l'exécution, au risque du superflu ou de la vir-

morphoses des choses. Quand la forme ne bouge pas, la lumière bouge sur elle et l'animé, comme le vent anime les feuillages et comme l'eau trouble le caillou, le visage, sur quoi elle ruisselle. En 1949, il publie des lithographies appelées *Éléments de nature*, nœud dans un cyprès, écorces, galets, tourbillons, signes légers en équilibre entre la nature et une abstraction.

En quelques dessins et la plupart des estampes, cette exposition montre comment Tai Costantini est parvenu à conjurer la menace de l'holocauste. A ses débuts, dans l'entre-deux-guerres — il est né en 1905 —, il a combattu par son contraire, une maladie grave et lente qu'il fait de chaque porclet aux têtes de bois pressées sur le mur d'un hôpital.

Il a marqué aux artichauts bleus les années 30, il succombe, comme la plupart de ses contemporains, à la fascination de Picasso, même d'un peu de surréalisme. A novembre 1941, il fait qu'il s'échappe. A novembre 1942, il se livre à un dessin d'animalier, de paysages, de figures dans le pays natal, de figures d'histoire à rompre

JOUER AVEC L'ÉPIGRAMMATIQUE  
 La solution, à nouveau, ce serait  
 de se constituer un jeu d'articles  
 elliptiques et d'allusions, de  
 glisser et de n'en plus sortir. Il ar-  
 rive que Tal Coat, quand il  
 intervient entre les mots de Du  
 Bouchet pour *Laïsses* et pour *Sous* le  
 linéaire en forme de joug, connaisse  
 cette tentation. Il est alors bien près  
 de « faire du Tal Coat », de jouer  
 avec l'épigrammatique — mais jouer  
 avec lui, c'est lui faire perdre une  
 partie de son magmatisme, l'appri-  
 mation qu'il lui faut faire de la  
 beauté. Comme pour s'opposer à ce  
 mouvement d'accourcissement et  
 de répétition, dans les dix dernières  
 années de sa vie, Tal Coat remplit  
 sa moitié, d'années, de ses pay-  
 sages observés de voiture et re-  
 commence à tracer des autopor-  
 traits, où il se montre d'une  
 intensité et d'une sobriété dignes  
 de son ancien ami Giacometti.

**Phillippe Dagen**

**L'ÂME SCEUR**  
■ Remi, employé des pompes funèbres, et Valentina, chanteuse espagnole, s'aiment. La chanteuse assassine, et Remi la ressuscite, mais pour cela ils ne doivent plus quitter *L'Âme sœur*, premier film d'humoriste Jean-Marie Bigard, tient pas la distance d'un long-triage et ressemble davantage à blague qui pourrait, à la rigueur,

s'essayant à la comédie romatique, Jean-Marie Bigard rate cible, faute d'un vrai scénario, cause de dialogues qui sonnent faux et d'un humour gras, à la suite du mauvais goût, qui ne s'agit pas à la prétendue élégance son sujet. Samuel Blumenfeld

Film français de Jean-Marie Bigard  
Avec Jean-Marie Bigard, Yveline Scio, Marina Tôme, Candide

chez. (1 h 33.)

هكذا من الأصل



Le gouvernement de Bucarest approuve les frappes aériennes de l'OTAN contre le régime de Belgrade, mais la presse relaie le sentiment populaire, favorable aux Serbes pour des raisons essentiellement religieuses

هكذا عن الأصل



# Contradictions

RADIO-TÉLÉVISION

LE MONDE / MERCREDI 14 AVRIL 1999 / 33

## GUIDE TÉLÉVISION

### DÉBATS

21.20 **Pompié, découverte**  
d'un monde perdu. Forum Planète

### MAGAZINES

18.30 **Neuf part ailleurs**  
Invités : José Garcia, Hervé Villechaize, Sébastien Ugeux, David Sirey. Canal +  
19.10 et 20.10 **Le Rendez-vous**  
de Ruth Elkrief. LCI  
20.00 **20h Paris Première**  
Aléman. Paris Première  
20.50 **De quel droit ?**  
Vieilles, propriétés, localités : qui fait la loi ? M 6  
21.00 **Le Gai Savoir**  
Paul-Henri Châtelier de Gaulle ? Invités : Jean-Marie Colombani, directeur du Monde, Pierre Messmer, Jean-Louis Debré, Nicolas Tenzer, Roger Carlier. Paris Première  
21.05 **Temps présent**  
La fuite des cerveaux. TV 5  
22.50 **La Vie à l'épreuve**  
Voyage insolite à l'aéroport de Roissy. France 2  
23.05 **Comment ça va ?**  
Inconnus en tournée : de la fête. France 3

### DOCUMENTAIRES

18.45 **L'Etat de la Palestine**  
Les épreuves de la paix. Planète  
19.00 **Le drame, naissance d'une nation**  
Le drame. Odyssée

## TÉLÉVISION

### CINÉMA 2

18.25 **Sailor et Lula**

Ce film de David Lynch, qui créa la surprise, remporta la Palme d'or du Festival de Cannes, en 1990. C'est l'adaptation dédramatisée d'un polar tordu de Barry Gifford. Musique hard-rock, images explosives, violentes, horribles, couleurs frisant l'ouïisme. Les fantasmes de l'Amérique contemporaine dans une œuvre qui tient du conte de mauvaise fête et du road movie initiatique. En s.o.

### ARTE

21.30 **Public Housing**

En trente ans et vingt-sept films, Frederick Wiseman, spécialiste des plongées de longue durée et observateur attentif de l'Amérique, a pour *Public Housing*, vécu six semaines dans un quartier déshérité de Chicago où les habitants sont noirs et les « problèmes » multiples. Résultat : un film de 195 minutes. Aucun commentaire. Rien qu'un regard attentif qui donne à voir la vie. En v.o.

### FRANCE 2

22.55 **La Vie à l'épreuve**

Mireille Dumas s'empare d'un sujet très classique : la vie d'un grand aéroport, Roissy. Notre « instantané social » parvient, encore une fois, à obtenir un ton différent. Mais reste une impression de superficialité. Plutôt que sur les caprices ou la gentillesse des hôtes de marque, on aurait aussi aimé s'attarder sur les révoltes de passagers et les contrôles de l'immigration. L'« endroit » appelle l'emvers.

## GUIDE TÉLÉVISION

### DÉBATS

21.20 **Le Cancer du sein**  
23.20 **Enfants, dur**  
de rester stars. Forum Planète

### MAGAZINES

13.05 **Temps présent**  
La fuite des cerveaux. TV 5  
13.30 **On s'occupe de vous**  
Avec Claude Sérillon. France 3  
13.30 **M 6 Kid**  
Les bêtises de comédiens. M 6  
14.00 **20h Paris Première**  
Invité : Alhena. Paris Première  
14.50 **Saga-Cité**  
On les perd écrits. France 3  
16.55 **Zapping Zone**  
Disney Channel  
17.05 **Les humeurs du music-hall**  
Jacques Hélian. Paris Première  
17.20 **Le Club**  
Invité : Jean YVES. Ciné Classics  
18.00 **Stars en stock**  
Richard Burton, Katherine Hepburn. Paris Première  
18.30 **Neuf part ailleurs**  
Invités : Laurent de Brunhoff, Sébastien Ugeux, Nicolas Tenzer, Francis Cabrel, John Irving. Canal +  
19.15 **Le Rendez-vous**  
de Ruth Elkrief. LCI  
20.00 **20h Paris Première**  
Invité : Desdard. Paris Première  
20.15 **Rais divers**  
Sans motifs apparents. RTBF 1  
20.45 **Les Mémoires de l'Histoire**  
La montagne de la vérité. Arte  
21.50 **Comment ça va ?**  
Santé, forme, beauté. Invité : José Garcia. TF 1  
21.00 **Paris modes**  
Gilles Berthoin. Paris Première  
21.05 **Au nom de la loi**  
Temple sur la Commission européenne. Portrait d'un Juste. La chute de la maison Pery. Edith et les loups. TV 5  
22.45 **Ca se discute**  
Que faire quand on a une fille ? France 2  
22.50 **Un siècle d'écrivains**  
Emil Michel Claret. France 3  
0.20 **De quel droit ?**  
Vieilles, propriétés, localités : qui fait la loi ? M 6  
0.35 **Le Canal du savoir**  
Perrault : neuf ans d'enquête. Paris Première

### DOCUMENTAIRES

17.40 **Chasseurs de virus**  
Odyssée  
17.45 **Les Armes de la victoire**  
[1917] Le Bel étage. Planète  
17.45 **L'Histoire des grands ballets**  
[1920] La belle de l'Opéra. Mezzo

## TÉLÉVISION

### CANAL

9.00 **Banana Split**

Une danseuse s'empare d'un sergent en permission. Il va se distinguer sur les champs de bataille ; elle va devenir vedette d'une revue. *Banana Split* est une étonnante comédie musicale où Busby Berkeley, génial metteur en scène chorégraphique, a construit, défait et reconstruit par ses mouvements de caméra, les décors et lancé Carmen Miranda comme un défi érotique aux pin-up girls. En v.o.

### ARTE

20.15 **Le Bunker**  
de Hassi Messaoud

Placés sous la protection de l'armée, les 45 000 résidents de Hassi Messaoud ignorent tout du drame sanglant qui se joue en Algérie depuis plusieurs années. Ils sont venus « pour l'argent » exploiter les champs pétrolifères, le trésor enterré du gouvernement. Véronique Taveau s'est allée enquêter dans cette oasis artificielle. Son reportage est riche d'enseignements.

### ARTE

21.45 **Musica**

Mathilde Monnier est chorégraphe. Elle-même depuis cinq ans un travail avec des adultes autistes. A l'hôpital psychiatrique de Montpeller, elle a rencontré Marie-France, une jeune femme souffrant d'autisme infantile précoce. Pendant des mois, les deux femmes ont mis au point un ballet. *Brut blanc*. Les répétitions et la représentation de ce surprenant duo ont été filmées par Valérie Urréa.

## FILMS

18.00 **L'Invincible Armada**

William K. Howard. Avec Laurence Olivier, Vivien Leigh. 1957, N, v.o., 135 min. Ciné Classics

18.25 **Sailor et Lula**

David Lynch (Etoiles-Unies, 1989, v.o., 125 min). Ciné Cinéma 3

18.30 **Napoleon**

Abel Gance. [1927] France, 1926, N, muet, 120 min. Ciné Cinéma 1

19.30 **La Croisière**

du Navigator. Russel Nelson et Donald Crisp (Etoiles-Unies, 1924, N, v.o., muet, 60 min). Ciné Classics

20.30 **Les Granges brûlées**

John Chaptin (France, 1973, 100 min). Ciné Cinéma 1

20.40 **Les Artistes**

Georges Méliès (Etoiles-Unies, 1900, 50 min). Disney Channel

22.05 **Un homme**

parmi les loups. Carol Ralland (Etoiles-Unies, 1953, v.o., 105 min). Ciné Cinéma 3

22.10 **Petits meurtres entre amis**

Danny Boyle (Grande-Bretagne, 1994, 90 min). Cinéstar 1

22.35 **Une vraie blonde**

Tom DiCillo (Etoiles-Unies, 1996, v.o., 100 min). Canal +

22.55 **La Vieillesse**

Luigi Comencini (Italie, 1972, v.o., 115 min). Paris Première

23.00 **Poli de Carotte**

L'Argent de la Vieillesse (France, 1952, N, 90 min). Cinétoile

23.10 **La Nuit du loup-garou**

Tennor Fisher (Grande-Bretagne, 1961, 90 min). Ciné Classics

0.55 **L'Ami américain**

Wim Wenders. Avec Bruno Ganz, Dennis Hopper (Grande-Bretagne, 1977, v.o., 125 min). Arte

1.30 **Chercheries d'or 1935**

Buster Keaton (Etoiles-Unies, 1935, v.o., 95 min). Ciné Classics

15.55 **L'Invincible Armada**

William K. Howard. Avec Laurence Olivier, Vivien Leigh. 1957, N, v.o., 135 min. Ciné Classics

16.30 **Napoleon**

Abel Gance. [1927] France, 1926, N, muet, 120 min. Ciné Cinéma 1

18.05 **Interviewa**

Federico Fellini (France - Italie, 1968, v.o., 105 min). Ciné Cinéma 1

19.30 **L'Odyssée**

du sous-marin Nerka. Robert Wise (Etoiles-Unies, 1958, N, 90 min). Cinétoile

20.30 **Chercheries d'or 1935**

Buster Keaton. Avec Dick Powell, Gene Stuart (Etoiles-Unies, 1935, v.o., 95 min). Ciné Classics

20.50 **Un homme parmi les loups**

Carol Ralland (Etoiles-Unies, 1953, v.o., 105 min). Ciné Cinéma 2

21.00 **Jugement à Nuremberg**

Stanley Kramer (Etoiles-Unies, 1961, N, 175 min). Cinétoile

21.35 **Fargo**

Joel et Ethan Coen (Etoiles-Unies, 1996, 100 min). RTBF 1

22.05 **Ce soir de nouveaux**

Mario Mattoli (Italie, 1942, N, v.o., 100 min). Ciné Classics

22.35 **Le Moment de la vérité**

Douglas Sirk (Etoiles-Unies, 1956, N, v.o., 110 min). TMC

23.45 **Demain est un autre jour**

Francisco Ford (Etoiles-Unies, 1956, N, v.o., 85 min). Ciné Classics

23.55 **La Joyeuse Divorcée**

Mark Sandrich (Etoiles-Unies, 1934, N, v.o., 105 min). Cinétoile

0.00 **Underland**

Emil Kistner (France - Allemagne, 1995, v.o., 160 min). Cinéstar 1

1.10 **L'Équipée sauvage**

Lady Benet (Etoiles-Unies, 1933, N, 80 min). Ciné Classics

1.40 **Assurance sur la mort**

Billy Wilder (Etoiles-Unies, 1943, N, v.o., 110 min). Cinétoile

## PROGRAMMES

### TÉLÉVISION

#### TF 1

19.05 **Le Bigail**  
20.00 **Journal**, Météo.  
20.50 **Hercule et Sherlock**  
Film. Jeannot Szwarc. O.  
21.35 **High Secret City**  
La ville du grand secret.  
Droit de passage. O.  
Le temps d'une berceuse. O.  
0.15 **Mélanie sport**, Spécial gilet.

#### FRANCE 2

18.45 **En un, et deux, et trois**  
19.15 **1 000 enfants vers l'an 2000**  
19.25 **Qui est qui ?**  
20.00 **Journal**, Météo.  
20.55 **L'Érudite**. Film. C. Pinoteau. O.  
22.40 **Bouche à oreille**  
22.50 **La Vie à l'épreuve**  
0.55 **L'Écho**, Journal, Météo.  
1.05 **Le Cercle**  
Antisémitisme, la justice nécessaire.

#### FRANCE 3

18.20 **Questions pour un champion**  
18.50 **Un livre, un jour**  
18.55 **Le 19-20 de l'Information**, Météo.  
20.05 **Cosby**. O.  
20.35 **Tout le sport**  
20.55 **Patrimoine artistique**  
Les Maîtres Miro.  
22.35 **Méteo**, Soir 3.  
23.05 **Comment ça va ?** Inconnus en tournée : de la fête. O.  
0.00 **Magazine olympique**  
0.30 **Dans les coulisses de...**  
Mon Trésor.

#### FRANCE 5

1.25 **Saga-Cité**. Stop à la violence : le Manifeste des Jeunes contre la violence.

#### CANAL +

En clair jusqu'à 20.30  
18.30 **Neuf part ailleurs**  
20.30 **Football**. Championnat de D 1. Rennes - Lens.  
22.30 **Les Sales Blagues de l'Écho**  
Le cerveau, cet inconnu. O.  
22.35 **Une vraie blonde**. Film. Tom DiCillo (v.o.). O.  
0.25 **Football**. Championnat de D 1. Match décalé de la 29<sup>e</sup> journée : Bastia - Sochaux.

### ARTE

19.00 **Archimède**  
19.45 **Méteo**, Arte Info.  
20.15 **Reportage**. Fossiles en action.  
20.40 **La Vie en face**  
Destinataire inconnu.  
21.30 **Thema**. Public Housing : le logement social vu par Wiseman.  
21.35 **Public Housing**. Le logement social vu par Wiseman.  
Documentaire. Frederick Wiseman.  
0.55 **L'Ami américain**. Film. Wim Wenders (v.o.). O.

### M 6

19.20 **Marées**, deux enfants. O.  
19.50 et 20.20 **Rallye**. Rallye de Tunisie.  
19.54 **Le Six Minutes**, Météo.  
20.10 **Notre belle famille**. O.  
20.40 **Décochage info**.  
E = M6 découverte.  
20.50 **De quel droit ?**  
Vieilles, propriétés, localités : qui fait la loi ?  
22.45 **Mardi suspendu**  
Fausse piste.  
Téléfilm. James Frawley. O.  
0.25 **La Hémisphère Est**.  
0.30 **Zona** : suspens.  
Adolescence : attention danger.

### RADIO

#### FRANCE-CULTURE

20.30 **Agora**. Joseph Pertz (l'Espagne de Philippe II).  
21.00 **Poésie studio**. Spécial Québec.  
22.10 **Mémoires graves**  
Invité : Jean Marie Le Duc.  
23.00 **Nuits magnétiques**. [1/2]

#### FRANCE-MUSIQUE

20.00 **Concert**. Par l'Orchestre de l'Opéra national de Paris, dir. Georges Prêtre.  
22.30 **Musique pluriel**  
Œuvres de Agobert, Vivier.  
23.07 **Le Dialogue des rimes**  
Œuvres de De Tormes.

#### RADIO CLASSIQUE

20.15 **Les Solistes**. Symphonie de Kraus, par l'Orchestre de chambre suédois, dir. Peter Sundkvist.  
20.40 **Festival international de musique** de chambre de Jérusalem. Œuvres de Beethoven, Brahms, R. Schumann.  
22.23 **Les Solistes**. (suite). Œuvres de Rostrop, Pliem, Magnani.

## PROGRAMMES

### TÉLÉVISION

#### TF 1

15.40 **Cinq sur 5**. O.  
16.40 **Au cœur des flammes**. O.  
17.35 **Méteo**.  
18.25 **Exclusif**  
19.05 **Le Bigail**  
20.00 **Journal**, Météo.  
20.50 **Combien ça coûte ?**  
Le Bunker de Hassi Messaoud.  
21.10 **52 sur la Une**. Pour sur le rail.  
0.15 **Formule foot**.  
0.45 **Rallye**.  
0.55 **TF 1 info**, Météo.  
1.10 **Mode in France**. [1/2].

#### FRANCE 2

16.00 **La Chance aux chansons**  
16.40 **Des chiffres et des lettres**.  
17.10 **Un livre, des livres**.  
17.15 **Can des Plus**. O.  
17.45 **Rince la baignoire**.  
18.10 **Friends**. O.  
18.50 **Patrimoine artistique**.  
19.55 et 20.55 **Tirage du Loto**.  
20.00 **Journal**, Météo.  
20.59 **La soirée continue**.  
1.00 **11 min**. Série.  
A quel ça sert d'apprendre ? O.  
22.45 **Ca se discute**. Que faire quand on a une fille ? Pécote ?  
0.50 **Journal**, Météo.  
1.15 **Le Cercle**. Saumur.

#### FRANCE 3

15.25 **Cyclusme**.  
16.40 **Les Minikéums**.  
17.45 **C'est pas sorcier**.  
18.20 **Questions pour un champion**.  
18.50 **Un livre, un jour**.  
18.55 **Le 19-20 de l'Information**, Météo.  
20.05 **Cosby**. O.  
20.35 **Tout le sport**.  
20.55 **Mémoires**.  
Téléfilm. Tony Randel. O.  
22.25 **Méteo**, Soir 3.  
22.55 **Un siècle d'écrivains**.  
Emil Michel Claret.  
23.45 **Les Derniers Gollies**.  
0.35 **Nocturnales**. Semaine des concerts d'Oslo : extraits de *Carmen*, de Bizet.

#### CANAL +

15.30 **A la une**. O.  
15.55 **Décode pas Bunny**.  
16.25 **Toonsylvania**.  
16.45 **C+ Cléo**.  
En clair jusqu'à 21.00  
18.30 **Neuf part ailleurs**.  
20.30 **Le Journal du cinéma**.  
21.00 **Les Fantômes du passé**.  
Film. Bob Reiner. O.  
23.05 **Jour de foot**.  
23.45 **Les Sales Blagues de l'Écho**.  
La robinetophone. O.  
23.50 **Petits meurtres entre amis**.  
Film. Jim Wilson (v.o.). O.  
1.20 **South Park**. Poison sanglant. O.  
1.45 **Spit City**. Quand le maire s'invite. O.  
2.50 **Trop (peu) d'amour**.  
Film. Jacques Deleau. O.

## LA CINQUIÈME/ARTE

15.10 **En juin, ça sera bien**.  
17.00 **Au nom de la loi**. O.  
17.30 **100 % questions**.  
18.00 **Le Cinéma des effets spéciaux**.  
18.25 **Méteo**.  
18.30 **Le Monde des animaux**.  
19.00 **Connaissance**. Zanzibar.  
19.45 **Méteo**, Arte Info.  
20.15 **Reportage**.  
Le Bunker de Hassi Messaoud.  
20.45 **Les Mémoires de l'Histoire**.  
La montagne de la vérité.  
21.35 **Les Cent Photos du siècle**.  
21.45 **Musica**. Brut blanc.  
22.35 **Acoustique en concert**.  
Festival de La Vieillesse 97.  
23.05 **Profil**. Nikos Kavadias, une croisière sur la vie.  
0.00 **La Locustine**. Poirier. [1/2].  
2.30 **Court-circuit**. Message de printemps. Marc Salmon. O.

### M 6

17.00 **Des clips et des bulles**.  
17.35 **Cœur Caribéen**.  
Téléfilm. Paolo Bonzanini [1/2]. O.  
18.25 **Lois et Clark**. O.  
19.20 **Marées**, deux enfants. O.  
19.50 et 20.20 **Rallye**. Rallye de Tunisie.  
19.54 **Le Six Minutes**, Météo.  
20.10 **Notre belle famille**. O.  
20.40 **Décochage info**.  
Une journée avec...  
20.50 **Le Fil du rasoir**.  
Téléfilm. Gérard Cuq. O.  
22.40 **Cruelle vérité**.  
Téléfilm. Eric Tili. O.  
0.20 **De quel droit ?**

### RADIO

#### FRANCE-CULTURE

19.45 **Les Enjeux internationaux**.  
20.02 **Les Chemins de la musique**. [3/5].  
20.30 **Agora**. Jean-Paul Carminati.  
21.00 **Philharmonie**. L'individualisme.  
22.10 **Fictions**. Nouvelles de Nikolai Gogol.  
23.00 **Nuits magnétiques**. [2/2].  
0.05 **Du jour au lendemain**.

#### FRANCE-MUSIQUE

19.40 **Prélude**.  
20.00 **De vive voix**. Par le Chœur de Radio France, dir. Lubomir Matl : Œuvres de Schütz, Bruckner, Janáček, Lukas, Dvorák.  
22.30 **Musique pluriel**.  
Œuvres de Varèse, Lang.  
23.07 **Les Greniers de la mémoire**.  
Invité : Magda Tagliaferro, piano.

#### RADIO CLASSIQUE

20.15 **Les Solistes**. *Carmen* de Wagner op. 36, de R. Schumann, Alexandre Rabinovitch, piano.  
20.40 **Lady Macbeth** de Musorgski.  
Opéra de Chostakovitch. Par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra-Bastille, dir. Myung-Whun Chung.  
23.19 **Les Solistes**. (suite). Œuvres de Beethoven, Saint-Saëns, Gounod.

## SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Les codes du CSA  
O Tous publics  
O Accord parental souhaitable  
O Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans  
O Public adulte  
Interdit aux moins de 16 ans  
O Interdit aux moins de 18 ans

Les codes des films  
O On peut voir  
O A ne pas manquer



## Un vert paradis

par Pierre Georges

ET PENDANT ce temps-là, à Paris, l'autre bataille faisait rage. Accroché à son fauteuil comme arapède à son rocher, le bon roi Jean hésitait. La guerre ou pas la guerre? To be RPR ou ne pas le rester davantage? Les frappes massives contre son propre camp ou la ruse? Se déclarer maintenant ou plus tard?

La capitale ne vivait plus. Les vagues, vaguement aériennes, de sondages se succédaient pour dire une chose abominable: peut-être bien que le maire de Paris n'était pas le mieux placé pour se succéder à lui-même, ce que, pourtant, il envisageait assez volontiers. Peut-être bien, soulignaient les chiffres, que le RPR avait intérêt à présenter tout le monde sauf Tibéri. TST en somme et même Balladur.

Tout cela était fort intéressant. Un peu prématuré peut-être, vu que les élections municipales auront lieu en 2001 - c'est-à-dire si l'eau aura coulé sous le siècle -, mais intéressant. Et les Parisiens suivaient avec la plus grande attention cette bataille des concubines, au premier chef. Ils ne pensaient, pauvres, qu'à cela, matin, midi et soir, rongés d'angoisse, dérangés de curiosité, complètement obsédés par le pathétique et funeste combat qui tâchait de sang, de bile et d'humours les murs de la superbe pièce montée, en pur style Renaissance façon Ballu et Deperthes, leur servant d'hôtel de ville.

C'est qu'à force ils avaient fini par le trouver amusant, leur bon maire. Et coriace. Dans l'épreuve, il avait été admirable, ne cédant rien, ne capitulant point, tant sous l'offensive judiciaire que face aux hordes inamicales et toubonnesques. Dans la vie, il était devenu inégalable, promettant tout à tous. Et notamment de rendre radieuse vie à sa ville polluée, en-

mée, encerclée par le fleau automobile.

Sur le tard en effet, par un de ces miracles qu'on pourrait attribuer au souci de la survie, le maire de la capitale s'était converti en vert prédateur. Touché par la grâce environnementaliste, zélé comme converti précisément, les yeux enfin ouverts après tant d'années d'un coupable et collectif aveuglement, son maire s'en allait par la capitale en assurant qu'il allait la libérer de ses tourments et empestements.

Il avait des projets et du repentir pour tout. Pour la qualité de l'air, pour la clarté de l'eau, pour la lutte contre le bruit. Pour la circulation alternée. Pour que les piétons pétonnent. Pour que les cyclistes vélocipèdent en paix. Pour que la Concorde règne. Comme d'autres traçent des corridors humanitaires, lui traçait des couloirs environnementalistes.

Sa vie politique étant un enfer, son œuvre serait un paradis vert. Ebedués, les Parisiens assistaient, ravis, à cet activisme forcené. Certes il leur arrivait, en habitués des projets et promesses jamais abouties, des bords de Seine jamais pris, de douter un peu de ce meilleur des environnements. Mais, dans le cynisme qu'autorise la nécessité de survie, ils finissaient par se dire qu'après tout, toute initiative de ce genre était bonne à prendre quel qu'en fût le promoteur.

Hélas, cet admirable zèle ne pouvait convaincre que les convaincus. Et certainement pas tous ceux, fort sérieux, fort politiques, fort expérimentés qui savaient que la perte de la capitale serait chose trop sérieuse, sur l'échiquier présidentiel, pour que le risque soit pris de suivre un maire d'une espèce, elle-même, en péril.

## Les ennuis judiciaires de Bill Clinton continuent

WASHINGTON. Les affaires n'en finissent pas de rattraper Bill Clinton, qu'un magistrat fédéral de Little Rock (Arkansas) a jugé le 12 avril, coupable d'« outrage à magistrat » pour avoir témoigné de manière « intentionnellement fautive (...) trompeuse et évasive » en janvier 1998 dans l'affaire Paula Jones. C'est à cette occasion que Bill Clinton avait affirmé n'avoir « jamais eu de relations sexuelles avec Monica Lewinsky ». La juge a donné trente jours au chef de la Maison Blanche pour se pourvoir en appel sinon elle demandera à la Cour suprême de l'Etat de se prononcer sur son sort; cette cour pourrait décider de l'exclusion du barreau de l'Arkansas. Le même jour a vu l'acquiescement, toujours à Little Rock, de Susan McDougal, qui avait été emprisonnée et poursuivie par Kenneth Starr pour avoir refusé de témoigner contre les époux Clinton dans l'affaire Whitewater. Il s'agit là d'une victoire pour le président et d'un camouflet pour le procureur indépendant. (Corresp.)

## L'architecte Sir Norman Foster remporte le Prix Pritzker

A QUELQUES JOURS de la première réunion du Bundestag, lundi 19 avril, dans le palais du Reichstag, à Berlin, transformé par Sir Norman Foster, l'architecte britannique vient d'être distingué par le prix Pritzker, haute récompense internationale dans cette discipline. A la tête de l'une des plus grandes et des plus créatives agences du monde, installée à Londres, il a construit notamment l'aéroport de Hongkong (1998), l'immeuble de la Hongkong and Banking Corporation (1996), et récemment la plus haute tour d'Europe à Francfort (Allemagne), ainsi que le carré d'Art à Nîmes. A Londres, il réalise la transformation du British Museum. Créé en 1979, ce prix décerné par la fondation Hyatt, de Chicago, et doté de 10 000 dollars (10 700 €) a déjà couronné l'italien Renzo Piano, le japonais Tadao Ando et, seul Français, Christian de Portzamparc. Né à Manchester en 1935, diplômé des universités de Manchester (Angleterre) et de Yale (Etats-Unis), Sir Norman Foster qui recevra cette distinction le 7 juin à Berlin, a, selon le jury, « réinventé les constructions en hauteur, créant le plus haut gratte-ciel d'Europe à connotation écologique, la Baraque de Commerce de Francfort. Des ses premiers projets, il a montré un attachement sans faille à l'environnement ».

### DÉPÊCHES

■ NOUVELLE-CALÉDONIE: le président du FLNKS, Roch Wamytan, a annoncé, mardi 13 avril à Nouméa, que les indépendantistes levaient leur menace de boycottage des élections provinciales, prévues le 9 mai. Ils ont obtenu du gouvernement les assurances qu'ils attendaient concernant la composition du corps électoral.

■ PARIS: Inauguration du Temps du Maroc. La porte Bab-El-Mansour, une des entrées de la ville fortifiée de Meknès (Maroc), reconstituée place de la Concorde, à Paris, devait être inaugurée mardi 13 avril par le président de la République, Jacques Chirac, et le prince héritier du Maroc, en présence du maire de Paris, Jean Tibéri. Cette construction éphémère qui reproduit les détails ornementaux et les proportions de ce monument signale de façon spectaculaire l'ouverture des manifestations culturelles, expositions et spectacles, qui célébreront au cours de l'année le Temps du Maroc, sous la conduite de deux commissaires, Frédéric Mitterrand pour la France et Tajeddine Badou pour le Maroc.

Tirage du Monde daté mardi 13 avril 1999: 522 492 exemplaires.

## Le gouvernement colombien a reconnu le détournement d'un avion de la compagnie Avianca

Les quarante-six passagers ont été pris en otage par un groupe armé

### BOGOTÁ

Un vol commercial intérieur de la compagnie Avianca a été détourné, lundi 12 avril au matin, avec quarante-six personnes à bord, a reconnu le gouvernement colombien. L'avion a été retrouvé vide sur une piste d'atterrissage clandestine en pleine forêt, dans le département du Bolívar, au nord du pays, à cinq cents kilomètres de la capitale, Bogotá.

La prise en otage des passagers n'a pas été revendiquée, indiquent les autorités, qui soupçonnent les mouvements de la guérilla d'extrême gauche ou les groupes paramilitaires d'extrême droite, très actifs dans cette région, d'en être les auteurs.

L'avion, un Fokker 50, qui assurait la liaison régulière Bucaramanga-Bogotá, a interrompu ses communications avec la tour de contrôle peu après le décollage, faisant croire tout d'abord à un accident. Cependant, trois heures après le décollage, des effectifs de la police antinarcotique en mission de repérage en hélicop-

tère ont aperçu l'avion dans la région de Simití et vu des hommes en tenue militaire transférer les passagers sur des hors-bords.

Aussitôt la version du détournement confirmée, la présidence de la République a annoncé que seuls ses services étaient autorisés à diffuser l'information officielle sur cette « affaire d'Etat ». Un député, un maire, le président de la compagnie nationale de gaz (Ecogaz), une religieuse équatorienne se trouvent parmi les otages ainsi qu'un bébé de trois mois et plusieurs personnes âgées.

Les familles des victimes ont multiplié les appels à la clémence et de nombreuses personnalités colombiennes ont dénoncé cette violation du droit international humanitaire par les groupes armés. Dans ce pays où les enlèvements sont fréquents et les routes peu sûres, cette nouvelle modalité de « pêche miraculeuse » a de quoi inquiéter. Mardi matin, aucun groupe armé n'avait encore revendiqué cette action ou démenti toute partici-

pation. La présence importante de l'ELN (Armée de libération nationale, castriste) dans cette région a fait porter les premiers soupçons sur cette organisation armée, la deuxième du pays. Ce mouvement pourrait chercher par cette action spectaculaire à démontrer que même affaibli militairement, il est encore un acteur avec qui il faut compter.

### « DISPARITIONS »

Cela étant, le gouvernement n'exclut pas une implication des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), le plus important mouvement de guérilla du pays, voire une action conjointe des deux mouvements. La présence importante des groupes paramilitaires dans cette région, proche de la frontière vénézuélienne, élargit plus encore le champ des spéculations sur l'identité des responsables.

Quels qu'en soient les auteurs, ce détournement ne peut que compliquer le difficile processus de paix engagé par le gouvernement colombien avec les mouve-

ments de la guérilla. La capture de l'avion d'Avianca a eu lieu alors que le président de la République, Andrés Pastrana, se réunissait avec Harold Koh, sous-secrétaire d'Etat américain pour les droits de l'homme.

La veille, dans le cadre d'une conférence à Medellín, le haut fonctionnaire américain s'était félicité de la récente décision du président Pastrana de démettre de leurs fonctions deux généraux soupçonnés d'entretenir des liens avec les groupes paramilitaires.

Harold Koh avait alors dénoncé la participation des forces de l'ordre colombiennes à « des exécutions extra-judiciaires, des disparitions et des déplacements de populations ».

Le gouvernement colombien avait jugé « inacceptables » les déclarations du fonctionnaire américain, « qui semblait mettre les forces armées colombiennes sur pied d'égalité avec la guérilla, les groupes d'autodéfense et les narcotrafiquants ».

Marie Delcas

**Des avantages qui font la différence.**

La technologie informatique est un facteur décisif dans la compétition que se livrent les entreprises. Le partenariat entre Microsoft et Compaq permet d'opter pour une solution éprouvée à la pointe de la technologie, pour une performance et des économies en termes de performance et de coûts. L'informatique de votre entreprise est le cœur de son succès.

Utiliser Windows NT Workstation sur du matériel Compaq, c'est devenir plus performant. Tout simplement.

Avec Windows NT Workstation, vous bénéficiez d'un PC de la gamme Desktop ou d'un serveur. Le travail de Compaq vous dispense de gérer une infrastructure informatique complexe. Vous bénéficiez du système d'exploitation le plus fiable, le plus performant et le plus facile. Vous pouvez donc vous consacrer pleinement à l'essentiel de votre entreprise.

Compaq fournit déjà des PC prêts pour Windows 2000.  
[www.compaq.fr/produits/windows2000/](http://www.compaq.fr/produits/windows2000/)  
[www.microsoft.com/france/windows2000/ready](http://www.microsoft.com/france/windows2000/ready)

COMPAQ Microsoft  
FRONTLINE PARTNERSHIP

مكتبة من الأملا